



# Le Monde



LE MONDE DES LIVRES – SUPPLÉMENT

AVEC LA RÉÉDITION DE « DAIMLER S'EN VA », L'OMBRE DE FRÉDÉRIC BERTHET REVIENT

VENDREDI 15 JUIN 2018 • 74<sup>e</sup> ANNÉE • N°22837 • 2,60 € • FRANCE MÉTROPOLITAINE • WWW.LEMONDE.FR

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY • DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO

## Social : Macron se refuse à tout changement de cap

► Le chef de l'Etat a opposé, mercredi, une fin de non-recevoir à ceux qui, dans la majorité, réclament « un rééquilibrage social » de la politique menée

► « Je n'ai pas l'impression que, lorsqu'on redresse l'économie, l'on soit contre le modèle social », a-t-il indiqué devant le congrès de la Mutualité

► M. Macron a dit vouloir « bâtir » un nouvel « Etat-providence de la dignité et de l'émancipation », mais sans dépenses supplémentaires

► La veille, dans une vidéo, il avait estimé que « le pognon de dingue » mis dans les minima sociaux n'empêchait pas « les pauvres de rester pauvres »

► Par ailleurs, la réforme du financement de la dépendance passera par une loi votée d'ici à la fin de 2019

PAGES 6-7 ET DÉBATS PAGE 19

### Etats-Unis

#### La Réserve fédérale relève ses taux

Jugeant l'économie en pleine forme, la Fed revient à la normale pour sa politique monétaire, dix ans après la terrible crise financière

CAHIER ÉCO – PAGE 5

### Environnement

#### Les Antilles face au désastre des sargasses

Les échouages d'algues ont atteint une ampleur exceptionnelle cette année. Malgré un plan d'urgence annoncé, la population des îles antillaises se sent abandonnée. Elle reproche à l'Etat sa réaction tardive

PAGE 11

## MERKEL RATTRAPÉE PAR LA QUESTION MIGRATOIRE

► La chancelière allemande est sous la pression de l'aile droite de sa majorité PAGE 4



Horst Seehofer, ministre de l'intérieur, et Angela Merkel, à Berlin, le 12 mars.

CARSTEN KOALL/GETTY IMAGES

## Plainte d'Anticor sur les comptes de campagne

L'association contre la corruption Anticor a saisi, mercredi 13 juin, le parquet de Paris d'une plainte pour « vérifier la transparence et la probité » des comptes de campagne de tous les candidats. Elle s'interroge sur l'efficacité de la commission de contrôle, qui fonctionne « sans moyens, sans pouvoir d'enquête et avec un président payé par l'exécutif » et n'avait, dans l'affaire Bygmalion, rien détecté d'anormal dans les comptes de l'UMP.

PAGE 8

### Bruxelles

#### Accord européen sur les énergies renouvelables

La part des énergies renouvelables dans la consommation européenne devrait être portée à 32% en 2030, et l'usage des agrocarburants gelé

CAHIER ÉCO – PAGE 4

## Tchéchénie Kadyrov, la propagande par le foot

Pendant le Mondial, la Tchétchénie accueille l'équipe d'Egypte et sa star, Mohamed Salah. Une nouvelle occasion pour Ramzan Kadyrov, qui préside d'une main de fer cette petite république du Caucase, d'utiliser ce sport comme un outil de

propagande. A Grozny, la capitale, le foot est un instrument de pouvoir. Le club local a fini, lui aussi, par passer sous l'étroit contrôle de M. Kadyrov. Les jours de match, dans le stade, des individus en civil cochent le nom des présents.

PAGE 15

### MÉDITORIAL

#### LA VITRINE ET LA FÊTE

PAGE 21

### LE REGARD DE PLANTU



### Afrique

#### L'Ethiopie se rapproche de ses ennemis historiques

PAGE 2

### Santé

#### Les hôpitaux de Marseille manquent de matériel stérilisé

PAGE 9

### Numérique

#### Les jeunes passent 1 h 38 par jour sur leur mobile

CAHIER ÉCO – PAGE 2

### Musique

#### Rejjie Snow, jeune et fier rappeur irlandais

PAGE 16

PARTAGEZ VOTRE POUVOIR DE SAUVER DES VIES.

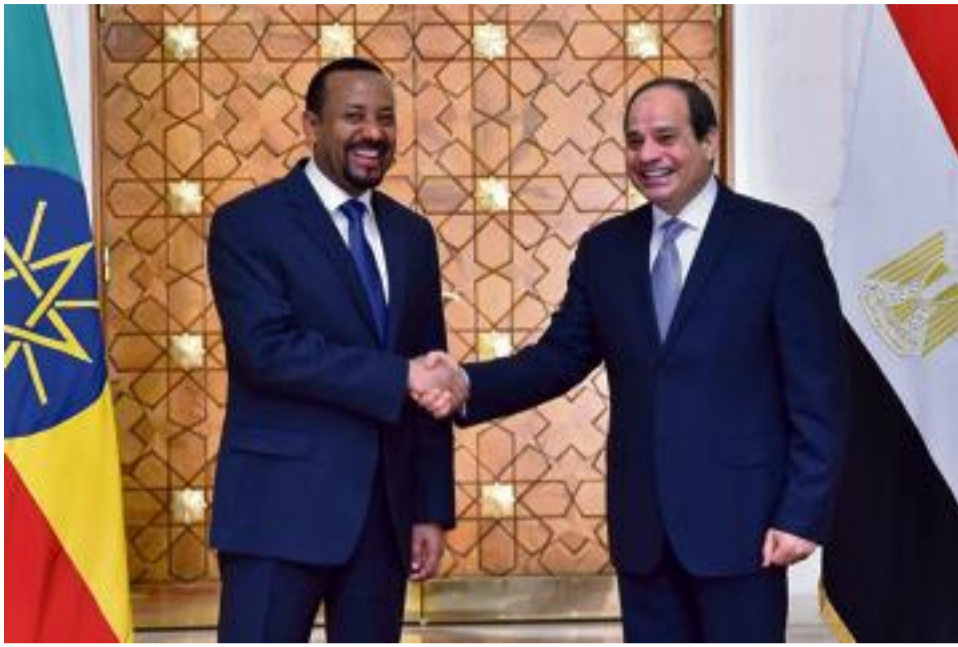
VENEZ DONNER VOTRE SANG !

DU 11 AU 17 JUIN

Journée mondiale des donneurs de sang • 14 JUIN 2018

Pour savoir où donner, rdv sur [dondesang.efs.sante.fr](http://dondesang.efs.sante.fr)





De gauche à droite : le premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, et le président égyptien, Abdel Fattah Al-Sissi, au Caire, le 10 juin ; construction du « barrage de la renaissance de la grande Ethiopie », sur le Nil Bleu, à Guba, au nord-ouest du pays, en novembre 2017 ; le chantier du port de Lamu, au Kenya, en 2013 ; avec le président rwandais Paul Kagamé (à gauche), le 25 mai.

PRESIDENCE EGYPTIENNE/AFP ; GIOIA FORSTER/DPA/AP ; REUTERS ; MINASSE WONDIMU HAILU/ANADOLU AGENCY

# L'Ethiopie, vers la paix sous influence de Riyad

Abiy Ahmed rapproche le pays de ses ennemis historiques, l'Egypte et l'Erythrée, avec le soutien saoudien

JOHANNESBURG - correspondant régional

Il y a quelques mois, Abiy Ahmed, le nouveau premier ministre éthiopien, était à peu près inconnu du grand public et pouvait encore se rendre dans une salle de sport. Retrouvant une connaissance sur les appareils de cardio pour transpirer et débattre, l'ancien lieutenant-colonel, un temps ministre des sciences et des technologies, pronostiquait un grand avenir à la Corne de l'Afrique mais avertissait : « Si on veut que notre région décolle, il faut en finir avec les crises et, pour cela, il faut tout bouleverser. »

Le bouleversement, dans l'immédiat, a pris son visage. Mais derrière, c'est tout l'équilibre des forces, dans cette partie du monde à cheval entre Afrique et péninsule Arabique, qui vient de subir une

inflexion majeure. Depuis qu'il est arrivé à la tête de l'Ethiopie, le 2 avril, Abiy Ahmed s'emploie à jouer le rôle de faiseur de paix à l'intérieur comme à l'extérieur de son pays de 104 millions d'habitants, menacé par les prémices d'une série d'insurrections. Il libère des opposants, enthousiasme la rue, loue le travail des médias. Il enchaîne aussi les visites dans la région pour y nouer des relations qui répondent à deux priorités complémentaires : créer ou raviver des alliances politiques, faciliter de futurs échanges.

## Nouvel accès maritime

Il a par exemple jeté les bases d'une participation éthiopienne dans le futur port de Lamu, au Kenya. Si le projet voit le jour, cela signifie que l'Ethiopie aura un nouvel accès maritime, en plus de Djibouti, Berbera (région séparatiste du Somaliland) et Port-Soudan (Soudan). On voit le dessin. Il s'inscrit dans le développement de grandes infrastructures sur la façade orientale de l'Afrique, dont une partie est liée à l'initiative chinoise des « nouvelles routes de la soie ». Mais tout cet ensemble marque le pas, essentiellement en raison de conflits locaux aux implications régionales.

De la Corne à l'Afrique australe, il y a des usines à construire, des minerais à extraire, du pétrole à faire couler puis à exporter. Il faut des oléoducs, des lignes de chemin de fer, des unités de liquéfaction de gaz naturel, des ports... Cela n'advient pas dans un climat de crises ou de guerres larvées. Encore moins si un pays pivot comme l'Ethiopie sombre dans le chaos.

Or, depuis deux ans, l'Ethiopie semblait courir au désastre, une vague de protestations régionalistes menaçant de faire trembler le pays sur ses bases. « Même les investisseurs chinois avaient renoncé à d'importants projets, considérant que le pouvoir central ne tenait plus la majorité des régions », précise



une source bien informée. Pour briser cet état de fait, Abiy Ahmed a commencé par le plus dur : assurer d'abord la paix à l'extérieur, en formulant une offre surprise aux deux pays les plus menaçants.

A l'Erythrée, le frère ennemi avec lequel règne une forme de tension latente depuis dix-huit ans, il a été offert, le 5 juin, de mettre enfin en application un accord de paix signé en 2000. Cette offre est l'un des risques les plus sérieux pris par le premier ministre, tant elle bouscule des intérêts et des habitudes. « Sa stratégie repose sur des électrochocs, estime Rashid Abdi, de l'International Crisis Group (ICG), un think tank. La question est de savoir s'il mène des réformes à la façon d'un Gorbatchev, qui avait conduit à la fin de l'URSS, ou si c'est pour sauver l'Ethiopie. » Cinq jours après l'offre à Asmara, Abiy Ahmed s'engageait à partager les eaux du Nil avec l'Egypte, pays qualifié d'« ennemi héréditaire » à Addis-Abeba en raison de conflits depuis des décennies sur la gestion du fleuve.

Il était temps. La menace contre l'Ethiopie avait grandi, depuis deux ans, en raison du renforcement de l'alliance entre l'Egypte et l'Erythrée, officialisée en 2017 par la signature d'un partenariat stratégique. Des militaires égyptiens entraînent discrètement l'armée

érythréenne et la marine égyptienne croise dans les parages des ports érythréens.

Une façon de signaler à Addis-Abeba qu'une escalade est possible, à mesure que se rapproche la mise en eau du barrage éthiopien de la « renaissance », plus gros ouvrage hydraulique de tout le continent, sur le Nil Bleu. Ce moment est suspendu. Pour l'heure, l'Ethiopie est sans le sou et les travaux ont dû être interrompus. Dans cette dernière phase, l'Egypte est parvenue à mener un mouvement d'encerclement de l'Ethiopie de plus, en développant un réseau d'alliances qui va jusqu'au Soudan du Sud.

Or l'Egypte et l'Erythrée n'ont pas qu'un ennemi commun. Elles partagent aussi un allié de poids, l'Arabie saoudite. Laquelle vient aussi de devenir celui de l'Ethiopie. Avec les Emirats arabes unis, Riyad a mené, dès le début de son engagement au Yémen, en 2015, une politique de recrutement d'alliés africains, notamment sur la façade de la mer Rouge et de l'océan Indien, qui fait face aux régions où les Saoudiens se refusent à voir des alliés de l'Iran (comme les rebelles houthis du Yémen) prendre pied, et contrôler une route maritime qui compte parmi les plus importantes de la planète.

## Financements saoudiens

Cette alliance africaine de l'Arabie saoudite et des Emirats inclut notamment le Soudan, l'Erythrée et Djibouti. L'Egypte n'est pas impliquée de manière directe au Yémen, mais représente un allié capital pour Riyad, qui fait figure de grand parrain régional, ses affidés étant bénéficiaires, à divers titres, de financements et d'aides saoudiennes (ou émiratistes, dans le cas de l'Erythrée).

Pendant près de trois ans, cette extension de l'influence saoudienne avait une tâche aveugle : l'Ethiopie, qui affirmait vouloir rester neutre. « A cause de sa crise

interne, l'Ethiopie a été lente à s'adapter à la nouvelle donne régionale et à l'irruption d'acteurs du Golfe dans la Corne. Peut-être, au fond, ne savait-on pas très bien comment réagir à Addis-Abeba », analyse Ahmed Soliman, chercheur associé au programme Afrique du think tank britannique Chatham House.

Le déclic ne s'est pas fait au grand jour. Le rapprochement éthio-saoudien, d'abord confidentiel, n'est apparu en pleine lumière que lorsque Abiy Ahmed, peu de temps après son accession au pouvoir, s'est rendu à Riyad. En réalité, les discussions étaient en cours depuis des mois. « Les Saoudiens ont décidé de l'aider, ils ont vu la possibilité de favoriser la paix entre les deux ennemis de la Corne grâce à leur accès dans les deux capitales », précise une source régionale impliquée dans les discussions.

Pour qu'un tel changement s'opère, il faut plus qu'un acteur. En réalité, un axe est désormais à l'œuvre pour remodeler les équilibres de la région à partir de l'Ethiopie : l'Arabie saoudite est appuyée par les Etats-Unis et, ponctuellement et dans une discrétion totale, par Israël – un axe renforcé par l'hostilité à l'Iran.

Dans les derniers mois, des émissaires américains ont mené des va-et-vient discrets entre Addis-Abeba et Asmara avec l'appui, tout aussi discret, d'organisations régionales. Une « feuille de route » a été soumise aux

deux voisins, précise notre source, tandis que les Saoudiens faisaient jouer leur diplomatie du carnet de chèques, promettant de régler, au moins pour un temps, le problème financier de l'Ethiopie, à court de devises et qui ne dispose plus que d'un mois d'importations en termes de réserves de change.

## Contrer l'axe Qatar-Turquie

L'ambition de ce mouvement va au-delà de la Corne. « L'Arabie saoudite comprend l'importance stratégique de l'Ethiopie comme celle d'un acteur économique régional de premier plan dont la stabilité a une influence directe sur la sécurité de voisins de plus petite taille, particulièrement l'Erythrée et Djibouti, qui sont partie intégrante du dispositif sécuritaire saoudien dans la Corne de l'Afrique et en liaison avec la guerre au Yémen », analyse Jack A. Kennedy, du cabinet IHS Markit, à Londres.

Pour Riyad, les bénéfices escomptés de ce renouvellement du jeu régional sont multiples. D'abord, cimenter un réseau d'alliances sur la façade de l'Afrique orientale, de façon à contrecarrer toute velléité de l'Iran d'y prendre pied. Mais aussi faire pièce aux poussées de l'axe Qatar-Turquie, de la Somalie au Soudan. Ces liens passent par une présence physique, y compris militaire.

Enfin, au-delà de cette politique de pions et de drapeaux, Rashid Abdi, de l'ICG, résume un autre axe privilégié sur les responsables saoudiens : « Il y a une nouvelle approche à Riyad, consistant à chercher des solutions de paix dans cette région. L'Arabie saoudite est désespérée. Elle ne veut plus de nouveaux ennemis, mais des nouveaux alliés. Et si la paix s'installe dans la Corne, cela sera porté à son crédit. En termes d'image, le royaume apparaîtra davantage comme une puissance responsable. » ■

JEAN-PHILIPPE RÉMY

**Riyad veut cimenter un réseau d'alliances sur la façade de l'Afrique orientale, et empêcher l'Iran d'y prendre pied**



# Le procès Bemba, symbole des échecs de la CPI

L'acquittement de l'ex-vice-président de la RDC met en avant les faiblesses des dossiers soumis à la Cour pénale

LA HAYE - correspondance

Acquitté par la chambre d'appel de la Cour pénale internationale, Jean-Pierre Bemba se trouve en liberté provisoire. L'ex-vice-président de la République démocratique du Congo (RDC) a bien quitté les murs de la prison de Scheveningen, à La Haye (Pays-Bas), dans la soirée du 12 juin, mais n'a pas rejoint son domicile de Bruxelles. La Cour doit encore se prononcer sur la peine qu'il devra purger pour avoir suborné des témoins. Il faut, en attendant, qu'un Etat l'accueille sur son sol. La Belgique, où réside sa famille, n'avait toujours pas répondu à la Cour mercredi soir, a indiqué une source au *Monde*. Deux autres pays ont été approchés.

L'acquittement, le 8 juin, de la majorité des juges de la chambre d'appel, révèle les échecs de la Cour. L'affaire Bemba fut bâtie sur un postulat politique. C'est au nom de la « stabilité » de la RDC que l'ex-procureur, Luis Moreno Ocampo, avait poursuivi M. Bemba il y a dix ans. Beaucoup de diplomates et d'activistes soufflaient alors à l'oreille du procureur. Puisque « deux crocodiles dans un même marigot » ne font pas bon ménage, il fallait en finir avec le face-à-face opposant Joseph Kabila, fraîchement élu à la tête de la RDC, à Jean-Pierre Bemba. C'était en 2006.

Même si ses troupes s'étaient salement illustrées en RDC depuis 1998, le procureur avait décidé de le poursuivre pour les crimes de sa milice commis en Centrafrique entre 2002 et 2003. Depuis longtemps, la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) recueillait des témoignages accablant les hommes de M. Bemba, envoyés soutenir le président Ange-Félix Patassé, menacé par la rébellion de François Bozizé (président de la RDC entre 2003 et 2013, après qu'un coup d'Etat l'a porté au pouvoir). L'organisation avait convaincu Bangui de saisir la Cour. Et fourni au procureur les bases d'un dossier. Mais jamais les crimes en Centrafrique et l'impunité criante dans ce pays,

**En juillet, la Cour fêtera les 20 ans de son traité fondateur. Il lui sera difficile d'en faire un exercice d'autosatisfaction**

n'ont été au cœur de la décision de l'ex-procureur. Raison pour laquelle les premiers responsables de cette guerre, Ange-Félix Patassé et François Bozizé, n'ont jamais été inquiétés.

L'arrestation du « chairman », comme le surnomment ses partisans, en mai 2008, à Bruxelles, empêchait son retour à Kinshasa, où il espérait s'élancer pour la future présidentielle. C'est à La Haye qu'il passera les dix années suivantes. Au cours de son procès – conduit le plus souvent à huis clos – les juges avaient modifié les charges portées contre lui, avant de le condamner à dix-huit ans de prison.

## Emotion appuyée

La présidente, Sylvia Steiner, avait, tout au long de l'affaire, montré une émotion appuyée envers les témoins et fait preuve de clémence envers le procureur, malgré les manques de son dossier. M. Bemba avait été reconnu coupable de n'avoir ni puni ni empêché les meurtres, les viols et les pillages de ses soldats. Mais l'acquittement du 8 juin ne remet pas en cause le principe de la responsabilité du supérieur hiérarchique. A l'instar des anciens présidents Charles Taylor (Libéria) ou Slobodan Milosevic (Serbie), ceux qui à distance planifient et ordonnent les crimes – ce n'était pas le cas de Jean-Pierre Bemba en Centrafrique – peuvent toujours craindre le glaive de la justice internationale.

L'acquittement de Jean-Pierre Bemba est symptomatique des faiblesses de la Cour. Encouragés par les organisations de défense des droits de l'homme, ses magistrats nourrissent une vision humanitaire de leur mandat, mais sont souvent dans l'incapacité de four-



Un soutien de l'ex-vice-président de la RDC, Jean-Pierre Bemba, devant son portrait, à Kinshasa, le 8 juin. JOHN WESSELS / AFP

nir des décisions irréprochables. Depuis ses premières enquêtes en 2004, la Cour a condamné trois miliciens, congolais et maliens. Les juges ont prononcé deux acquittements et de nombreux non-lieux, dont le plus retentissant fut, en 2014, celui en faveur du président Kényan, Uhuru Kenyatta.

En juillet, la Cour fêtera les vingt ans de son traité fondateur. Il lui sera difficile de faire de ces célébrations un exercice d'autosatisfaction. Elle ne pourra pas plus se cacher derrière la cause des victimes, si souvent brandie pour masquer ses errements : aucune des ordonnances en réparation n'a été à ce jour exécutée. Et les 5 229 victimes inscrites au dossier Bemba n'obtiendront pas réparations pour les horreurs de la guerre de 2002 en Centrafrique, dont la Cour a sans relâche souligné l'horreur. Dans le sillage de l'acquittement, le Fonds de la Cour dédié aux victimes a

promis une assistance d'un million d'euros aux Centrafricains.

A l'absence de vision, l'amateurisme et l'émotion, s'ajoute la complexité de son mandat. La Cour enquête sur des pays vacillant entre guerre et paix. Et subit des pressions politiques, plus ou moins subtiles, d'Etats ne coopérant que lorsque la Cour rencontre leurs intérêts stratégiques, ou à tout le moins ne les menace pas. Une fois menacés, tous les moyens sont bons pour espérer lui échapper. Dans ce bras de fer inévitable, c'est la Cour qui, par sa politique pénale bancaire, fournit les armes de ses défaites successives. Persuadée d'obtenir la coopération des Etats en acceptant de se soumettre, elle utilise rarement les pouvoirs réels dont elle dispose.

Les attaques ont longtemps été le lot de responsables africains craignant d'être ciblés. Le cercle s'est élargi à la Russie, aux Etats-

Unis et à Israël. Ils ont toujours rejeté la juridiction de la Cour et plus encore depuis l'ouverture d'une enquête sur la guerre russo-géorgienne de 2008, le dépôt d'une demande d'enquête en Afghanistan, ciblant entre autres les forces américaines, et les demandes d'intervention de la Palestine.

Vendredi, la procureure de la Cour, Fatou Bensouda, avait promis une réponse à l'arrêt de la chambre d'appel. Elle s'est bien gardée d'annoncer de nouvelles poursuites contre les commandants Mustapha Mukiza et Dieu-donné Amuli, cités comme responsables par la chambre d'appel et dont les noms avaient, lors du procès, rythmé les récits des témoins. La procureure a préféré critiquer longuement cette décision de justice, ce qui ne se fait généralement pas. Elle n'a surtout pas fait la moindre autocritique sur les errements de l'enquête et n'a pas an-

noncé de sanctions contre ses équipes d'enquêteurs et de substituts, dont beaucoup, comme elle-même, sont issus de l'école Ocampo.

Après l'acquittement de M. Bemba, la Cour pourrait-elle survivre à un nouvel échec du procureur ? L'affaire Laurent Gbagbo, ouverte en 2011, présente des errements similaires : des vices de procédure et des accusations de « crimes contre l'humanité » bâties sur la thèse que l'ancien président ivoirien fut au centre d'un « plan commun » pour se maintenir au pouvoir. Si des crimes graves ont bien été commis en Côte d'Ivoire durant la période post-électorale de 2010-2011, les preuves présentées aux audiences ne correspondent pas à l'accusation. Depuis cinq ans, les juges alertent le bureau du procureur des impasses sur ce dossier. Rien n'y fait. ■

STÉPHANIE MAUPAS

## Au Maroc, le procès d'un patron de presse jette le trouble

Taoufik Bouachrine, connu pour ses critiques envers le pouvoir, est poursuivi pour agressions sexuelles présumées

Les semaines de procès se suivent et apportent leur lot de rebondissements. Des vidéos « dégoûtantes » projetées à l'audience, des avocats qui claquent la porte du tribunal, des femmes éplorées ou amenées de force au tribunal. Trois mois après le début du procès visant le patron de presse marocain Taoufik Bouachrine, les tensions qui entourent l'affaire ne faiblissent pas.

Le directeur d'*Akhbar Al-Youm* a été arrêté le 23 février dans les locaux du journal et aussitôt incarcéré. Il est accusé de « traite d'êtres humains », « abus de pouvoir à des fins sexuelles », « viol et tentative de viol ». Des accusations très lourdes qui créent la suspicion, alors que le journaliste de 49 ans est connu pour ses critiques envers le pouvoir. « Mon client dirige un quotidien qui critique tous les centres de décision, sans exception, et c'est ça qui pourrait lui coûter cher », fulmine M<sup>e</sup> Mohamed Ziane, l'un de ses avocats.

Lancé en 2009, le quotidien *Akhbar Al-Youm* est parmi les plus influents du royaume. « Bouachrine est l'un des meilleurs journalistes en arabe, une plume, témoigne un confrère francophone. A un moment, il est

devenu gênant pour la stratégie du Palais qui veut faire d'Aziz Akhannouch [ministre de l'agriculture et riche homme d'affaires] le futur premier ministre, et de son parti, le Rassemblement national des indépendants [RNI], une super-formation capable de contrer le Parti de la justice et du développement [PJD, islamiste]. » Si Taoufik Bouachrine n'est pas membre du PJD, il en est proche. « Ses éditos sont très lus, très commentés. Cette affaire d'agressions sexuelles est peut-être réelle, mais c'est aussi une aubaine », estime notre interlocuteur.

## Vidéos compromettantes

Les audiences se déroulent à huis clos, les seules informations sur le déroulement du procès proviennent des avocats des deux parties et de fuites dans la presse. Au total, une cinquantaine de vidéos, qui auraient été tournées dans le bureau de M. Bouachrine, ont été saisies : elles le montreraient avec des journalistes, salariés, dans des situations compromettantes, voire relevant de la violence ou de l'humiliation.

Ouidade Melhaf est l'une des plaignantes. Jeune journaliste, elle a collaboré avec *Akhbar Al-*

**« Cette affaire d'agressions sexuelles est peut-être réelle, mais c'est aussi une aubaine », note un journaliste**

*Youm* comme pigiste dès 2013, jusqu'à ce qu'un poste fixe lui soit proposé. Ce 26 janvier 2015, elle a rendez-vous à 17 h 30 dans le bureau de M. Bouachrine pour discuter de son contrat. « Il a fermé les portes, raconte-t-elle. Il s'est assis sur le canapé, m'a dit que je lui plaisais et a commencé à me toucher. Je lui ai dit non, j'ai essayé de prendre mes affaires, mais il m'a forcée à l'embrasser. » Ouidade Melhaf explique avoir été sur le point de s'évanouir. « Là, il m'a donné une bouteille d'eau, m'a demandé de lui pardonner, expliquant qu'il n'arrivait pas à se contrôler. »

M<sup>e</sup> Ziane a évidemment une version très différente : si des images montrent un quelconque contact physique, c'est que son client

tentait de rassurer la jeune journaliste, selon lui en conflit avec ses collègues. Il met aussi en avant le fait qu'elle ait accepté ce soir-là de rentrer avec M. Bouachrine en voiture de Casablanca à Rabat (environ une heure de voiture). « J'étais sous le choc », rétorque Ouidade Melhaf. La jeune femme sera appelée par la police judiciaire, le 25 février, pour visionner deux courtes séquences vidéo : « J'ai confirmé que c'était bien moi sur les images », explique-t-elle. Comme elle, quatre autres femmes se sont présentées à la barre pour dénoncer des agressions de la part de l'éditorialiste.

Les défenseurs de M. Bouachrine rejettent, eux, en bloc l'authenticité des vidéos, expliquant que ce dernier n'est pas reconnaissable sur les bandes et que, dans un certain nombre de cas, il se trouvait même ailleurs. Ils avancent que les caméras retrouvées dans le bureau de leur client y ont été placées à son insu, quand l'accusation affirme qu'il les avait installées lui-même pour faire chanter ses victimes.

Dans cette affaire, la confusion a été renforcée par les procédures enclenchées contre plusieurs femmes. Afaf Bernani, jeune sa-

lariée du journal de 26 ans, a été condamnée fin avril à six mois de prison pour avoir contesté le contenu de sa déposition, expliquant que non, elle n'avait pas été harcelée par M. Bouachrine. Jeudi 7 juin, c'est une autre journaliste, Amal Houari, qui a été amenée de force devant le tribunal, puis placée en garde à vue, accusée d'avoir tenté d'échapper à sa convocation devant la cour. Elle aussi nie avoir été harcelée par M. Bouachrine.

## « Comité pour la vérité »

Un « comité pour la vérité et la justice dans l'affaire Bouachrine » a été créé par des personnalités politiques et associatives de sensibilités différentes. L'objectif « n'est pas d'innocenter Bouachrine de ce qui lui est reproché », mais de « mettre en lumière les violations qui ont entaché son procès », ont-ils expliqué.

Dans la nuit du jeudi 7 au vendredi 8 juin, ce sont les avocats du journaliste qui ont décidé de se retirer de l'audience. Trois d'entre eux se sont même déchargés du dossier en raison des « dépassements flagrants que connaît le procès ». ■

CHARLOTTE BOZONNET

## NATIONS UNIES

### L'ONU condamne l'usage excessif de la force par Israël à Gaza

L'Assemblée générale des Nations unies (ONU), réunie en urgence, a adopté, mercredi 13 juin, par 120 voix contre 8, une résolution condamnant l'usage excessif de la force par Israël contre les civils palestiniens lors de la flambée de violences meurtrières à Gaza. Le texte demande au secrétaire général, Antonio Guterres, de recommander la mise en place d'un « mécanisme de protection internationale » dans les territoires occupés. Un tel dispositif a peu de chances de voir le jour, car il devrait être validé par le Conseil de sécurité.

## IRAN

### Arrestation d'une avocate des droits de l'homme

L'avocate iranienne Nasrin Sotoudeh, 55 ans, récompensée à l'étranger pour son engagement dans la défense des droits de l'homme, a été arrêtée, jeudi 14 juin, a annoncé son mari. Elle a notamment défendu, ces derniers mois, plusieurs femmes arrêtées pour avoir enlevé leur voile en public afin de protester contre son port obligatoire. Le Parlement européen lui a décerné le prix Sakharov en 2012. – (AFP)



# Migrants : Merkel sous la pression des durs de sa majorité

Le ministre de l'intérieur amorce un rapprochement avec l'Italie et l'Autriche

ROME, BERLIN - correspondants

Angela Merkel s'apprête-t-elle à refermer pour de bon la page qu'elle a ouverte lors de la crise des réfugiés de 2015 ? Jamais la chancelière allemande n'a en tout cas subi une telle pression de la part de l'aile droite de sa majorité, menée par son ministre de l'intérieur, le conservateur bavarois Horst Seehofer (CSU), bien décidé à lui imposer un durcissement sans précédent de la politique migratoire du pays.

Pour l'heure, M<sup>me</sup> Merkel reste particulièrement discrète. Fidèle à la méthode qui a toujours été la sienne et qui jusque-là lui a permis de sortir des situations les plus délicates, elle a décidé de consulter à tour de bras, avec l'espoir de parvenir à un compromis. Mercredi 13 juin, une réunion a ainsi été organisée à la dernière minute à la chancellerie en présence de M. Seehofer ainsi que des ministres-présidents de Bavière, Markus Söder (CSU), et de Hesse, Volker Bouffier (CDU), deux Länder où doivent se tenir des élections régionales, en octobre, et où les conservateurs espèrent contenir la poussée du parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD). Jeudi après-midi, une autre réunion, rassemblant cette fois les ministres-présidents de l'ensemble des seize Länder du pays, a été inscrite à l'agenda de la chancellerie.

De la réunion de crise organisée mercredi soir à la chancellerie, peu d'éléments ont filtré. A leur sortie un peu après minuit, aucun des participants ne s'est exprimé. Selon l'agence DPA, M<sup>me</sup> Merkel se serait montrée ouverte à l'une des mesures prônées par son ministre de l'intérieur et à laquelle elle s'était opposée jusqu'alors : l'expulsion de tous les demandeurs d'asile déjà enregistrés dans un autre pays européen, en vertu du règlement de Dublin, selon lequel un migrant doit déposer sa demande d'asile dans le pays où il est entré en premier. Son souhait serait toutefois d'éviter que l'Allemagne ne prenne cette décision de façon « unilatérale », sans s'être préalablement concertée avec ses partenaires européens.

## Difficile accord à vingt-huit

Quel scénario la chancellerie imagine-t-elle précisément ? Invitée, mercredi soir, de la chaîne de télévision ZDF, Annegret Kramp-Karrenbauer, la secrétaire générale de la CDU, en a donné quelques grandes lignes. Proche de M<sup>me</sup> Merkel, la numéro deux du parti a reconnu qu'il serait sans doute difficile de trouver un accord global sur la politique migratoire entre les vingt-huit membres de l'Union européenne (UE), mais elle imagine que celle-ci pourrait autoriser « la conclusion d'accords bilatéraux entre certains Etats, comme la Grèce ou l'Italie, partageant le même objectif que la CSU ».

**Le chancelier autrichien, Sebastian Kurz, et le ministre allemand de l'intérieur, Horst Seehofer, le 13 juin à Berlin.**

M. SCHREIBER/AP



La référence à l'Italie et à la Grèce n'est pas anodine. Ces deux pays ont toutes les raisons de s'inquiéter des conséquences de la mesure défendue par M. Seehofer. S'ils peuvent partager, sur le principe, sa volonté de durcir la politique migratoire, ils ne veulent à aucun prix accueillir les « dublinés » qui seraient expulsés d'Allemagne, au prétexte qu'ils sont eux-mêmes parmi les premiers pays d'arrivée des demandeurs d'asile venus d'Afrique ou du Moyen-Orient.

Même si les choses restent encore assez floues, une entente semble ainsi s'esquisser avec plusieurs partenaires de l'Allemagne voulant eux aussi obtenir plus de fermeté européenne dans les questions migratoires, en premier lieu l'Italie où, depuis son arrivée aux affaires, le 1<sup>er</sup> juin, l'omniprésent ministre de l'intérieur, Matteo Salvini, a multiplié les propositions – parfois contradictoires entre elles.

Après avoir évoqué une réforme du règlement de Dublin dans un sens plutôt fédéraliste – le président du conseil, Giuseppe Conte, a évoqué la piste d'une répartition contraignante et automatique des migrants arrivés sur le sol européen, lors de son discours inaugural devant le Sénat italien, le 5 juin –, Rome a porté l'attention sur la Méditerranée, dimanche 10 juin, en refusant l'entrée de ses ports à l'Aquarius, le navire affrété par SOS Méditerranée et Médecins sans frontières, en passe d'être accueilli par l'Espagne. Puis M. Salvini, mercredi, a lancé l'idée d'installer des camps en Afrique, ébauchant les contours d'une alliance, sur ses sujets, entre Rome, Vienne et Berlin, en pleine guerre des nerfs avec la France. M. Conte a menacé d'annuler sa visite à Paris, vendredi, avant de confirmer sa venue après une conversation téléphonique avec Emmanuel Macron, mercredi soir.

**« Des puissances de l'Axe (sic !), nous avons déjà donné, mauvais exemple ! »**

**RODERICH KIESEWETTER**

député CDU

Une telle alliance a d'ailleurs été explicitement évoquée, mercredi, par le chancelier conservateur autrichien, Sebastian Kurz, de passage à Berlin. Aux côtés de M. Seehofer, qui avait préféré s'afficher à ses côtés plutôt que d'assister au même moment au sommet sur l'intégration présidé par M<sup>me</sup> Merkel, M. Kurz a ainsi défendu la formation d'un « axe des bonnes volontés » entre les ministres de l'intérieur autrichien, italien et allemand – les deux pre-

miers étant membres de partis d'extrême droite – sur les questions migratoires. En Allemagne, le terme n'est pas passé inaperçu. « Des puissances de l'Axe (sic !), nous avons déjà donné, mauvais exemple ! », a ainsi tweeté le député Roderich Kiesewetter, porte-parole du groupe CDU pour les questions de politique étrangère, en référence à « l'axe Rome-Berlin » scellé, en 1936, entre Hitler et Mussolini.

Il n'empêche. Si l'expression utilisée pour la qualifier suscite des haut-le-cœur au sein même de la droite allemande, la politique prônée par MM. Seehofer et Kurz – dont le pays prendra la présidence tournante de l'UE le 1<sup>er</sup> juillet, semble compter de plus en plus de partisans à Berlin. Une réalité que M<sup>me</sup> Merkel ne peut ignorer si elle veut conserver la confiance de sa majorité. ■

JÉRÔME GAUTHERET  
ET THOMAS WIEDER

# Un an après l'incendie de la tour Grenfell de Londres, les leçons tardent à être tirées

Soixante-douze personnes ont perdu la vie dans la catastrophe survenue le 14 juin 2017. Sur les 209 familles à reloger, seules 82 ont trouvé un toit définitif

LONDRES - correspondant

Veillée de 24 heures, lecture des noms des victimes, minute de silence à midi dans tout le pays. Le Royaume-Uni devait commémorer jeudi 14 juin l'incendie de la tour Grenfell, qui a causé la mort, il y a un an, de 72 personnes dont 18 enfants dans le quartier de Kensington, dans l'ouest de Londres. Totalement dévastée et calcinée, la tour a même pour l'occasion été recouverte de bâches blanches et coiffée de panneaux « Grenfell pour toujours dans nos cœurs ». L'illumination en vert du squelettique bâtiment de 24 étages doit donner le signal, vendredi, d'une célébration « Green for Grenfell ». Dans toutes les écoles, les élèves sont invités à s'habiller de vert en signe « de soutien et d'unité ».

La première ministre, Theresa May, n'est pas la dernière à participer à ce mouvement de deuil et de repentance. « Je regretterai toujours la façon dont j'ai réagi initialement », a déclaré lundi celle qui, au lendemain du drame, avait glacé le pays en rendant visite aux pompiers, mais pas aux rescapés, des familles modestes, en majorité issues de l'immigration.

Pourtant, un an après, peu de leçons ont été tirées de ce drame emblématique de certaines faiblesses de la société britannique : absence de droits des locataires,

condescendance des gens bien nés – la municipalité conservatrice du très chic quartier de Kensington et Chelsea a ignoré les avertissements des résidents –, dérégulation qui a conduit à utiliser un revêtement de façade inflammable pour isoler la tour.

Dans ce lourd contexte, l'enquête publique sur l'incendie, émuant exercice de catharsis collective et de recherche de la vérité, force l'admiration. Les auditions, qui doivent durer jusqu'à la fin octobre et inclure 519 personnes, ont commencé le 21 mai dans une salle de conférence du centre de Londres, par plusieurs journées d'hommage aux victimes et des témoignages des survivants. Évocation orale, vidéo, lecture, musique : les 72 disparus sont sortis de l'anonymat. Souvent présentés comme la lie de la terre, les locataires de la tour Grenfell sont apparus comme des individus avec des sourires, des passions, des talents, et des familles aux histoires riches.

## « Apathie persistante »

La tragédie du 14 juin 2017 a été dépeinte par de terribles témoignages dans lesquels s'est exprimé un sentiment d'injustice et de colère vis-à-vis des autorités. Celui d'Ahmed Elgwhary qui, impuissant à grimper dans la tour en flammes, a parlé par téléphone jusqu'à la fin à sa sœur, Mariem, et à sa mère, Eslah, piégées dans

**De terribles témoignages expriment un sentiment d'injustice et de colère vis-à-vis des autorités**

leur appartement. « J'ai entendu leur voix pour la dernière fois. Aujourd'hui, elles n'en ont plus, je suis leur voix », a-t-il réussi à articuler. Ou celui de Paulos Tekle, qui a perdu son fils de 5 ans, Isaac, parce que, pense-t-il, il a suivi les ordres des pompiers de rester dans son logement au lieu de fuir.

Après les survivants, les acteurs du drame et les possibles responsables ont commencé à être auditionnés dans le cadre de l'enquête publique présidée par Martin Moore-Bick, un magistrat honoraire. A partir d'un feu déclenché par un réfrigérateur au 4<sup>e</sup> étage, l'incendie a grimpé 19 étages en 12 minutes puis s'est propagé aux autres façades. Les fenêtres en PVC et leurs gaz toxiques, le revêtement de façade et le matériau d'isolation hautement inflammable « sont les principales causes de la tragédie », a témoigné un expert, contredit par le fabricant.

La municipalité responsable de

ces logements sociaux ne les avait pas équipés de portes coupe-feu et les pompiers ont peine à s'approvisionner en eau du fait d'installations vétustes. Ces derniers, mis en cause pour avoir confiné les habitants chez eux, ont accusé les responsables de la rénovation, en 2015-2016, d'avoir transformé la tour en « un piège mortel hautement combustible ». Le manque de secours et d'aide publique aux rescapés – pris en charge par les organisations communautaires – a aussi été mis en cause. Sur 209 familles à reloger, seules 82 ont trouvé un toit définitif.

En parallèle aux investigations publiques chargées d'établir les circonstances et de déterminer les responsabilités, Scotland Yard mène une enquête policière pour « homicide involontaire ». La municipalité de Kensington et Chelsea et la société gestionnaire de la tour sont visées. Mais jusqu'où les autorités remonteront-elles la chaîne des responsabilités ? Et combien de temps faudra-t-il pour tirer les leçons de la catastrophe ? Un an après, seuls dix des 159 immeubles HLM britanniques bardés du même revêtement de façade ont été modifiés. Un spécialiste cité par le *Financial Times* déplore une « apathie persistante » sur les normes de sécurité et une « énorme confusion » sur les matériaux autorisés ou non. ■

PHILIPPE BERNARD

# A Madrid, Pedro Sanchez à l'heure de la « tolérance zéro »

Six jours. Jamais un ministre n'avait si peu duré en Espagne. L'écrivain et ex-présentateur de télévision Maxim Huerta, ministre de la culture et des sports dans le tout jeune gouvernement du socialiste Pedro Sanchez, a été contraint de démissionner, mercredi 13 juin au soir. Pendant la journée, la polémique sur le redressement fiscal de 220 000 euros dont il a fait l'objet entre 2006 et 2008 n'avait cessé d'enfler.

A l'époque, l'éphémère ministre avait créé une société destinée à percevoir ses honoraires de manière à abaisser considérablement le montant de ses impôts. Une pratique courante dans les milieux audiovisuel, artistique et sportif. « Peu importe que je n'aie pas commis de fraude fiscale, ce qui compte c'est le bombardement contre moi. Ce qui est recherché, c'est de miner le projet de régénération et de transparence porté par le président Sanchez, et je ne vais pas le permettre », s'est défendu M. Huerta, lors de son retrait.

**MAXIM HUERTA A ÉTÉ CONTRAINT DE DÉMISSIONNER APRÈS UNE POLÉMIQUE SUR UN REDRESSEMENT FISCAL**

l'exemple de la Suède ou d'autres pays du nord de l'Europe.

Pedro Sanchez a subi les premières conséquences de cette « tolérance zéro ». Poussé par le Parti populaire (PP, droite) et Podemos, qui demandaient la tête de M. Huerta, il pouvait d'autant moins être indulgent envers son ministre qu'il est arrivé au pouvoir après une motion de défiance contre Mariano Rajoy, à la suite de la condamnation de son parti dans une vaste affaire de corruption.

Des archives ont fini de convaincre M. Sanchez : les journalistes ont déniché une interview télévisée de 2015, lors de laquelle il donnait des leçons à l'un des fondateurs de Podemos, Juan Carlos Monedero, pour avoir utilisé le même subterfuge fiscal que M. Huerta : « Si j'ai, dans la direction de mon parti, quelqu'un qui crée une entreprise dans le but de payer la moitié de ses impôts, il sera dehors le jour suivant », disait-il. Pedro Sanchez a tenu sa promesse et nommé l'ex-directeur du Musée Reina Sofia et de la fondation Casa Encendida, José Guirao, pour remplacer M. Huerta, deux heures après sa démission. Le temps, sans doute, d'éplucher ses antécédents fiscaux. ■

SANDRINE MOREL (MADRID, CORRESPONDANCE)



# Anwar, libre mais pas encore à la tête de la Malaisie

L'ex-vice-premier ministre est sorti de prison grâce à un accord avec le premier ministre, à qui il devrait succéder

KUALA LUMPUR - envoyée spéciale

Anwar Ibrahim n'a pas encore le titre de premier ministre de Malaisie mais il en a déjà l'agenda et le discours. A peine sorti de son troisième séjour en prison et convalescent après une opération de l'épaule, il doit aller au Moyen-Orient, aux Etats-Unis, en Australie, à Hongkong, à Londres. A Delhi, il verra le premier ministre indien, Narendra Modi, et, à Ankara, il retrouvera son «*vieil ami Erdogan*», le président turc, dont il assume l'amitié malgré «*quelques divergences*».

«*Et bien sûr Paris ! J'adore Paris au printemps et en été, et je veux y revoir mes amis*», lance Anwar Ibrahim avec un ersatz d'accent français au cours de l'entretien qu'il a accordé, début juin, au Monde, l'une de ses premières interviews à un média occidental depuis le pardon royal qui a permis sa libération, le 16 mai. Selon l'accord conclu avec le premier ministre, Mahathir Mohamad, élu en mai, à 92 ans, à la tête du pays qu'il avait déjà dirigé de 1981 à 2003, Anwar Ibrahim, qui fut son vice-premier ministre de 1993 à 1998, devrait lui succéder d'ici deux ans.

## «Parodie de justice»

Mais personne ne connaît les véritables intentions du très machiavélique Mahathir. Dans l'ascenseur qui mène au modeste siège du Parti de la justice du peuple (PKR), situé en grande banlieue de Kuala Lumpur, un poster à l'effigie d'Anwar affirme en lettres majuscules : «*I am back!*» («*Je suis de retour!*»).

A la clé de ce miracle politique, la réconciliation toute cornélienne d'Anwar avec celui qu'il n'hésite pas à appeler son «*ancien pire ennemi*». Car son mentor et père spirituel dans les années 1980 et 1990 fut aussi son géolier : Mahathir se débarrassa de son brillant dauphin en l'envoyant en prison à l'issue de procès qualifiés par Amnesty International de «*parodie de justice*». «*C'est comme deux meilleurs amis, unis par des liens quasi filiaux qui, soudain, se livrent*



Anwar Ibrahim et, son épouse, Azizah, à Kuala Lumpur, le 16 mai. LAI SENG SIN/REUTERS

une guerre vicieuse, amère, comme la guerre de Trente Ans...», observe Anwar, lui-même perplexe.

L'avenir politique de la Malaisie repose donc aujourd'hui en bonne partie sur la coopération entre ces deux revenants. Mahathir avait besoin, pour obtenir une large majorité et faire tomber le parti qu'il a si longtemps dirigé, de la popularité de l'homme qu'il avait fait emprisonner.

Dans les coulisses du pouvoir, on murmure que Mahathir, qui aura 93 ans en juillet, ne fonctionne plus qu'à l'adrénaline. Combien de temps va-t-il tenir à ce rythme qui épuise les plus vaillants ? Et si Mahathir venait à abandonner le pouvoir plus tôt que prévu, sa promesse de céder la place à Anwar serait-elle tenue

par son entourage ? D'où l'urgence pour Anwar d'être prêt, au cas où. Aussi, après ces quelques mois qu'il s'est donnés pour voyager et rétablir ainsi ses appuis internationaux, devra-t-il vite rentrer et se faire élire député, condition préalable à sa nomination au poste de premier ministre.

Anwar Ibrahim savoure encore la victoire inespérée de l'Alliance de l'espoir (coalition Pakatan Harapan) aux élections du 9 mai, marquant la première alternance politique depuis l'indépendance du pays. «*Jamais je n'avais imaginé possible ou même faisable d'obtenir cette remarquable transition démocratique sans qu'un seul coup de feu ne soit tiré*», admet-il. Comme de nombreux Malaisiens, il a craint, pendant la nuit du vote,

que le premier ministre sortant, Najib Razak, englué dans un colossal scandale de corruption, ne déclare l'état d'urgence et n'«*usurpe le pouvoir*». «*Mais, Dieu merci, ça n'est pas arrivé*», constate-t-il.

## Moral d'acier

Sorti de prison depuis moins de trois semaines, Anwar Ibrahim est serein mais visiblement fatigué. Sa gestuelle est calme, son sourire doux et son regard perçant, parfois espiègle. Il affiche un moral d'acier. «*Je me sens super bien. Indépendant, libre, enfin...*», affirme-t-il. Celui qui fut l'étoile montante de la Malaisie dans les années 1990 a gardé de ses neuf ans de prison une grande résilience et le goût de la discipline.

Il affirme s'être forgé une nouvelle sagesse au contact des classiques qu'il a lus et relus, notamment Shakespeare, Victor Hugo, Maupassant, Zola... «*Je suis plus vieux, plus sage, j'espère, et aussi plus empathique, plus attentionné. Ce sont des qualités que les dirigeants doivent avoir, à mon sens*». Une probable pique à Mahathir Mohamad, qui a dirigé d'une main de fer le pays, en ayant recours à des lois d'exception pour faire taire opposants et détracteurs tout en accordant d'énormes privilèges à ses protégés, dont plusieurs sont d'ailleurs réapparus dans son entourage.

La veille, Mahathir et son épouse, Azizah, qui occupe actuellement le poste de vice-première ministre, à

**A la clé de ce miracle politique, la réconciliation d'Anwar avec Mahathir, son «ancien pire ennemi»**

rompre le jeûne du ramadan dans l'intimité. Les deux hommes ont parlé du «*passé avant le passé*», le «*bon passé*», dit Anwar en riant d'un air entendu. «*Aujourd'hui, nous sommes en train de renouer notre amitié. Car l'enjeu est de sauver le pays de la corruption endémique et des abus de pouvoir*».

Si les commentaires d'Anwar sur Mahathir se bornent à des platitudes – «*un leader compétent, un coriace*» –, il ne cache pas leurs divergences. «*Qu'il soit coriace, pas de problème, qu'il faille travailler dur, pas de problème, mais il y a des sujets, comme la justice, sur lesquels je ne suis pas sûr qu'il ait la passion nécessaire pour engager des réformes en profondeur*».

Mahathir est censé corriger les erreurs d'un système qu'il a grandement contribué à mettre en place et dont ses proches ont bénéficié. Le camp d'Anwar doute que Mahathir n'entreprenne le vrai grand ménage. La paix des chefs Anwar-Mahathir est loin d'avoir emporté l'adhésion de leurs troupes respectives. La méfiance règne, et les coups fourrés existent déjà entre les deux camps.

Anwar est impatient d'avoir son tour pour construire une Malaisie «*paisible, démocratique et juste*». Et par «*juste*» il entend «*prospère pour tous*». «*La Malaisie a tellement d'atouts : pétrole, étain, caoutchouc, huile de palme... Avec tout cela, je ne comprends toujours pas comment nous pouvons tolérer le niveau de pauvreté qui existe dans notre pays*». Il souhaite aussi réformer l'éducation, ce qui sera sa «*priorité absolue*» une fois au pouvoir. Sous réserve que tout se passe comme prévu. ■

FLORENCE DE CHANGY

# La Corée du Nord, sujet porteur pour le parti au pouvoir au Sud

Le Parti démocrate du président Moon Jae-in, qui œuvre pour le rapprochement intercoréen, a largement remporté les élections locales

SÉOUL - envoyée spéciale

Coopération humanitaire, projets économiques, échanges sportifs. La question nord-coréenne a marqué les élections locales du mercredi 13 juin en Corée du Sud, largement remportées par le Parti démocrate Minju, du président Moon Jae-in.

Le chef de l'Etat a investi une grande part de son crédit politique dans le rapprochement intercoréen et dans celui entre Pyongyang et Washington. Le succès affiché du sommet organisé, mardi, entre le dirigeant du Nord, Kim Jong-un, et Donald Trump, a conforté sa stratégie aux yeux des

Sud-Coréens et permis la large victoire de son camp, qui s'arrogé 13 des 17 régions et métropoles du pays, dont des bastions conservateurs comme Busan (Sud-Est), contre 9 avant le scrutin.

A Séoul, Park Won-soon, proche de M. Moon, a été largement élu, avec 58,35 % des voix pour un troisième mandat. Il a fait campagne en soulignant notamment «*l'énorme potentiel*» de sa ville dans une coopération avec Pyongyang. Il veut s'y rendre le plus vite possible et évoquer la coopération dans le sport, l'environnement et les infrastructures. «*Nous avons déjà un service dévolu aux relations avec le Nord. Son budget sera augmenté.*»

Elu avec 55,11 % des voix gouverneur de la province de Gyeonggi, dont le territoire couvre la périphérie de Séoul et longe la zone démilitarisée (DMZ), le démocrate Lee Jae-myung veut profiter de la proximité géographique avec le Nord pour envisager des coopérations dans l'humanitaire et sur l'environnement : «*Nous réfléchissons à des campagnes pour le traitement de maladies comme la malaria, des opérations d'assistance en cas de catastrophes comme des inondations, voire pour lutter contre la pollution aux particules fines.*»

## Moteur de croissance

Outre la rencontre entre Kim Jong-un et Donald Trump, le scrutin suivait le sommet intercoréen du 27 avril, qui a passionné les Coréens du Sud. L'image de Kim Jong-un dans l'opinion en est même sortie grandie. «*Les femmes de plus de 50 ans le trouvent bien élevé, respectueux des aînés, parlant bien et faisant de l'humour de manière appropriée*», fait observer le populaire commentateur politique, Kim Ou-joon.

Les candidats ont donc surfé sur la «*vague nord-coréenne*», devenue thématique majeure de la campagne, aux côtés de la lutte

contre la pollution et de l'économie. Alors que l'opposition conservatrice affichait son hostilité au rapprochement avec le Nord par fidélité à sa base, les candidats progressistes ont pris au mot la déclaration du 27 avril qui promeut «*la coopération, les échanges, les visites et les contacts plus actifs à tous les niveaux afin de relancer l'esprit de réconciliation et d'unité nationale*». Le gouvernement les y a encouragés en proposant au Nord des projets, par exemple sur la reforestation du pays.

Une rencontre bilatérale à ce sujet est d'ailleurs prévue fin juin. Kim Jong-un en a fait une priorité. La déforestation provoquée par la guerre de Corée n'a jamais fait l'objet d'un traitement probant au Nord. Puis des millions d'arbres ont été coupés du temps de la «*marche forcée*» – c'est ainsi que la République populaire démocratique de Corée (RPDC, nom officiel de la Corée du Nord) appelle la famine de la seconde moitié des années 1990 – pour obtenir du bois de chauffage et des terres cultivables.

Le dirigeant a annoncé, en 2012, un plan visant à planter 6,5 milliards d'arbres d'ici à 2023. Un déneupement spécialisé a été ouvert en 2017 à la prestigieuse univer-

**« Nous avons déjà un service dévolu aux relations avec le Nord. Son budget sera augmenté »**

PARK WON-SOON  
élu à Séoul

sité Kim Il-sung. La coopération dans ce domaine avec le Sud, qui a mené un vaste projet de reforestation dans les années 1960-1970, a déjà fonctionné de 1999 à 2010. Elle fut interrompue en raison des tensions.

Mais les centres horticoles gérés par des autorités locales ou des ONG existent toujours, dans la province de Gangwon (nord-est) ou dans celle de Gyeonggi, où les autorités en avaient même aménagé un au complexe industriel de Kaesong – ville de la RPDC – exploité par les deux Corées, de 2004 jusqu'à sa fermeture, en 2016.

Reste que les collectivités, comme le gouvernement sud-coréen, se heurtent au problème des sanctions imposées au ré-

gime de Pyongyang. D'après le ministère de l'unification, les activités de reforestation seraient concernées, car le bois peut être revendu.

De quoi nourrir l'impatience des collectivités locales qui, comme un nombre croissant d'entreprises du Sud, voient au-delà des collaborations dans l'humanitaire ou le sport. Elles considèrent la coopération économique avec le Nord autant comme un facteur de rapprochement que comme un nouveau moteur de croissance. «*Allier les technologies du Sud à la main-d'œuvre du Nord pourrait donner d'excellents résultats*», observe ainsi Park Won-soon. *L'attractivité internationale de Séoul, affectée par les tensions dans la péninsule en 2017, pourrait en profiter.*»

Lee Jae-myung ambitionne même de créer une vaste zone économique spéciale sur la côte de la mer Jaune (ouest), à cheval sur la DMZ, accueillant des activités «*liées à la quatrième révolution industrielle*». Il souhaiterait «*l'ouvrir aux investissements internationaux*» pour éviter qu'elle ne soit, comme le complexe de Kaesong, soumise aux aléas de la politique dans la péninsule. ■

PHILIPPE MESMER

## Pompeo espère une dénucléarisation de la Corée du Nord d'ici à fin 2020

Les Etats-Unis ont «*bon espoir*» que «*l'essentiel du désarmement*» nucléaire de la Corée du Nord puisse survenir d'ici à la fin du mandat de Donald Trump, dans «*deux ans et demi*», a dit, mercredi 13 juin à Séoul, le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo. «*Il y a encore beaucoup de travail à faire*», a-t-il concédé. Le dirigeant nord-coréen, Kim Jong-un, a signé mardi avec M. Trump un texte dans lequel Pyongyang s'engage à une «*dénucléarisation complète de la péninsule coréenne*». Cette formulation ne mentionne pas de calendrier. Pour M. Pompeo, les sanctions ne seront levées qu'au constat d'une dénucléarisation «*complète*», et M. Kim a «*compris*» qu'elle devait être «*rapide*».



# Ferme sur sa ligne, Macron refuse tout virage social

Malgré la pression de certains proches, le président a assumé sa politique, mercredi au congrès de la Mutualité française, en critiquant le niveau des dépenses sociales et la « promesse républicaine déçue »

Qu'importent les multiples enquêtes d'opinion où les Français jugent sa politique comme étant de droite. Qu'importe cette note de Philippe Aghion, Philippe Martin et Jean Pisani-Ferry, trois économistes importants, dans l'élaboration de son programme, et qui aujourd'hui prônent « un rééquilibrage social », regrettant notamment que « la lutte contre les inégalités d'accès » ne soit pas plus apparente dans l'action du gouvernement. C'est une fin de non-recevoir qu'Emmanuel Macron a signifiée à ceux qui, au sein de sa majorité ou ailleurs, lui demandent de donner un coup de barre à gauche pour rectifier le cap de son projet.

S'il s'est efforcé, devant le congrès de la Mutualité française, mercredi 13 juin, de redonner de la cohérence et du sens à son action, le président de la République n'a en rien dévié de sa route. « C'est le malentendu que je voudrais lever. J'entendais des commentateurs dire "il va aller devant les mutuelles et faire un grand tournant social". Mais je n'ai pas l'impression que lorsqu'on redresse l'économie, on soit contre le modèle social », a-t-il rappelé pour justifier ses mesures pro-entreprises, « mettre un plafond à la réussite n'a jamais réglé le problème de l'exclusion ».

A ceux qui en doutaient encore, le président avait fait parvenir le message quelques heures plus tôt sous la forme d'une vidéo, filmée dans le salon vert de l'Élysée et tweetée

dans la nuit de mardi à mercredi par sa communicante Sibeth Ndiaye. On y voit Emmanuel Macron réfléchir à haute voix au discours qu'il tiendra le lendemain à Montpellier. « On met trop de pognon, on désresponsabilise et on est dans le curatif » dans le système de santé. Quant au « pognon de dingue » qu'on met dans les minima sociaux, il n'empêche pas « les pauvres de rester pauvres ». Dans les deux cas, conclut-il, il faut « prévenir et responsabiliser ». Et de se féliciter : « Là on a un fil directeur, avant (...) c'était de la lasagne faite avec de la paella. »

## UNE « RÉVOLUTION PROFONDE »

Devant les mutualistes, Emmanuel Macron a eu des mots plus châtiés, mais il n'a pas dit autre chose. « C'est une refondation radicale dont nous avons besoin », a-t-il lancé avant de délivrer son diagnostic sur le système de protection sociale français. Un système inefficace, coûteux et injuste, selon lui. « Tous les jours, nombre de nos concitoyens constatent que l'universalité [des droits] est mitée d'exceptions, de disparités, d'impasses, des situations où les droits promis ne sont pas des droits réels », a-t-il développé. « Nous vivons dans un pays où la promesse républicaine est souvent déçue car nous avons maintenu les droits formels qui souvent n'existent que sur le papier, c'est ça l'indignation française contemporaine. Pourtant nous consacrons toujours davantage de notre richesse à la protection sociale. » S'il s'est montré intraitable sur le cap de son action, le chef de l'Etat s'est en

« JE N'AI PAS L'IMPRESSON QUE LORSQU'ON REDRESSE L'ÉCONOMIE, ON SOIT CONTRE LE MODÈLE SOCIAL »

EMMANUEL MACRON

revanche attaché à expliquer sa vision de la protection sociale, à en faire la pédagogie. Les remèdes qu'il veut prescrire à la société française, a-t-il martelé, relèvent bel et bien du volet « protéger » qu'il a promis aux côtés des réformes destinées à « libérer » le pays de ce qui l'entrave, selon le logiciel macroniste. Faisant appel à l'esprit du Conseil national de la Résistance, qui a créé la Sécurité sociale en 1945, le président a dit vouloir « bâtir » un nouvel « Etat-providence de la dignité et de l'émancipation » par une « révolution profonde qui redonne aux Français leurs droits ».

Une révolution, a tenu à préciser Emmanuel Macron, qui se fera sans dépenses supplémentaires. « Il ne faut pas considérer qu'il y aurait d'un côté ceux qui croient dans la transformation sociale et qui aligneraient les lignes de crédit et ceux qui n'y croient pas et qui seraient forcement pour réduire les dépenses. Mauvaise nouvelle : les dépenses sociales, vous les payez, nous les payons », a estimé le chef de l'Etat, comme pour mieux souligner que le budget consacré à la protec-

tion sociale en France représente près du tiers du produit intérieur brut.

Dans ce discours de près d'une heure et demie, le chef de l'Etat n'a pas fait de nouvelles annonces. A l'exception d'une loi sur la dépendance, qui sera votée avant fin 2019, alors que la France comptera 5 millions de personnes âgées de plus de 85 ans d'ici à 2050. « Il nous faut construire un nouveau risque », a-t-il déclaré, estimant entre 9 et 10 milliards d'euros le besoin de financement.

## « SORTIR D'UNE LOGIQUE DE GUICHET »

Pour le reste, il a rappelé ses promesses de campagne et les chantiers sur lesquels travaille le gouvernement. A commencer par une loi sur les retraites, « qui sera votée au premier semestre de l'année 2019 » et permettra « que 1 euro cotisé donne le même montant de droits », la mise en place, d'ici à 2021, du reste à charge zéro pour certaines lunettes, prothèses dentaires et audioprothèses. Ou encore, un plan contre la pauvreté et l'exclusion cet été. C'est sur ce sujet qu'Emma-

## L'hommage à Clemenceau après le « coup de com » vidéo

M. Macron s'est rendu sur la tombe du Tigre. Un moment solennel à l'opposé de ses propos triviaux tenus quelques heures plus tôt

### REPORTAGE VENDÉE - envoyé spécial

Ah ! Jésus arrive ! » Dans le petit village de Mouillon-Saint-Germain (Vendée), c'est un peu jour de fête nationale. Retenues derrière des barrières métalliques, quelques centaines de personnes patientent sous le soleil. Emmanuel Macron est attendu depuis une heure à la maison natale de Georges Clemenceau, où il doit inaugurer, ce mercredi 13 juin, un musée retraçant la vie du Père la victoire, l'homme qui a sauvé la France en lui faisant gagner la première guerre mondiale, en 1918. Mais pas question pour le chef de l'Etat de boudier le bain de foule.

« Vous allez bien ? », « Ça me fait plaisir d'être là ! », « Vous êtes adorable... » Encore plus que d'habitude, le président serre les mains, attrape les bras, enserme les épaules,

souvent longuement. Chaque enfant a droit à un baiser sur la tête, les deux mains posées sur le crâne. « Accrochez-vous ! », lui lance un retraité. « Ne vous inquiétez pas », rassure Emmanuel Macron, derrière lequel la ministre de la culture, Françoise Nyssen, et la secrétaire d'Etat aux armées, Geneviève Darrieussecq, tentent de se frayer un passage.

La séquence tombe à point nommé pour le président de la République. Attaqué par certains proches sur le déséquilibre de sa politique sociale, critiqué par une partie de sa majorité pour son absence d'humanité dans l'affaire de l'Aquarius, Emmanuel Macron sait qu'il traverse une passe délicate. Quoi de mieux qu'une immersion de deux jours, en Vendée et en Charente-Maritime, où le président devait visiter, jeudi, la base aérienne 721 de Rochefort, puis la maison de l'écrivain Pierre

Loti pour mesurer sa popularité et faire taire ceux qui pensent l'énarque déconnecté du pays.

« Ces visites sont importantes, reconnaît Bruno Roger-Petit, le porte-parole de l'Élysée. Cela permet au chef de l'Etat de vérifier que le pays profond n'est pas crispé. » Malgré les difficultés, la cote de popularité d'Emmanuel Macron reste à un niveau élevé comparée à celle de ses prédécesseurs au

La cote de popularité de Macron reste élevée comparée à celle de ses prédécesseurs au bout d'un an de mandat

bout d'un an de mandat. Selon le baromètre Elabe publié le 7 juin, 40 % des Français disent avoir toujours confiance dans l'action du président de la République. Sur tout, fait-on remarquer avec satisfaction à l'Élysée, « le socle ne se fissure pas ». Toujours selon Elabe, « seulement » 19 % des électeurs du premier tour de M. Macron se disent déçus de son action.

### « Rester ancré dans le réel »

A écouter son entourage, ces « immersions » sont aussi « un moment de détente » bienvenu au milieu des polémiques. « Il apprécie d'être avec les gens. Ces interactions avec la vie de tous les jours, c'est ce qui permet au président de rester ancré dans le réel alors qu'il est en lévitation au palais » de l'Élysée, assure un proche. Emmanuel Macron a d'ailleurs demandé à ses équipes de lui organiser davantage de ces visites sur

le terrain, malgré un agenda international très chargé.

Quelques heures plus tôt, le chef de l'Etat s'était recueilli sur la tombe de Georges Clemenceau, à Mouchamps (Vendée), où il s'était rendu une première fois en août 2016, lorsqu'il était encore ministre de François Hollande. « Savoir se dresser et retrouver (...) la force, la fierté de la République et la force d'âme qui a toujours fait le peuple français, c'est en ça qu'il m'inspire », a déclaré M. Macron, avant de se recueillir devant le carré de terre entouré d'une simple grille de fer forgé où repose le Tigre. « L'esprit de défaite peut saisir tout un peuple », a aussi mis en garde le président en référence à l'année 1917, où la France était prête à lâcher face aux offensives allemandes, avant que Clemenceau ne prenne les rênes du pays.

Un moment solennel à l'opposé de la trivialité de la vidéo postée, la

veille, par l'Élysée, où l'on voit Emmanuel Macron s'insurger contre « le pognon de dingue » dépensé dans les aides sociales, sans mettre pour autant un terme à la pauvreté. Durant la première journée de son périple, le président n'a pas été interpellé sur le sujet. Son entourage se montrait d'ailleurs très satisfait du « coup de com » dénoncé par Bruno Retailleau, sénateur LR de Vendée, qui avait accueilli le chef de l'Etat à Mouchamps. « Cette vidéo synthétise en très peu de temps la conception des politiques sociales d'Emmanuel Macron. La publier nous a semblé utile, car beaucoup de gens s'informent aujourd'hui par les réseaux sociaux », assumait un conseiller. A son époque, Georges Clemenceau avait lui aussi voulu parler directement au plus grand nombre. C'était dans le journal *L'Aurore*, pour défendre Alfred Dreyfus. ■

CÉDRIC PIETRALUNGA







**Au Congrès de la Mutualité française, à Montpellier, le 13 juin.**

SYLVAIN THOMAS/AFP

nuel Macron s'est le plus longuement apesanti. Après un début de cacophonie au sein de son gouvernement sur la réforme des aides sociales, notamment entre le ministre des comptes publics, Gérard Darmanin, et celui de l'économie, Bruno Le Maire, le président espère avoir ainsi mis fin aux dissonances. « *L'ensemble du gouvernement est mobilisé pour repenser la solidarité nationale* », a-t-il affirmé.

Pour Emmanuel Macron, « *la première bataille, c'est l'école* », c'est par elle que commence « *la fin de l'assignation à résidence* ». Voilà pour l'aspect prévention, sur lequel l'exécutif a déjà mis des moyens (scolarisation à trois ans, dédoublement des classes de CP dans les quartiers défavorisés, fin du tirage au sort dans les universités). Pour le reste, a-t-il poursuivi, « *il nous faut sortir d'une logique de guichet pour une logique d'accompagnement* » vers le travail. Et faire, dans cette optique, exactement l'inverse de ce qui a été fait pour le RSA dont les dépenses ont depuis dix ans « *augmenté de 80 %* » quand les dépenses d'accompagnement pour ses allocataires ont chuté de 40 %. « *On a créé un système qui, pour ce qui est de l'Etat, s'est déshumanisé* », a-t-il conclu, et « *qui ne permet pas de s'en sortir* » puisque la moitié des bénéficiaires du RSA le sont depuis plus de quatre ans.

Le chef de l'Etat reviendra sans doute plus précisément sur ces problématiques lors de son discours devant le Congrès, qui devrait être réuni à Versailles, le 9 juillet. Mais il faudra attendre l'été, et les arbitrages budgétaires qui accompagneront les projets de loi de finances et de financement de la Sécurité sociale 2019 pour en savoir plus sur ses intentions réelles. ■

VIRGINIE MALINGRE

## Une loi sur la dépendance avant fin 2019

La réforme du financement de la dépendance, déjà annoncée par Emmanuel Macron, passera par une loi votée avant la fin 2019, a-t-il promis mercredi 13 juin. Il ne s'agit pas « *simplement d'un engagement financier – il sera au rendez-vous car il nous faut investir sur ce sujet –, mais il nous faut construire un nouveau risque* », a-t-il ajouté. Cette mesure fait suite à la mobilisation des personnels des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, en grève à deux reprises depuis janvier. La loi sera précédée d'une concertation nationale qui doit aboutir début 2019. Le financement de la dépendance est d'environ 24 milliards d'euros de dépenses publiques. Les besoins supplémentaires sont estimés à 10 milliards d'euros par l'Association des directeurs au service des personnes âgées. La seule piste de financement évoquée jusqu'à présent par le gouvernement est la possibilité de travailler un jour férié supplémentaire, à laquelle les syndicats sont opposés.



## CHRONIQUE

PAR FRANÇOISE FRESSOZ

### « Emmanuel, as-tu du cœur ? »

La France a connu des présidents de la République empathiques, des présidents qui voulaient être aimés, des présidents qui considéreraient qu'ils ne pourraient pas assumer la cohésion nationale sans un minimum de compassion envers ceux qui souffrent. Emmanuel Macron n'appartient à aucune de ces catégories-là. Ce qui motive ce jeune président élu à la barbe du système, c'est l'efficacité. Hors de l'efficacité, point de salut. Toute sa politique, tout le management qu'il exerce sur son gouvernement d'experts est tourné vers l'efficacité.

« *Rodrigue, as-tu du cœur ?* » Franchement, ce n'est pas son problème. Emmanuel Macron n'est pas là pour aimer ni être aimé, mais pour être efficace et contenir la vague populiste. A deux reprises cette semaine, le président de la République l'a montré, prenant le risque calculé d'une transgression par rapport à ce qui relève de la tradition française.

D'abord, il a tardé à s'indigner de voir l'Italie refuser de laisser accoster l'*Aquarius*, un navire humanitaire qui transportait 629 migrants en situation de détresse. Puis il s'est gardé de tendre la main aux réfugiés et s'est laissé doubler par l'Espagne, qui a accepté de les accueillir dans le port de Valence. Ce faisant, le président français n'a

guère empêché une sérieuse fâcherie avec le gouvernement italien et a récolté sur la scène intérieure une volée de bois vert venue de la gauche et d'une partie de ses troupes. Car qu'est-ce qui empêchait la France d'accueillir les réfugiés, au nom du respect des droits de l'homme, pour ensuite taper du poing sur la table du Conseil européen et dire : « *On ne peut plus continuer comme ça ?* »

#### Clins d'œil appuyés à la droite

Le lendemain, rebelote, avec cette vidéo mise en ligne par l'Elysée sur le sujet sensible des aides sociales, quelques heures avant le discours de Montpellier. Les mots employés par le président, ce « *pognon de dingue* » que les pouvoirs publics dépenseraient pour les plus pauvres sans être payés de retour étaient dits pour clouer le bec à ceux qui, pétris d'états d'âme, réclament depuis quelques semaines un tournant social pour humaniser le quinquennat. Eh bien non, Emmanuel Macron reste droit dans ses bottes. Il veut rénover de fond en comble le système de protection sociale pour remettre le pays au travail. Et, pour cela, il soigne le noyau dur de ses électeurs, ceux qui l'ont élu pour que cela change vraiment.

En l'an II de son quinquennat, le président avance en faisant des clins d'œil de plus en plus ap-

puyés à la droite, en particulier à cette droite populaire que cherche à récupérer Laurent Wauquiez, le président de LR, dans sa double offensive contre l'immigration et l'assistanat. Que la gauche éructe, peu lui chaut ! Elle est si morcelée qu'elle compte pour du beurre.

L'important pour Emmanuel Macron est de dérouler son programme, de pouvoir assurer qu'il réformera, comme il l'a dit, chaque pan de la protection sociale : la maladie, la retraite, la dépendance, l'aide aux plus défavorisés. Avec cette difficulté que toutes ses réformes sont présentées comme « *systémiques* », qu'elles prendront des années avant de porter leurs fruits, que peu sont encore réellement engagées et que, plus les mois vont avancer, plus le président sera interpellé sur son pari de faire reculer substantiellement le chômage de masse.

Qu'il déçoive et il deviendra le sachant au cœur sec, celui qui a juré d'être efficace, mais n'a pas su se faire aimer. La gauche lui a déjà accolé l'étiquette de « *président des riches* », il ne manquera plus qu'elle le transforme en monarque condescendant, déplorant, depuis le magnifique salon vert de l'Elysée où il s'est laissé filmer, que « *les gens qui tombent pauvres restent pauvres* ». ■

## « Il vaut mieux prévenir que guérir, mais il n'existe pas de vaccin contre la pauvreté »

Pour l'économiste Louis Maurin, les inégalités sont fortes en France, mais grâce au système de redistribution, les pauvres le sont plutôt moins que dans les grands pays européens

### ENTRETIEN

Louis Maurin est économiste, directeur de l'Observatoire des inégalités et auteur, à ce titre, de l'ouvrage *Comprendre les inégalités* (Observatoire des inégalités, 128 p., 9 €).

**Le président de la République remet en cause l'efficacité du système des aides sociales qui n'aideraient pas les gens à sortir de la pauvreté, selon ses termes. Est-ce exact ? Notre pays est-il très inégalitaire ?**

Evidemment, les inégalités sont fortes en France : les riches y sont très riches et de plus en plus... et plus qu'ailleurs. Les 1 % les plus riches vivent avec 7 600 euros par mois et par personne, ce qui situe la France en deuxième position, derrière la Norvège, très nettement en tête (9 500 euros par mois), devant le Danemark (7 300 euros), le Royaume-Uni (6 600 euros) et l'Allemagne (6 000 euros). Mais grâce à notre système forgé dans l'après-guerre, qui redistribue 50 % de la richesse nationale, les pauvres le sont plutôt moins que dans les grands pays européens, grâce aux allocations familiales, aux aides au logement...

Sur le plan des inégalités de revenus, la France se situe au milieu du tableau européen, derrière les pays d'Europe du Nord mais devant les Anglo-Saxons. Ce n'est ni catastrophique ni glorieux. Si l'on retient le critère de la population qui vit avec moins de 50 % du niveau de vie médian, la France est dans le peloton de tête avec 6,5 %

**« La religion du diplôme, ancrée dans notre société, entraîne des blocages profonds. Elle cimenter les inégalités »**

de gens pauvres, juste derrière la Norvège (6 %) ou les Pays-Bas (5,8 %). Mais l'Allemagne, avec le développement des emplois à bas salaire hyperflexibles, en compte 10,2 % et a même dépassé le Royaume-Uni (9,7 %) : l'écart est énorme. La France a choisi de collectiviser nombre de dépenses, la santé, la scolarité, les études et surtout les retraites. Notre pays a aussi une politique familiale généreuse qui compense les inégalités.

**Dépense-t-on trop d'argent dans le traitement curatif et pas assez dans la prévention ? Les minima sociaux confortent-ils leurs bénéficiaires dans la pauvreté ?**

Il vaut, bien sûr, mieux prévenir que guérir mais il n'existe pas de vaccin contre la pauvreté. Il est impossible de distinguer les dépenses curatives des préventives, dont il est également difficile de mesurer l'impact. Quand on met plus de policiers dans la rue qui vont poursuivre des délinquants mais sans doute en dissuader d'autres, est-ce préventif ou curatif ? Edifier des lo-

gements sociaux, investir dans l'école sont bien sûr des réponses à la pauvreté. Mais attention aux discours qui promettent beaucoup, car ils suscitent de fortes attentes, donc des déceptions si les mesures ne sont pas à la hauteur, et la sanction est immédiate dans les urnes.

Ainsi, le dédoublement des CP dans les zones d'éducation prioritaires (ZEP) ne touche que 8 % des élèves et moins de 25 % des plus défavorisés, qui n'habitent pas tous dans ces ZEP. On ne développe sans doute pas assez le volet « *réinsertion vers le travail* » du revenu de solidarité active (RSA), mais ce n'est pas toujours possible : les handicapés, les personnes âgées comme les jeunes privés de toute aide jusqu'à 25 ans ont tous besoin d'un revenu décent.

#### L'ascenseur social est-il en panne ?

Non, il y a de la mobilité avec le développement des emplois de cadres. Notre école s'est certes démocratisée mais sans moderniser ses méthodes, elle reste rigide, sélective, produisant des individus formatés, tirant vers le haut une poignée d'élèves mais en laissant beaucoup sur le bas-côté. La religion du diplôme, fortement ancrée dans notre société, entraîne des blocages profonds. Elle ne considère pas les réussites de ceux qui n'en ont pas et survalorise le passé scolaire. Cela cimentent d'une certaine manière les inégalités, voire les légitime.

**Hormis l'école, tout ne va donc pas si mal ?**

Oui, il ne faut pas noircir la situation : le modèle social français, bien que perfectible, fonctionne. Les associations qui défendent les plus pauvres ont tendance à être alarmistes et je comprends leur colère, mais le risque est de dévaloriser l'action publique qui apparaît alors coûteuse et inefficace. Cela décourage les jeunes et suscite un fatalisme les conduisant à accepter l'inégalité. De même, il est faux de dire que la « *pauvrophobie* » ou une certaine fatigue compassionnelle s'installent en France. Le Crédoc a certes décelé une telle tendance après la crise de 2008, mais dès 2014, ce sentiment est revenu à son niveau habituel : ce n'était qu'un soubresaut.

Selon les enquêtes récurrentes du barème de l'opinion, menées depuis quinze ans par le ministère des affaires sociales, 59 % des Français pensent que les pouvoirs publics n'en font pas assez pour les plus pauvres, 32 % qu'on fait ce qu'il faut et seulement 8 % qu'on en fait trop. Mais ce discours pessimiste, bien que minoritaire, infuse chez les politiques, créant une spirale négative. Une telle dramatisation conduit à une remise en cause des politiques de lutte contre la pauvreté, conduisant à un raisonnement dont on entend l'écho dans la parole publique : « *Alors que l'Etat dépense autant, si les pauvres sont pauvres, c'est qu'ils n'ont pas fait ce qu'il faut pour s'en sortir. A force d'aide, la société ne les incite pas assez à reprendre le travail.* » Bref, on renvoie les pauvres à leur sort d'assistés. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ISABELLE REY-LEFEBVRE



# Financement de campagne : le contrôle mis en cause

Dans une plainte, Anticor dénonce les dysfonctionnements de la commission et le comportement des candidats

La succession de révélations publiées, ces dernières semaines, sur les comptes de campagne des candidats à l'élection présidentielle de 2017 a réveillé le débat sur le financement de la vie politique et son contrôle. L'association de lutte contre la corruption Anticor a adressé une plainte, mercredi 13 juin, au parquet de Paris, en lui demandant l'ouverture d'une enquête pour « vérifier la transparence et la probité des comptes ». Dans le même temps, Transparency International réclamait, « sans délai », « une réforme ambitieuse du contrôle du financement de la vie politique ».

La plainte d'Anticor déposée pour « tentatives de détournements de fonds publics », « abus de confiance », « abus de biens sociaux », et violation du principe de l'égalité entre les partis, s'appuie notamment sur les dysfonctionnements qu'ont relevés *Mediapart*, *Le Monde* et Radio France après avoir épluché les milliers de factures transmises par Jean-Luc Mélenchon, Emmanuel Macron et Marine Le Pen à la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP). Vendredi 8 juin, *L'Obs* évoquait également des rabais conséquents accordés à Benoît Hamon, dont le compte devait être consultable, mi-juin.

« Il n'est toutefois pas question de stigmatiser un candidat en particulier », précise Jérôme Karsenti, l'avocat d'Anticor, mais de souligner « l'ensemble des dysfonctionnements d'un système qui affectent la démocratie ». Au printemps, une enquête sur le compte de campagne de Jean-Luc Mélenchon avait déjà été ouverte par le parquet de Paris.

## Champagne et jet privé

Anticor s'attache, tout d'abord, à savoir si certains candidats n'ont pas majoré le prix de certaines prestations « dans le but d'enrichissement personnel ». Ainsi, Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen ont, durant la campagne, fait travailler des proches, ou des sociétés amies. Rien d'illégal à cela, a priori. A moins que les factures de ces prestations aient été volontairement gonflées. « Toute la question est celle du juste prix », explique Jérôme Karsenti qui évoque « des soupçons de surfacturation » pour la société de Sophia Chikirou, la directrice de campagne de M. Mélenchon. En facturant 1,161 million d'euros de prestations au candidat, le chiffre d'affaires de Mediascop a « atteint des records » pendant la campagne. Or, certaines notes ont fait tiquer la commission, qui en a rejeté certaines.

Le soupçon de tentative de détournements de fonds publics à des fins personnelles (article 433-4

**Pendant l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle de mai 2017, à Cambrai (Nord).** PASCAL ROSSIGNOL/REUTERS



## Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen ont fait travailler des proches, ou des sociétés amies

du code pénal) pèse aussi sur Marine Le Pen. Des prix « particulièrement élevés et surevalués » auraient, par exemple, été pratiqués par les Presses de France dont le patron, Axel Loustau, est aussi conseiller FN à la région Ile-de-France et trésorier de Jeanne, le microparti de Marine Le Pen.

Les 240 bouteilles de champagne Lanson du meeting d'entre-deux-tours de Marine Le Pen, dans la Somme, facturées 5155 euros, comme les jets privés affrétés pour 128950 euros lors d'un déplacement au Tchad, posent également « la question de l'usage de l'argent public en période électorale », estime l'avocat.

Viennent ensuite les nombreux rabais obtenus par l'équipe d'Emmanuel Macron, et dont la presse s'est largement fait l'écho. Sur ce

sujet, les rapporteurs de la commission ont pudiquement relevé 208984 euros de « dépenses apparemment sous-évaluées ».

Le problème est que certaines n'auraient bénéficié qu'au seul candidat d'En marche! comme celles de la société GL Events, roi de l'événementiel, dont le patron est un « ami ». Ou encore celles de Jean-Marc Dumontet, le propriétaire de Bobino et du Théâtre Antoine, deux salles parisiennes. Or, si les ristournes trop importantes sont interdites, c'est pour préserver le principe d'égalité entre les candidats. Par ailleurs, ces rabais pourraient s'apparenter à des dons déguisés de personnes morales, ce qui est « totalement proscrit par la loi durant la campagne électorale », rappelle M<sup>e</sup> Karsenti.

Au-delà des dysfonctionnements liés aux pratiques des candidats, Anticor interroge également « la responsabilité de la CNCCFP », sur laquelle repose le contrôle du financement de la vie publique, enjeu majeur pour la démocratie. Après les affaires de financement occulte des années 1990, « un système dont l'apparence nous rassure » a été mis en place, mais cet organe de con-

trôle fonctionne « sans moyens, sans pouvoir d'enquête, et avec un président payé par l'exécutif », déplore Anticor. La CNCCFP n'avait rien vu de l'affaire Bygmalion, ce système de fausses factures mis en place par l'équipe de Nicolas Sarkozy en 2012, et avait invalidé des sommes à la marge. Depuis, la CNCCFP peut demander l'aide d'officiers de police judiciaire. Mais tout ceci reste théorique au regard du délai imposé – six mois – pour qu'elle rende ses avis dont dépend le remboursement par l'Etat des frais engagés par les candidats.

## « Indulgence »

Cet hiver, les critiques sont arrivées de l'intérieur même de la commission lorsqu'un des rapporteurs du compte de M. Mélenchon a démissionné en dénonçant un système opaque et une procédure jouée d'avance. Anticor reproche enfin « l'indulgence » de certaines décisions.

« La commission n'est pas juge de l'opportunité des dépenses de la campagne », a plaidé, en février, François Logerot, son président. S'il a rappelé la nécessité d'« être vigilant, bien sûr, quant à la sous-fac-

## Les dépenses du candidat Edouard Balladur en 1995, sur lesquelles plane l'affaire Karachi, avaient été approuvées à l'époque

turation des dépenses », M. Logerot a souligné que « la détection de surfacturation des dépenses s'avère beaucoup plus délicate. Les prix de marché censés servir de référence sont fluctuants en raison de la plus ou moins grande concurrence entre les prestataires ».

Depuis les dernières révélations sur les dépenses de M. Macron, le parti Les Républicains a demandé le réexamen complet du compte. Jean-Luc Mélenchon juge qu'il serait « sain et utile » que la justice s'en mêle. La majorité, elle, reste silencieuse. Seul François Bayrou, furtif garde des sceaux du premier gouvernement d'Edouard

Philippe, dénonce une « polémique totalement infondée ».

Puis, dimanche 10 juin, est arrivé ce communiqué de La République en marche (LRM). Deux pages mettant en cause les « pseudo-révélation » de Radio France et s'étonnant que des journalistes consacrent leurs « ressources et [leur] temps à enquêter sur des procédures qui sont closes et qui ont été légalement validées de manière indépendante ». Le compte a été validé, c'est l'argument qu'avait avancé LRM au *Monde*, début mai, en refusant de répondre aux questions.

Les dépenses d'Edouard Balladur, candidat en 1995, sur lesquelles planent les soupçons de l'affaire de Karachi, avaient également reçu l'approbation, du Conseil constitutionnel à l'époque. Approuvé, aussi, le compte 2012 de Nicolas Sarkozy. On connaît la suite : les révélations de la presse, l'ouverture d'une enquête judiciaire. Et, début février, le juge Serge Tournaire qui ordonne le renvoi de l'ancien président de la République devant le tribunal correctionnel. ■

YANN BOUCHEZ,  
EMELINE CAZI  
ET LAURA MOTET

# Stéphane Le Foll rejoint la mairie du Mans et s'éloigne du siège du PS

Après la mort de Jean-Claude Boulard, le socialiste va diriger la majorité municipale avec le soutien des communistes et des écologistes

C'est une solution qui arrange tout le monde. Stéphane Le Foll devait être élu maire du Mans, jeudi 14 juin, après la mort de Jean-Claude Boulard, le 31 mai. L'ancien porte-parole du gouvernement a été désigné par le groupe socialiste du conseil municipal. Les élus communistes et écologistes souhaitent eux aussi reconduire la majorité élue en 2014, mais annoncent vouloir être « vigilants ». M. Le Foll devra donc quitter l'Assemblée nationale, où il a été réélu député de la Sarthe, en juin 2017. Ses nouvelles fonctions l'éloigneront également du siège du

Parti socialiste. Et c'est une nouvelle qui soulage plusieurs dirigeants. Candidat malheureux au poste de premier secrétaire, Stéphane Le Foll n'a pas rendu les armes. Il ne se prive pas de contester en permanence les décisions prises par Olivier Faure, le nouveau patron du parti. « L'opposition entre Le Foll et Faure structure tout le débat. A chaque bureau national, il monte au créneau », raconte un membre de la direction.

Olivier Faure le reconnaît : « Stéphane Le Foll s'est mis dans une situation d'opposant régulier. C'est insensé vu notre histoire commune et ce que l'on défend. Il n'y

pas de place pour le conservatisme ni pour la division. »

Ces tensions se sont cristallisées autour d'un texte sur l'Europe. « Faure nous amène un texte, un soir de bureau national. Je n'étais pas content, reconnaît Stéphane Le Foll. Cela disait que l'on était européen mais que tout était raté, il n'y avait aucun lien de fait entre la montée des populismes et les problèmes d'immigration. Tout est la faute de l'Europe libérale... Alors oui, j'ai gueulé. Je fais de la politique, je suis là pour dire ce que je pense. »

Des membres de la majorité estiment que le Sarthois veut se « dé-

marquer » en faisant « un procès en incompétence » : « Il n'a pas accepté la légitimité d'Olivier Faure. Il pense pouvoir être un recours en cas de problème. » L'aile gauche du PS, qui entretient des relations cordiales avec M. Faure malgré les diffé-

## « Il s'est mis dans une situation d'opposant régulier »

OLIVIER FAURE  
premier secrétaire du PS

rences sur le fond, partage cet avis : « Stéphane s'attendait à gagner, il a été déçu. Il joue très clairement le remplacement », note un cadre.

## « Guérilla »

Des hypothèses que M. Le Foll balaye avec son franc-parler habituel : « Je n'en ai rien à foutre. Ceux qui disent cela sont des médiocres. Je ne veux pas faire sauter Faure. Je gêne parce que je parle du fond, et ça porte » Olivier Faure avertit : « Il n'y a pas de recours. Si on s'effondre, c'est la fin du PS. » Beaucoup de socialistes expliquent cette inimitié par le passé des deux hommes. Ils ont travaillé ensemble, entre 2000

et 2007, au cabinet de Hollande lorsqu'il était premier secrétaire. M. Le Foll étant le supérieur de M. Faure. L'inversion du rapport hiérarchique serait donc une des raisons de cette « guérilla ».

« Cela date de leurs années communes. Sur le fond, il n'y a pas de différence. Mais on ne peut pas parler de fronde. Les gens ne votent pas pour ce qui se passe au bureau national. Les Français veulent savoir si, à gauche, il existe un parti capable de gouverner ou pas », estime un fin connaisseur de la maison PS. Encore faut-il réussir à s'entendre entre soi. ■

ABEL MESTRE



# A Marseille, l'AP-HM en manque de matériel stérilisé

Les chirurgiens dénoncent des délais de stérilisation trop longs, entraînant l'annulation d'interventions

MARSEILLE - correspondant

Les chirurgiens des hôpitaux de Marseille manquent de bistouris, pinces, ciseaux et autres instruments pour opérer leurs patients. Des dysfonctionnements que des chefs de service dénoncent comme « usants, exaspérants et décourageants » dans des courriers adressés, en mai, au directeur général de l'Assistance publique-hôpitaux de Marseille (AP-HM). En cause : les délais jugés trop longs de stérilisation des instruments chirurgicaux, dont la conséquence peut aller jusqu'à la déprogrammation d'interventions à la dernière minute.

« C'est marginal, confie un chirurgien, mais lorsqu'à 16 heures vous annoncez à un patient à jeun toute la journée qu'il ne pourra pas être opéré, il manifeste son mécontentement. » Dans un de ces courriers révélés par *La Provence*, les signataires expliquent qu'il est déjà arrivé que les neurochirurgiens ne disposent pas de moteur chirurgical pour évacuer en extrême urgence un hématoxome intracrânien. « Je vous laisse deviner la conséquence d'un tel dysfonctionnement, concluent-ils. En traumatologie, activité non programmée par définition, le délai de prise en charge d'une fracture du col du fémur ampute sévèrement les chances de réhabilitation future et aggrave la mortalité. »

L'AP-HM dispose de deux sites de stérilisation, l'un à La Timone, l'hôpital-navire amiral du centre-ville, et un second, plus important, installé sur la plate-forme logistique de Mourepiane (16<sup>e</sup> arrondissement), où sont également centralisés les services de blanchisserie et de cuisine. Sept cents plateaux opératoires – chacun contenant entre deux à une centaine d'instruments selon les interventions – convergent chaque jour vers cette « usine à stéri-

**En 2018, l'enveloppe consacrée à l'achat d'instruments augmentera de 50 %, soit 300 000 euros**

lisation » depuis l'hôpital Nord, le service orthopédie de Sainte-Marguerite, la Conception ou encore les services dentaires, ophthalmologiques de La Timone et les antennes médicales des deux établissements pénitentiaires. Désinfectés et lavés à la sortie des blocs, les instruments subissent ici un nouveau cycle de lavage. Puis ils sont stérilisés par un procédé vapeur dans dix autoclaves.

Entre ces deux traitements, les 45 agents rangent les instruments dans des boîtes, selon les indications fournies par un logiciel. A la différence des infirmières de bloc, ces personnels n'ont pas la connaissance des instruments, ni celle de l'ordre de leur usage lors des interventions. « Mais, explique l'un d'eux, ranger une boîte de cent instruments, ça devient vite un automatisme comme n'importe quelle activité. »

#### Procédure d'urgence

Les chirurgiens s'emportent contre les plateaux sur lesquels il manque des instruments. « Lorsque celui qui est indispensable à l'intervention fait défaut, on ouvre une seconde boîte pour le trouver, ce qui déstérilise l'ensemble », note l'un d'eux. Face à la direction, les signataires disent « se heurter à un mur d'incompréhension et à des réponses purement bureaucratiques ». « On nous a expliqué qu'il fallait optimiser la programmation [des interventions] en tenant compte de la dis-



Dans un bloc opératoire, à Marseille, en 2014. BORIS HORVAT/AFP

ponibilité des instruments. C'est une fadaise », lit-on dans l'un des courriers. En neurochirurgie, selon la période, de 30 % à 45 % de l'activité est non programmée.

Le délai garanti entre le départ et le retour au bloc est de vingt-quatre heures, mais le service ne travaille pas 24 heures sur 24. « Il est fréquent que des boîtes adressées en stérilisation le vendredi ne reviennent que le lundi, voire le mardi », dénoncent les signataires. Une procédure d'urgence existe cependant pour les interventions non programmées. Nicole François, pharmacienne et

responsable de la stérilisation à la plate-forme logistique, relativise le cri d'alarme des chirurgiens : « La stérilisation est à l'origine de 0,2 % des événements indésirables liés aux soins recensés par l'AP-HM, un chiffre à rapporter aux 17 500 équivalents boîtes traités par mois. »

Les délais sont plus longs que lorsque chaque bloc stérilisait ses instruments. Mais, note Gilles Halimi, directeur des équipements à l'AP-HM, « lorsque la plate-forme logistique a ouvert en septembre 2013, nous avons acquis pour 1,2 million d'euros de

matériel chirurgical supplémentaire justement pour compenser cet allongement des délais de stérilisation ». La direction va mettre en place « dans les semaines qui viennent un plan d'action et des mesures qui vont concerner toutes les étapes du processus de stérilisation », assure-t-il. En 2018, l'enveloppe consacrée à l'achat d'instruments augmentera de 50 %, soit 300 000 euros au lieu des 200 000 euros en moyenne annuelle.

L'idée serait de mettre en place « un stock tampon » pour compléter et renvoyer des plateaux

d'intervention complets. Selon Frédéric Collart, cardiologue, s'il ne « faut pas dramatiser la situation », des investissements sont effectivement nécessaires car « le volant d'instruments est trop faible pour assurer un bon turnover ». Le médecin, élu à la métropole Aix-Marseille Provence, s'inquiète d'une forme de AP-HM bashing. « Tous les hôpitaux connaissent ces difficultés mais, à Marseille, cela prend toujours de telles proportions ! Or on continue à être très bien soigné dans les hôpitaux marseillais. » ■

LUC LEROUX

## Assurance-chômage : un retour à l'équilibre des comptes plus rapide que prévu

Les données publiées, mercredi 13 juin, par l'Unédic prévoient une situation de quasi-équilibre en 2019 et un excédent de 1,6 milliard en 2020

Après la « Sécu », c'est l'assurance-chômage qui voit ses comptes s'améliorer plus rapidement que prévu. Dans le rouge depuis 2009, avec un déficit de 3,4 milliards d'euros pour la seule année 2017, le dispositif d'indemnisation des demandeurs d'emploi pourrait se retrouver dans une situation de quasi-équilibre dès 2019, selon les données publiées, mercredi 13 juin, par l'Unédic – l'association paritaire qui pilote le régime.

Une amélioration spectaculaire : les précédentes prévisions, livrées en février, tablaient encore sur un déficit de près de 600 millions d'euros pour l'an prochain. S'agissant des exercices suivants, les voyants sont au vert : en 2020, l'assurance-chômage dégagerait un excédent de 1,6 milliard d'euros et de 3,6 milliards l'année d'après. Un redressement qui permettrait de ramener à 29,8 milliards la dette de l'Unédic en 2021 (celle-ci devant atteindre son point le plus haut en 2019, à 35 milliards).

« Nous voyons un peu le bout du tunnel, c'est un temps important pour nous », s'est réjoui, mercredi, Patricia Ferrand, la présidente (CFDT) de l'Unédic, lors d'une conférence de presse. Plusieurs facteurs expliquent ce re-

tour à meilleure fortune. Le dynamisme de la croissance stimule la création d'emplois, ce qui produit un double effet : moins de chômeurs à indemniser et plus de recettes – celles-ci étant issues de cotisations sociales assises sur la masse salariale, dont le volume s'accroît. En outre, le patronat et les syndicats ont conclu en 2017 une convention, qui a modifié les règles applicables au régime et induit des économies, estimées à 930 millions d'euros par an en vitesse de croisière.

#### Forte incertitude

Tous ces chiffres montrent « que nous avons eu une gestion responsable », a souligné, mercredi, Jean-Michel Pottier, de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME). Ils prouvent aussi, aux yeux des partenaires sociaux, l'efficacité du système en place. Celui-ci a joué un rôle d'amortisseur, lorsque le chômage a flambé à partir de 2008, en accordant une aide financière aux personnes privées d'emploi : elles étaient 2,7 millions, fin 2017, à être couvertes chaque mois (contre un peu moins de deux millions, neuf ans plus tôt). Du coup, les dépenses se sont accrues et le déficit, ainsi que la dette, se

**Si l'Unédic reste dans le vert durant dix ans, elle pourrait réduire son endettement à un niveau comparable à celui de 2008**

sont creusés. C'est dans la logique même du dispositif, a justifié, mercredi, M<sup>me</sup> Ferrand : « Nous avons assumé le choix de maintenir des droits de bon niveau durant la crise », a-t-elle affirmé.

Aujourd'hui, l'économie est en bonne santé, ce qui laisse entrevoir un rétablissement durable des comptes du régime. Pour que sa pérennité soit préservée, les déficits accumulés en période de conjoncture défavorable doivent désormais être comblés par les excédents à venir. Si l'Unédic reste dans le vert durant dix ans, elle pourrait réduire son endettement à un niveau comparable à celui qui prévalait en 2008 (5 milliards d'euros à l'époque).

Mais les prévisions dévoilées mercredi sont entachées d'une forte incertitude puisqu'elles ne tiennent pas compte de la réforme de l'assurance-chômage, inscrite dans la loi « avenir professionnel » que les députés examinent depuis lundi 11 juin. Or ce texte modifie profondément la donne. Il octroie, à certaines conditions, une allocation aux travailleurs indépendants et aux salariés démissionnaires qui ont un « projet professionnel ». Résultat : des dépenses supplémentaires, susceptibles d'osciller entre 370 et 630 millions d'euros par an.

En outre, cette même réforme change le financement du régime en supprimant les cotisations salariales, qui lui sont allouées aujourd'hui, et en les remplaçant par une fraction de contribution sociale généralisée (CSG). Or le montant de celle-ci sera fixé dans une loi de financement, préparée par l'exécutif et votée au Parlement. Est-ce que l'Unédic est assurée de toucher autant d'argent qu'avant la réforme ? Son financement « devra être sécurisé », a martelé, mercredi, M<sup>me</sup> Ferrand. La balle est dans le camp du gouvernement et de sa majorité parlementaire. ■

BERTRAND BISSUEL

#### SOCIAL Mobilisation conjointe de la CGT et FO le 28 juin

Ce n'était pas arrivé depuis le mouvement contre la loi El Khomri de 2016. La CGT et FO ont annoncé l'organisation conjointe d'une journée de mobilisation le jeudi 28 juin, avec les organisations de jeunesse UNEF, UNL et FIDL, « en soutien aux étudiants et aux travailleurs, actifs, chômeurs ou retraités, des secteurs public comme privé ». Dans un communiqué, elles invitent les autres syndicats à « se réunir dès fin août pour analyser la

situation sociale » et « envisager » des initiatives unitaires.

#### PRISONS Le contrôleur des prisons dénonce la rétention des mineurs

Le contrôleur général des lieux de privation de liberté préconise d'interdire la rétention des mineurs, « contraire à leurs droits fondamentaux », dans un avis publié, jeudi 14 juin, au *Journal officiel*, ajoutant que les durcissements prévus par le projet de loi asile-immigration « pourront les concerner ».

#### OSP - CESSATIONS DE GARANTIE

LOI DU 2 JANVIER 1970 - DECRET D'APPLICATION N° 72-678 DU 20 JUILLET 1972 - ARTICLES 44  
**QBE FRANCE**, sis Cœur Défense – Tour A – 110 esplanade du Général de Gaulle – 92931 LA DEFENSE CEDEX (RCS NANTERRE 414 108 708), succursale de QBE Insurance (Europe) Limited, Plantation Place dont le siège social est à 30 Fenchurch Street, London EC3M 3BD, fait savoir que, la garantie financière dont bénéficiait la :  
**SAS IMMOWAN**  
 541, avenue du Prado  
 13008 MARSEILLE  
 RCS : 518 222 534

depuis le 01/01/2010 pour ses activités de : TRANSACTIONS SUR IMMEUBLES ET FONDS DE COMMERCE cessera de porter effet trois jours francs après publication du présent avis. Les créances éventuelles se rapportant à ces opérations devront être produites dans les trois mois de cette insertion à l'adresse de l'Établissement garant sis Cœur Défense – Tour A – 110 esplanade du Général de Gaulle – 92931 LA DEFENSE CEDEX II est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de la SAS IMMOWAN.

LOI DU 2 JANVIER 1970 - DECRET D'APPLICATION N° 72-678 DU 20 JUILLET 1972 - ARTICLES 44  
**QBE FRANCE**, sis Cœur Défense – Tour A – 110 esplanade du Général de Gaulle – 92931 LA DEFENSE CEDEX (RCS NANTERRE 414 108 708), succursale de QBE Insurance (Europe) Limited, Plantation Place dont le siège social est à 30 Fenchurch Street, London EC3M 3BD, fait savoir que, la garantie financière dont bénéficiait la :  
**EURL TOULOUSE IMMO CONSEIL**  
 6 Rue de la Concorde  
 31000 TOULOUSE  
 RCS : 499 101 483

depuis le 01/01/2009 pour ses activités de : TRANSACTIONS SUR IMMEUBLES ET FONDS DE COMMERCE cessera de porter effet trois jours francs après publication du présent avis. Les créances éventuelles se rapportant à ces opérations devront être produites dans les trois mois de cette insertion à l'adresse de l'Établissement garant sis Cœur Défense – Tour A – 110 esplanade du Général de Gaulle – 92931 LA DEFENSE CEDEX II est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de la EURL TOULOUSE IMMO CONSEIL.



# A Paris, la cour des causes perdues et tordues

Des chambres de la cour d'appel de la capitale traitent de nombreuses petites affaires, parfois très anciennes

## REPORTAGE

Lors d'un contrôle de police, le 8 février 2008 à 3h20 à Villejuif (Val-de-Marne), l'éthylomètre affiche 0,69 mg d'alcool par litre d'air expiré par l'automobiliste. Une affaire banale. Mais il aura fallu à la justice deux jugements de première instance en mai 2010 et juin 2012 du tribunal de Créteil et un arrêt de la cour d'appel de Paris du 25 mai 2018 pour en arriver à bout. Dix années de procédures pour déboucher sur une relaxe.

Nsita M. avait expliqué à la police puis à la justice que son oncle usurpait son identité pour commettre de nombreuses infractions. Il a enfin été entendu, éléments probants à l'appui. Sa condamnation de 2010 à six mois de prison et douze mois de suspension de permis était donc nulle. Son avocat commise d'office, Nathalie Tordjman-Belhasen, loue « la qualité remarquable du travail » de ces magistrats d'appel dans des dossiers parfois anciens, sans technicité valorisante pour le juge et dont l'importance peut paraître toute secondaire.

Bienvenue à la cour d'appel des affaires ordinaires, celles qui se déroulent sans public ni journaliste. La cour des causes perdues, qui ont erré dans les arcanes de la procédure dans l'un des neuf tribunaux des départements du ressort (Paris, Val-de-Marne, Seine-Saint-Denis, Seine-et-Marne, Essonne, Yonne) avant d'atterrir ici, ou pour lesquelles on se demande ce que l'appelant espère gagner.

La cour des causes tordues, aussi, celles dont émergent avec le recul des incongruités révélatrices d'une justice d'abattage qui, forcément, commet ici ou là des erreurs. On y croise également l'insouciance méprisante de délinquants qui multiplient les appels comme les larcins, ou la mesquinerie de procureurs de la République que l'on imagine vexés comme un pou lorsqu'ils font appel pour chipoter sur le « quantum » d'une peine légèrement inférieure à leurs réquisitions.

« Pourquoi faites-vous appel? », demande la présidente, Martine Vézant, à Fuat B., condamné à deux mois de prison avec sursis et confiscation de sa voiture pour conduite sans permis. Déjà verba-

## On croise l'insouciance méprisante de délinquants qui multiplient les appels comme les larcins

lisé en janvier 2016, ce Turc de 27 ans est donc en « récidive » quand il se fait prendre en avril 2017.

« Il ne conteste pas la peine, mais la mesure complémentaire de confiscation », répond son avocat. Il s'agit d'une Audi A4 de 2009. Depuis, il a passé son permis, et l'exhibe aux juges. Il ne risque donc plus de récidiver.

« Si on vous rend le véhicule, vous devrez payer les frais de garde à la fourrière qui seront peut-être supérieurs au prix de la voiture, le met en garde la présidente pour s'assurer du maintien de sa demande.

— Mais je l'ai, la voiture!, coupe le prévenu.

— Ah bon? Et les clés du véhicule?

— Euh, oui, c'est une bizarrerie de ce dossier, la mesure n'a jamais été exécutée, je ne sais pas pourquoi... confesse l'avocate en s'avançant sur la pointe des pieds. Le tribunal d'Evry avait demandé l'exécution provisoire de la mesure, c'est-à-dire sans attendre un éventuel appel.

— Et vous la conduisez cette voiture?, se risque, incrédule, l'avocate générale (la magistrate du parquet général qui porte l'accusation).

— Ben oui!

La gêne des magistrats manque de virer au fou rire. Pour mettre la justice et sa confiscation virtuelle en conformité avec la réalité, l'avocate générale a finalement requis deux mois de prison avec sursis et 3 000 euros d'amende. La cour rendra son arrêt le 2 juillet.

## Engorgement

Ce lundi après-midi de juin, M<sup>me</sup> Vézant, qui préside le pôle 4 de la chambre 10 de la cour d'appel, tient l'une de ses trois audiences hebdomadaires. Dix-neuf affaires sont inscrites à son « rôle ». En amont, elle s'est réparti les dossiers avec ses deux assesseurs



pour les décortiquer et préparer le rapport qui est lu à l'audience avant le débat sur les faits, la peine et la réparation de l'éventuel préjudice. Après le délibéré, ils se partageront aussi la rédaction des motivations des décisions.

Présidente de la « 4-11 », Cécile Garnier se sent un peu plus seule avec ses deux assesseurs remplaçants qui retournent à leurs fonctions respectives dès ses audiences levées. « Monsieur, je suis désolée, mes deux assesseurs titulaires sont en arrêt maladie depuis la mi-février et début mars, je suis seule pour préparer les audiences, je vais donc renvoyer votre affaire au 21 février 2019 », annonce la présidente. « 2019? », s'étrangle Aubin B., en comprenant qu'il a fait ce matin de mai le chemin de la cour d'appel de Paris pour rien. Lui, la victime. En revanche, l'homme qui a brûlé sa voiture en juin 2016 à Combs-la-Ville (Seine-et-Marne) n'est pas venu. C'est pourtant ce dernier qui

avait fait appel de sa condamnation à Melun à six mois de prison et à la réparation du préjudice matériel. « J'avais obtenu 800 euros, c'est vrai, ma voiture était vieille », explique Aubin B. en sortant dépité de la cour où il espérait pouvoir « demander un peu plus ».

L'engorgement de la justice se palpe ici. Ces chambres sont difficiles d'accès, dans tous les sens du terme, nichées en bas d'un introuvable escalier au fin fond du vieux palais de justice de l'Île de la Cité, où la cour d'appel est restée.

Il y a tout de même des priorités : les dossiers avec des détenus. « Mais où sont-ils? », s'impatiente M<sup>me</sup> Vézant en direction des gardarmes alors que le fourgon pénitentiaire de Fleury-Mérogis n'est toujours pas arrivé, quarante-cinq minutes après le début de l'audience. Les couacs dans l'organisation des extractions judiciaires ne font rien pour fluidifier le cours de la justice. Cette salle

## Ces chambres de la cour d'appel sont difficiles d'accès, dans tous les sens du terme, nichées en bas d'un introuvable escalier

n'ayant pas de box pour la comparution des détenus, ils attendent sur les bancs du public, menottés, assis entre deux gardarmes.

Norbert B. est incarcéré depuis août 2017, mais sa condamnation à un an de prison pour « recel d'un vol » date de septembre 2015. Il avait été interpellé gare de Lyon en possession de deux objets de valeur provenant d'un vol à la tire. Sa peine étant quasiment terminée, la présidente lui conseille de se dé-

sister, son appel n'a plus grande utilité. Il accepte. Cela fera une décision de moins à rédiger... Il n'a pas de regret à avoir, l'avocate générale lui glisse qu'elle aurait demandé une peine plus sévère au titre de la « récidive » alors que le tribunal de Paris ne l'avait pas retenue malgré son casier judiciaire.

Comme tous les mercredis matin, Nadia Ajjan préside la « 2-9 ». L'audience a été calibrée par sa greffière en fonction de la complexité des dossiers prévus pour qu'elle se termine autour de 13h30. Mais, elle est « levée » avant 11h30. Entre les renvois demandés par les avocats et l'absence de prévenus ou de parties civiles qui n'ont pas répondu aux convocations, les débats sont plus rapides. On est loin du cliché de l'audience surchargée. « On a parfois le sentiment que la justice tourne à vide », reconnaît l'avocate générale.

## « Il faut que la justice passe »

Lui est venu. « J'aurais bien été jugé aujourd'hui, mais mon avocat ne pouvait pas être là! », s'excuse ce jeune homme qui fait appel d'une suspension de permis. L'affaire est renvoyée en janvier 2019. « L'avocat me coûte plus cher que les 500 euros de l'amende que j'ai eue. » Mais les délais de la justice étant ce qu'ils sont, il a récupéré entre-temps quatre points sur son permis grâce à un stage et ne risque plus la suspension lorsque l'affaire sera tranchée.

Magistrats et avocats se rejettent la responsabilité des délais. « Nous sommes obligés de faire appel en aveugle, dans les dix jours d'une condamnation, avant même que les motivations du jugement ne soient tapées », dénonce Fabrice Helewa, avocat, de permanence ce jour-là pour conseiller les prévenus arrivés sans défenseur à l'audience. « Le problème est que les avocats ne font pas leur travail, sinon, il n'y aurait pas autant de renvois », rétorque la présidente d'une chambre.

Malgré tout, « il faut que la justice passe », comme l'affirme Françoise Barbier-Chassaing, avocate générale, pour tenter de dissiper l'embarras laissé par une affaire de voisinage qui a mal tourné. Les quarante-cinq minutes de débats n'ont pas permis de faire jaillir la lumière entre deux versions, faute de témoin qui aurait permis de savoir si la femme a été renversée par son voisin, comme l'ont conclu les juges de première instance, ou si c'est en trébuchant seule qu'elle s'est fait une fracture alors qu'elle a une fragilité des os.

La justice passe comme elle peut, comme un vieux camion cahotant entre les nids-de-poule. Elle ne passe pas toujours très droit, le sait et l'assume. Affaire suivante! ■

JEAN-BAPTISTE JACQUIN

# 44 747

C'est le nombre de décisions de cours d'appel prises en 2016 sur des jugements correctionnels - un chiffre stable. Cela représente un taux de recours de près de 10% des jugements de première instance sur des délits. En matière criminelle, les appels sont plus fréquents et représentent environ 15% des décisions de cours d'assises.

## Le recours, un principe fondamental qui peut paralyser le système

Qu'ils soient le fait de condamnés ou de la justice elle-même, de nombreux appels, parfois abusifs, surchargent les tribunaux

L'une des premières choses qui étonne dans les audiences d'appel correctionnel est la proportion des personnes condamnées en première instance qui ne se présentent pas à la cour qu'ils ont pourtant eux-mêmes saisis. « Certains ont changé d'adresse et oublié de le signaler à la cour d'appel, d'autres sont passés à autre chose, et il y a ceux qui se perdent dans la paperasse », justifie Nathalie Tordjman-Belhasen, avocate.

Certains recours semblent introduits sans beaucoup de réflexion. Une avocate générale évoque le cas type « d'un individu jugé en son absence qui, interpellé dans une autre affaire quelques années plus tard, se fait notifier

cette condamnation pour des faits qu'il a peut-être même déjà oubliés. Sur le document officiel est écrit qu'il a le droit de faire appel. Pourquoi s'en priverait-il puisqu'il y a droit? » Sauf que si l'appel n'est pas argumenté, la cour confirme souvent le jugement de première instance, voire alourdit la peine, histoire de décourager les appels abusifs.

« Le droit au recours contre une décision de justice est un principe fondamental, mais lorsqu'il est appliqué sans discernement, cela conduit à la paralysie du système », analyse Marie Grosset, magistrate du parquet général de la cour d'appel de Paris. Cécile Garnier, présidente de la chambre 4-11, constate que certains font appel parce

qu'ils n'ont pas compris la peine que le tribunal et leur avocat ont peut-être mal expliquée. « Se prendre six mois ou douze mois de prison en pleine figure peut faire un choc, surtout si on ignore que cette peine est aménageable... », reconnaît un magistrat.

## « Effet pervers »

Mais certains recours étonnants proviennent de la justice elle-même. Comme à cette audience de mai, où la cour et l'avocate générale s'interrogent ouvertement sur l'utilité de l'appel formulé par le procureur de la République de Paris contre une condamnation à soixante jours-amende d'un montant unitaire de 15 euros et à une amende de 750 euros pour

« travail dissimulé » et « transport public de personne sans licence ». Le parquet avait requis en première instance soixante jours à 50 euros et 750 euros d'amende.

« La machinerie judiciaire est donc mobilisée pour 35 euros par jour-amende! Je ne comprends pas cette absence de politique d'appel du parquet général de Paris. Alors que la justice est en difficulté, on n'est pas sur les bons sujets », déplore ce membre du parquet général, qui préfère garder l'anonymat.

Au milieu de cette énergie dépensée en vain par la justice, surgit le caractère vital de l'appel pour remettre en cause des jugements de première instance dont l'approximation paraît vertigi-

neuse. Lundi 4 juin, les magistrats ont eu du mal à refréner leur incrédule face au cas de ce couple jugé à Meaux tard dans la nuit du 6 avril. L'audience des comparutions immédiates avait été chargée et leur dossier n'avait été appelé qu'à minuit. Le parquet requerrait quatre ans et dix-huit mois de prison pour de multiples vols. Le tribunal délibérait à une heure du matin : ce sera le double, huit et trois ans. Sans le justifier.

Dans cette autre affaire examinée en appel alors que le prévenu a déjà exécuté sa peine de deux mois de prison à Fresnes au début de l'année, la cour a reçu la veille de l'audience un fax de l'Union départementale des associations familiales de Paris prévenant qu'il

est sous « curatelle renforcée » depuis 2009. Autrement dit, avant le « recel de vol » qui l'a conduit en prison. « Rien dans le dossier ne permet de voir qu'il a un problème psychiatrique, une expertise aurait dû être demandée », s'étonne la présidente. L'affaire est renvoyée début 2019.

« C'est l'effet pervers du traitement en temps réel par les parquets et des comparutions immédiates : cela se veut rapide, mais on perd du temps après », analyse un magistrat. La cour d'appel se retrouve à corriger les conséquences de mauvaises orientations procédurales décidées par les procureurs sur la base d'une simple enquête de police. ■

J.-B.J.



# Les Antilles face au désastre des sargasses

Malgré un plan d'urgence annoncé par l'Etat pour lutter contre ces algues, la population se sent abandonnée

GUADELOUPE, MARTINIQUE -  
envoyé spécial

D'abord une odeur pestilentielle qui vous saisit alors que vous n'apercevez pas encore les rivages. Puis cette marée « marronnasse » qui déverse, sur les plages, les rochers, dans la mangrove, ces algues venues du large, transportées par les courants marins dérégulés : les sargasses.

« Ce n'est plus une urgence, c'est une calamité », a reconnu le ministre de la transition écologique et solidaire, Nicolas Hulot, accompagné de la ministre des outre-mer, Annick Girardin, à leur arrivée, dimanche 10 juin, à Petit-Bourg, en Guadeloupe, où les attendaient une centaine de manifestants du collectif anti-sargasses.

Voilà sept ans, depuis 2011, que les habitants des îles caribéennes subissent régulièrement l'assaut de ces radeaux d'algues, qui peuvent atteindre plusieurs milliers de mètres carrés et qui, en se décomposant, dégagent des effluves nauséabonds. Mais, cette année, l'ampleur et la durée des échouages sont sans précédent. Le pire étant que cela pourrait se prolonger. « Nous sommes face à un phénomène exceptionnel par son ampleur, mais qui pourra être amené à se répéter avec le changement climatique », admet M. Hulot.

## « Retard à l'allumage »

« Cela fait six mois qu'elles sont là, l'interpelle Jocelyne Traventhal-Hatchi, la porte-parole du collectif. Six mois que nous supportons H<sub>2</sub>S et NH<sub>3</sub>. » H<sub>2</sub>S et NH<sub>3</sub> : sulfure d'hydrogène et ammoniac, deux des gaz toxiques identifiés dans les émanations. Toutefois, selon la nature de ces sargasses, leur provenance, d'autres composants toxiques peuvent être actifs, tels que l'arsenic, ce qui accroît les craintes de la population.

En arrivant dimanche en Guadeloupe, avant de poursuivre, jusqu'à mardi, en Martinique, les deux ministres devaient se douter que les récriminations des élus et de la population seraient légion. La prise de conscience et la mobilisation au niveau gouvernemental ont été tardives. Trop tardives. Plongeant les habitants de ces îles dans un sentiment d'abandon. M<sup>me</sup> Girardin a reconnu « un retard à l'allumage » et un défaut de coordination entre les acteurs, dont l'Etat n'est pas exempt.

Lors d'une table ronde avec les élus, dimanche soir, Josette Borel-Lincertin, la présidente du conseil départemental de la Guadeloupe, prévenait les ministres qu'ils allaient, au cours de leur séjour, « rencontrer de la colère, de l'exas-

**Deux capteurs mesurant les gaz dégagés par les sargasses, sur la plage de Sainte-Anne, en Guadeloupe, le 26 mars.**

GILLES MOREL/  
SIMAX/SIPA



pération, de l'incompréhension, du découragement, du ressentiment ». « Et, ajoutait-elle, vous n'empêchez personne ici de penser que si un tel désastre avait eu lieu sur les côtes bretonnes ou méditerranéennes, vous n'auriez certainement pas attendu quatre mois pour venir vous rendre compte de ce qui arrive à ce territoire de la République. »

Tout au long de leur périple, de Petit-Bourg à Saint-François en passant par La Désirade, Marie-Galante et Terre-de-Bas, aux Saintes, en Guadeloupe, puis au Diamant, au François et au Robert en Martinique, M. Hulot et M<sup>me</sup> Girardin ont dû faire face à une population exaspérée. Ils ont aussi pu constater l'inventivité et la mobilisation des collectivités. Des initiatives qui, cependant, perdent parfois en efficacité faute de coordination et, aussi, en raison des bisbilles internes entre les différents échelons de collectivité.

À chaque étape, les ministres étaient attendus par des comités d'accueil d'habitants, la plupart du temps munis de masques de protection, impatients de raconter la réalité de leur quotidien depuis des semaines, des mois. Cette puissance quotidienne que les vents ne suffisent pas à balayer,

les nausées, les vomissements, les diarrhées, les yeux qui gonflent, la gorge irritée... À chaque arrivage massif, les autorités municipales sont contraintes de prendre des arrêtés de fermeture des écoles les plus exposées. A Petit-Bourg, huit écoles ont été fermées. Au Robert, les élèves du collège situé au-dessus de l'anse où s'accumulent des nappes de sargasses en décomposition ont été transférés dans un autre établissement mais ils ne peuvent avoir accès à tous les cours faute de capacité d'accueil.

## Les touristes ont déserté

Pour les petites îles de l'archipel guadeloupéen, dont l'économie repose en grande partie sur le tourisme, les conséquences sont encore plus catastrophiques. Certaines d'entre elles, comme Marie-Galante ou Terre-de-Bas, ont été coupées de tout pendant plusieurs jours car les navires ne pouvaient plus entrer ni sortir des ports, envahis par les algues brunes. Les bateaux de pêche sont immobilisés au milieu d'une fange pestilentielle qui ronge et oxyde tout. Tout comme les émanations de gaz noircissent et dégradent les équipements ménagers et électroménagers dans les habitations. Les touristes ont déserté ; les com-

## « Ce n'est plus une urgence, c'est une calamité »

NICOLAS HULOT  
ministre de la transition  
écologique et solidaire

merces et les établissements de restauration ferment.

Lutter contre ces échouages quasi quotidiens est un véritable travail de Sisyphe. Ce sont en moyenne 70 tonnes de sargasses qui sont ramassées chaque jour, avec des pointes à 150 tonnes, mais cela ne représente en définitive que le tiers de ce qui est échoué. Les collectivités se sont équipées en matériel de ramassage, certaines ont décidé d'installer des barrières flottantes ou des filets destinés à dévier la trajectoire des sargasses pour qu'elles retournent vers le large, quand elles ne vont pas s'échouer un peu plus loin. Des barrages qui n'ont pas toujours été en mesure de résister à la pression due à l'accumulation d'algues ou à la puissance des courants.

Diverses techniques de ramassage et d'épandage sont mises en

œuvre, en fonction de la topologie. Mais là aussi il faut veiller à ce que ces techniques ne s'avèrent, au final, pas nocives pour l'environnement, la faune et la flore, en contribuant à l'érosion des littoraux ou à la destruction des écosystèmes prisés par certaines espèces animales, comme les tortues de mer, pour leur reproduction.

« C'est un phénomène qui nous dépasse. Quand on joue avec la nature, à un moment, le rapport de force s'inverse », a reconnu M. Hulot. Mais aux habitants qui demandaient des « réponses immédiates », les ministres devaient tout aussi régulièrement expliquer que ce n'était pas en leur pouvoir. « Ce que je peux vous assurer, c'est que nous ne sommes pas venus pour faire de la figuration ou vous raconter des sornettes, s'est évertué à répéter M. Hulot. Je veux témoigner de l'engagement total et déterminé du gouvernement. Nous allons explorer toutes les pistes. Jusqu'à présent, nous subissons. Nous allons nous mettre en situation d'anticiper. »

Et il a fixé un objectif : que désormais les sargasses échouées puissent être évacuées, partout, dans un délai de quarante-huit heures. Des pistes de valori-

sation des sargasses ont également fait l'objet de démonstrations, laissant entrevoir un espoir – tenu – de tirer d'une catastrophe écologique et sanitaire de potentielles ressources.

La visite ministérielle aura-t-elle suffi à rassurer les populations ? Peu probable, tant le scepticisme est grand. Le plan gouvernemental annoncé lundi se chiffre entre 8 et 10 millions d'euros pour 2018 et 2019, financé à moitié par l'Etat, le reste venant de l'Union européenne et des collectivités locales. L'essentiel devrait être absorbé par le coût du ramassage.

La seule mairie de Capesterre-de-Marie-Galante a déjà dépensé un demi-million d'euros. Néanmoins, même si les échanges ont été parfois rugueux, cette visite a été accueillie comme un témoignage que l'Etat, enfin, se souciait de ces territoires « du bout du monde ». « Bienvenue à Sargasses Land », avait lancé Marlène Miraculeux-Bourgeois, la maire de la commune, à l'arrivée des deux ministres, rappelant que, en sept ans, aucun ministre de l'écologie ne s'était déplacé jusqu'à Marie-Galante. Les « ne nous abandonnez pas » accompagnait le départ de la délégation ministérielle. ■

PATRICK ROGER

## « Un phénomène probablement lié au changement climatique »

FRÉDÉRIC MÉNARD, directeur du département scientifique Océans, climat et ressources à l'Institut de recherche pour le développement, coordonne le programme de recherches sur les algues sargasses au sein de l'Institut méditerranéen d'océanologie.

### Que savons-nous des algues sargasses ?

Alors que la plupart des algues sont benthiques – elles poussent sur le fond de l'océan –, les sargasses qui s'échouent actuellement dans l'arc antillais, elles, sont pélagiques. C'est une espèce clonale qui se reproduit par bouture végétative, par fragmentation. Elles sont connues depuis que Christophe Colomb les avait observées dans la mer des Sargasses [située dans l'Atlantique nord]. Cependant, nous ne savons pas précisément pourquoi elles se sont mises à proliférer plus au sud, dans l'arc Caraïbe. Sont-elles apportées par les eaux de ballast des navires ? Nous ignorons pourquoi le phénomène a touché les côtes antillaises en 2011, 2012, 2014 et atteint un paroxysme en 2015, puis surtout en 2018. La Caraïbe n'est pas la seule concernée. En 2014

et 2015, il s'est également produit des échouages en Afrique, des côtes de Sierra Leone jusqu'au Bénin. Le Texas observe aussi des échouages, mais en provenance de la mer des Sargasses, et pas les mêmes années que les Antilles françaises.

### Pour quelle raison prolifèrent-elles ?

Nous pensons qu'il n'y a pas une cause unique. Cependant, ce phénomène est probablement lié à l'élévation des températures de l'eau, due au changement climatique et aux nutriments charriés jusqu'à l'océan par les grands fleuves, en particulier ceux lessivés par les pluies sur les sols déforestés de l'Amazonie.

### Où en est la recherche ?

Lorsqu'elle était ministre de l'environnement, Ségolène Royal avait annoncé des crédits – deux fois 2 millions d'euros – pour financer une étude sur d'éventuelles pistes de valorisation de ces algues qui ont tendance à concentrer les polluants comme l'arsenic et le chlordécone à l'approche des Antilles. Un autre volet devait financer des

recherches. Ces crédits-là n'ont pas été débloqués, mais nous avons tout de même décidé d'organiser deux expéditions en mer en 2017, avec une dizaine de scientifiques, avec l'aide des autorités de Monaco. Trois ministères sont concernés – l'environnement, les outre-mer et la recherche. J'espère qu'à l'avenir, il y aura un effort de coordination autour des recherches sur les sargasses.

### Il n'y a rien de bon dans les sargasses ?

Si. Les scientifiques qui ont plongé sous les radeaux que forment les sargasses ont pu constater à quel point ceux-ci jouent le rôle de dispositif de concentration de poissons. Ces radeaux d'algues peuvent mesurer jusqu'à 100 m de long sur 40 m de large, sur plusieurs mètres d'épaisseur. Ils constituent une véritable nurserie au milieu de l'océan pour de nombreux crabes, crevettes, juvéniles de poissons et des grands pélagiques stationnent dessous. Mais à l'approche des côtes, les sargasses concentrées consomment trop d'oxygène et entraînent une mortalité importante de la faune. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MARTINE VALO



CULTURES MONDE .

du lundi  
au vendredi  
11H – 11H50  
Florian  
Delorme



franceculture.fr/  
@Franceculture

© Radio France Ch. Ahumada

En  
partenariat  
avec

Le Monde



L'esprit  
d'ouverture.



# Mondial 2026 : jackpot pour la FIFA et Infantino

La victoire du trio Etats-Unis - Canada - Mexique promet plus de revenus à la Fédération internationale

MOSCOU - envoyé spécial

Quand le verdict est tombé, on pouvait presque entendre une mouche vrombir dans la grande salle de l'Expo-centre de Moscou. Sans surprise, le trio nord-américain (Etats-Unis, Mexique et Canada) a gagné le droit d'organiser la Coupe du monde 2026, mercredi 13 juin, lors du 68<sup>e</sup> congrès de la Fédération internationale de football (FIFA). A la veille de l'ouverture du Mondial russe, les délégués des fédérations nationales membres de l'instance planétaire ont plébiscité (134 voix à 65) la candidature conjointe de ces trois pays, écartant celle du Maroc.

Le royaume chérifien, qui n'a pas fait le plein de suffrages en Europe et en Afrique, n'est pas parvenu à conjurer la malédiction qui le frappe. C'est la cinquième fois que le Maroc est battu dans les urnes après ses échecs lors des scrutins d'attribution des Coupes du monde 1994, 1998, 2006 et 2010. «*La jeunesse africaine n'a organisé cette compétition qu'une seule fois [en Afrique du Sud en 2010]. Elle la veut une deuxième fois*», avait pourtant imploré, avant le vote, Fouzi Lekjaa, le patron de la Fédération marocaine.

## «L'intérêt du football»

Dans leur écrasante majorité, les électeurs n'ont pas été sensibles à cet argument. Ils ont préféré confier au continent nord-américain le soin de recevoir la première édition du tournoi censée être élargie de trente-deux à quarante-huit équipes. Tout en récupérant une compétition qu'ils avaient organisée en 1994, les Etats-Unis lavent ainsi l'affront de leur défaite retentissante et inattendue de 2010 (quatorze suffrages à huit) face au Qatar, dans le cadre du très controversé scrutin d'attribution du Mondial 2022. Si le Canada accueillera pour la première fois l'épreuve, le Mexique a une certaine expérience en la matière, puisque les éditions 1970 et 1986 avaient eu lieu sur son sol.

«*Nous avons seulement fait valoir ce qui était dans l'intérêt du football et de la FIFA*», a réagi, à ce triomphe dénué de suspense, Carlos Cordeiro, patron de la Fédération américaine et coprésident du comité United 2026. Pour con-

**Les représentants de la candidature nord-américaine attendant le verdict des membres de la FIFA, mercredi 13 juin, à Moscou.**

KIRILL KUDRYAVTSEV/AFP



vaincre les deux cent trois nations votantes (les associations liées aux Etats-Unis, comme Guam, ont été écartées du scrutin), le trio avait de sacrés arguments à faire valoir. Avec ses vingt-trois stades, dont dix-sept déjà opérationnels, les trois pays présentaient des garanties beaucoup plus élevées, en matière d'infrastructures, quand leur rival était, lui, contraint d'édifier neuf enceintes sur quatorze.

Mais ce sont les considérations financières qui ont nettement fait pencher la balance. Comment le Maroc pouvait-il espérer l'emporter à l'aune des revenus et bénéfices records (11 et 14 milliards de dollars) attendus en cas de désignation des Etats-Unis et de leurs voisins ? Des montants deux fois plus élevés que ceux présentés par le royaume. Ni le Tweet menaçant du président américain, Donald Trump, à

l'adresse des nations opposées à la candidature de son pays ni ses relations tumultueuses avec le Mexique n'ont changé la donne. «*Je n'ai pas peur de l'ingérence politique. Personne ne peut racheter la FIFA*», a balayé l'Italo-Suisse Gianni Infantino, le patron de la fédération.

Visiblement radieux sur l'estade, le président de la Fédération internationale a remporté un succès politique lors de ce vote d'attribution. Elu à la tête de l'instance en février 2016, avec le soutien des Etats-Unis, en pleine tornade judiciaire déclenchée par le FBI, le dirigeant au crâne glabre ne pouvait se permettre de fâcher un précieux allié. D'autant que les autorités américaines s'intéressent encore à la FIFA, dont les intérêts sont gérés par le cabinet d'avocats californien Quinn Emanuel.

Gianni Infantino pouvait savourer son triomphe dans la mesure

**ELU À LA TÊTE DE L'INSTANCE EN 2016, AVEC LE SOUTIEN DES ÉTATS-UNIS, LE PATRON DE LA FIFA NE POUVAIT SE PERMETTRE DE FÂCHER UN PRÉCIEUX ALLIÉ**

où les pays membres du congrès de l'organisation étaient pour la première fois conviés à choisir l'hôte de la Coupe du monde. «*La FIFA, jadis cliniquement morte et toxique, est sans l'ombre d'un doute une organisation démocratique, moderne, robuste comme jamais*», a-t-il martelé. Comme pour mieux clore l'ère des scandales et des soupçons de corruption qui ont émaillé les précédents

scrutin d'attribution, le patron du football mondial s'est félicité de ce «*processus clair et ouvert*».

## Bons résultats financiers

Si le vote de chaque pays a été rendu public par la FIFA, une polémique a enflé durant la phase d'inspection des candidatures. La mise en place par la Fédération internationale d'une *task force* d'évaluation, composée notamment de dignitaires de son administration, a été perçue comme une manœuvre de M. Infantino pour saborder la candidature du Maroc. Ladite *task force* n'a pourtant pas écarté la candidature du royaume avant le congrès, lui attribuant une note (2,7/5) certes moins élevée que celle, flatteuse (4/5), du trio nord-américain.

Derrière son pupitre, le président de la FIFA n'a pas masqué sa satisfaction en présentant les bons résultats financiers, «*malgré*

la crise historique» qui l'a frappée en 2015. Des revenus records de 6,1 milliards de dollars sont ainsi attendus par le dirigeant pour le cycle qui se refermera à la fin de 2018. «*Les chiffres parlent d'eux-mêmes et le futur s'annonce encore meilleur*», a jubilé M. Infantino, qui entend distribuer, les quatre prochaines années (2019-2023), 1,2 milliard de dollars de fonds de développement aux fédérations nationales.

Le dirigeant en a profité pour annoncer qu'il briguerait un deuxième mandat, le 5 juin 2019, au congrès de Paris. «*Je pense au regard des enfants du Rwanda, d'Haïti, de la Birmanie, qui brille quand on leur donne un ballon*», s'est-il justifié. Un discours que n'aurait pas renié son prédécesseur Sepp Blatter, suspendu six ans et jadis désireux d'obtenir le prix Nobel de la paix. ■

RÉMI DUPRÉ

## Sur la scène footballistique, l'Arabie saoudite inquiète le Qatar

La monarchie, en conflit ouvert avec l'émirat, veut concurrencer son voisin dans les coulisses de la FIFA et sur le marché du foot-business

DOHA - envoyé spécial

La planète football compte une nouvelle puissance : l'Arabie saoudite. Sur la pelouse, l'équipe nationale du royaume, qui devait disputer le match d'ouverture de la 21<sup>e</sup> Coupe du monde, jeudi 14 juin, face au pays organisateur, la Russie, affiche de modestes ambitions. Les Faucons, qui pointent au 67<sup>e</sup> rang du classement FIFA, se satisferaient amplement d'une qualification pour les 8<sup>es</sup> de finale.

Mais en dehors des terrains, l'Arabie saoudite est le pays qui monte. Dans les coulisses de la FIFA et sur le marché du foot-business, la monarchie fait feu de tout bois. Et ce militantisme promet de causer des étincelles avec le Qatar, le pays hôte du Mondial 2022, en conflit ouvert depuis un avec Riyad et Abu Dhabi, qui l'accusent de frayer avec l'Iran et les mouvements djihadistes, une allégation

**CE MILITANTISME PROMET DE CAUSER DES ÉTINCELLES AVEC LE PAYS HÔTE DU MONDIAL 2022**

rejetée par Doha. «*L'Arabie saoudite est prête à tout faire pour que le Qatar se voie retirer l'organisation de la Coupe du monde*», professe un bon connaisseur de la scène footballistique proche-orientale, basé à Doha.

Le dernier indice en date des nouvelles prétentions de l'Arabie saoudite est l'annonce, faite au début du mois, que la prochaine édition de la super-Coupe d'Italie, entre la Juventus et l'AC Milan, se jouera en janvier à Djedda, la deuxième ville du royaume. Une initiative directement inspirée du Qatar, qui en 2014 et 2016, avait hébergé ce match de gala, oppo-

sant les vainqueurs du championnat et de la Coupe d'Italie.

«*Cela fait partie de "Vision 2030", le plan de réformes de Mohammed Ben Salman, le prince héritier saoudien, explique le blogueur émirati Shuaib Ahmed, spécialiste de football arabe. Le sport a été identifié comme un levier de rayonnement par les autorités saoudiennes qui sont décidées à rattraper leur retard sur le Qatar.*» «*Nous avons dormi pendant des années mais nous nous sommes réveillés, et nous allons obtenir des résultats qui vont stupéfier le monde entier*», a promis sur CNN le président de l'Autorité générale du sport saoudienne, Turki Al-Sheikh.

Ce trentenaire, issu de la lignée la plus puissante d'Arabie après la dynastie des Saoud, est un fidèle de Mohammed Ben Salman, alias «*MBS*». Parmi les multiples chantiers qu'il a lancés depuis sa nomination en septembre, figu-

rent l'ouverture progressive des stades aux femmes, l'accueil de compétitions internationales et la privatisation des seize clubs de première division de football. «*Dans les prochaines années, notre championnat attirera des stars*», assure Turki Al-Sheikh.

## Un lobby anti-Doha ?

Ces grands travaux ravissent Gianni Infantino, le patron de la FIFA, qui a rencontré à de nombreuses reprises le «*M. Foot*» du royaume ces derniers mois. Ils sont vus avec beaucoup plus de méfiance depuis Doha, où l'on rappelle que ce dernier est aussi l'auteur d'une ritournelle anti-Qatar, interprétée par les plus célèbres chanteurs du Golfe, qui a été lancée à grand bruit, sur Internet, en septembre.

Le petit émirat s'inquiète notamment des manœuvres de Vision Fund, le méga-fonds d'investissement unissant l'Arabie saou-

dite et le conglomérat japonais SoftBank, qui a proposé à Infantino de créer deux nouveaux tournois internationaux, dont une Coupe du monde des clubs.

Cette offre à 25 milliards de dollars, révélée fin mai par le *New York Times*, pourrait ne jamais voir le jour, tant elle suscite d'opposition au sein de l'UEFA. Elle témoigne à ce stade des efforts de Riyad pour peser sur la gouvernance du football, une démarche qui équivaut, selon Doha, à créer «*un lobby anti-Qatar au sein de la FIFA*».

Certes, le risque que l'émirat se voit obligé d'organiser une Coupe du monde à 48 et non 32 équipes, s'est éloigné. Infantino a conditionné cette évolution, programmée pour 2026 mais dont les pays d'Amérique latine demandent l'avancement, à l'approbation de Doha. Ses adversaires n'auraient pas manqué d'en tirer argument pour réclamer que le tournoi de

2022 soit partagé avec d'autres monarchies du Golfe. Mais pour le Qatar, la course d'obstacles est loin d'être terminée. Fin mai, par exemple, à l'occasion de son lancement dans un palace londonien, la très opaque Foundation for Sports Integrity a tenté de relancer, à coups d'infos pseudo-exclusives, la thèse de la corruption de la FIFA par le Qatar, lors du vote d'attribution du Mondial 2022.

«*On s'attend à beaucoup de turbulences de ce genre, dit une source officielle qatarie. Mais on reste confiant. Pour que la FIFA nous retire la Coupe du monde, il faudrait qu'elle nous rembourse tout l'argent déjà investi dans la préparation du tournoi.*» Soit des dizaines de milliards de dollars... «*Il y aura plein de buzz négatif, prédit un observateur occidental basé à Doha, mais les Qataris tiendront le choc. Ils auront leur Mondial.*» ■

BENJAMIN BARTHE  
AVEC R. D. (À MOSCOU)



# Poutine fait de la Coupe du monde un enjeu national

Le président russe mise sur le prestige de la compétition pour redorer l'image de son pouvoir abîmé

MOSCOU - correspondante

Un mois de football pour redorer l'image d'un pays. Le coup d'envoi de la 21<sup>e</sup> édition de la Coupe du monde de football sera officiellement donné jeudi 14 juin au stade Loujniki de Moscou. En travaux pendant quatre ans, la plus grande enceinte sportive du pays, autrefois nommée stade central Lénine, accueillera 80 000 spectateurs pour la cérémonie d'ouverture, plus brève qu'à l'habitude – trente minutes environ – et consistant en un concert plutôt qu'un spectacle chorégraphié. Elle sera suivie du match entre la Russie et l'Arabie saoudite, en présence de Vladimir Poutine et du prince héritier Mohammed Ben Salman – l'un des rares dirigeants étrangers à faire le déplacement.

Tout est prêt, ou presque. Après un dernier petit coup de pinceau, les onze villes hôtes s'apprentent à recevoir pendant un mois, jusqu'au 15 juillet, quelque 600 000 visiteurs étrangers, selon les organisateurs, et jusqu'à 1 million selon l'Agence fédérale de tourisme – auxquels s'ajoutent 700 000 supporters russes –, sans compter 5 000 journalistes accrédités. Après les Jeux olympiques (JO) de Sotchi, en 2014, le Mondial va devenir le plus grand tournoi jamais organisé en Russie.

Rien ne devra perturber l'événement. Le chef du Kremlin en a fait un objectif national : montrer au monde entier le meilleur visage du pays. Dans une vidéo diffusée le 8 juin, il a souhaité la « bienvenue aux supporters et aux meilleures équipes de football du monde » pour « cet événement international historique ». « J'espère que vous vivrez une expérience inoubliable, a-t-il ajouté, pas seulement en suivant les matchs de votre équipe préférée (...), mais aussi en découvrant la Russie. »

Des travaux gigantesques ont été réalisés bien en amont à Moscou. Les trottoirs ont été refaits. Le métro s'est mis à l'anglais. Des terminaux d'aéroports flambant neufs ont surgi de terre, comme à Saransk. A

Rostov-sur-le-Don, des silhouettes joyeuses levant les bras au ciel ou brandissant des écharpes ont été dessinées sur les fenêtres de la principale artère. Un « village Potemkine 2.0 », a ironisé un internaute, en référence aux façades trompeuses parsemées sur le chemin de Catherine II en Crimée, au XVIII<sup>e</sup>.

Les supporters le jurent, il n'y aura pas de débordement. « Ce sont des patriotes », affirme Alexandre Chpryguine, chef des ultras, lui-même banni des stades. « Pour le peuple russe, c'est la dernière chance de prouver que nous ne sommes pas si mauvais », souligne avec emphase Robert Ustian, coordinateur d'une association contre le racisme liée au club moscovite CSKA.

Une hotline multilingue a été ouverte à l'intention des fans qui pourront se déplacer gratuitement à travers le pays grâce à leur carte d'identité spéciale.

## Mesures de sécurité draconiennes

L'enjeu est surtout politique. Pour Vladimir Poutine, au pouvoir depuis dix-huit ans, réélu en mars pour un nouveau mandat jusqu'en 2024, le premier Mondial organisé à l'est de l'Europe constitue un test majeur. Faute de pouvoir rêver d'un trophée, avec une équipe nationale, la Sbornaïa, jugée trop faible, le chef du Kremlin mise surtout sur un succès de prestige pour redorer l'image de son pouvoir, très abîmé après l'annexion de la Crimée

en 2014, et le conflit dans l'est de l'Ukraine.

Depuis lors, les relations avec l'Occident n'ont cessé de se dégrader avec les accusations d'ingérence russe dans l'élection présidentielle américaine, en 2016, et, plus récemment, celles portant sur l'empoisonnement d'un ex-agent double, Sergueï Skripal, et de sa fille, en Grande-Bretagne. Cette dernière affaire a donné lieu au plus vaste mouvement d'expulsions de diplomates russes d'Europe et d'outre-Atlantique. En représailles, Londres a prévenu : aucun membre de la famille royale ou du gouvernement ne fera le déplacement en Russie.

En 2014, les fastueux JO de Sotchi, sur lesquels comptait Vladimir Pou-

tine pour redorer son blason et démontrer la puissance de la Russie, avaient été en partie gâchés par les événements d'Ukraine. Cette fois, il n'hésite pas à prendre les devants en proférant des menaces.

Interrogé le 7 juin, lors d'une émission en direct sur les « risques » d'une offensive de l'armée ukrainienne dans la région du Donbass, pendant la Coupe du monde, le président russe a vivement répondu : « J'espère qu'il n'y aura pas de telles provocations, mais, si c'était le cas, cela aurait de très graves conséquences sur l'Etat ukrainien en général. »

À la différence des JO de 2014, il n'a, jusqu'à présent, grâcié personne. Le cinéaste ukrainien Oleg Sentsov, condamné à vingt ans de colonie pé-

**EN 2014, LES FASTUEUX JO DE SOTCHI AVAIENT ÉTÉ EN PARTIE GÂCHÉS PAR LES ÉVÉNEMENTS D'UKRAINE**



A Moscou, devant le Kremlin, le 10 juin. YURI CORTEZ/AFP

nitentaire, mène pourtant, depuis le 14 mai, une grève de la faim qui inquiète les défenseurs des droits de l'homme.

Partout, les mesures de sécurité seront draconiennes. Le Mondial a, certes, fait plusieurs fois l'objet de menaces de la part de l'organisation Etat islamique (EI). Mais la vigilance va au-delà des risques terroristes. Même Ismaïlovo, le marché de plein air très prisé des touristes à Moscou pour ses souvenirs, devra être fermé durant la compétition. Les mécontents n'ont pas voix au chapitre. Le FSB, les services de sécurité russes héritiers du KGB, y veille.

Les étudiants qui protestaient contre l'implantation de la principale fan-zone, non loin du stade Loujniki, au pied de l'immense bâtiment stalinien qui abrite la principale université de la capitale russe (MGU), en savent quelque chose. Trois d'entre eux ont été interpellés, puis relâchés, après douze heures d'interrogatoire. Pour un graffiti à la peinture rouge « Non à la fan-zone », Dmitri Peteline a échappé in extremis à des poursuites pénales.

Destinée à accueillir 40 000 supporters, sur 36 000 m<sup>2</sup>, la fan-zone, avec son écran géant, se situe dans un parc historique, l'un des poumons verts de Moscou, Vorobiovy Gory (« le mont des moineaux »). Une pétition signée par 14 000 personnes pour l'éloigner n'a rien donné. Aux étudiants qui passent des examens, il a simplement été conseillé de fermer les fenêtres. ■

ISABELLE MANDRAUD

## De Zidane à Lopetegui, l'effet papillon qui agite l'Espagne

Le futur entraîneur du Real Madrid a été renvoyé deux jours avant l'entrée de la Roja dans la compétition

Comment le sélectionneur invaincu d'un des favoris de la Coupe du monde peut-il se retrouver mis à la porte deux jours avant l'entrée dans le tournoi de son équipe ? Cette question, toute l'Espagne se la pose depuis le départ forcé de Julen Lopetegui, en poste depuis juillet 2016.

« Nous remercions Julen pour tout ce qu'il a fait parce qu'il est le principal responsable de notre présence en Russie, mais nous sommes dans l'obligation de le renvoyer », a annoncé, mercredi 12 juin, le président de la Fédération espagnole, Luis Rubiales. Merci pour

les neuf victoires en dix matchs lors des qualifications, mais le technicien de 51 ans – qui venait pourtant de prolonger son contrat jusqu'en 2020 – s'est mis dans une situation inextricable depuis l'annonce mardi de sa nomination comme entraîneur du Real Madrid. Le Basque a été remplacé en catastrophe par Fernando Hierro, directeur sportif de la sélection espagnole. L'ancien international va devoir préparer en urgence le choc du groupe B face au Portugal (vendredi à 20 heures, à Sotchi).

Cette situation inédite est la conséquence d'un effet papillon

dont le battement d'ailes initial est la démission surprise de Zinédine Zidane de son poste d'entraîneur du Real, le 31 mai. Deux semaines plus tard, il vient de provoquer une tempête à Krasnodar, camp de base en Russie de la Roja. « La fédération ne peut pas rester en marge d'une négociation avec un de ses employés et découvrir un accord cinq minutes avant un communiqué officiel [du Real] », a expliqué Luis Rubiales, pourtant réputé pour entretenir de bonnes relations avec le club madrilène et son président, Florentino Perez.

## L'ombre de Jorge Mendes

Mais le Real a son agenda et quand il faut trouver un remplaçant à un entraîneur trois fois vainqueur de la Ligue des champions, il s'agit d'aller vite, de rassurer ses supporters et tant pis pour les éventuelles interférences avec l'équipe nationale. Au départ, pas de problème : Mauricio Pochettino tient la corde pour succéder à Zidane. Mais l'Argentin a un employeur (Tottenham) et un président (Daniel Levy) qui n'entendent pas perdre leur manager, prolongé jusqu'en 2023, et dont il fixe la clause libératoire à 48 millions d'euros.

Exit donc l'ancien défenseur du PSG. Massimiliano Allegri, Guti ou Michael Laudrup sont aussi évoqués, mais un homme promet le poste depuis un an à Lopetegui, qui n'ose pas trop y croire de son côté :

l'agent portugais Jorge Mendes. Et ce que Jorge Mendes promet, Jorge Mendes l'obtient très souvent. Moins présent sous l'ère Zidane, l'agent le plus puissant du football mondial voit dans la succession du Français une double occasion pour réaffirmer son influence sur la « maison blanche », mais aussi calmer les états d'âme de son plus célèbre client, Cristiano Ronaldo.

Dans son édition de mercredi, le quotidien *El País* raconte comment Mendes se vante d'avoir placé en 2014 sur le banc du FC Porto, le puissant club portugais, un Lopetegui « qui n'avait jamais dirigé une équipe de première division ». Cette relation n'est pas sans poser quelques problèmes dans une sélection où figurent quatre joueurs représentés par Jorge Mendes. Depuis plusieurs mois déjà, des cadres de la Roja soupçonnaient leur sélectionneur de prendre en compte son avenir personnel dans ses choix tactiques.

Mais la chute de Lopetegui est surtout venue de son futur employeur : Florentino Pérez. Alors qu'un accord est trouvé entre les deux parties dans la nuit de lundi à mardi, le président du Real appelle Krasnodar pour prévenir Sergio Ramos, capitaine du Real et de la sélection, de son choix. Charge à lui de prévenir les autres joueurs du Real présents en Russie. L'information circule très vite de chambre en chambre, au-delà du cercle

madrilène, et Lopetegui est contraint de la confirmer devant l'ensemble de son groupe, lui qui aurait préféré la taire jusqu'à la fin de la Coupe du monde. Selon plusieurs médias espagnols, le sélectionneur n'a alors plus d'autres choix que d'accepter la publication du communiqué du Real afin d'éviter de nouvelles fuites.

Si Luis Rubiales a réfuté le mot de « trahison », le président de la RFEF n'a pas goûté la méthode et le timing. Le sort de Lopetegui est alors scellé. Les joueurs – les Madrilènes en tête – ont bien tenté d'infléchir sa décision, mais Rubiales, nommé en 2017 après vingt-neuf ans de présidence du controversé Angel Maria Villar, n'a pas voulu en démordre. « Je leur ai expliqué ma position, ils sont très concentrés et m'ont fait part de leur implication maximale », a assuré celui qui dirigeait auparavant le syndicat espagnol des footballeurs.

Dans la soirée de mercredi, Julen Lopetegui a quitté plus tôt que prévu la Russie. Poursuivi par les journalistes de son pays, le désormais ex-sélectionneur a lâché « être très triste » et utilisé le « nous » pour parler de l'avenir de l'équipe d'Espagne. « Nous avons une équipe magnifique et j'espère que nous gagnerons le Mondial », a souhaité celui qui sera officiellement présenté comme entraîneur du Real ce jeudi. ■

ALEXANDRE PEDRO

## CORRESPONDANCE

### Une lettre du Comité d'éthique de la FFT

À la suite de l'article « Coupes franchises et volte-face : le tennis français sous Bernard Giudicelli » paru dans *Le Monde* du 25 mai, Franck Latty, le président du comité d'éthique de la Fédération française de tennis, nous a écrit.

« Le paragraphe suivant met en cause le comité d'éthique de la FFT : « En interne, toute voix dissidente est muselée, et les rappels à l'ordre ne sont pas rares, la présidence invoquant l'article 16, soit l'obligation de discrétion à laquelle sont tenus les salariés. C'est parfois le comité d'éthique qui s'en charge auprès des – rares – impudents. » Cette phrase sous-entend que le comité d'éthique, inféodé à la présidence de la FFT, ferait taire toute critique au sein de la fédération. De telles insinuations sont inacceptables parce que complètement fausses. Le comité d'éthique agit en toute indépendance par rapport à la présidence comme à toute autre instance de la FFT. La consultation des avis du comité, librement accessibles sur le site de la fédération, suffirait à s'en convaincre. Dans son avis 2018 R4, auquel l'article fait implicitement référence, le comité d'éthique a reconnu expressément que « des dirigeants fédéraux peuvent, sans porter atteinte à l'éthique et à la déontologie, émettre publiquement des critiques à l'égard des instances fédérales ». Cette liberté n'inclut pas celle de « formuler de graves accusations livrées sans aucun élément pour les soutenir ». »

### Hierro, remplaçant au pied levé

La mission est casse-gueule, mais Fernando Hierro ne voyait pas comment il aurait « pu dire non ». Julen Lopetegui débarqué deux jours avant l'entrée de l'Espagne dans la compétition, Fernando Hierro a échangé en urgence son costume de directeur sportif pour celui de sélectionneur à la demande du président de la fédération, Luis Rubiales. Entre l'Andalou et la sélection espagnole, c'est une longue histoire. International à 90 reprises entre 1989 et 2002, Hierro était un défenseur (ou milieu défensif) porté sur l'attaque. Avec 29 buts, il reste le quatrième buteur de l'histoire de la Roja derrière Raul, David Villa et Fernando Torres : tous attaquants. S'il a beaucoup gagné en club avec le Real Madrid, Hierro est né trop tôt pour connaître cette Espagne qui gagne et a surtout connu l'époque des retours précoces à la maison. Directeur sportif de la Fédération espagnole lors des victoires à l'Euro en 2008 et en Coupe du monde deux ans plus tard, Hierro n'a entraîné qu'une saison (en 2016) du côté d'Oviedo en deuxième division avec un succès mitigé.



**Le Monde**  
Le Carnet

**Vous pouvez nous transmettre vos annonces chaque samedi, de 9 heures à 12 h 30, pour la parution du lundi, édition datée mardi.**

**Tarif à la ligne, réduction pour nos abonnés : nous consulter.**

**Pour toute information :**  
☎ 01 57 28 28 28  
✉ 01 57 28 21 36  
✉ carnet@mpublicite.fr

**AU CARNET DU «MONDE»**

**Décès**

Le conseil d'administration du Cercle Freudien, association de psychanalyse, Guy Dana, son président

Et les membres du Cercle,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Fabienne BIEGELMANN,**

survenu le 8 juin 2018.

Le cercle Freudien adresse à sa famille l'expression de son chaleureux soutien.

**Les Editions Calmann-Lévy**

saluent la mémoire de

**Gérard BOULANGER,**  
auteur exigeant et engagé

et s'associent à la douleur de ses proches.

**L'EPHÉP,**  
Ses enseignants  
Et ses étudiants,

s'associent au deuil de la famille et des proches de

**Jean-Daniel CAUSSE,**

professeur en études psychanalytiques à l'université Paul-Valéry-Montpellier,

qui a fait bénéficier l'EPHÉP de son autorité et de son enseignement.

Yann et son épouse, Marie, Ary et son épouse, Dina, Frédérique, Nicolas et Antonin, ses neveux et nièces, Anne Dedet Colin, sa belle-sœur,

Jules et son épouse, Julie, Deborah, Félix, Swan, Lala, Inna, Lou-Suzanne, Rosa et Anouk, ses petits-neveux et nièces  
Ainsi que ses nombreux amis,

ont la tristesse de faire part de la disparition de l'être exceptionnel qu'était

**Suzanne DEDET,**  
docteur ès sciences,  
docteur en pharmacie,  
psychomotricienne,  
thérapeute et auteure d'analyses sur ces disciplines,  
notamment sous l'égide de l'association Vittoz-IRDC,  
dont elle fut un temps la présidente.

Elle a veillé sur tous.

Ses obsèques ont eu lieu ce jeudi 14 juin 2018, au cimetière du Père-Lachaise, Paris 20°.

Frank Bournois,  
directeur général de ESCP Europe,  
Le personnel  
Et les élèves,

ont la tristesse de faire part de la disparition de

**M. Michel FUROIS,**  
premier directeur de l'EAP  
et pionnier dans l'identité européenne de l'Ecole.

Avec nos sincères condoléances à sa famille et ses proches.

Malakoff, Mantes-la-Ville.

Les familles Gorlier-Basier et Peulvast-Bergeal

ont la tristesse d'annoncer le décès de

**M. Pierre GORLIER,**

le 11 juin 2018,  
à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Nous nous retrouverons le vendredi 15 juin, à 10 heures, en l'église Saint-Etienne de Mantes-la-Ville (Yvelines).

Toute la famille,  
Ses amis,

ont le chagrin de faire part du décès de

**M. le professeur Raymond GOY,**  
professeur honoraire  
des Facultés de droit,  
commandeur  
dans l'ordre des Palmes académiques,

survenu le 11 avril 2018,  
dans sa quatre-vingt-huitième année.

Un culte d'action de grâce aura lieu le samedi 23 juin, à 15 h 30, au temple de l'Oratoire du Louvre, Paris 1<sup>er</sup>.

Jean-Pierre Brun,  
Sa famille,  
Ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Yvette HORNER,**

commandeur de la Légion d'honneur,  
commandeur  
dans l'ordre national du Mérite,

survenu le 11 juin 2018.

Une cérémonie aura lieu le mardi 19 juin, à 10 heures, en l'église Saint-Roch, Paris 1<sup>er</sup> et le mercredi 20 juin, à 16 heures, en la cathédrale de Tarbes, suivie de l'inhumation au cimetière Saint-Jean de Tarbes, dans le caveau familial.

(Le Monde du 13 juin.)

Rui Frati,  
président de l'Institut d'Education et des Pratiques Citoyennes (IEPC),  
Les membres  
du conseil d'administration  
Et tous les salariés de l'association,

ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Mara MAUDET,**  
fondatrice  
et directrice générale de l'IEPC,

survenu le 10 juin 2018.

Les obsèques se déroulent ce jeudi 14 juin, à 15 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20°.

Ni fleurs ni couronnes.

Ses amis

ont la tristesse de faire part du décès de

**Aline MANTEL,**

docteur ès sciences de l'éducation,

survenu à Paris, le 13 février 2018,  
dans sa quatre-vingt-quatrième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, au cimetière du Père-Lachaise, Paris 20°.

Son souvenir lumineux et son enseignement nous tiendront compagnie la vie durant.

« Caminante, il n'y a pas de chemin,  
il se fait chemin en cheminant. »  
Antonio Machado.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Aline Mantel est née le 23 novembre 1934, à La Havane, Cuba, où elle obtint son degré universitaire en administration publique et exerça des fonctions à la Cour des comptes jusqu'à sa dissolution en 1961. Elle obtint à Paris les licences et D.E.S. de lettres modernes et lettres anglaises (1964), assura un enseignement de linguistique appliquée à l'université de Paris-Sorbonne, puis de linguistique générale à l'université de Paris X-Nanterre (1964-1971). Elle exerça la fonction de formateur titulaire à la chambre de commerce et d'industrie de Paris (1969-1976), fonda et présida l'A.R.E.D.E.P. (Atelier de recherches et d'études sur le développement de la personne), afin de présenter aux professionnels de santé les principales thérapies psycho-corporelles de pointe (1972-1979), tout en assurant un enseignement en sciences de l'éducation aux universités de Paris IX-Dauphine et de Paris XIII-Nord (1971-1984). Depuis son doctorat ès sciences de l'éducation soutenu en 1986, elle approfondissait sa réflexion, ses recherches et travaux personnels dans sa spécialité.

Reims.

M<sup>me</sup> Annick Nieddu,  
son épouse,  
Livio, Luca, Lorenzo,  
ses fils  
et leurs compagnes  
Ainsi que toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Martino NIEDDU,**

enseignant, chercheur en économie,  
survenu le lundi 11 juin 2018.

La cérémonie civile aura lieu le lundi 18 juin, à 10 h 45, au crématorium de Reims - La Neuville.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

Reims.

Le président de l'université de Reims Champagne-Ardenne,  
Le directeur de l'UFR des sciences économiques, sociales et de gestion  
Et l'ensemble  
de la communauté universitaire,

ont la tristesse de faire part du décès de leur collègue,

**M. Martino NIEDDU,**

professeur des Universités,  
directeur du laboratoire REGARDS,  
vice-doyen de l'UFR des sciences économiques, sociales et de gestion,

survenu le 11 juin 2018, à Reims,  
à l'âge de soixante ans.

Les obsèques auront lieu au crématorium de Reims La Neuville, le lundi 18 juin, à 10 h 45.

L'ensemble de la communauté universitaire présente ses sincères condoléances à sa famille et ses proches.

Thierry et Sophie Rusterholtz,  
Marie-Agnès et Etienne Verrier,  
Laurence et Bernard Paix,  
Hervé et Agnès Rusterholtz,  
Vincent et Sophie Rusterholtz,

ses enfants,  
ses petits-enfants  
et leurs conjoints,  
son arrière-petit-fils,  
Nicole Rusterholtz (†),  
Gérard et Mick Rusterholtz,  
François (†) et Francine (†) Rusterholtz,  
ses frères  
et belles-sœurs,  
Michel Timon,  
son beau-frère,  
Ses neveux et nièces  
Et ses petits-neveux,  
En union avec son épouse,  
Monique (†),

ont la tristesse d'annoncer le décès de

**M. Joël RUSTERHOLTZ,**

survenu le 12 juin 2018,  
à Boulogne-Billancourt,  
à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Une messe sera célébrée le vendredi 15 juin, à 10 h 30, en l'église de l'Immaculée Conception, à Boulogne-Billancourt.

L'inhumation aura lieu le samedi 16 juin, à 10 h 30, à Faye-la-Vineuse (Indre-et-Loire).

Son épouse,  
Ses enfants,  
Ses petits-enfants,

font part de la disparition brutale de

**Renaud VIEUX-ROCHAS,**

formateur  
FNAIM, CEGOS, IFA, DAUPHINE,  
secrétaire général SFAF,  
inspecteur général Loxxia.

La cérémonie aura lieu au crématorium de Clamart, le lundi 18 juin 2018, à 13 heures.

M<sup>me</sup> Annie Vallée,  
son épouse,

Laurent et Géraldine, Mélanie, Bérengère et Hugues,  
ses enfants,

Louise, Alice, Marius, Simon, Léonard, Augustin et Héloïse,  
ses petits-enfants,

Annie et Yvon,  
Pierre et Patricia,  
ses frères et sœurs  
Et toute la famille,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

**M. Charles VALLÉE,**

président d'honneur des Éditions Dalloz,  
officier de la Légion d'honneur,  
chevalier dans l'ordre national du Mérite,  
commandeur  
dans l'ordre des Palmes académiques,

le mardi 12 juin 2018,

à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Une cérémonie d'adieu aura lieu le mercredi 20 juin, à 10 h 15, en la salle de la Coupole, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, 71, rue des Rondeaux, Paris 20°.

M. Philippe Déroche,  
président des Éditions Dalloz,  
M. Laurent Cheruy,  
directeur général,

M<sup>me</sup> Sylvie Faye,  
M. Renaud Lefebvre,  
anciens présidents  
Et l'ensemble des collaborateurs,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

**M. Charles VALLÉE,**  
président d'honneur des Éditions Dalloz,  
officier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'ordre national du Mérite,  
commandeur  
dans l'ordre des Palmes académiques,  
agrégé des Facultés de droit,  
professeur de droit international,  
haut fonctionnaire,  
directeur des affaires juridiques et internationales au ministère de l'Éducation nationale,  
directeur des études à l'ENA  
puis président-directeur général des Éditions Dalloz de 1991 à 2009

et s'associent à la douleur de la famille et de ses proches auxquels ils présentent leurs plus sincères condoléances.

Charles Vallée a marqué de son empreinte l'histoire des Éditions Dalloz.

Un livre de condoléances est à votre disposition à la librairie Dalloz, 22 rue Soufflot, Paris 5<sup>e</sup>.

**Remerciements**

La famille de

**Jean Pierre BEYSSON,**

très touchée par les nombreux hommages et témoignages d'affection manifestés à l'occasion de son décès, vous prie de bien vouloir accepter ses remerciements.

**Souvenirs**

**Michel.**

Michel mon frère mon ange.  
Je te vois, tu es là, profond.  
Tu es beau et tranquille.  
Un ange blond, grand malicieux,  
qui a retrouvé sa place, à sa manière.  
Tu es parti pour libérer ton cœur et ton âme.

Je les sens libres.

Tu as lutté et ce n'était pas facile.

J'ai eu besoin de ces six années pour revenir vers toi, apaisée et pour pouvoir te dire combien je t'aime.

Je pense aussi aux amis qui t'ont accompagné ce 13 juin 2012, à Mennecey, avec Sophie et Sylvie.

Michel à toi pour toujours.

Christine Billebaud.

Société éditrice du « Monde » SA  
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus  
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio  
Directeur de la rédaction Luc Bronner  
Directrice déléguée à l'organisation des rédactions Françoise Tovo  
Direction adjointe de la rédaction Philippe Broussard, Alexis Delcambre, Benoît Hopquin, Franck Johannes, Marie-Pierre Lanrelongue, Caroline Monnot, Cécile Pheur  
Direction éditoriale Gérard Courtois, Alain Frachon, Sylvie Kauffmann  
Rédaction en chef numérique Philippe Lecœur, Michael Szadkowski  
Rédaction en chef quotidien Michel Guerrin, Christian Massol  
Directeur délégué au développement du groupe Gilles van Kote  
Directeur du développement numérique Julien Laroche-Joubert  
Rédacteur en chef chargé des diversifications éditoriales Emmanuel Davidenkoff  
Chef d'édition Sabine Ledoux  
Directeur artistique Aris Papatheodorou  
Photographie Nicolas Jimenez  
Infographie Delphine Papin  
Médiateur Franck Nouchi  
Secrétaire générale du groupe Marguerite Moleux  
Secrétaire générale de la rédaction Christine Laget  
Conseil de surveillance Jean-Louis Befa, président, Sébastien Carganico, vice-président

Il y a un an,

**Mira KANTOR,**  
née GOLAND,

nous quittait.

Elle nous manque.

Sa famille,  
Ses amis.

**Conférence**



**Grande conférence de Rentrée de l'EPHÉP**

Paris,  
**le jeudi 13 septembre 2018,**  
à 21 heures.

Centre Sèvres,  
35 bis, rue de Sèvres, Paris 6<sup>e</sup>.

Plus d'infos : www.ephep.com

**Prix de Thèse**



**Prix de thèse du Défenseur des droits**

Le Défenseur des droits décerne un prix destiné à distinguer annuellement des thèses intéressantes l'un de ses domaines de compétences (droits des usagers des services publics, défense des droits de l'enfant, lutte contre les discriminations, respect de la déontologie de la sécurité, orientation et protection des lanceurs d'alerte).

Ce prix, d'une valeur de 10 000 €, s'adresse à toutes les disciplines des sciences humaines et sociales concernées.

Les étudiantes et les étudiants ayant soutenu leur thèse entre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et le 31 décembre 2017 peuvent se procurer le formulaire de candidature sur le site : <http://www.defenseurdesdroits.fr/fr/acts/actualites/ouverture-de-l-appelcandidature-prix-de-these-du-defenseurdes-droits>

Date limite de dépôt des candidatures : **29 juin 2018, à minuit.**

Pôle Formation, documentation, études, Défenseur des droits, 3, place de Fontenoy, 75007 Paris.

Cette année,  
je m'informe !

FORMULE INTÉGRALE  
**3 MOIS**

**69€**



**BULLETIN D'ABONNEMENT**

A compléter et à renvoyer à : Le Monde - Service Abonnements - A1100 - 62066 Arras Cedex 9

173EMQADCV

**OUI**, je m'abonne à la **FORMULE INTÉGRALE** du Monde pendant 3 mois pour **69€** au lieu de 224,90€ (prix de vente en kiosque), soit l'accès à l'**Edition abonnés du Monde.fr** 7 jours/7 + **6 quotidiens + tous les suppléments + M le magazine du Monde.**

**Je règle par :**  
 Chèque bancaire à l'ordre de la Société éditrice du Monde  
 Carte bancaire :  Carte Bleue  Visa  Mastercard  
N° : \_\_\_\_\_  
Expire fin : \_\_\_\_\_ Date et signature obligatoires  
Notez les 3 derniers chiffres figurant au verso de votre carte : \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_  
E-mail : \_\_\_\_\_  
@  J'accepte de recevoir des offres du Monde  
 J'accepte de recevoir des offres des partenaires du Monde  
Tél. : \_\_\_\_\_

**IMPORTANT : VOTRE JOURNAL LIVRÉ CHEZ VOUS PAR PORTEUR\***

Maison individuelle  Interphone  oui  non  Dépôt chez le gardien/accueil  Dépôt spécifique  
 Immeuble  Boîte aux lettres :  Bât. N° \_\_\_\_\_  Escalier N° \_\_\_\_\_  
 Digicode N° \_\_\_\_\_  Nominative  Collective

\* Sous réserve de la possibilité pour nos porteurs de servir votre adresse  
SOCIÉTÉ ÉDITRICE DU MONDE SA - 80, BOULEVARD AUGUSTE-BLANQUI - 75013 PARIS - 433 891 850 RCS Paris - Capital de 124 610 348,70€. Offre réservée aux nouveaux abonnés et valable en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2018. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Le Monde, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation Client et d'actions marketing sur ses produits et services. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse <https://www.lemonde.fr/confidentialite/> ou écrivez à notre Délégué à la protection des données - 80, bd Auguste-Blanqui - 75077 Paris cedex 13 ou [dpo@groupelemonde.fr](mailto:dpo@groupelemonde.fr).



GROZNY - envoyé spécial

Il faut une bonne dose de courage pour aborder un journaliste étranger, même quand on est protégé par l'anonymat de la foule qui s'engouffre dans le stade de Grozny, la capitale tchétchène. Le sujet – le football – paraît certes politiquement insignifiant, mais le regard dur des « Kadyrovtsy », le surnom donné aux hommes des forces de sécurité tchétchènes, aurait de quoi dissuader les plus téméraires des supporters. Dans la Tchétchénie du président Ramzan Kadyrov, le danger est partout, les oreilles ont une fâcheuse tendance à traîner, aucune discussion n'est anodine.

Adam (prénom modifié à sa demande) s'avance spontanément, donc, et après quelques formules de politesse aux airs de test, se lance : « Je suis un fan de foot, un vrai. J'ai toujours soutenu le Terek Grozny. Mais aujourd'hui, j'en suis dégoûté. Si je vais au stade, c'est uniquement pour ne pas perdre mon emploi dans la fonction publique. » Un peu plus loin, un groupe de femmes marche d'un pas las. Celles-là disent être venues de leur propre volonté. Étrangement, elles ignorent le nom de l'adversaire du jour, le modeste Oural Iekaterinbourg... Et pour finir, comme une confirmation : dans le stade, des individus en civil parcourent les tribunes en cochant les noms des présents. « Même l'Union soviétique n'allait pas jusqu'à contraindre ses citoyens à aller au stade », s'amuse un autre habitant de Grozny, lui aussi soucieux de son anonymat.

Le Terek Grozny, qui termine la saison à une honorable 9<sup>e</sup> place, a pourtant une vraie base de supporters. Le club est ancien, fondé en 1958, dans une région où le football, s'il ne détrône pas la lutte et les autres sports de combat, est populaire. Le Terek tire son nom de la rivière qui coule dans le nord de la République et que les troupes russes ont franchie à deux reprises, en 1994 et 1999, pour punir la Tchétchénie de ses velléités indépendantistes.

Mais le hic, c'est que le Terek n'est plus vraiment le Terek. En juin 2017, « à la suite de nombreuses demandes des fans », comme l'indiquait alors le club, celui-ci était renommé Akhmat Grozny, le prénom du père de Ramzan. Ancien grand mufti, favorable à la cause de l'indépendance, Akhmat Kadyrov avait été l'un des premiers indépendantistes à rallier Moscou, devenant président du territoire en 2003 jusqu'à son assassinat, en mai 2004, après l'explosion d'une bombe placée dans les travées de l'ancien stade du Terek.

#### AMBITIONS PHARAONIQUES

Après lui avoir succédé, son fils Ramzan, 41 ans aujourd'hui, a fait table rase : en utilisant les subventions de Moscou et l'argent du « fonds Kadyrov », géré par sa mère et alimenté par des « contributions » prélevées sur les salaires de ses compatriotes, il a fait de Grozny une ville clinquante, truffée de gratte-ciel, où l'on peine à trouver une trace de la guerre. Dans cette nouvelle Tchétchénie, le nom des Kadyrov est le repère cardinal, avec celui de Vladimir Poutine, pour lequel Ramzan témoigne une dévotion quasi filiale.

Akhmat s'affiche partout : sur les voitures, les survêtements des clubs de lutte, les devantures des magasins... Cette emprise s'étend jusqu'aux mémoires. Ramzan a ainsi supprimé la journée de commémoration de la déportation de 1944 par les Soviétiques, un événement majeur de l'identité tchétchène, pour créer une « journée du souvenir et du deuil », le 10 mai, lendemain de la date anniversaire de la mort de son père.

À l'aune de ces séismes, renommer le Terek apparaît comme une péripétie. Mais c'est peut-être le seul champ dans lequel une forme de mécontentement a pu s'exprimer. Nombre de supporters historiques ont déserté le stade. « Ça a été une erreur, témoigne l'un d'eux, ancien joueur du club dans les années 1980. Avant, le stade du Terek était un des rares endroits d'unité, où l'on rencontrait des gens avec des opinions différentes. Ramzan en a fait sa chose, comme il a fait de la Tchétchénie sa chose. Mais c'est une construction bâtie sur du vent, coupée du peuple. »

Sans doute est-ce pour cela que, dans le virage de l'Akhmat Arena – le nom du stade de 30 000 places inauguré en 2011 – où se concentrent les quelques fans déterminés, les visages sont si jeunes, les jours de match. La plupart portent, en plus de l'écharpe du club, leurs vestes du « club patriotique Akhmat » ou du « club patriotique Poutine » : les jeunes ambitieux de la République. Les plus âgés tentent déjà de se faire pousser la barbe sans moustache, devenue le look quasi obligé des hommes de la République, depuis le chef Ramzan jusqu'à ses « Kadyrovtsy ». Les chants sont hésitants, « Akhmat, c'est la force ! », ponctués de plus inattendus « Allah akbar ». Dans une Tchétchénie à l'identité incertaine,



Ramzan Kadyrov (à gauche) et Magomed Daoudov, un chef de milice, entourent le footballeur égyptien Mohamed Salah, le 10 juin, à Grozny. KARIM JAAFAR/AFP

# Tchétchénie

## Le football totalitaire

Pendant le Mondial, la République du Caucase accueille l'équipe d'Égypte et sa star, Mohamed Salah. Une nouvelle occasion, pour le président tchétchène, Ramzan Kadyrov, d'utiliser ce sport comme outil de propagande

voire schizophrénique, qui surjoue sa loyauté à Moscou, l'islamisme d'Etat tient lieu d'idéologie unique – le voile y est la norme pour les femmes, la vente d'alcool réservée aux étrangers et, après les manifestations anti-Charlie massives organisées par le pouvoir, en 2015, c'est une impitoyable purge anti-gays qui y a défrayé la chronique l'année passée.

Les responsables du club, comme le ministre des sports, n'ont pas fait suite aux demandes d'entretien du Monde. Mouslim Baïtaziev, ministre du tourisme et de la jeunesse, vante, pour sa part, les bienfaits du changement de nom de l'Akhmat Grozny, « un nom symbole de liberté et d'intégrité, celui d'un homme qui a sorti le pays de deux guerres ». À l'entendre, il ne faut voir là aucune tentative de créer un culte de la personnalité, puisque « c'est son prénom, et non son nom, qui a été choisi ».

Modeste, Ramzan s'est contenté d'accoler son prénom au centre de formation du club. En 2011, pour l'inauguration du stade, il s'est aussi offert un match de gala avec d'anciennes vedettes comme l'Argentin Diego Maradona, le Portugais Luis Figo ou le Français Fabien Barthez, offrant à ses hôtes, en plus d'espèces sonnantes et trébuchantes, des montres serties de diamants. Le cadeau qu'il s'est offert en cette année 2018 de Coupe du monde est encore plus chic : l'installation, à Grozny, le temps de la compétition, de la sélection égyptienne et de sa star Mohamed Salah. Les Pharaons ont pris leurs quartiers, le 10 juin, dans une ville où, pour la première fois, des panneaux indicateurs en anglais ont fait leur apparition, dans l'espoir de voir affluer touristes et supporters égyptiens. « Tous les services délivrés en ville doivent être du niveau d'un cinq-étoiles », a prévenu Ramzan Kadyrov.

L'équipe saoudienne devait elle aussi s'installer dans l'immense hôtel The Local, construit sur fonds émiratis, qui jouxte l'Akhmat Arena, mais elle a finalement opté pour Saint-Pétersbourg. La venue des Égyptiens est une consécration pour le président tchétchène, qui, après avoir promu chez lui un islam rigoriste, entend se poser en commandeur des musulmans de Russie et en pont entre Moscou et le monde musulman.

Pour faire bonne mesure, il convient aussi de rapporter le lot de paroles enthousiastes recueillies le jour du match contre Iekaterinbourg : « Notre équipe est forte, merci à Ramzan ! » ; « Les supporters de toute la Russie nous respectent. Ce n'est pas comme avant, où l'on se faisait insulter dans les stades. Tout ça, c'est grâce à Ramzan ! » La soif de stabilité d'une société traumatisée par la violence est incontestable, mais quel crédit apporter à ces déclarations d'amour, quand on sait que toute parole contestataire est étouffée ? Dernière mode, celle des excuses publiques à la télévision : ceux qui ont critiqué le pouvoir sont sommés de faire amende honorable. La pratique des enlèvements, massive il y a encore quelques années, n'a pas disparu. « Le contrôle de Ramzan sur la Tchétchénie est total, explique une source locale. Seul le FSB représente une source de pouvoir concurrente, mais ses agents à Grozny sont discrets. Cette emprise a changé jusqu'à notre caractère. Les Tchétchènes sont un peuple fier et courageux, mais aujourd'hui, si quelqu'un a un problème, personne ne se risquera à l'aider. »

#### UN CHEF DE GUERRE EN ATTAQUE

Plus une seule organisation de défense des droits de l'homme n'opère sur le territoire de la République. Oyoub Titiev, 60 ans, le représentant de Memorial, la dernière ONG présente sur place, est en prison depuis janvier, sur la foi d'accusations douteuses de possession de drogue. Le 3 mai, Human Rights Watch a tenté d'utiliser l'approche du Mondial pour demander à la Fédération internationale de football (FIFA) de faire pression sur le Kremlin pour obtenir sa libération.

Football et politique ont toujours marché de pair en Tchétchénie. Dans les années 1990, au plus fort des affrontements entre les indépendantistes et l'armée russe, le Terek a perdu son statut d'équipe professionnelle. Un certain Chamil Bassaïev, chef de guerre responsable de plusieurs prises d'otages sur le territoire russe, venait régulièrement jouer à la pointe de l'attaque. Le club a ensuite dû jouer plusieurs saisons hors de Tchétchénie, où l'instabilité restait

chronique. Depuis, les groupes armés ont quitté les montagnes : anéantis, ralliés au pouvoir des Kadyrov ou bien encore partis combattre en Syrie et en Irak.

Après les guerres de 1994-1996 et de 1999-2000, qui ont décimé de 10 % à 20 % de la population, le retour du Terek parmi les clubs professionnels devait être le signe d'un retour à la normale et offrir un objet de fierté à un territoire soumis par la force. Certes, les tensions entre supporters qui émaillent alors les matchs contre les formations moscovites ou pétersbourgeoises, peu amènes vis-à-vis des Caucasiens, font tache.

L'année 2004 marque l'apogée de cette stratégie. Malgré la poursuite des opérations de contre-insurrection, le Kremlin veut croire à la « normalisation ». Cadeau du destin, le Terek remonte cette année-là en première division et, surtout, remporte la Coupe de Russie, vingt jours après la mort d'Akhmat Kadyrov. Ramzan pleure à nouveau. L'exploit est si opportun qu'il alimente la suspicion sur l'éventuelle complaisance dont aurait bénéficié le club tchétchène lors d'autres rencontres : durant cette saison 2003-2004, selon un journaliste rencontré par Le Monde, la chaîne de télévision NTV avait reçu la consigne de ne pas diffuser certains matchs à domicile du club pour ne pas attiser la colère des fans adverses. « La logique est la même que celle qui a prévalu en URSS dans les années 1980, explique, à Moscou, Oleg Medvedev, spécialiste du football soviétique. À l'époque, les équipes des Républiques périphériques, comme Tbilissi ou Kiev, étaient soutenues par le pouvoir central pour offrir un dérivatif aux populations locales. »

Depuis, les budgets – opaques – du club ne lui permettent plus de rééditer l'exploit. Entre 2008 et 2017, le Terek oscille entre la 5<sup>e</sup> et la 12<sup>e</sup> place du championnat. Hormis un bref passage du Néerlandais Ruud Gullit sur le banc, le club ne peut s'offrir des stars du même niveau que son voisin du Daghestan, l'Anzhi Makhatchkala. Il faut dire, aussi, que Ramzan a quitté officiellement, en 2011, la présidence du club... ■

**« MÊME L'UNION SOVIÉTIQUE N'ALLAIT PAS JUSQU'À CONTRAINDRE SES CITOYENS À ALLER AU STADE », EXPLIQUE UN HABITANT DE GROZNY**



# Rejje Snow, noir, fier et irlandais

Le rappeur originaire de Dublin présente au festival Marsatac, à Marseille, son lumineux premier album, « Dear Annie »

## PORTRAIT

**A**imable, Rejje Snow demande, du haut de ses 24 ans, si l'on est bien installé sur le tabouret de bar. Lui a besoin de se sentir en déséquilibre pour rester éveillé. Le rappeur-chanteur arrive de Los Angeles, via New York, et souffre du décalage horaire. Sa voix, elle, reste intacte, grave et chaude comme sur son premier album, *Dear Annie*, publié cet hiver.

Rejje Snow est un des noms les plus attendus du festival Marsatac (du 15 au 17 juin à Marseille). Son disque de 20 titres et interludes concentre ce que les musiques soul et hip-hop ont de meilleur à offrir de nos jours, à mi-chemin entre Frank Ocean et l'étoile montante Jorja Smith. Il a fait appel aux compositeurs les plus en vue : Cam O'bi, qui a travaillé pour Sza ou Chance the Rapper, Rahki, récompensé pour ses collaborations avec Kendrick Lamar, et le Canadien Kaytranada, qui insufflé l'énergie de la musique house.

Originaire de Dublin, celui qui se nomme Alexander Anyaegbunam à l'état civil a été repéré très tôt par les pontes de l'industrie du disque. A 16 ans, il bénéficie d'une bourse scolaire pour aller jouer au football aux États-Unis. Avant son départ de la capitale irlandaise, il trouve le temps de réaliser quelques graffitis sur les murs de la ville et de poster sur YouTube son premier morceau, *Dia dhuit*, soit « bonjour » en gaélique. « *Le manager d'Elton John m'a appelé quatre mois après, raconte-t-il. Il est venu jusqu'en Floride pour me ren-*

*contrer. Je n'ai pas vraiment réalisé sur le coup, mes parents si.* »

Même s'il se rappelle que son premier souvenir musical est Queen et qu'il a appris à chanter en essayant de suivre Freddie Mercury, Rejje Snow est plus passionné par le rap underground de MF Doom que par la pop. « *Je ne connaissais rien à l'industrie du disque, avoue le jeune homme, j'ai signé un contrat de management et ce n'était pas une bonne décision. Ce manager ne comprenait pas ma musique. J'ai été lié pendant deux ans et je n'ai rien fait de vraiment concret à part sortir mon premier EP [super-45-tours], Rejovich [2013], que j'avais déjà enregistré tout seul.* »

### « Je connais mes limites »

En 2015, c'est Madonna qui l'invite à assurer sa première partie sur la tournée Rebel Heart, mais là aussi c'est une mauvaise expérience : le public le hue, et lui n'est pas prêt à affronter plus de 20 000 personnes. D'un naturel flegmatique, il ne se laisse pas miner pour autant et continue de voyager, rentre de Floride pour Londres, puis accepte une invitation à Paris. Il vit alors la dolce vita avec son ami musicien Lewis OfMan : « *Grasses matinées, lessives, écriture de chansons jusque tard.* »

Trois chansons de cette époque se retrouvent sur *Dear Annie*, album qu'il a conçu comme une longue lettre à un personnage imaginaire. « *Ma petite sœur avait une poupée, Annie, issue de la comédie musicale du même nom, explique-t-il, mais moi, elle me faisait plus penser au personnage du film*



En novembre 2017, à New York. ALEXANDRA GAVILLET

*d'horreur. Ça me faisait faire des cauchemars, gamin. Je lui écris dans ce disque. Depuis que j'ai 18 ans, j'ai pris l'habitude de prendre des notes dans un journal de bord. Pour un mec de mon âge, je suis assez vieux jeu, j'écris toujours sur du papier. Avec l'ère digitale, j'ai l'impression que tout peut disparaître. J'ai au moins trois cahiers de notes que j'espère pouvoir, un jour, transmettre à mes enfants.* »

Dans ses notes et ses chansons, Rejje Snow parle de ses amours rencontrés au fil de ses voyages mais surtout de son identité de jeune Noir en Irlande. Son père, ingénieur en informatique, est venu

du Nigeria pour y suivre des études en sciences politiques. Il y rencontre sa mère, métisse d'origine jamaïcaine adoptée par des Irlandais qui habitent dans un quartier ouvrier du nord de Dublin.

« *C'était particulier, quand même, d'être le seul gamin de couleur de son quartier, de n'avoir aucun ami noir ou d'une autre couleur, par ailleurs, reconnaît le rappeur. Les gens m'appelaient Snow, "Neige", parfois "Nigger". Je ne comprenais pas forcément ce qu'on me disait. Mais j'ai intériorisé cette colère, et tout est ressorti à l'adolescence. On me regardait de travers et je me battais. A l'épo-*

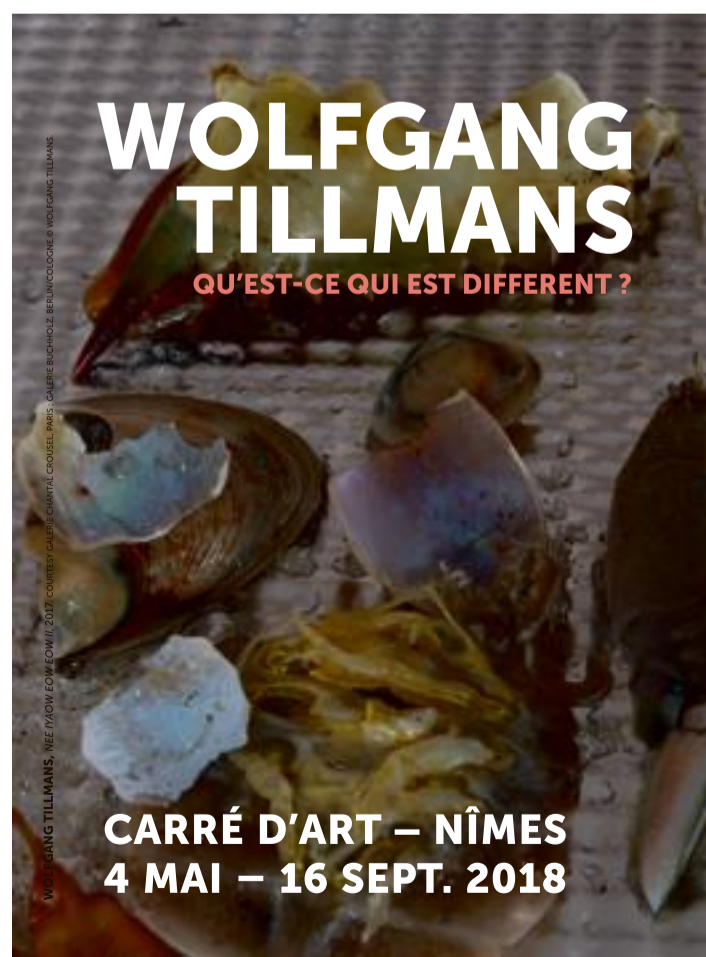
*que, je trouvais Dublin lugubre, sombre, je trouvais les gens très négatifs, et jugeant beaucoup trop vite. Ce sont les voyages qui m'ont permis d'apprécier les vraies couleurs de cette ville.* »

« *Je suis noir, bizarre et fier,* » revendique-t-il aujourd'hui sur le titre *Bye Polar*. Son album, *Dear Annie*, est à l'inverse du Dublin de son enfance, lumineux, chaleureux, et il se nourrit de collaborations cosmopolites : Aminé, de Portland (Oregon), et Dana Williams, de Los Angeles, sur le remarquable *Egyptian Luvr*; la Norvégienne Anna of the North sur le pop *Charlie Brown*; le Londonien Ebenezer sur

le très funky *Spaceships*. « *Concernant mon chant, je connais mes limites, concède Rejje Snow. Je trouve aussi que ceux qui produisent de la bonne musique ne sont pas toujours mis en avant, donc si moi, dans mes albums, je peux jeter un coup de projecteur sur de bons artistes, je n'hésite pas.* » ■

STÉPHANIE BINET

*Dear Annie*, 1 CD Because. **Concerts** : le 15 juin au parc de la Citadelle, à Monchy-sur-Eu (Seine-Maritime); le 16 au festival Marsatac, à Marseille; le 1<sup>er</sup> juillet au festival Europavox, à Clermont-Ferrand.



**WOLFGANG TILLMANS**  
QU'EST-CE QUI EST DIFFÉRENT ?

**CARRÉ D'ART – NÎMES**  
4 MAI – 16 SEPT. 2018

## Roberto Alagna révèle le Samson en lui

Au Théâtre des Champs-Élysées, la prise de rôle de « Samson et Dalila », opéra de Saint-Saëns donné en version de concert, ajoute un trophée au répertoire du grand ténor français

### MUSIQUE

**L**e 12 juin marquait l'une des soirées les plus attendues de la saison : le premier *Samson* de Roberto Alagna sur le sol français, après une prise de rôle unanimement saluée dans le *Samson et Dalila* de Saint-Saëns présenté à l'Opéra de Vienne en mai. A 55 ans, le ténor continue de relever les défis – il chantera cet été son premier Lohengrin dans le fief wagnérien de Bayreuth.

Arrivé à pas lents sur le plateau, le chanteur, très concentré, semble peu tendu. Si les premières phrases adressées au peuple qui implore la délivrance du joug philistin ont semblé quelque peu assénées, la vocalité rayonnante d'Alagna s'est peu à peu déployée. Aigus solaires et puissants, médiums au plein de la voix, graves soutenus. Ne serait une certaine patine dans le timbre, le chant de Roberto Alagna sidère par la santé insolente d'une voix aux réserves intactes.

Si l'on peut s'étonner de son regard par trop rivé sur la partition, l'artiste se libérera dans un

deuxième acte de toute splendeur, retrouvant cette aura, cette exaltation et ce sens de la scène qui ont toujours caractérisé son art. Entre raison d'Etat et raison du cœur – la mission confiée par Jehovah, qui l'a marqué du sceau de la force, et son amour irrésistible pour la Philistine Dalila –, *Samson-Alagna* est un colosse déchiré, que la trahison abat : l'air du nazir déchu, « *Vois ma misère, hélas* », au début de l'acte III, arracherait des larmes aux pierres.

### Un engagement absolu

On n'attendait pas Marie-Nicole Lemieux en Dalila. Mais la Canadienne, enchignonnée et vêtue d'une élégante robe longue, a tout emporté sur son passage. Outre une diction qui rivalise avec celle d'Alagna (si souvent citée en exemple), son incarnation frappe par un engagement absolu. Legato séducteur, vibrato félin, aigus éthérés ou dramatiques, graves abyssaux, la contralto pare le fameux « *Mon cœur s'ouvre à ta voix* », pris dans une pulsation large, de mille caresses et subtili-

**Le chant de l'artiste sidère par la santé insolente d'une voix aux réserves intactes**

tés, phrase dans l'émotion, allonge le souffle jusqu'à l'extase, avant de se redresser toutes griffes dehors pour exhorter son amant à divulguer le secret de sa force. Un renversement stupéfiant, qui saisit à la gorge.

D'une intelligence remarquable, le Grand Prêtre de Laurent Naouri donne à chaque note son juste poids de musique et de théâtre. Que des éloges pour l'Abimélech grand luxe d'Alexander Tsybalyuk, une grande voix aux moyens superlatifs, de même pour les trois Philistins Loïc Félix, Jérémy Duffau et Yuri Kissin. Tout juste regrettera-t-on, malgré des graves sans effort, le timbre peu

séduisant de Renaud Delaigue en vieillard hébreu. La belle prestation du Chœur de Radio France semble témoigner d'un retour de confiance. Quant à l'Orchestre national de France, après un premier acte qui a paru tâtonner, il s'est ensuite pris au jeu de cette musique entre oratorio, opéra et ballet, sous la direction efficace et attentive de Mikhail Tatarnikov, lequel remplaçait Nicholas Carter, qui remplaçait Bertrand de Billy, initialement prévu dans cette coproduction entre Radio France, le Théâtre des Champs-Élysées et la série Les Grandes Voix. ■

MARIE-AUDE ROUX

*Samson et Dalila*, de Saint-Saëns. Avec Roberto Alagna, Marie-Nicole Lemieux, Chœur de Radio France, Orchestre national de France, Mikhail Tatarnikov (direction). Théâtre des Champs-Élysées, Paris 8<sup>e</sup>. De 5 € à 125 €. Le 12 juin. Prochain concert le 15 juin à 19 h 30. Tél. : 01-49-52-50-50. [Theatrechampselysees.fr](http://Theatrechampselysees.fr) Diffusion sur France Musique le 24 juin à 20 heures.



# Le football saisi par les artistes

« Par amour du jeu » propose un regard plein de dérision sur le sport

## EXPOSITION

On n'était guère confiant : une exposition consacrée à la place du football dans l'art actuel par temps de Coupe du monde et de commémoration de 1998, le projet sent l'opportunisme. Mais si tout ne captive pas dans *Par amour du jeu*, il s'y trouve assez de créations inattendues pour justifier un passage à Pantin. Une quarantaine d'artistes de toutes générations occupent le rez-de-chaussée des Magasins généraux, bâtiment monumental et légèrement menaçant. Un programme d'une vingtaine de vidéos s'y ajoute, ce qui fait un ensemble plus que consistant. La preuve est donc d'abord quantitative : le football est vraiment un sujet dont des artistes s'emparent, comme de tout autre fait économique ou social contemporain.

Et ils s'en saisissent précisément en ces termes : sociaux et économiques. Célébrer la grâce d'une acrobatie ou la géométrie dans l'espace d'une longue passe ne les intéresse guère. Ou, alors, c'est pour commémorer ironiquement tel geste devenu légende, la « main de Dieu » de Diego Maradona en 1986, que Hank Willis Thomas change en sculpture colorée à la peinture pour automobile, et la panenka de Zinedine Zidane face au gardien italien Gianluigi Buffon en 2006, dont Stéphane Pencreac'h fait un triptyque aux dimensions exactes d'une cage de but, peint avec une élégance et une sûreté de geste elles-mêmes très zidaniennes.

A ces brillantes exceptions près, la tonalité est à la parodie et à la dérision. Ainsi Cédric Brandilly reprend-il des interviews de joueurs et d'entraîneurs célèbres – Franck Ribéry, Zlatan Ibrahimovic – et les sous-titres de phrases de Platon ou Hegel, détournement dans lequel les situationnistes excellaient déjà il y a cinquante ans, mais qui amuse. Sarah Lucas imagine les toilettes du club d'Arsenal, onze pissotières dont l'intérieur est du même rouge que le maillot de l'équipe, et en profite pour rendre hommage à Duchamp – Fontaine, bien sûr – et à Charlie George, héros du club londonien. Duchamp revient dans la



« OLÉ OLA », d'Alexandre Périgot, 2008. ALEXANDRE PÉRIGOT

vidéo *La Tonsure*, du duo None Futbol Club, associé cette fois à Djibril Cissé, dont la chevelure est tondue en forme d'étoile, comme celle de Duchamp ainsi photographié par Man Ray en 1919.

### Sous-entendus inavouables

Plus critique, Hazel Brill associe, dans une installation habilement conçue, football et poker, avec pour point commun l'argent, transferts de joueurs et paris sportifs étant tout aussi soumis au hasard d'une blessure ou d'une erreur que le poker au hasard des cartes. Aurèle Le Duc introduit une autre comparaison, plus assassine encore, entre mercato du foot et marché de l'art, entre la cote de Jeff Koons et celle de Lionel Messi. Son projet se nomme *Les Supporters de galeries*. On l'y voit mimer les gestes et chants du fan de foot dans les salles du Palais de Tokyo, célébrant les galeristes Kamel Mennour ou Emmanuel Perrotin comme d'autres chanteurs Neymar ou Ronaldo. Difficile de ne pas rire de ses pantomimes. Plus difficile encore de réfuter le

parallèle. Roman Abramovitch n'est-il pas à la fois le propriétaire du Chelsea FC et de quelques œuvres de Francis Bacon ou Lucian Freud achetées pour des millions aux enchères ? Les joueurs, comme les toiles, peuvent susciter des plus-values substantielles.

Au chapitre des sous-entendus inavouables se trouve aussi Soufiane Ababri, qui revient sur l'affaire Benzema, sa réputation ambiguë et le comportement des instances officielles à son égard. Ainsi en arrive-t-on à ce qui se révèle dans le football quand il est considéré non plus comme un exercice physique ou une stratégie financière, mais comme un spectacle politique et symbolique. Les enjeux sont de l'ordre de la suprématie nationale – Barcelone contre Madrid – ou internationale – la Coupe du monde. Il s'agit de vaincre, que l'ennemi soit la ville voisine ou un pays lointain. Alors, les stéréotypes s'accumulent, au mieux chauvins, au pire racistes. On sait à quoi cette hystérie entraîne parfois. Pour conjurer le culte du club, Alexandre Périgot

coud ensemble des écharpes de supporters de clubs adversaires. Mais la tapisserie ainsi obtenue est mue par un bras articulés, de sorte qu'elle finit par ressembler à la muleta du torero. En guise de tribunes, Fabrice Gygi construit ce qui ressemble plutôt à un élément de caserne ou de prison, face à un grillage plus carcéral encore, trop haut pour être franchi. Pour rappeler que les stades ont parfois servi de prisons – et pas seulement l'aliénation du sport ? Des supporters hétérotiques, prisonniers de leur culte, regardant des footballeurs pris dans un système financier et médiatique hypertrophié ? Après une visite de l'exposition, il n'est plus si certain que vous regarderez la Coupe du monde. Ou alors, avec mauvaise conscience. ■

PHILIPPE DAGEN

*Par amour du jeu 1998-2018, Magasins généraux, 1, rue de l'Ancien-Canal, Pantin (Seine-Saint-Denis). Tous les jours de 11 heures à 20 heures. Entrée libre. Jusqu'au 5 août.*

# Les chauds-froids de Daniel Léveillé

Le chorégraphe québécois présente « Solitudes duo » au Nouveau Théâtre de Montreuil

## DANSE

Daniel Léveillé, figure de la scène chorégraphique québécoise depuis les années 1980, est un as de l'omelette norvégienne qui fait crisser les dents en brûlant l'estomac. Athlétique et vulnérable, massive et légère, nue et cuirassée, sa danse intensément paradoxale génère autant de sensations bizarres qui scotchent le spectateur au plateau.

Nouvelle preuve de ce chaud-froid unique en son genre, *Quatuor tristesse*, à l'affiche, le 12 juin, du festival June Events, à la Cartoucherie de Vincennes. Trois hommes et une femme nus « déflagrant » les uns à la suite des autres en fouettant l'espace de gestes nets. Pirouettes en l'air, chutes au sol vrillées, galipettes, une mise à feu permanente pour un exercice de géométrie musclée et vibrant.

*Quatuor tristesse* est le troisième volet d'un cycle comprenant *Solitudes solo* (2012) et *Solitudes duo* (2015). Le second pan est programmé samedi 16 juin, en clôture des Rencontres chorégraphiques internationales de Seine-Saint-Denis. Ces pièces creusent la voie d'une œuvre qui a trouvé une reconnaissance mondiale depuis le début des années 2000.

Ce succès tardif au regard de ses débuts, il y a quarante-cinq ans, Daniel Léveillé, 65 ans, également pédagogue – il a enseigné pendant vingt-deux ans, de 1990 à 2012, à l'université du Québec à Montréal –, l'accepte avec simplicité. Il vient d'être récompensé du Grand Prix de la danse de Montréal, en 2017. « C'est fantastique, mais ça n'a rien changé à ma vie, affirme-t-il. Je n'ai pas d'ego, ça n'a donc pas pu me donner la grosse tête comme ça aurait pu m'arriver plus jeune peut-être. Lorsqu'au début des années 1980 j'ai décidé de rester indépendant, sans avoir à plaire au marché, je savais aussi que je n'étais pas encore prêt. Cela m'a permis ensuite d'être libre et audacieux. »

Sans soutien, Daniel Léveillé va peu à peu élaborer son esthétique. « Pas d'argent, donc pas de costumes, pas de lumières. » De cette équation naît sa marque. « Je n'aime pas les vêtements quotidiens dans un spectacle, ajoute-t-il.

La scène n'a rien à voir avec la rue. La nudité a été une révélation pour moi. C'était le costume qu'il fallait pour cette architecture du corps que je chorégraphie. Les jambes, les bras, sont des colonnes, des poutres... Sans compter qu'on peut sentir vibrer les organes, distinguer toutes les attaches des bras, des cuisses... » A poil donc et à l'attaque ! Depuis *Amour, acide et noix* (2001) jusqu'à *Quatuor tristesse*, en passant par *La Pudeur des icebergs* (2004), les interprètes se posent droits, tous muscles dehors.

### Armure, carapace

La nudité chez Léveillé est celle de la réalité physique de chacun. Elle devient armure, carapace. Sa sensualité est plus sculpturale qu'érotique. Avec un gros coefficient de crudité et de puissance que la sécheresse de la partition chorégraphique retient. « En général, on s'habille pour cacher les défauts que l'on pense avoir, poursuit-il. Que les interprètes acceptent d'être nus est pour moi un acte d'humilité. La nudité, c'est la beauté de la vérité. Et mon écriture est aussi plus claire comme ça. »

Pour remplir l'espace toujours vide du plateau, Daniel Léveillé a une méthode aussi rare que son œuvre. « Ne rien planifier, ne rien préparer, ne pas savoir ni tenter d'imaginer ce qui va se passer dans le studio, explique-t-il. J'ai ma routine matinale au calme et sans téléphone avant la répétition qui se déroule toujours entre 11 heures et 14 heures. Et comme la nature a horreur du vide... » Ça se remplit... Les bras taillent, les cuisses soutiennent, les portés acrobatiques surgissent comme autant de masses de chair en équilibre. « Je ne pose que des questions physiques généralement incongrues et on voit ce qui se passe, ajoute Léveillé. Le danseur trouve des solutions sans aucun mimétisme avec moi. C'est une écriture à deux. Il n'y a pas de couple plus fabuleux que celui du chorégraphe et de l'interprète. » ■

ROSITA BOISSEAU

*Solitudes duo*, de Daniel Léveillé, au Nouveau Théâtre de Montreuil, Rencontres chorégraphiques de Seine-Saint-Denis. Le 16 juin, à 20 heures, 21 euros.

# Quatre constellations dans la Nuit blanche

La 17<sup>e</sup> édition de la manifestation, le 6 octobre, sera centrée sur quatre quartiers de Paris

Ne dites plus « parcours », dites « constellation ». Pour son édition 2018, la Nuit blanche, qui aura lieu samedi 6 octobre à Paris, adopte un nouveau vocabulaire. Son directeur artistique, Gaël Charbau, 42 ans, critique d'art et commissaire d'exposition, a filé la métaphore stellaire pour présenter, le 13 juin, les grands axes de la manifestation dont le budget a été maintenu à 1,2 million d'euros (hors mécénat).

Les quatre « constellations », où seront concentrées les créations artistiques sélectionnées pour cette dix-septième édition (Paris.fr/nuitblanche), concerneront quatre quartiers de la capitale : les Invalides, l'île Saint-Louis, le parc de La Villette et la porte Dorée. Pas de thématique particulière comme fil conducteur mais une volonté de faire émerger de jeunes créateurs en début de carrière, dont la plupart ne sont pas encore présentés dans des galeries. « Peut-être de futures stars », avance Gaël Charbau. Parallèlement à cette sélection « officielle », des propositions dites « satellites » émailleront les

autres quartiers parisiens et les communes franciliennes, comme le « off » complète de manière moins formelle le « in » d'Avignon, a précisé Bruno Julliard, premier adjoint à la Mairie de Paris chargé de la culture.

### Jusqu'au parc zoologique

La « constellation » de l'île Saint-Louis promènera les visiteurs du collège des Bernardins aux nouveaux jardins des Halles, en passant par l'Hôtel de ville et la bibliothèque Forney. L'île sera pour l'occasion interdite à la circulation. Seules quelques créations qui jalonneront la déambulation nocturne ont été révélées par le directeur artistique, notamment celle proposée par Abdelkader Benchamma dans la nef du collège des Bernardins.

L'artiste y présentera *Echo des connaissances du monde*, une fresque sur laquelle le public pourra marcher et qui restera visible un mois et demi après la Nuit blanche. « Plusieurs projets vont être prolongés afin de permettre à ceux qui ne peuvent participer à la manifestation de découvrir les œuvres », précise Bruno Julliard.

### Des propositions dites « satellites » émailleront les autres quartiers parisiens et les communes franciliennes

Aux Invalides, un parcours d'un kilomètre, interdit à la circulation et conduisant jusqu'au bas des Champs-Élysées, sera balisé par une signalétique dorée et investi par le collectif du studio UYO 77. Les architectes et urbanistes Nicolas Dahan et Maurice Pefura reproduiront, dans le paysage parisien, le *Super Kilomètre* développé en mai à la Biennale de Dakar et qui consiste à présenter, sur un kilomètre de long, toutes sortes d'activités culturelles, gastronomiques ou sportives en lien avec le secteur traversé.

Les visiteurs seront aussi invités à découvrir, dans les sous-sols de l'esplanade, la création de Félicie d'Estienne d'Orves, *Sun*, une installation visuelle et sonore met-

tant en jeu des faisceaux de lumière, censée traduire la course du Soleil.

A La Villette, où tous les espaces seront ouverts pour la Nuit blanche et où un accueil spécifique sera proposé aux familles avec enfants, la surprise devrait venir du bassin circulaire de la Cité des sciences et de l'industrie : Fabien Léaustic a imaginé un geyser d'eau et d'argile rouge dont la masse boueuse jaillira en rythme syncopé. Avis à ceux qui voudront s'en approcher : prévoir une tenue adaptée !

Enfin, porte Dorée, le parcours mènera les visiteurs du lycée Elisabeth Lemonnier, où le chorégraphe Eric Minh Cuong Castaing présentera *School of Moon*, spectacle mettant en scène des enfants et des robots, jusqu'au parc zoologique, dont le rocher en béton, haut de 65 mètres, sera l'objet d'une installation encore tenue secrète. Comment les babouins et les girafes vont-ils vivre l'événement ? « Le vétérinaire que nous avons consulté nous a affirmé que la nuit, ils dorment », assure Bruno Julliard. Pas de nuit blanche pour les animaux. ■

SYLVIE KERVIEL









# Agnès Buzyn « Repenser notre modèle social »

Selon la ministre des solidarités et de la santé, permettre l'émancipation par l'emploi est une ambition plus exigeante que tout miser sur des prestations sociales coûteuses à l'accès trop complexe

Par AGNÈS BUZYN

Quels points communs ont Matéo, collégien grandissant dans une famille monoparentale puis recomposée, Sébastien, jeune diplômé au chômage, Erwann, travailleur pauvre, et Isabelle, bénéficiaire du RSA? Celui d'être les visages de la pauvreté en France, témoignant de leurs difficultés quotidiennes dans un récent documentaire de Claire Lajeunie, *Pauvres de nous* (diffusé sur France 5 en avril). Au-delà de leur dignité, ce qui frappe à la vision de leurs témoignages, c'est la contradiction entre leur refus de l'assignation sociale, leur farouche volonté d'autonomie par le travail... et leur éloignement de l'intervention sociale classique, comme si les solidarités institutionnelles n'avaient plus de prise sur les réalités de leurs vies.

La raison en est connue: notre modèle social n'est pas assez efficace pour combattre la pauvreté contemporaine, celle qui frappe durablement un enfant sur cinq, un jeune sur quatre, une famille monoparentale sur trois, et de plus en plus de salariés précaires. Certes, il permet de réduire les inégalités et a pu jouer un rôle – imparfait – d'amortisseur de crise, mais il reste engoncé dans des logiques de guichets aux antipodes des besoins des personnes con-

« NOUS AVONS SACRIFIÉ LES POLITIQUES DE PRÉVENTION ET D'ACCOMPAGNEMENT SUR L'AUTEL DES SEULES PRESTATIONS MONÉTAIRES »

cernées, alors que tout un chacun craint dorénavant qu'un accident de la vie ne le précipite sur le toboggan de la précarité. Et si notre pays peine à offrir à tous une égalité des chances, c'est parce que nos politiques publiques ont progressivement basculé, à rebours de l'évolution des besoins sociaux des dernières décennies, vers des logiques largement curatives. Disons-le tout net: nous avons sacrifié les politiques de prévention et d'accompagnement sur l'autel des seules prestations monétaires, avec pour corollaire une logique d'assignation qui est un démenti permanent à la promesse républicaine méritocratique.

## DES DISPOSITIFS PEU LISIBLES

Il est une autre limite à laquelle nous devons faire un sort, cette complexité des politiques sociales qui résulte de dispositifs épars et difficilement lisibles. Elle entraîne un non-recours aux droits et aux services, nourrissant la suspicion sur l'équité des prestations et la pertinence de notre modèle social. Combien de femmes isolées, de mères célibataires, de salariés pauvres renoncent aujourd'hui à leurs droits parce qu'ils ne les connaissent pas, parce que leur accès est trop complexe ou même – terrible constat pour un pays fondé sur des valeurs de fraternité et d'égalité – parce qu'ils ont honte de demander de l'aide? C'est cette complexité même qui vient dès lors nourrir de nouvelles concurrences des misères, où les peurs identitaires viennent alimenter le sentiment de déclassement dans une alliance mortifère.

Depuis au moins deux décennies, le développement des jugements qui s'attachent à la responsabilité individuelle face à la pauvreté témoigne d'un scepticisme collectif croissant: l'Etat doit-il rester le garant d'une protection collective ou doit-il se limiter à organiser une société de compétition équitable entre les individus? Ma réponse est sans équivoque: je refuse cette logique de compétition qui serait la négation même de notre pacte républicain. Et je ne me résigne pas à la désespérance alors même qu'associations, élus et citoyens mobilisés dans les territoires déploient chaque jour des trésors d'engagement et de solidarité. Dans l'action sociale comme ailleurs, je réfute le discours décliniste qui livrerait notre modèle social aux prédations populistes.

Ne nous trompons donc pas de débat: l'enjeu n'est pas de dresser l'acte de décès d'un modèle social aux effets redistributifs positifs pour contenir la pente des inégalités – qui constitue à ce titre un ferment de notre identité collective. Non, l'enjeu de réforme qui doit nous mobiliser, c'est celui de l'adaptation – enfin! – aux formes de pauvreté qu'on dit nouvelles depuis vingt ans. L'urgence, c'est de partir des exigences portées par les personnes en situation de pauvreté pour se donner les moyens de les sortir de cette assignation sociale qui démarre trop souvent dès les premiers pas de la vie, pour permettre l'émancipation, la maîtrise de son destin par le travail. Voilà une ambition sociale de dignité infiniment plus exigeante que la seule question du niveau des prestations sociales. Sortons des postures, partons des situations concrètes de vie et de la parole de nos concitoyens concernés. Telle doit être aussi la grande ambition de ce quinquennat: diminuer significativement le taux de pauvreté dans notre pays et donner à chacun les clés de l'émancipation via l'emploi.

C'est le sens de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté que le président de la République annoncera prochainement, afin de transformer notre modèle social et de nouer un nouveau contrat social entre l'Etat, les collectivités, les associations et les personnes concernées. Il s'agira d'une stratégie et non d'un nouveau plan, car portée par les acteurs des territoires, elle visera à mobiliser toutes les parties prenantes. Aussi, elle accordera une large place au soutien aux initiatives des territoires, à l'expérimentation, à la participation des personnes concernées. Elle engagera une rénovation du travail social pour donner davantage de confiance aux travailleurs sociaux. Elle développera cette culture de la preuve qui doit s'attacher à toute politique publique, avec des indicateurs et des évaluations pilotes par un conseil scientifique qui est déjà au travail.

Pour transformer notre modèle social, la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté portera deux ambitions majeures d'investissement social: dans la prévention, l'éducation et la formation, d'une part, et dans l'accompagnement, l'autonomie et l'émancipation sociale par l'activité, d'autre part.

Pour que la prévention ne soit plus le parent pauvre des politiques de lutte contre la pauvreté, nous ferons le choix des services collectifs, des crèches, des écoles, des centres sociaux, des associations pour assurer l'égalité des chances dès les premiers pas de la vie, amplifier l'effort éducatif impulsé par Jean-Michel Blanquer, soutenir les familles et l'exercice de la parentalité, renforcer l'action sociale de proximité, prévenir l'isolement, garantir l'accès aux droits et aux services essentiels des plus fragiles. Nous mobiliserons pleinement le plan d'investissement dans les compétences porté par Muriel Pénicaud pour rendre effectif l'accès à la formation de tous les jeunes, notamment les plus exclus, avec une attention particulière pour les plus vulnérables pour lesquels nous proposerons de nouveaux parcours vers l'emploi.

## DICHOTOMIE MORTIFÈRE

Après les réformes majeures du marché du travail, de la formation professionnelle et de l'apprentissage, nous engagerons une nouvelle étape vers la société de l'émancipation par l'activité qui est le cœur de notre projet politique. Tout l'enjeu, en période de reprise économique, est de parvenir à accompagner les personnes les plus éloignées vers l'emploi; c'est vers elles que nous devons nous tourner en nous donnant les moyens d'une croissance inclusive.

C'est pourquoi nous devons agir pour inverser cette pente qui a vu la dépense d'allocation pour le RSA progresser de 80% depuis 2008, quand, dans la même période, les politiques d'insertion perdaient 40% de leurs crédits, entravant la sortie des minima sociaux – près de la moitié des bénéficiaires du RSA le sont depuis au moins quatre ans – et aggravant les fractures territoriales. Il s'agira de mettre également un terme à la dichotomie mortifère et récurrente de nos politiques sociales entre accompagnement professionnel et accompagnement social en traitant, sur un même pied, tous les problèmes des personnes, et ce le plus rapidement possible. Il s'agira, enfin, de favoriser les solutions d'accompagnement à même de ne pas rompre le lien avec une activité, en investissant dans l'insertion par l'activité économique. Nous ne pouvons plus nous contenter d'une politique d'insertion des

« LA RÉFORME QUI DOIT NOUS MOBILISER, C'EST L'ADAPTATION AUX FORMES DE PAUVRETÉ NOUVELLES »

allocataires du RSA qui ne permet qu'à 9% d'entre eux seulement de retrouver une activité chaque année, et ce alors même que c'est le retour au travail qui constitue le premier facteur de prévention et de sortie de la pauvreté.

Alors que les vagues populistes déferlent en Europe, grossissant à mesure que gagnent le discrédit des politiques publiques, l'effritement des modèles sociaux, les logiques de défiance et de repli identitaire, notre pays se trouve à la croisée des chemins, un an après avoir frôlé le pire à l'élection présidentielle. Soit la pente de défiance qui s'est instaurée entre nos concitoyens et notre protection sociale se poursuit, dégradant le consentement à l'impôt et le sentiment d'appartenance à une communauté de destin, et ce pire deviendra un horizon crédible. Soit nous décidons résolument, après des années de réformes paramétriques et de plans successifs sans effet durable, de transformer notre modèle social pour l'adapter aux évolutions du marché du travail et des formes de pauvreté. Avec la prochaine stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, nous ferons le choix de l'action et de la réforme, dans la fidélité aux valeurs profondes qui ont construit notre République sociale. ■

Agnès Buzyn est ministre des solidarités et de la santé

# Marisol Touraine « Les dépenses sociales sont efficaces »

Contrairement aux déclarations d'Emmanuel Macron, la réduction des aides risque de produire une augmentation immédiate du nombre de pauvres, assure l'ancienne ministre de la santé

Par MARISOL TOURAINE

La cacophonie sur l'avenir des aides sociales en France était telle depuis quelques semaines qu'une clarification était attendue, un « signal de gauche » espéré. Mais l'enjeu n'est pas seulement budgétaire, il s'agit de savoir comment le gouvernement conçoit notre modèle social. A cet égard, nous sommes peut-être en train de changer d'époque, mais il n'est pas certain que le nouveau monde soit plus enviable que l'ancien. Le discours du président de la République à Montpellier, mercredi 13 juin, précédé d'une vidéo désagréablement provocatrice, n'aura pas dissipé les inquiétudes – malgré quelques annonces.

L'annonce assurément positive du reste à charge zéro d'ici à 2021 sur certaines lunettes, prothèses dentaires et auditives, devra s'accompagner de la garantie que les professionnels ne seront pas libérés de se « rattraper » sur les tarifs pratiqués par ailleurs et que le coût des complémentaires ne dérapera pas. Par ailleurs, on ne peut qu'approuver le renforcement de la

prévention. On veut espérer que la réforme nécessaire de l'accompagnement de la dépendance en établissement ne reposera pas sur des mécanismes d'assurance privée. Cette vigilance n'interdit pas de considérer ces annonces pour ce qu'elles sont: des avancées.

Mais ce discours appelle plus fondamentalement une clarification de notre ambition collective en matière sociale. Qui ne se limite pas à la seule question des engagements budgétaires envers les plus pauvres. Le sujet n'est pas anodin, surtout après la diffusion de la vidéo présidentielle. D'autant plus que, contrairement au discours en vogue, les dépenses sociales sont efficaces: toutes les études montrent que ce sont les pays d'Europe qui ont le plus investi dans ces aides qui ont le mieux contenu l'augmentation de la pauvreté.

En comparaison de ses voisins immédiats, la France a réduit légèrement son taux de pauvreté après 2012 puis l'a stabilisé, alors qu'il grimpeait significativement en Allemagne et en Grande-Bretagne et s'envolait en Italie ou en Espagne. On ne peut se satisfaire de ce qu'il y ait près de 14% de pauvres en France (con-

tre 17% en moyenne en Europe) mais il convient de cesser de répéter que, par principe, le modèle social français n'obtiendrait pas de résultats.

Prétendre que la politique française se réduirait à une politique de guichet ne correspond pas davantage à la réalité. La solution n'est certes pas de se contenter « de dépenser toujours plus d'argent », et d'ailleurs la révolution de la personnalisation des prestations a été engagée dès le quinquennat de François Hollande avec par exemple la prime d'activité, qui incite fortement et de manière individualisée au retour ou au maintien dans l'emploi, ou la prise en compte de la pénibilité pour les retraités. D'autres innovations ont vu le jour, comme par exemple la garantie jeunes ou l'intervention des CAF pour contraindre le conjoint défaillant à payer ses pensions alimentaires.

## REMISE EN CAUSE D'UN PACTE

L'innovation est toujours nécessaire, le statu quo ne saurait être érigé en principe. On ne peut davantage ignorer l'enjeu considérable que représentent l'éducation et la formation dans notre pays. Mais si l'on veut sortir durablement de la pauvreté ceux qui y sont, il faut commencer par leur donner les moyens au quotidien de s'en sortir. On voit difficilement comment une réduction significative des dépenses sociales ne produirait pas une augmentation immédiate du

nombre de pauvres. Sauf à imaginer, ce qui est toujours possible, que le gouvernement soit prêt à assumer cette situation, comment expliquer l'offensive musclée de ces derniers jours contre notre modèle social?

Et c'est là que réside le risque principal, selon moi, qui n'a pas été écarté par le discours de Montpellier. Il est dans la vision d'une société où chacun serait responsable de lui-même, où l'on valorise les « premiers de cordée » en même temps qu'on aide les « pauvres ». Les « bons pauvres », même, ceux qui sont « responsables » et se prennent en main. C'est, bien davantage que l'indifférence sociale que les Français pensaient percevoir, la remise en cause potentielle d'un pacte qui faisait de la solidarité et de l'émancipation collective notre patrimoine commun là où les Américains célèbrent la seule réussite individuelle. La force du modèle social et de santé français a été de s'attacher à l'inclusion de tous, de proposer des politiques qui ne se limitent pas à l'institutionnalisation d'une démarche humanitaire ou caritative et proposent une protection sociale universelle et solidaire.

Tout ce qui oppose les pauvres d'un côté, les catégories moyennes de l'autre, est délétère pour le consensus social. A cet égard, la volonté annoncée de réduire la prime d'activité aux revenus les plus faibles est un mauvais signal. Pourquoi les classes moyennes accepte-

raient-elles de continuer à contribuer à l'effort social collectif si son seul objectif devient d'aider les plus pauvres des pauvres? Pour que les classes moyennes acceptent cet effort nécessaire et indispensable, il faut qu'elles se sentent partie prenante du projet social, et que le pacte qui nous rassemble soit porté, assumé, explicité par le pouvoir en place. Pourquoi les Français seraient-ils solidaires si leurs dirigeants les renvoient à leur responsabilité individuelle pour surmonter les risques de la vie?

Il faut regarder la réalité en face: le pacte social construit ces dernières décennies ne s'impose plus comme une « évidence » en France. Il est remis en cause par la pression budgétaire, les doutes grandissants des Français de pouvoir en bénéficiant, le poison de l'envie distillé par les populistes. Mais précisément parce que les fissures sont là et menacent de devenir des brèches béantes, le pouvoir a une responsabilité: clarifier ce qu'il veut pour la France en matière sociale. Puisque nous avons tort, selon le président de la République, d'imaginer un « tournant social », la clarification de l'ambition sociale du gouvernement reste une attente forte. ■

Marisol Touraine a été ministre des affaires sociales et de la santé de 2012 à 2017



# Quel avenir pour le sommet du G7 ?

## Analyse

MARC SEMO  
Service International

LA VOLTE-FACE  
DE DONALD TRUMP  
TORPILLANT  
LA DÉCLARATION  
COMMUNE DU  
SOMMET CANADIEN  
INTERROGE  
SUR L'UTILITÉ  
D'UNE TELLE  
INSTANCE

Un sommet du G7 tient en général plus de l'entre-soi informel que d'un répertoire des affaires de la planète, ce que jamais cette instance, créée il y a quarante-trois ans à l'initiative de Valéry Giscard d'Estaing, n'a prétendu être. Année après année, les dirigeants des principales puissances industrielles et démocratiques (Etats-Unis, Royaume-Uni, France, Allemagne, Japon, Italie et Canada) se réunissent dans des lieux très symboliques – toujours plus barricadés contre de possibles contestataires ou terroristes –, disent, se congratulent et posent en souriant pour la photo de famille avant de signer une déclaration commune, aussi générique que généreuse, sur les grands défis de la planète. Lieu de concertation plus que de décision, le G7 représente la quintessence de « la diplomatie de la connivence » que pourfend Bertrand Badie, professeur à Science Po Paris. Faute de vrais enjeux, les polémiques se sont à l'occasion polarisées sur des questions aussi essentielles que la cravate portée par François Hollande, en mai 2012 à Camp David, alors que tous les autres, à commencer par l'hôte Barack Obama, étaient col ouvert. La volte-face de Donald Trump torpillant, à peine

quelques heures après la fin du sommet de La Malbaie (Québec) des 8 et 9 juin, la déclaration commune laborieusement négociée, interroge sur l'utilité d'une telle instance. Aucun de ses partenaires n'imaginait, certes, qu'il se sente réellement engagé par un texte, même s'il avait apposé sa signature sur 27 des 28 points à l'exception de celui sur le climat. Le document commun, non contraignant comme de règle au G7, rappelait les grands fondamentaux, notamment sur le commerce international. Les apparences étaient sauves mais le G6 + 1 que tous voulaient éviter est finalement devenu un G6 contre un. C'est un échec pour Emmanuel Macron, qui souhaitait créer un front commun des Européens avec le Japon et le Canada et engager un rapport de force, sans pour autant rompre avec M. Trump. C'est surtout un défi car la France prend en 2019 la présidence du G7.

« Quand tout le monde était d'accord comme ces dernières années, on se demandait à quoi il servait, quand il y a des tensions comme maintenant, on se demande aussi à quoi il sert... Or il sert à contenir les tensions par le dialogue », expliquait lors de la conférence de presse finale M. Macron, d'autant plus convaincu de l'utilité du G7 que « l'alternative est un duopole mondial sino-américain avec des puissances intermédiaires plus ou moins violentes ». La crise ouverte par M. Trump est révélatrice des limites et des faiblesses de cette instance dont les membres pèsent quelque 40 % du PIB mondial, mais ne représentent que 12 % de la

population. « Avant même que Trump n'entre en scène, il était déjà évident que le G7 devait évoluer pour retrouver son attractivité », souligne Pierre Vimont, ancien ambassadeur français et ex-numéro deux de la diplomatie de l'UE, aujourd'hui chercheur au Carnegie Europe, qui estime « qu'il y a un risque de blocage total si chaque sommet doit se conclure sur le constat de désaccords fondamentaux ».

### LE CAS RUSSE

Ce club d'abord à cinq – Etats-Unis, Royaume-Uni, France, Allemagne, Japon – avait été mis sur pied en 1974 pour discuter, de façon informelle, de la crise du dollar et des conséquences du premier grand choc pétrolier. L'Italie et le Canada furent ensuite cooptés (respectivement en 1975 et 1976). Puis la Russie en 1997, avant d'en être exclue en 2014 après l'annexion de la Crimée. Cette cohérence, avec un nombre limité de pays tous démocratiques depuis la suspension de la Russie, est la force du G7. « Les discussions y sont d'autant plus libres qu'il n'y a pas de décision à prendre », note un ancien diplomate, vétéran de nombreux sommets. Mais c'est aussi sa limite.

Est-il possible de sérieusement réfléchir à la sécurité internationale et à la solution des conflits, notamment au Proche-Orient, sans un acteur majeur comme la Russie ? Et comment évoquer les questions économiques alors que les grands émergents, à commencer par la Chine et l'Inde, n'en font pas partie ? C'est la raison pour laquelle fut créé, lors de la crise financière de 2008, à l'initiative

notamment de Nicolas Sarkozy, un G20 réunissant les chefs d'Etat ou de gouvernement des principales puissances économiques, représentant plus de 85 % du PIB mondial.

En prenant la présidence du G7, qui sera organisé à Biarritz à l'été 2019, la France ne peut pas s'abstenir de relancer la réflexion sur sa réforme. « Il y a une nécessité et une opportunité », explique M. Vimont. Les Européens qui en sont membres ont, avec la présidence française, la capacité de proposer de nouvelles règles pour l'ouvrir aux réalités d'un monde multipolaire. Parfois évoquée, une fusion entre le G7 et le G20 ne serait pas la panacée. Un tel aréopage serait trop large et trop disparate pour aller au-delà des questions économiques. Il y a en outre le risque, relevé depuis plusieurs années par Thierry de Montbrial, président de l'Institut français des relations internationales (IFRI), « de créer une sorte de séminaire de réflexion annuel des chefs d'Etat et de gouvernement sur l'état du monde, dans une position de think tank, alors que leur rôle doit être de prendre des décisions ».

Une option pourrait être un élargissement limité, notamment à l'Inde et à la Chine, et un retour de la Russie. M. Trump avait mis les pieds dans le plat en évoquant la question russe juste avant l'ouverture de la réunion. M. Macron a affirmé qu'il « aimerait » que Vladimir Poutine vienne à Biarritz, mais cela implique « un geste » de Moscou sur l'Ukraine et la mise en œuvre des accords de paix de Minsk, coparrainés par Paris et Berlin, restés jusqu'ici en grande partie lettre morte. ■

## L'affaire de l'« Aquarius » contribue à l'abaissement de notre niveau d'humanité

La situation du navire et des 629 migrants secourus à son bord ne relève pas d'un point de droit, mais d'une question d'humanité, estime le chercheur Yves Pascouau

Par YVES PASCOUAU

La question que soulève l'affaire de l'*Aquarius* est simple : les autorités italiennes et maltaises avaient-elles le droit de refuser le débarquement des 629 migrants secourus par ce navire ? A priori oui, puisque le droit de la mer reconnaît la compétence souveraine d'un Etat de fermer ses ports à la navigation étrangère. Seulement, ce droit souverain doit aussi être lu à la lumière des obligations en matière de sauvetage qui offre alors une perspective différente.

En effet, le droit international prévoit que les personnes en détresse en mer doivent pouvoir recevoir toute l'assistance possible de la part des navires se trouvant à proximité immédiate, des gouvernements côtiers, des autorités à terre et de tous les acteurs du secteur des transports maritimes, afin d'être secourus, débarqués rapidement en lieu sûr et traités équitablement une fois à terre. Sous cet angle, l'Italie aurait alors dû laisser l'*Aquarius* accéder à ses ports.

Mais, comme souvent, la situation relève d'une interprétation du droit. Et le point déterminant de celle-ci est de savoir si les personnes secourues par l'*Aquarius* étaient encore dans une situation de détresse une fois embarquées sur le navire.

L'*Aquarius* est un navire de sauvetage et cette caractéristique autorise les autorités italiennes à considérer qu'à partir du moment où les migrants ont été secourus par ce bateau, ils ne sont plus en situation de détresse. Soit. Mais une analyse plus précise des faits invite à nuancer cette interprétation. Si plusieurs personnes secourues souffraient de diverses affections (déshydratation, brûlures, hypothermie), le navire comptait à son bord 7 femmes enceintes et 123 mineurs isolés. Autrement dit, des personnes vulnérables au sens du droit.

Ainsi, la question qui se posait aux autorités italiennes était celle de

savoir si, du fait de leur vulnérabilité, ces femmes enceintes et ces enfants, même secourus par l'*Aquarius*, demeureraient dans un état de détresse. Une interprétation large de la notion de vulnérabilité invite, selon nous, à formuler une réponse positive. Et, en conséquence, l'Italie aurait juridiquement dû permettre à ces personnes d'être débarquées rapidement dans un lieu sûr.

### SUJET HAUTEMENT INFLAMMABLE

Mais l'interprétation du droit est peu de chose face à l'impératif politique. Et pour le nouveau ministre italien de l'intérieur, Matteo Salvini, la situation lui permettait de poser un marqueur politique fort vis-à-vis de ses électeurs. En mettant, tout d'abord, en application les promesses de campagne. Contre les ONG qui opèrent en Méditerranée, ensuite, qui font l'objet de critiques virulentes de la part des gouvernements italiens, les accusant notamment d'être un « service de taxi maritime ». A l'endroit des partenaires européens enfin, accusés de laisser l'Italie se débrouiller seule face à l'arrivée des migrants.

Mais cet impératif politique justifie-t-il pour autant que l'on abîme encore plus, voire que l'on sacrifie, la vie d'un enfant en allongeant son trajet de 1500 km ? A ce stade, si la question juridique demeure, c'est

aussi et avant tout une question d'humanité qui se pose.

On mesure le degré d'humanité d'une société à la manière dont elle (mal)traite les plus faibles, dont font assurément partie aujourd'hui les demandeurs d'asile, les réfugiés et les migrants.

Or, depuis 2015, les propos ouvertement hostiles à l'immigration se sont développés dans les discours politiques et les campagnes électorales. Ce sont désormais des propositions d'actions concrètes qui succèdent à la parole. Récemment, plusieurs ministres européens ont proposé d'appliquer des mesures qui violent, voire nient, les droits fondamentaux de ces personnes, en procédant à leur détention arbitraire dans des pays tiers ou en les refoulant vers des pays où elles risquent la torture ou des traitements inhumains ou dégradants.

Le silence poli gardé par les gouvernements européens, y compris la France, face à ces paroles et propositions fragilise encore plus le statut du migrant dans nos sociétés et contribue à l'abaissement continu de notre niveau d'humanité.

La question migratoire est, pour un gouvernement, un sujet hautement inflammable, et plus encore dans le contexte actuel de forte tension, de montée des forces anti-immigration et d'ouverture de la campagne européenne. Il y a, dès lors, peu de chance que les dirigeants européens prennent le contre-pied de la tendance actuelle et prônent une approche ouverte et positive des migrations. La logique du court terme continuera à l'emporter sur la nécessité de poser les bases d'une stratégie européenne d'immigration et d'asile de long terme.

Il reste alors à espérer une mobilisation de la société civile. La période qui va nous mener aux élections européennes de 2019 doit ouvrir la voie à une mobilisation sans précédent sur ces questions essentielles pour l'avenir du continent européen. Si cet espace politique doit être mis à profit pour, enfin, poser une discussion dépassionnée sur les questions migratoires, il doit également permettre à la société civile de rappeler dans les débats les valeurs qui fondent nos sociétés et le projet européen, afin que l'on traite de nouveau les migrants avec dignité et humanité. ■

LA PÉRIODE QUI VA  
NOUS MENER AUX  
EUROPÉENNES DE 2019  
DOIT OUVRIR LA VOIE  
À UNE MOBILISATION  
SANS PRÉCÉDENT  
SUR CES QUESTIONS  
ESSENTIELLES

## Le football, enjeu politique russe



FUTBOL, LE BALLON ROND  
DE STALINE À POUTINE,  
UNE ARME POLITIQUE

De Régis Genté et Nicolas Jallot  
Allary Editions, 240 pages,  
19,90 euros

L'affiche officielle de la Coupe du monde 2018 met en scène un immense personnage stoppant d'une main un ballon. En Russie, cet homme, éternellement vêtu de noir, n'est pas n'importe qui : il s'agit du légendaire Lev Yachine, mort en 1990, et considéré, aujourd'hui encore, comme le meilleur gardien de but de tous les temps. « On dit que Vladimir Poutine en personne aurait donné son feu vert pour cette affiche d'un style très rétro et d'inspiration typiquement soviétique, qui rappelle les grandes heures du sport national et les années de la guerre froide », écrivent le journaliste Régis Genté (RFL, *Le Figaro*) et le documentariste Nicolas Jallot.

Ballon d'or en 1963 – il est le seul gardien à avoir été récompensé à ce jour –, champion olympique à Melbourne en 1956 avec l'URSS et vainqueur de l'Euro en 1960, Lev Yachine, surnommé « l'Araignée noire » en raison de sa tenue, incarne le footballeur soviétique par excellence. L'année de son décès, il est nommé Héros du travail socialiste, la plus haute distinction décernée par l'Etat. « Avec Yachine, le pouvoir russe assume une fois encore sa nostalgie de l'Union soviétique ou du moins de la grande perdue de l'Etat », soulignent, avec justesse, les auteurs. Cet héritage est essentiel pour le président Vladimir Poutine, même s'il ne s'agit que de football. Le football reste au service du pouvoir, instrument de propagande, hier soviétique, aujourd'hui russe. ■

### SPORT RÉVOLUTIONNAIRE

Malgré un niveau plus faible les années passant, le football russe est resté une arme diplomatique et de propagande pour les dirigeants. Les auteurs de *Futbol* retracent, avec passion et précision, l'histoire politique et sportive du ballon rond de Russie, de l'arrivée de ce jeu dans le port de Saint-Petersbourg vers la fin des années 1870, jusqu'à la présidence de Vladimir Poutine.

L'ouvrage se lit comme un roman, tant il regorge d'anecdotes et de portraits de personnages qui ont construit le football soviétique. On peut citer le destin irréal de Nikolai Starostin (1902-1996), l'un des fondateurs du Spartak Moscou, qui a contribué à populariser ce sport mais a tout de même été envoyé au goulag, suspecté par le NKVD (Commissariat du peuple aux affaires intérieures) de chercher à vouloir renverser le pouvoir et à rendre le football soviétique plus « bourgeois ». Il y a aussi le compositeur Dmitri Chostakovitch (1906-1975), qui a compris avant tout le monde que le foot portait en lui des gènes contestataires, voire révolutionnaires. « Le stade de football, c'est le seul endroit en Union soviétique où vous pouvez être non seulement pour, mais aussi contre ! », a-t-il un jour déclaré. Populaire, le football permet alors, dans un pays encore largement verrouillé, au peuple de s'exprimer. *Futbol* explique avec justesse cet enjeu politique derrière le sport. ■

MUSTAPHA KESSOUS





INTERNATIONAL | CHRONIQUE

PAR ALAIN FRACHON

## Evaluer le péril Trump

Petit ou, comme dirait Donald Trump, «énorme» succès? Le président américain avait fixé un critère: «J'ai besoin d'une minute en tête à tête pour savoir s'il est sérieux», a-t-il dit avant sa rencontre avec Kim Jong-un. Quarante minutes de face-à-face, suivies d'une discussion élargie aux deux délégations, enfin un déjeuner de travail – au total, près de cinq heures d'entretiens: le numéro un nord-coréen a franchi l'épreuve.

Mais juger du «sérieux» des engagements pris lors de ce sommet de Singapour, mardi 12 juin, est une autre affaire. Qui ramène à cette question: comment évaluer la diplomatie Trump?

Le président a fait l'histoire, au moins sur un point. Le dialogue de Singapour est une première dans les relations entre les Etats-Unis et cette sorte de monarchie héréditaire communiste qu'est la Corée du Nord. Trump a changé le climat politique dans la région. Rompues en 2010, des négociations sur la dénucléarisation de la Corée du Nord vont reprendre. On n'en était pas là fin 2017: Trump et Kim échangeaient insultes et menaces nucléaires.

Esprits chagrins, les spécialistes mégotèrent. Le «roi de la négociation» aurait tout cédé au jeune dictateur. Le sommet sortirait Kim Jong-un de son statut de paria, mais la déclaration commune est vague: elle correspond à ce qu'on veut à Pyongyang, pas à Washington. Les alliés sud-coréens sont maltraités. Le président américain n'obtiendrait rien de concret.

### Rupture ou continuité?

Tout cela n'est pas faux. Mais pour essayer de comprendre sa politique extérieure, il faut partir d'un constat: Trump joue aux dés, pas aux échecs. Ce 12 juin est à l'image de sa diplomatie: spectaculaire, malmenant les conventions, bousculant les alliances traditionnelles de l'Amérique. Baroque, la forme brise les tabous. Le fond est tout à la fois illisible et plus conventionnel que ne le laissent entendre les saillies verbales du président.

Au chapitre de la lutte contre la prolifération nucléaire, quelle logique y a-t-il entre les concessions faites d'entrée de jeu à la Corée du Nord et la décision de dénoncer l'accord conclu à Vienne, en juillet 2015, avec l'Iran? On traite mieux le détenteur de la bombe (Pyongyang) que celui qui ne l'a pas encore (Téhéran). On accorde un sommet à l'un des plus impitoyables dictateurs de la planète et on diabolise la théocratie iranienne – qui n'en mérite pas tant. Dans l'esprit des dirigeants de la République islamique, cela pourrait passer pour une incitation à reprendre au plus vite le chemin de l'arme nucléaire.

Chine et commerce extérieur, Russie, OTAN, climat: tantôt Trump démolit, tantôt il conserve. On en parlait les 8 et 9 juin, lors de la première édition des Conversations Tocqueville, quelle part dans l'incomparable campagne du Cotentin. Organi-

**VISIBLEMENT,  
LE PATRON  
DU RENSEIGNEMENT  
AMÉRICAIN NE PORTE  
PAS SUR POUTINE  
LE MÊME JUGEMENT  
QUE TRUMP**

**CHINE ET COMMERCE  
EXTÉRIEUR, RUSSIE,  
OTAN, CLIMAT :  
TANTÔT LE PRÉSIDENT  
AMÉRICAIN DÉMOLIT,  
TANTÔT IL CONSERVE**

sées par la Fondation Tocqueville, l'Atlantic Council et notre confrère *Le Figaro*, ces Conversations se sont tenues, grâce à l'hospitalité de ses descendants, dans le château qui fut la demeure d'Alexis de Tocqueville – élégant écrin de pierres. Comme il se doit, les Conversations portaient sur le thème de «la démocratie en Occident au XXI<sup>e</sup> siècle», face aux menaces qui pèsent sur elle, intérieures et extérieures.

Au moment où Trump dénonçait l'absence de la Russie à la réunion du G7 au Canada, l'un de ses collaborateurs les plus éminents, Dan Coats, disait, au château de Tocqueville, tout le mal qu'il fallait penser de la politique de Vladimir Poutine. Nommé par le président, Coats patronne les dix-sept agences de renseignement des Etats-Unis. Il a dénoncé l'agressivité des attaques cybernétiques des Russes contre les démocraties occidentales et contre l'Ukraine. Il a pointé les tentatives d'ingérence russe dans les élections américaines, y compris dans les scrutins de mandat qui doivent se tenir en novembre.

«Préméditées, les actions des Russes sont menées à dessein» pour «dégrader nos démocraties» et «affaiblir nos alliances», a dit Coats: «C'est un assaut que conduit Vladimir Poutine contre des Etats de droit, contre les idéaux des Occidentaux et contre les normes démocratiques.» Visible-ment, le patron du renseignement américain ne porte pas sur Poutine le même jugement que Trump. Mais là est toute l'ambiguïté de la politique russe de l'administration Trump. Si le président n'a, en général, que du bien à dire de son homologue russe, les Etats-Unis n'en ont pas moins multiplié, ces derniers mois, les sanctions contre la Russie de Poutine. Rupture ou continuité?

Il en va un peu de même à l'adresse des alliés de l'OTAN. A l'évidence, le président se moque de ses partenaires européens. Sur l'Iran, sur le climat, sur le commerce extérieur, sur le conflit israélo-palestinien, Trump se soucie comme d'une guigne de ce qu'ils peuvent bien penser. Il les accuse de commerce déloyal et de pingrerie quand il s'agit de contribuer à leur défense. Mais les Etats-Unis n'en continuent pas moins à assurer leur part – largement majoritaire – du financement de l'OTAN. Rupture ou continuité?

«Aucun des fondamentaux de l'Alliance atlantique n'a été touché», juge, dans le *New York Times*, James Jay Carafano, de la Fondation Heritage. Sauf un, peut-être: la confiance. Sauf celui-ci encore: la complicité, le partage des mêmes valeurs. Visible-ment, Trump est plus à l'aise avec les autocrates – y compris le versatiles Kim Jong-un – qu'avec les braves démocrates que sont ses homologues européens ou canadiens. C'est l'un des traits de la mystérieuse politique étrangère trumpiste. On y pensait la semaine dernière, non sans une certaine mélancolie, dans la fraîcheur d'une belle soirée cotentinoise, à l'heure bénie du calva. ■

**FOOTBALL :  
LA VITRINE  
ET LA FÊTE**

ÉDITORIAL III

Vladimir Poutine se veut bon camarade. La Coupe du monde de football, qu'il accueille à partir du jeudi 14 juin sur ses terres, «c'est la possibilité pour beaucoup d'individus de comprendre d'autres cultures, de se faire de nouveaux amis», a-t-il résumé, la veille de l'ouverture de la compétition. Le propos lénifiant ne trompe personne: ce n'est pas pour se faire de nouveaux amis que le président russe a tout fait, il y a huit ans, pour obtenir l'organisation de cette compétition, mais pour soigner l'image de son pays et afficher sa puissance, en dépit des efforts occidentaux pour la contenir.

Vladimir Poutine est pourtant bien placé pour savoir que la diplomatie du sport peut se retourner contre ceux qui cherchent à

l'utiliser. Ce fut le cas en Argentine, où la Coupe du monde 1978 avait mis en lumière les exactions du régime de Jorge Videla. De même, les Jeux olympiques de 1988 avaient contraint la Corée du Sud à assouplir son régime militaire. Quant à l'organisation des Jeux olympiques d'hiver de Sotchi, en 2014, elle a jeté une lumière crue sur le fonctionnement clanique du pouvoir russe et ses lois liberticides. L'obsession de terminer en haut du tableau des médailles avait alors incité Moscou à pousser si loin son système de dopage organisé que le Comité international olympique a fini par mettre la Russie au ban du sport mondial.

Mais la soif de prestige international de Vladimir Poutine est irrésistible. Il n'est pas le seul. Les moyens mis en œuvre en marge du congrès de la FIFA en 2010, qui devait attribuer les tournois de 2018 et 2022, disent tout l'enjeu: espionnage par les services secrets, contrats économiques opportuns, pressions amicales des chefs d'Etat sur leurs ressortissants ayant le pouvoir d'attribuer la Coupe du monde. Ainsi de Nicolas Sarkozy, alors président, soufflant à l'oreille de Michel Platini de porter sa voix sur le Qatar plutôt que sur les Etats-Unis. Ou de Christian Wulff, le président allemand, recommandant à Franz Beckenbauer de voter pour la Russie.

La Coupe du monde de football est devenue trop puissante pour ne pas être politi-

que, et le changement du mode de scrutin, qui donne une voix à toutes les fédérations plutôt que de concentrer le pouvoir dans quelques mains influençables, n'y change rien: ainsi, la répartition, mercredi 13 juin, des votes pour la Coupe 2026 est quasiment calquée sur les réseaux diplomatiques des pays candidats. Elle a donc, fort logiquement, été attribuée au trio nord-américain (Etats-Unis, Mexique, Canada) plutôt qu'au Maroc, Donald Trump ayant quasiment menacé de fermer le robinet de l'aide américaine aux pays qui ne feraient pas le bon choix.

Durant quatre ans, la Coupe du monde est donc affaire de tout, sauf de football. Arrive toutefois un moment où l'on fait place au jeu. Nous y sommes. Pour le plus grand bonheur de ces quelque 4 milliards de (télé) spectateurs qui, en dépit de l'indifférence ou de l'accablement des autres, suivront la compétition – soit la moitié de l'humanité. Partout dans le monde, de Paris à Pékin, des bidonvilles de Lagos aux favelas de Rio, on se travestira en Messi, en Ronaldo ou en Neymar. C'est la passion pour le football qui attise les guerres d'influence afin d'obtenir l'organisation du Mondial. C'est la même passion qui en fixe les limites: le 15 juillet, la Coupe du monde ne sera plus celle de Vladimir Poutine, mais celle des artistes du ballon rond, les acteurs de cette fête mondialisée. ■

**Le Monde**  
WEEK-END

DÈS VENDREDI EN KIOSQUE



LEMONDE.FR/M-LE-MAG





\*Le voyage connecté. louisvuitton.com

**Tambour Horizon**  
Your journey, connected.\*

**LOUIS VUITTON**



## Accord européen sur les énergies renouvelables

► Les Européens sont parvenus jeudi à un accord sur un texte important : la révision de la directive sur les énergies renouvelables

► Le compromis porte à 32% leur part dans la consommation européenne en 2030, contre 27% proposés par la Commission

► La prochaine étape sera de trouver un accord sur la directive concernant la performance énergétique

PAGE 4

## Nouveau contrat géant pour les chantiers de Saint-Nazaire

La compagnie MSC achète trois paquebots pour 3,4 milliards d'euros PAGE 3



«Symphony of the Seas», en construction à Saint-Nazaire, en septembre 2017. LOIC VENANCE/AFP

## IDÉES CRYPTOMONNAIE, STADE ANARCHISTE DU CAPITALISME

La philosophe Catherine Malabou voit dans l'arrivée des monnaies électroniques et des blockchains un nouvel âge du capitalisme, porteur de sa propre remise en cause

PAGE 7

## CONJONCTURE ÉTATS-UNIS : LA FED RELÈVE SES TAUX

Jugeant l'économie américaine « en pleine forme », le président de la Réserve fédérale annonce un retour à la neutralité monétaire

PAGE 5

## PERTES & PROFITS | AMAZON

### L'ENTREPRISE DOIT-ELLE PAYER DES IMPÔTS ?

On pourrait appeler cette nouvelle fable « Jeff et les sans-abri ». Et elle devrait faire réfléchir, à l'heure où le gouvernement français peaufine une loi sur la croissance des entreprises et leur place dans la société.

Le 15 juin 2017, le fondateur d'Amazon, Jeff Bezos, l'homme le plus riche du monde, lance un appel au secours sur Twitter. J'ai beaucoup investi de mon argent sur le long terme, dans les voyages spatiaux ou les médias, dit-il en substance, mais je cherche des idées pour aider les gens à court terme. Si vous en avez, je serais heureux de les connaître. Et Jeff cite en exemple l'initiative, qu'il soutient, de l'association Mary's Place en faveur des sans-abri de Seattle.

Cela tombe bien, le conseil municipal de cette même ville, où se situe le siège de l'entreprise, a justement besoin d'argent pour s'attaquer à ce problème. La cité très prospère de l'État de Washington est confrontée à l'explosion du nombre de sans-domicile : plus de 12 000 personnes dorment dehors ou dans leur voiture, attirées par le boom économique d'une ville qui ne connaît pas le chômage (3,1%). La troisième plus forte population de SDF aux États-Unis, après celles de New York et de Los Angeles.

Les élus votent donc à l'unanimité le principe d'une taxe sur les entreprises réalisant plus de 20 millions de dollars de chiffre d'affaires. Celles-ci devront payer 500 dollars par employé et par an. Amazon, premier contribuable et employeur privé, avec 45 000 salariés, pique une grosse colère et stoppe immédiatement la construction de sa nouvelle tour de bureaux. Emoi à la mairie, qui transige et réduit

la taxe à 275 dollars. Entre-temps, Starbucks, l'autre star locale, lance une pétition contre la taxation des emplois, avec le soutien d'Amazon. La protestation prend une telle ampleur que les mêmes conseillers municipaux qui avaient approuvé le projet à l'unanimité font marche arrière et, le 12 juin dernier, l'abandonnent.

#### Petite musique inquiétante

L'affaire est choquante, si l'on compare les 12 millions de dollars de taxes qu'aurait dû payer chaque année Amazon avec les quelque 178 milliards de chiffre d'affaires qu'elle engrange chaque année. Mais la réalité est plus complexe. Taxer les emplois n'est pas forcément la meilleure idée. Les chaînes d'épicerie locales ont été au premier rang de la contestation. Et même au royaume des impôts, en France, la taxe professionnelle, assise en partie sur les salaires, a été supprimée progressivement entre 2004 et 2010.

Ce qui est bien plus inquiétant est la petite musique que l'on entend en fond sonore. Celle de la mise en cause de l'efficacité de la puissance publique. « Vous allez gaspiller cet argent », ont lancé les adversaires de la taxe. Jeff Bezos ne dit rien d'autre quand il entend investir lui-même directement dans l'aide aux sans-abri plutôt que de passer par les politiques. Mais dès lors, c'est l'idée même d'intérêt général et de bien commun qui s'évapore, si les entreprises et les milliardaires peuvent choisir leur combat. Une défaite morale et économique de la politique dont on n'a pas fini de payer les conséquences. ■

PHILIPPE ESCANDE

## TENDANCES FRANCE | CHRONIQUE PAR PHILIPPE ASKENAZY

### Rupture à l'italienne

En France, l'analyse de la nouvelle coalition au pouvoir en Italie retient deux points forts. D'une part, ce serait le mariage de deux formations très différentes sur le plan idéologique (la Ligue et le Mouvement 5 étoiles, M5S). D'autre part, elle porterait une rupture avec l'Europe néolibérale.

Pourtant, si l'on croit à une cohérence minimale des groupes politiques au Parlement européen, cette coalition a un précédent en France lors du second tour de la présidentielle de 2017 : le M5S appartient, avec Debout la France et Les Patriotes, au groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe ; Rassemblement national (ex-Front national) et Ligue (ex-Ligue du Nord) sont des partenaires historiques du groupe Europe des nations et des libertés.

Par ailleurs, dans leur ouvrage *L'Économie politique du néolibéralisme. Le cas de la France et de l'Italie* (ENS/Rue d'Ulm, 2012), l'économiste Bruno Amable et ses coauteurs décortiquaient comment, à la grande satisfaction de Bruxelles, les réformes néolibérales, minoritaires dans l'opinion publi-

que, avaient été portées par Silvio Berlusconi grâce à son alliance avec la Ligue, qui drainait l'électorat des patrons et salariés de PME.

En fait, l'idée d'une rupture italienne repose essentiellement sur la mise en œuvre d'un « revenu de citoyenneté », présenté comme le marqueur de « gauche » antilibéral du gouvernement Conte.

#### Début du feuilleton

Mais cette vision est biaisée par le fait que Benoît Hamon a porté ce dispositif lors de la campagne présidentielle et que des départements socialistes ont annoncé vouloir en expérimenter un ersatz. L'archéologie de la réémergence de cette idée en Europe offre un autre regard (*L'Allocation universelle. Nouveau label de précarité*, de Mateo Alaluf, Couleur livres, 2014). Belgique, 1984 : la révolution néolibérale réagienne n'est alors qu'à ses débuts ; un collectif emmené par Philippe Van Parijs, professeur à l'Université catholique de Louvain, ne prétend pas la remettre en cause mais bien la compléter en offrant un substitut à la plupart des institutions de protection sociale. Il rem-

porte avec l'allocation universelle le concours de la Fondation Roi Baudouin sur l'avenir du travail. De ce noyau naîtra un réseau international, avec sa première conférence néolibérale, il permet de se dispenser d'une représentation collective des travailleurs. Justement, la Ligue et le M5S se retrouvent dans leur détestation des syndicats, comme d'ailleurs dans leur dénonciation d'un « business » des migrants.

On en arrive à la politique migratoire et à la dimension nationale du revenu de citoyenneté. Non-citoyens, les « bons » étrangers ne toucheraient pas ce revenu, mais occuperaient les emplois les plus

dégradés que les nationaux ne voudront plus. Ainsi, dès son premier discours devant le Parlement, Giuseppe Conte, après sa promesse d'éradiquer le « business de l'immigration », a rendu hommage à un Malien assassiné en Calabre : « C'était l'un des mille travailleurs agricoles avec un permis de séjour en règle qui se rendent chaque jour dans les champs de notre pays pour travailler dans des conditions qui sont en dessous du seuil de dignité. » Sans même évoquer l'idée de les améliorer...

Certains se rassurent en prédisant l'explosion d'une coalition de mouvements concurrents. Certes. Mais l'ouvrage de M. Amable montre aussi que, bien qu'instables, les alliances de Berlusconi lui ont permis par trois fois d'accéder au pouvoir et de dérouler son agenda. Nous ne sommes donc peut-être qu'au début d'un feuilleton politique marquant une rupture avec le néolibéralisme berlusconien... vers un néolibéralisme national. ■

Philippe Askenazy est chercheur au CNRS/ENS/Centre Maurice Halbwachs

## Hilditch & Key

Shirtmakers since 1899

GRANDE VENTE SPÉCIALE À PARTIR DU VENDREDI 15 JUIN  
« The more you buy, the more discount you get\* »

de -30% à -60%

Sur chemises, cravates, pyjamas, robes de chambre, chemises de nuit

OUVERTURE EXCEPTIONNELLE DIMANCHE 17/06 ET 24/06

252, rue de Rivoli (place de la Concorde)

Tél. : 01.42.60.36.09

\*plus d'achat, plus de remises.



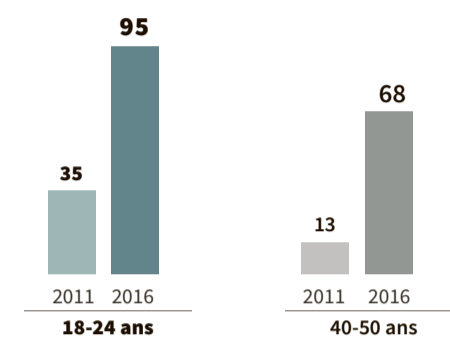
## Des jeunes très « mobile »

1 h 38

C'est le temps moyen passé sur Internet chaque jour par les 15-24 ans, en 2017, soit plus que la moyenne des Français, qui y consacrent 1 h 28. C'est également plus que celui des 50 ans et plus : 1 h 16. En revanche, c'est moins que celui des 25-49 ans, qui utilisent Internet 2 h 12 par jour.

### Chez les jeunes, mobile rime davantage avec réseaux sociaux

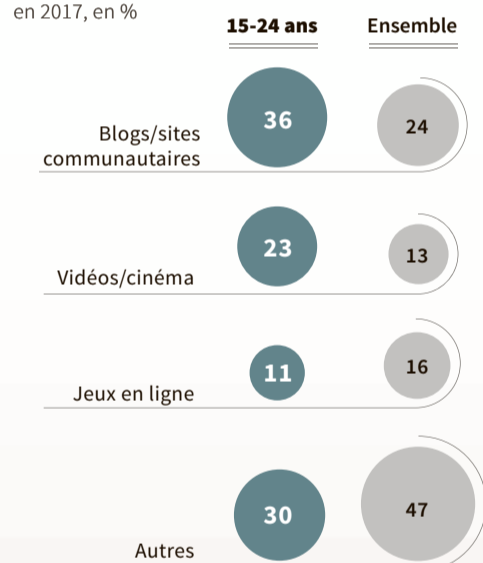
FRANÇAIS DISPOSANT D'UN SMARTPHONE, EN %



PART DES FRANÇAIS DÉCLARANT QUE LE SMARTPHONE LEUR EST INDISPENSABLE EN 2017, EN %



RÉPARTITION DU TEMPS PASSÉ SUR LES APPLICATIONS MOBILES\* INTERNET VIA UN MOBILE EN 2017, EN %



\*soit 92 % du temps passé sur l'Internet mobile pour les 15-24 ans



en 2017

59 % du temps passé sur Internet mobile par les 15-24 ans est consacré aux réseaux sociaux et à la vidéo, contre seulement 37 % pour l'ensemble des Français



en 2017

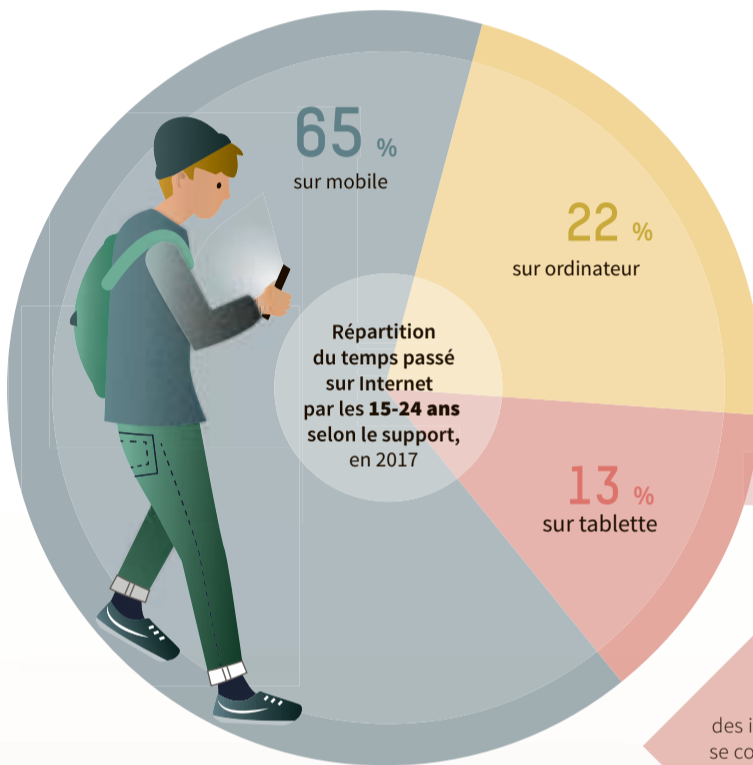
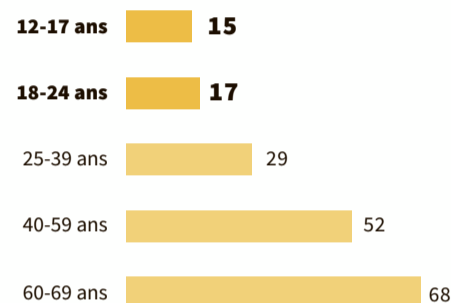
81 % des 15-24 ans disent que l'ordinateur leur est indispensable, mais le smartphone fait mieux : il est plébiscité par 94 % d'entre eux

### Le PC dépassé

PART DU TEMPS PASSÉ SUR INTERNET AVEC UN ORDINATEUR, EN 2017, EN %



PART DES INTERNAUTES FRANÇAIS SE CONNECTANT LE PLUS SOUVENT AVEC UN ORDINATEUR EN 2017, EN %



### Les tablettes délaissées

PART DES FRANÇAIS UTILISANT UNE TABLETTE TOUS LES JOURS, AU 1<sup>er</sup> SEMESTRE 2017, EN %



PART DES FRANÇAIS UTILISANT LE PLUS SOUVENT UNE TABLETTE POUR NAVIGUER SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX, EN 2017, EN %

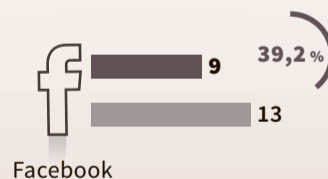
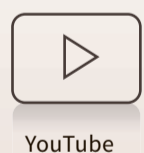


en 2017

2 % des internautes de 15 à 24 ans se connectent principalement via une tablette, contre 8 % pour l'ensemble des Français

TEMPS PASSÉ en minutes par jour

15-24 ans Ensemble des Français



PART DES 15 À 24 ANS CONSULTANT TOUS LES JOURS LES RÉSEAUX SOCIAUX, EN 2017, EN %



en 2017  
44 % du temps passé sur Internet\*\* par les 15-24 ans est consacré aux plates-formes sociales et à la vidéo, contre 28 % pour l'ensemble des Français

\*\*tous supports confondus

SOURCES : MÉDIAMÉTRIE, ARCEP, CRÉDOC INFOGRAPHIE : MARIANNE BOYER, MAXIME MAINGUET, ROMAIN IMBACH

# Les branchés de la « génération Z »

Les 14-20 ans ont résolument basculé dans l'ère numérique. Un défi pour les médias, contraints de se réinventer

Si vous lisez cet article dans le journal papier, c'est que vous appartenez sans nul doute à la génération X, celle des 35-51 ans. Certes, vous avez succédé aux baby-boomers (52-70 ans), encore bien ancrés dans les habitudes de la civilisation Gutenberg, et vous avez grandi avec les prémices du numérique, mais il vous reste certains usages du passé : feuilleter un quotidien pour vous informer, vous plonger dans un livre pour vous divertir (ou vous cultiver)... Les classes d'âge suivantes : les millennials (également désignés sous l'appellation de génération Y), celle des 21-34 ans, et autres digital natives (ou génération Z, 14-20 ans) ont résolument basculé dans l'ère du mobile. D'après les chiffres de Médiamétrie, qui, avec une typologie qui lui est propre, mesure les audiences des médias et analyse les évolutions des comportements, 46 % des 15-24 ans en France sont connectés sur leur smartphone entre 18 heures et 22 heures. En Chine, on leur a trouvé un nom : « ditouzu », le clan de ceux qui ont la tête baissée, car ils passent leur temps à regarder leur appareil, soit pour consulter les messages de leurs amis sur les ré-

seaux sociaux ou leur envoyer des selfies, soit pour s'informer par le biais des dernières applications à la mode ou acheter des produits. Dans le monde entier, cette nouvelle génération, qui plébiscite les réseaux sociaux ou des sites de vidéo comme YouTube, bouleverse les pratiques. Parvenir à l'attirer est devenu une question capitale dans nombre de secteurs, qu'il s'agisse des médias traditionnels, de la publicité ou encore de la distribution. Auditeurs moins fidèles La télévision, qu'elle délaisse – l'âge moyen des téléspectateurs est passé de 46,9 ans à 50,7 ans entre 2005 et 2015 –, doit créer de nouveaux formats pour la séduire. Ainsi, France Télévisions a lancé, en février, une chaîne 100 % numérique, Slash, présente sur les réseaux sociaux (Facebook et Instagram), qui « s'adresse en priorité à celles et ceux qui se trouvent entre la sortie du lycée et le moment où l'on s'installe dans la vie ». En résumé, les 18-30 ans. Des médias traditionnels, tels que *Le Monde* ou *Paris Match*, sont présents sur Snapchat, l'appli-

cation prisée des adolescents. Les radios historiques, comme France Inter, RTL ou Europe 1, doivent aussi se réinventer pour appâter la jeunesse. Popularisés outre-Atlantique grâce à la diffusion des téléphones portables, les podcasts natifs (c'est-à-dire qui naissent directement en numérique, sans passer par l'antenne) tentent une percée en France. Une radio à la carte qui, finalement, correspond bien aux besoins de ces auditeurs devenus moins fidèles. Les mutations sont rapides. Aux Etats-Unis, déjà, d'aucuns prédisent un avenir moins reluisant à Facebook, qui ne captive pas la génération Z autant que les millennials. Elle lui préfère Snapchat et Instagram, deux plates-formes qui privilégient le contenu visuel. Toujours outre-Atlantique, le cabinet Deloitte, dans un rapport rendu public au mois de mars, voit cependant se dessiner des tendances communes entre les différentes générations, en particulier l'usage du streaming (écoute en ligne sans téléchargement). Au point d'inventer une nouvelle classification : les « milleXZials » ! ■

FRANÇOIS BOUGON



# MSC achète trois paquebots de plus à Saint-Nazaire

La compagnie de croisières italo-suisse signe une commande ferme d'un montant de 3,4 milliards d'euros

Excellente nouvelle pour Saint-Nazaire (Loire-Atlantique). A l'occasion de la visite du ministre de l'économie, Bruno Le Maire, jeudi 14 juin, une commande de trois énormes bateaux devait être officialisée. Le dernier grand chantier naval français, qui avait failli sombrer en 2012-2013, aura ainsi un carnet de commandes particulièrement rempli jusqu'en 2026.

En mai 2017, après avoir visité le gigantesque paquebot *MSC Meraviglia* tout juste achevé à Saint-Nazaire, Emmanuel Macron s'était extasié : « *Devant cette cathédrale sur l'eau, je suis fier de ce que vous avez fait*, avait déclaré le nouveau président de la République aux ouvriers en bleu de travail. *Le long terme est ici. Cette entreprise qui vivait dans l'angoisse du lendemain a aujourd'hui un carnet de commandes qu'elle n'a jamais connu auparavant.* »

Un an plus tard, son ministre pourrait se montrer encore plus enthousiaste. Non seulement les deux paquebots de la série World Class pour lesquels l'armateur MSC avait posé une option à l'occasion de la visite de M. Macron font à présent l'objet d'une commande ferme. Mais la compagnie de croisière y ajoute un troisième bâtiment, du type du *Meraviglia*, qui n'avait jamais été évoqué. Les trois géants des mers devront être livrés en 2022, 2023 et 2024. Tous seront propulsés au gaz naturel liquéfié, un combustible moins polluant que le fioul classique.

Au total, cette triple commande ferme représente une facture

**Ces navires devraient assurer plus de vingt-huit millions d'heures de travail aux salariés des chantiers**

légèrement supérieure à 3,4 milliards d'euros. MSC confirme ainsi sa place parmi les tout premiers investisseurs privés en France. A elle seule, la compagnie de la famille italienne Aponte, de loin le premier client des Chantiers de l'Atlantique, va signer un chèque équivalent à l'ensemble des investissements promis par les 140 grands patrons étrangers réunis par M. Macron en janvier à Versailles.

## Garantie financière de l'Etat

De quoi réjouir le président de la République et son bras droit Alexis Kohler, cousin des Aponte et un temps directeur financier de MSC après avoir été l'un des hommes forts de Bercy – une situation de possible conflit d'intérêts, sur laquelle le Parquet national financier mène actuellement des investigations, à la suite d'une plainte de l'association Anticor.

Comme c'est généralement le cas, l'Etat français a favorisé la transaction en apportant sa garantie financière. Le prix des deux paquebots du type World Class a été un peu réévalué par rapport

**Un navire de la classe Oasis en cours de construction à Saint-Nazaire, (Loire-Atlantique), en octobre 2016.** STÉPHANE MAHÉ/REUTERS



aux premières estimations, en fonction des modifications des plans demandées par MSC, mais aussi afin de permettre aux chantiers de mieux couvrir leurs coûts, précise un professionnel. Les trois navires devraient assurer plus de vingt-huit millions d'heures de travail aux salariés des chantiers

et à leurs sous-traitants. Cela correspond à plus de 3200 emplois directs pendant la durée du projet.

Saint-Nazaire, qui avait connu un grand creux d'activité au début des années 2010, est déjà redevenu une ruche bourdonnante. « *En ce moment, on ne manque pas de travail. Tout le monde est*

sur le pont », témoigne Nathalie Durand-Prinborgne, de Force ouvrière. Bruno Le Maire devait le constater par lui-même jeudi.

Sur place, il était censé tourner les vannes pour mettre à flot le *MSC Bellissima*. Premier contact entre l'acier et la mer. Le même jour étaient programmées deux autres cérémonies : la découpe de la première tôle d'un deuxième paquebot, et la pose des deux pièces de monnaie traditionnelles sur la quille fraîchement installée d'un troisième, pour « attirer la bonne fortune ». Au total, trois immenses navires du même armateur se retrouvent simultanément en construction à Saint-Nazaire.

## Marché en croissance

Cette effervescence est liée à la fois au tonus du marché des croisières et à la compétitivité des chantiers français. En 2017, plus de 6,9 millions de passagers ont effectué une croisière en Europe, soit 2,5 % de plus qu'en 2016, d'après l'association professionnelle CLIA (Cruise Lines International Association). Le marché européen de la croisière poursuit

ainsi sa croissance, assez régulière depuis dix ans. Un mouvement tiré par l'offre, avec la mise en services de paquebots gigantesques, qui proposent, à des prix relativement serrés, des équipements variés : piscines, jacuzzis, terrains de sport, casinos, salles de spectacle, bars, restaurants, etc. Les navires deviennent ainsi une destination en eux-mêmes, même si certains jugent que ces monstres clinquants enlaidissent et polluent les villes d'escale. Sans compter les risques de naufrage...

MSC n'est pas seul à investir massivement pour attirer la clientèle avec des paquebots toujours plus innovants. Seize nouveaux navires de croisière sont attendus en 2018 en Europe, et 27 dans le monde. Parmi eux, le *Symphony of the Seas*, le plus gros de la planète, sorti lui aussi de Saint-Nazaire, en mars. Ce mastodonte, capable d'accueillir plus de 8000 personnes, est exploité par l'armateur américain Royal Caribbean Cruises Ltd (RCCL), l'autre client historique des chantiers tricolores. ■

DENIS COSNARD

## Les chantiers en passe d'être nationalisés

**AU MOMENT OÙ EMMANUEL MACRON** annonce une vague de privatisations, il va paradoxalement commencer par nationaliser les chantiers navals de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique). L'opération devrait intervenir d'ici au 30 juin. Le gouvernement avait évoqué cette nationalisation dès juillet 2017. Il devait alors s'agir d'une opération très temporaire, une sorte de sas pour passer d'un actionnaire à un autre : le conglomérat sud-coréen en faillite STX, actuel propriétaire des chantiers, et l'italien Fincantieri, le repreneur désigné par la justice coréenne et adoubé par Paris. En pratique, Bercy espérait que le passage dans ce sas technique ne durerait qu'un jour ou deux.

La transition se révèle plus compliquée que prévu. La Commission européenne,

chargée du respect de la concurrence, n'a en effet toujours pas donné son feu vert au rachat des chantiers français par Fincantieri, le numéro un européen.

« *Nous n'avons aucune inquiétude quant au feu vert final de Bruxelles* », assure un proche de Fincantieri. Mais en attendant, il est impossible d'apporter Saint-Nazaire au constructeur italien. La France, déjà actionnaire à 33 % de STX France, va donc comme prévu faire jouer les droits de préemption dont elle dispose jusqu'au 30 juin pour monter à 100 %, donc nationaliser les chantiers. Avant la mi-juillet, elle devrait rétrocéder une partie des actions au groupe public français Naval Group (10 % à 15 %) et aux salariés (2 %). Le sort des 50 % destinés à Fincantieri reste plus incertain. Si Bruxelles

donne son feu vert, ils devraient être revendus comme attendu au groupe public italien, qui montera à 51 % grâce à un paquet d'actions supplémentaires prêté par l'Etat français. C'est ce que prévoit le montage renégocié par la France et l'Italie après l'élection de M. Macron.

Mais deux incertitudes demeurent. D'une part, Bruxelles peut théoriquement bloquer cette concentration, ce qui remettrait tout en cause. D'autre part, il n'est pas exclu que le nouveau gouvernement italien conteste l'accord signé par celui qui l'a précédé, afin que Rome obtienne un plus grand poids dans le capital. La nationalisation transitoire pourrait alors durer plus longtemps que prévu. ■

DE. C.

## Grève à la SNCF : le front syndical montre des signes de faiblesse

Malgré un appel à la poursuite du mouvement contre la réforme ferroviaire, les désaccords entre organisations se creusent

Les apparences sont sauves mais l'unité ne tient plus qu'à un fil. Mercredi 13 juin, les quatre syndicats représentatifs à la SNCF (CGT, UNSA, SUD et CFDT), réunis en intersyndicale, ont confirmé leur volonté de poursuivre la grève contre la réforme ferroviaire et appelé à se mobiliser « massivement » le 28 juin, dernier jour du calendrier des grèves, a déclaré Laurent Brun le secrétaire général de la CGT-

Cheminots. « *Les organisations syndicales ont analysé l'état du rapport de force qui démontre que les cheminots sont toujours hostiles à la réforme* », a-t-il ajouté. Le front uni inédit que les représentants des salariés SNCF opposent, malgré leurs vieilles querelles, au gouvernement depuis trois mois tient donc toujours.

En réalité, cette union commence à ressembler à une façade en train de se lézarder. L'UNSA-

Ferroviaire et la CFDT-Cheminots, les deux centrales dites réformatrices, sont à couteaux tirés, et les désaccords de SUD-Rail avec les autres organisations demeurent criants. « *C'est vrai que le communiqué unitaire a été difficile à écrire, mais l'intersyndicale est toujours là* », affirme Erik Meyer, secrétaire fédéral de SUD-Rail. La réunion de l'intersyndicale a quand même été interrompue par un envahissement de plusieurs dizaines de cheminots affiliés à SUD venus faire pression pour que la grève continue. Drôle d'ambiance.

## Grosse colère de l'UNSA

Le contexte pèse, il est vrai, sur les nerfs des syndicalistes et des grévistes en général. L'Assemblée nationale a entériné ce même 13 juin, par une large majorité (de 452 voix sur 577 députés), le texte définitif du nouveau pacte ferroviaire, lors d'un vote solennel en séance. Au même moment, la trentième journée de grève du mouvement en pointillé se sol-

daît par le plus petit taux de grévistes recensés par la direction depuis le 3 avril : 12,78 %.

La question de savoir s'il fallait faire grève pendant les épreuves du baccalauréat a ajouté un peu de piment sur les rancœurs. L'épisode a constitué l'occasion d'une grosse colère des représentants de l'UNSA contre leurs collègues de la CFDT, accusés de véhiculer un double discours. Ces derniers ont, en effet, annoncé, mardi 12 juin, qu'ils arrêteraient mouvement les 18 et 24 juin, deux jours où les arrêts de travail coïncident avec des épreuves du bac.

« *Ils reprennent unilatéralement une proposition que nous avions mise sur la table de l'intersyndicale la semaine dernière et qu'ils avaient eux-mêmes rejetée. Ce ne sont pas des méthodes* », s'étrangle un négociateur de l'UNSA-Ferroviaire. En attendant, la grève ne sera pas mise entre parenthèses par l'intersyndicale la semaine du bac (la CGT et SUD y sont hostiles). Mais comme la CFDT confirme

**La grève par intermittence démarrée début avril se termine le 28 juin. Au-delà, on entre dans l'inconnu**

son retrait pendant le bac et que ce syndicat est très représenté chez les conducteurs, les circulations devraient être encore moins perturbées que ces jours derniers.

Au-delà de cet épisode, quelle suite donner au mouvement ? La loi étant définitivement votée jeudi 14 juin par le Sénat, la « bataille du rail » bascule dans une nouvelle phase qui commence vendredi 15 juin par une réunion dite tripartite (Etat, patronat, syndicats), véritable coup d'envoi des négociations sur la future convention collective du ferroviaire. « *La*

réunion sera primordiale dans la suite du mouvement, estime Roger Dillenseger, secrétaire général de l'UNSA. *Il faut qu'on sorte avec une note d'intention du ministère des transports sur une volonté de créer une convention collective attractive et de haut niveau.* »

La grève par intermittence se termine jeudi 28 juin. Au-delà on entre dans l'inconnu. Du côté de SUD-Rail, on ne cache pas son intention de faire déborder la grève sur le mois de juillet. La CGT étudierait, elle aussi, un scénario de grève d'été. Les discussions entre syndicalistes devraient se compliquer du coup encore davantage : CGT et SUD risquant de n'être pas d'accord sur la méthode, et l'UNSA et la CFDT refusant le principe. Malgré les risques encourus par ceux qui sortiront les premiers de l'unité syndicale (des élections professionnelles auront lieu en novembre), l'approche des vacances pourrait signer la fin du front unitaire. ■

ÉRIC BÉZIAT

## Série noire dans les transports franciliens

Une panne géante de signalisation a paralysé la gare Saint-Lazare, à Paris, mercredi 13 juin, interdisant toute circulation entre 2h30 et 10h30 dans la deuxième gare la plus fréquentée de France. Cet incident, dû à un problème électrique sur un poste d'aiguillage vétuste, est le point d'orgue d'une série qui, en quarante-huit heures et en pleine grève SNCF, a touché les transports ferroviaires franciliens. Au même moment, un rail cassé a bloqué des milliers d'usagers du RER A entre Paris centre et la Défense. La veille, une rame du RER B avait déraillé dans l'Essonne, faisant trois blessés légers et interrompant jusqu'à nouvel ordre la circulation dans ce secteur. En cause, les pluies intenses de la nuit précédente, qui ont également perturbé le trafic sur huit autres lignes en Ile-de-France.



# L'Europe trouve un accord sur les énergies renouvelables

Le compromis porte à 32 % leur part dans la consommation européenne en 2030, contre 27 % proposés au départ par la Commission

BRUXELLES - bureau européen,

Enfin quelques bonnes nouvelles venues de Bruxelles : dans la nuit de mercredi 13 à jeudi 14 juin, à l'issue d'une ultime séance de négociations clôturant cinq mois d'intenses tractations, les représentants du Parlement européen et ceux du Conseil (les Etats membres) sont enfin parvenus à un accord sur un texte majeur : la révision de la directive sur les énergies renouvelables. En revanche, ils ont échoué à s'entendre sur une version finale de la directive concernant l'efficacité énergétique.

Ces deux textes déclinent l'accord de Paris sur le climat en objectifs concrets pour les Etats de l'Union, et visent une stabilisation de la consommation énergétique (directive « efficacité » énergétique) et une progression substantielle de la part des renouvelables dans cette consommation (directive « renouvelables ») d'ici à 2030. Le compromis concernant les renouvelables est allé au-delà de la copie de départ de la Commission européenne – qui ne proposait qu'un modeste objectif de 27 % dans la consommation européenne en 2030 – portant l'ambition à 32 %, avec une clause de revoyure en 2023.

## Le blocage des raffineries levé

Ayant obtenu des avancées sur leurs revendications, les agriculteurs ont levé mercredi 13 juin leurs blocages de raffineries et de dépôts de carburants, organisés depuis dimanche à l'appel de la FNSEA et des Jeunes Agriculteurs (JA). « Il y a eu des points d'avancée, des points de déception et des engagements à travailler plus », a expliqué la présidente de la FNSEA, Christiane Lambert. Les agriculteurs protestaient contre l'importation de produits agricoles, et plus particulièrement de l'huile de palme, qui ne respectent pas, selon eux, les normes françaises et européennes.

## L'institution aura la possibilité d'émettre des recommandations aux capitales, mais aucun moyen de les sanctionner

Les négociateurs se sont aussi entendus sur un objectif de 14 % de renouvelables dans le transport et, autre point sensible, ils ont acté un gel, au niveau atteint en 2020 à partir de cette date, de l'usage des agrocarburants de première génération (biodiesels, bioéthanol), avec un plafond à respecter de 7 % d'agrocarburants au maximum dans la consommation globale.

Pour ce qui est de l'huile de palme, dont les cultures extensives sont les causes d'une alarmante déforestation en Asie du Sud-Est, le Parlement européen a dû céder sur ses ambitions initiales. Ces produits ne seront pas interdits dès 2030 – portant l'ambition à 32 %, avec une clause de revoyure en 2023.

diminution progressive à partir de 2023 pour une interdiction totale prévue à l'horizon 2030.

Les Etats membres avaient manifestement le souci de protéger les intérêts des industriels et des agriculteurs déjà engagés dans cette filière. Et prévenir les risques de recours à l'Organisation mondiale du commerce des gros producteurs, Indonésie et Malaisie. « Le plus important est d'avoir un signal politique clair : on va vers la fin des agrocarburants à base d'huile de palme et de soja », a réagi le député vert luxembourgeois Claude Turmes.

### L'Allemagne réticente

En pratique, l'objectif de renouvelables n'étant pas contraignant, c'est la Commission qui vérifiera si les Etats respectent leurs promesses, afin qu'au niveau de l'Union le cumul de leurs engagements permette d'atteindre l'objectif commun. Problème : l'institution aura certes la possibilité d'émettre des « recommandations » aux capitales, mais aucun moyen de les sanctionner.

Les discussions sur ce dossier étaient jusqu'à présent très laborieuses, l'Union européenne (UE) affichant de profondes divisions entre des pays avancés dans le déploiement des solutions renouvelables, ceux du Nord notamment, et des nations d'Europe centrale. Mais les changements de gouvernement en Espagne et en Italie ont créé une dynamique positive nouvelle dans les négociations.

A Madrid, Teresa Ribera, qui s'est vu confier le 8 juin le portefeuille de la transition énergétique, s'est affichée dans le camp des progressistes dès le 11 juin, lors d'un conseil des ministres européens de l'énergie, aux côtés du Portugal, de la Suède, du Luxembourg, des Pays-Bas et de

la France. Idem pour l'Italie où Sergio Costa, un proche du Mouvement 5 étoiles, est chargé de l'environnement. Les eurodéputés de ce parti « antisystème » se sont montrés très progressistes sur les questions environnementales à Strasbourg.

En revanche, le changement de pied de l'Allemagne a surpris : le pays est passé dans le camp des réticents. Chargé à la fois de l'économie et de l'environnement, le ministre conservateur Peter Altmaier (un très proche de la chancelière Angela Merkel) a qualifié d'« irréalisables » les objectifs de l'UE en termes de renouvelables au conseil du 11 juin.

« Ce chiffre de 32 % est un premier pas important pour débloquer les objectifs de transition énergétique de l'Union, estime Neil Makaroff, responsable Europe au sein du Réseau Action Climat (RAC), mais il reste insuffisant par rapport à ce qu'il est nécessaire de faire pour réduire les émissions de gaz à effet de serre comme le prévoit l'accord de Paris. » Selon une projection récente de la Commission, un objectif de 33 % sur les renouvelables et du même pourcentage sur l'efficacité énergétique permettrait à l'UE de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 46 % d'ici à 2030, déjà plus que l'engagement actuel des Vingt-Huit, fixé à 40 %.

La directive « renouvelable » doit désormais être formellement validée par le Parlement et le Conseil. Et les négociateurs de Bruxelles ont prévu de se revoir dans les prochains jours pour tenter un accord sur la directive « efficacité énergétique ». Le temps presse : il est prévu que les deux textes entrent en force au 1<sup>er</sup> janvier 2021. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX  
ET SIMON ROGER (À PARIS)

# Le repreneur de William Saurin contraint au régime

L'Autorité de la concurrence demande à Cofigeo de réaliser plusieurs cessions

Le repreneur de William Saurin, la société Cofigeo, est passé à la moulinette de la concurrence. Jeudi 14 juin, l'autorité de la concurrence a rendu son verdict. Elle autorise le rachat du leader français des plats cuisinés en conserve par Cofigeo, sous réserve de deux cessions. Pour satisfaire ses appétits, l'acquéreur doit céder la marque Zapetti et un site de production.

C'est l'ultime rebondissement du démantèlement du groupe Financière Turenne Lafayette (FTL), en déroute financière après le décès de sa fondatrice, Monique Piffaut, en novembre 2016. Lors de cette vente à la découpe, le pôle charcuterie avec ses marques Paul Prédault, Madrange ou Montagne noire, a été repris par la coopérative bretonne Cooperl. Une opération adoubee sans condition par l'Autorité de la concurrence.

### « Opération de contrôle »

Restait un morceau de choix. La marque emblématique William Saurin, mais aussi d'autres labels comme Garbit, Petitjean ou La Belle Chaurienne, soit sept sites industriels, plus de 900 salariés et un chiffre d'affaires de 320 millions d'euros. Pour remporter la mise et tenter d'éviter les foudres de l'Autorité de la concurrence, Cofigeo s'était associé à la coopérative de Castelnaudary (Aude), Arterris, pour se partager la proie. Le duo l'a emporté, il y a quasiment un an, à la barre du tribunal.

Avant l'acquisition, Cofigeo, une PME de 140 millions d'euros, avec, pour actionnaires, les fonds MBO Partenaires et Société générale Capital Partenaires, revendiquait la place de numéro deux des plats cuisinés sous les marques Raynal et Roquelaure, et Zapetti, mais fabriquait aussi sous marque distributeur. Avec le rachat, elle croquait le numéro un.

L'Autorité de la concurrence a fait ses calculs. Ou plutôt débuté « une opération de contrôle des concentrations ». Selon elle, « Cofigeo aurait détenu plus de 80 % de part de marché des plats cuisinés italiens et plus de 70 % de part de marché des plats cuisinés exotiques ». On pourrait imaginer que le consommateur garde le choix d'acheter autre chose que des plats en conserve. Sauf que, dans ce cas, le client n'est pas le consommateur, mais la grande distribution, comme le dit l'Autorité. Et de citer les réactions des grandes enseignes à l'annonce du rachat de William Saurin par Cofigeo. « Compte tenu de leur position dominante de demain, Cofigeo pourra augmenter les prix d'achat à sa convenance », ont alerté en chœur Leclerc, Intermarké et Carrefour, soucieux d'un rapport de force équilibré avec une PME. Et la grande distribution de souligner qu'elle serait alors contrainte d'augmenter les prix d'un produit destiné aux Français modestes.

Pour justifier sa décision, l'Autorité évoque les feux verts donnés par Bruxelles, sous condition de cession d'actifs, aux fusions de groupes chimiques américains DuPont et Dow, mais aussi au rachat du suisse Syngenta par le chinois ChemChina. Toute proportion gardée. L'Autorité balaie également l'argument selon lequel Cofigeo pourrait bénéficier de l'exception liée à la reprise d'une entreprise défaillante, du fait que plusieurs repreneurs se disputaient William Saurin. De plus, elle laisse Cofigeo choisir sa cession entre deux sites sachant qu'elle dit avoir déjà reçu des marques d'intérêt d'un repreneur pour l'usine et la marque Zapetti. Et lui accorde un délai, qu'elle n'a pas rendu public, pour se conformer à « ses injonctions ». ■

LAURENCE GIRARD

# Le capital-investissement veut enrichir aussi les salariés des entreprises rachetées

Dominique Gaillard, le nouveau président de France Invest, dévoile ses objectifs

Alignement d'intérêts. C'est la formule magique du capital-investissement. En clair, lorsqu'ils acquièrent une entreprise, les fonds demandent aux dirigeants de cette société d'en devenir actionnaires, en y plaçant une large partie de leurs économies, histoire de stimuler leur motivation. Résultat, nombre de patrons d'entreprises rachetées par les PAI, KKR ou Astorg ont fait fortune. Mais les autres salariés ? La plupart du temps, il n'y a pas de ruissellement.

« Je milite pour qu'une partie de la plus-value soit redistribuée à tous les salariés, quand une opération en capital se passe bien », plaide Dominique Gaillard, président du directoire d'Ardivan, leader du capital-investissement français, élu jeudi 14 juin pour deux ans à la présidence de France Invest (ex-Association des investisseurs pour la croissance). Pour le vétéran de l'investissement, ce partage de la valeur apparaît « humainement et économiquement légitime ». De quoi constituer l'un des grands objectifs de son mandat.

A vrai dire, l'association avait ouvert ce chantier il y a dix ans, mais les progrès sont restés faibles. L'actionnariat salarié, en par-

ticulier, s'est peu développé. « Sur environ 250 opérations de LBO (Leveraged Buy Out, ou rachat avec effet de levier) recensées chaque année en France, seule une dizaine associe les salariés au capital », dit Jean-Philippe Debas, président d'Equalis Capital, société qui met en place et gère des fonds communs de placement d'entreprise (FCPE) dans le non-coté.

### Différence de traitement

Si Ardivan, Siparex ou encore Argos Wityu ont joué les bons élèves en distribuant des primes exceptionnelles à la vente de leurs participations, la pratique s'est peu diffusée. Pourtant, le contexte s'y prête. Alors que les systèmes de rémunération des dirigeants de sociétés sous LBO en France « figurent parmi les plus généreux d'Europe continentale, il n'y a pas de raison que ces avantages soient réservés à quelques managers », insiste Christophe Karvelis, président du fonds Capzanine.

Cette différence de traitement peut devenir explosive lorsque les salariés découvrent les montants parfois astronomiques empochés par la direction. En 2016, les salariés de Parkeon (rebaptisé Flowbird) ont appris en lisant *Mediapart* que 15 cadres supérieurs du

## « Il n'y a pas de raison que le partage de la valeur soit réservé à quelques managers »

CHRISTOPHE KARVELIS  
président du fonds  
Capzanine

spécialiste des horodateurs allaient se partager 94 millions d'euros à l'occasion d'un changement d'actionnaires financiers.

« Cela a été terrible. Une forme de dégoût. On essaye de faire plus avec moins et à la fin on nous exclut du partage », s'étrangle Marc Szabo, délégué CFDT. En décembre 2016, les 600 salariés de Parkeon ont finalement obtenu de se répartir une enveloppe de 2 millions d'euros.

De plus en plus de dirigeants insistent désormais pour que la réussite de leur entreprise profite à tous. En 2014, Hubert de Boisredon et son équipe de direction reprennent à un groupe de participations industrielles la majorité

du capital d'Armor, pépite nantaise de l'encre industrielle. « Par conviction, j'ai souhaité associer l'ensemble des salariés sans restriction, des assistants aux ouvriers en passant par les cadres. Cela a changé le dialogue social dans l'entreprise », relate le PDG.

Les 300 salariés d'Armor qui ont choisi de devenir actionnaires ont investi en moyenne 6000 euros dans un FCPE. Mais encore faut-il pouvoir le mettre. « La formule reste difficile à mettre en œuvre pour les collaborateurs hors de France. Je voudrais, en outre, que le partage profite à tous, y compris à ceux qui n'ont pas souscrit », poursuit M. Gaillard.

Depuis 2008, plus de 21 millions d'euros ont été redistribués par Ardivan sous forme de primes à 9000 collaborateurs de 18 entreprises cédées, d'Altarea (analyse de données) aux maisons Trecobat. Mais cette manne reste fiscalement coûteuse. C'est la raison pour laquelle M. Gaillard aimerait convaincre les pouvoirs publics de la traiter comme une plus-value, assujettie au prélèvement unique, et que l'entreprise n'ait pas à payer de cotisations sociales sur ces sommes. Objectif : un amendement dans la loi Pacte. ■

ISABELLE CHAPERON

# 1 MILLIARD

C'est, en euros, le montant de l'amende dont Volkswagen a écopé, mercredi 13 juin, dans le cadre du scandale des émissions polluantes de ses moteurs diesel. C'est l'une des plus lourdes pénalités jamais infligées par les autorités allemandes à une entreprise. Elle fait suite à l'arrangement conclu par le constructeur aux Etats-Unis en janvier 2017, quand il s'était engagé à payer une pénalité de 4,3 milliards de dollars (3,6 milliards d'euros) pour mettre fin à des enquêtes au civil et au pénal. « Volkswagen accepte l'amende et ne fera pas appel », a indiqué le groupe allemand dans un communiqué. – (AFP)

### INDUSTRIE

#### Delachaux renonce à la Bourse

A 24 heures de son entrée en bourse, le groupe industriel français Delachaux a annoncé, jeudi 14 juin, renoncer à ce projet. Le fonds CVC, qui détenait la moitié du capital, a préféré céder ses actions à la Caisse de dépôt et placement du Québec. Celle-ci sera co-actionnaire aux côtés de la famille fondatrice. Le projet d'introduction en bourse valorisait Delachaux entre 1,3 et 1,5 milliard d'euros avec la dette.

#### Rolls-Royce veut supprimer 4 600 emplois

Le fabricant britannique de moteurs d'avion Rolls-Royce a annoncé, jeudi 14 juin, la suppression de 4 600 emplois d'ici à 2020, principalement au Royaume-Uni, afin d'économiser, à terme, 400 millions de livres par an (450 millions d'euros). – (AFP)

### DISTRIBUTION

#### La Grande Récré compte fermer 62 magasins en France

L'enseigne française de distribution de jouets du groupe familial Ludendo, La Grande Récré, en redressement judiciaire depuis le 13 mars, a annoncé, mercredi 13 juin, avoir déposé auprès du tribunal de commerce de Paris un plan de continuation. Il prévoit notamment la fermeture de 62 magasins considérés comme non rentables en France.

### ÉNERGIE

#### L'EPR finlandais encore retardé

La production régulière d'électricité du réacteur nucléaire EPR en construction en Finlande a été reportée de mai à septembre 2019, a annoncé mercredi 13 juin TVO. Ce nouveau retard est dû aux essais de l'EPR, qui ont duré 50 jours de plus. La mise en service était, à l'origine, prévue pour 2009. – (Reuters.)



# Aux Etats-Unis, la Réserve fédérale relève ses taux

Jugeant l'économie américaine « en pleine forme », M. Powell a annoncé un retour à la neutralité monétaire

NEW YORK - correspondant

L'économie américaine est en pleine forme : c'est sur la base de ce constat que le président de la Réserve fédérale américaine, Jerome Powell, a annoncé, mercredi 13 juin, comme prévu, le relèvement de ses taux directeurs, qui se situent désormais entre 1,75 % et 2 %. Il s'agit de la seconde hausse de l'année, la septième depuis le revirement de décembre 2015.

Ce relèvement graduel d'un quart de point des taux a été rendu possible par le retour de l'inflation, qui atteint désormais 2 % – et 1,8 % si l'on exclut de l'indice les prix de l'énergie et de l'alimentation. Toutefois, M. Powell, qui prévoit une hausse des prix de 2,1 % en 2018 et 2019, se veut prudent : « Nous ne voulons pas crier victoire contre l'inflation ». L'objectif de la banque centrale reste d'avoir une hausse des prix de 2 %, et M. Powell a fait part de son extrême prudence, soucieux de ne pas casser la croissance par un resserrement trop brutal du crédit ni de provoquer des bulles ou une inflation excessive en étant trop « colombe ».

Le communiqué final atteste toutefois d'un retour à la normale de la politique monétaire, dix ans après la terrible crise financière. A la différence du texte publié en mai, il n'est plus indiqué que les taux d'intérêt se situent à un niveau inférieur à ce qui devrait être attendu. Explication, la croissance n'est plus « modérée », mais « solide » ; le chômage n'est plus seulement « bas » mais « en recul », tandis que la consommation des ménages n'est plus « modérée », mais « en reprise ». La Fed prévoit pour 2018 une croissance de 2,8 % (contre 2,7 % prévus en mars), puis de 2,4 % et 2 % en 2019 et 2020.

M. Powell a laissé entendre que son institution relèverait de nouveau ses taux à deux reprises en 2018 et annoncé un retour à la neutralité monétaire. « Nous allons nous trouver assez vite dans une situation où le comité de politique monétaire estime que les taux



Intervention de Jerome Powell, président de la Fed, le 13 juin, au New York Stock Exchange. RICHARD DREW/AP

d'intérêt sont neutres. A ce moment, il ne sera plus pertinent de dire que le comité pense que la politique monétaire est accommodante », a-t-il déclaré en conférence de presse.

Le président de la Fed a répondu indirectement à Donald Trump, qui a trouvé un nouvel ennemi, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). « Les prix du pétrole sont trop élevés. L'OPEP est derrière de nouveau. Pas bien », a twitté, mercredi matin, le président des Etats-Unis. Cette hausse devrait faire passer l'inflation au-delà de 2 % cet été, a indiqué M. Powell, mais le phénomène n'est pas structurel.

Le mystère demeure la faible progression des salaires, même si

les choses se sont bien améliorées, la progression en rythme annuel, qui était de l'ordre de 2 %, se situant désormais dans une fourchette comprise entre 2 et 3 %, alors que l'économie est en plein-emploi avec un chômage descendu à 3,8 %, son plus bas niveau depuis le tournant du siècle. Il devrait même tomber à 3,5 % en 2019, selon la Fed. « C'est un peu déconcertant », a concédé Jerome Powell. « Certains se seraient attendus à une réaction plus forte en raison de la baisse du chômage ». Les créations d'emplois mensuelles sont de l'ordre de 180 000, tandis que la participation à l'emploi est stable, ce qui est en creux une performance plutôt satisfaisante, le vieillissement de la po-

pulation devant entraîner un recul de ce chiffre. La faible productivité maintiendrait le niveau bas des salaires.

#### Les limites de son mandat

Comme il en a pris l'habitude pour éviter les Tweet ravageurs de M. Trump et un conflit sur ses prérogatives et son indépendance, M. Powell n'a cessé de rappeler les limites de son mandat : le plein-emploi, la stabilité des prix et, ajoute-t-il, la stabilité financière. Il s'est bien gardé d'aborder le sujet du commerce, qui, a-t-il rappelé, est une prérogative du Congrès. S'il a concédé que les Fed régionales avaient des témoignages d'entreprises qui disaient suspendre des embauches ou des investisse-

ments, « on ne le voit pas du tout dans les chiffres ». D'ailleurs, en dépit de l'annonce de nouvelles sanctions contre la Chine, les marchés financiers ne croient pas pour l'instant à une guerre commerciale généralisée : le Dow Jones n'est en recul que de 5,3 % depuis son record de janvier tandis que le Nasdaq, l'indice riche en valeurs technologiques, a battu en séance son record mercredi.

A tous les Cassandre qui crient à la bulle financière, M. Powell se veut rassurant, même s'il a rappelé que les deux dernières récessions n'ont pas été provoquées par l'inflation mais par l'instabilité financière, l'éclatement de la bulle Internet en 2000 et la crise de surendettement immobilier des mé-

**Ce relèvement graduel d'un quart de point des taux a été rendu possible par le retour de l'inflation, qui atteint désormais 2 %**

nages à partir de 2007. M. Powell a noté que les ménages n'avaient pas un recours excessif au crédit, que les banques avaient plus de fonds propres. Toutefois, a-t-il précisé, « nous observons les entreprises financières », qui ont un fort niveau d'endettement, même si leur taux de faillite est faible, et les taux d'intérêt bas.

Sur la politique budgétaire, M. Powell s'est gardé de critiquer la politique du Congrès et de Donald Trump, notamment la réforme fiscale, qui conduit à l'existence de déficits budgétaires de l'ordre de 5 % du produit intérieur brut, alors que les Etats-Unis sont en croissance depuis neuf ans. Il a simplement expliqué que la réforme apporterait « un soutien significatif de la demande » au cours des prochaines années. Il a été plus ambiguë sur l'effet de cette réforme, censée promouvoir la compétitivité des entreprises américaines, sur la politique de l'offre.

M. Powell a annoncé qu'il tiendrait désormais une conférence de presse à l'issue de chacune des huit réunions annuelles du comité monétaire. Jusqu'à présent, l'institution ne se présentait devant la presse qu'une fois sur deux, ce qui facilitait les anticipations des hausses de taux, celles-ci n'ayant lieu que les jours de conférence. La transparence a considérablement évolué : il y a un quart de siècle, la Fed ne faisait même pas de communiqué pour annoncer la hausse du loyer de l'argent. Les opérateurs le constataient à ses interventions sur les marchés. ■

ARNAUD LEPARMENTIER

## Comcast tente de ravir à Disney la 21st Century Fox

Le propriétaire de NBC et du studio Universal propose 65 milliards de dollars à Murdoch

NEW YORK - correspondant

L'affaire n'a pas trainé. Au lendemain du feu vert d'un juge fédéral à la fusion entre le groupe de téléphonie AT&T et Time Warner, la major de Hollywood propriétaire de CNN, Comcast s'est lancé mercredi 13 juin dans la bataille pour tenter de ravir la 21st Century Fox à Disney. Le groupe, propriétaire du groupe NBC et du studio Universal, a déposé une offre de 65 milliards de dollars en cash (55 milliards d'euros) pour acquérir l'entreprise auprès du magnat des médias Rupert Murdoch. L'offre est de 20 % supérieure à celle de Disney, qui propose, lui, un échange d'actions. Comcast propose de payer 35 dollars l'action tandis que Disney avait fait une offre évaluée à 29,50 dollars par action (52 milliards de dollars au total) selon les parités des cours à la veille de l'accord scellé avec Murdoch en décembre dernier. L'offre ne concerne pas la chaîne conservatrice Fox News, via laquelle Donald Trump s'informe.

Comcast avait déjà tenté de ravir la 21st Century Fox, mais s'était vu opposer un refus du groupe Murdoch, en raison des risques estimés face aux autorités de la concurrence, ainsi que

**« A l'avenir, les grandes entreprises de médias seront des entités globales intégrées »**

BRIAN ROBERTS  
PDG de Comcast

pour des raisons d'optimisation fiscale. Le jugement sur AT&T-Time Warner, extrêmement sévère pour les autorités antitrust américaines, est désormais considéré comme un feu vert aux intégrations verticales. Il devrait permettre au rêve caressé dès le tournant du siècle par Jean-Marie Messier et Vivendi Universal, d'intégrer contenus et contenus, de devenir une réalité.

« Nous sommes convaincus qu'à l'avenir, les grandes entreprises de médias seront des entités globales intégrées », a déclaré Brian Roberts, PDG de Comcast, qui détient le tiers des droits de vote de son entreprise et dont la fortune est évaluée à 2 milliards de dollars. Fox avait prévu d'organiser le 10 juillet une assemblée générale de ses actionnaires pour approu-

ver la fusion avec Disney. Celle-ci pourrait désormais être repoussée, indique le *Wall Street Journal*.

Le mouvement de concentration à l'œuvre entre les entreprises de médias et de télécommunications est considéré comme une contre-offensive envers les géants de la Silicon Valley, Google, Facebook, Amazon et Netflix, qui produisent leurs propres contenus destinés à être diffusés sur leurs réseaux. Comcast souffre du déclin des abonnements à des bouquets télévisés à domicile et pourrait profiter des offres de streaming de Fox ainsi que de ses activités internationales, notamment en Inde et au Royaume-Uni, via la chaîne payante Sky, détenue à 39 % par Fox.

#### Combat de personnes

Disney, lui, veut affronter Netflix et sa production de contenus. Le rachat de Fox lui permettrait d'acquérir Hulu, le concurrent de Netflix, fort de 17 millions d'abonnés, et d'avoir accès au catalogue de 21st Century Fox, où figurent, notamment, le film *Avatar* ou la série *Les Simpson*. Ces œuvres pourraient être diffusées en streaming, comme le souhaitent de plus en plus les consommateurs.

Netflix a désormais une valeur boursière supérieure à celle de

Disney et Comcast, ces trois entreprises valant environ 150 milliards de dollars en Bourse. En 2017, Fox et Disney ont représenté 35 % des entrées en salles en Amérique du Nord, tandis que Fox et Comcast atteignaient ensemble 28 %. La forte position des futurs ensembles dans les activités sportives pourrait les conduire à procéder à des cessions pour obtenir le feu vert des autorités de la concurrence.

L'affaire risque de tourner au combat de personnes. En 2004, Comcast avait tenté de racheter Disney, mais son conseil d'administration s'y était opposé. Brian Roberts, 58 ans, s'était affronté à Robert Iger, qui s'appropriait à prendre la succession de Michael Eisner à la tête de Disney.

L'enjeu est de savoir de combien Disney acceptera de surenchérir. Chacun garde en mémoire le rachat par Disney de Pixar, en 2006, pour 7,4 milliards de dollars. Le prix de l'acquisition décidée par M. Iger avait été jugé exorbitant – à tort, puisqu'elle a permis à Disney de faire fortune dans les studios d'animation. Le rachat de Fox serait le couronnement de la carrière de M. Iger, 67 ans, qui a accepté de repousser de 2019 à 2021 son départ à la retraite. ■

AR. LE.

## L'entrée en Bourse fulgurante de la start-up Adyen

Adyen, plate-forme de paiement en ligne pour de grandes compagnies mondiales (Netflix, Facebook, Uber, Airbnb, Spotify, Booking, bientôt eBay, etc.), a fait une entrée spectaculaire à la Bourse d'Amsterdam, mercredi 13 juin. La start-up néerlandaise a réalisé un record : introduite à 240 euros, l'action de la « fintech » a atteint 455 euros, après avoir frôlé les 500 euros. Avec une valorisation boursière de 13,4 milliards d'euros, elle devient l'une des sociétés technologiques européennes les plus en vue.

Installée à Amsterdam, Adyen – « à nouveau », dans la langue créole du Suriname – a été créée en 2006 par deux financiers néerlandais, Pieter van der Does et Arnout Schuijff, avec l'aide de fonds singapouriens et américains, dont General Atlantic et Iconiq Capital, un fonds de la Silicon Valley alimenté, notamment, par Mark Zuckerberg. La société compte 700 employés et est implantée dans treize pays. Elle a développé un système de paiement totalement automatisé et sécurisé, et elle se classe au troisième rang mondial, derrière WorldPay et Wirecard. Son système autorise des paiements par de nom-

breux moyens, dans une centaine de monnaies. La société se vante de fournir à ses clients « des données de transaction riches » leur permettant d'identifier des tendances d'achat et de mieux comprendre le comportement des consommateurs. Les projets de diversification et d'innovation d'Adyen dans le secteur bancaire ne sont sans doute pas étrangers au succès de son introduction en Bourse – pourtant limitée à 14 % du capital à ce stade. Le succès fulgurant d'Adyen a transformé ses fondateurs en multimillionnaires, mais les membres de son personnel détiennent, quant à eux, des stock-options sur 1,2 million d'actions. Chaque employé disposait ainsi d'un capital de 375 000 euros, avant cette fracassante entrée en Bourse... ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS (BRUXELLES, CORRESPONDANCE)



# Le gaz renouvelable, nouvelle production agricole

Des cultivateurs français alimentent le réseau de gaz naturel avec du biométhane pour accroître leurs revenus

SENLIS (OISE) - envoyé spécial

**M**asquées par un rideau d'arbres, deux énormes cuves aux teintes boisées, à demi enterrées, tentent de se fondre dans le paysage. Impossible pourtant de dissimuler ces citernes de la taille de quatre bassins olympiques. Au reste, Pierre-Henri Roland, président de la société Valois Energie, est fier de faire visiter cette installation flambant neuve. Ici, sur un site de 2,5 hectares de la commune de Senlis (Oise), germe une nouvelle filière énergétique, industrielle et agricole : celle de la production de biogaz destiné non pas à être brûlé pour générer de la chaleur ou de l'électricité (ou les deux en cogénération), mais à être injecté dans le réseau de gaz naturel.

A l'origine du projet, quatre agriculteurs de la région désireux de relancer leur activité, relate l'entrepreneur aux allures de gentleman-farmer qui, après des études de biologie et un début de carrière dans le recyclage de ferraille, a repris l'exploitation familiale où il fait pousser céréales, colza et betteraves. « Nous étions dépendants des aides européennes et des cours mondiaux des céréales et des engrais, explique-t-il. Ces dernières années, nous ne gagnions plus d'argent, quand nous n'en perdions pas. Maintenant, notre travail nous permet de nouveau de vivre. »

La recette ? Une unité de méthanisation, l'une des plus grosses de l'Hexagone dévolues à l'injection de gaz. Elle est alimentée, pour 20 %, par des « cultures intermédiaires à vocation énergétique » : du maïs d'été ou du seigle d'hiver cultivés entre deux récoltes de blé et de betteraves, ou de colza et de tournesol. Le reste provient du secteur agroalimentaire (pulpe de betteraves, drêches de blé, déchets d'oignons), à l'exclusion des effluents d'élevage (fumier et lisier), afin d'éviter les nuisances olfactives.

## Un « estomac » de 6 000 m<sup>3</sup>

Cette matière organique, après être passée dans un malaxeur, macère environ cinquante jours, à 40 °C, dans un digesteur – un « estomac » géant de 6 000 m<sup>3</sup> –, où elle est dégradée par des bactéries. Il en résulte du biogaz, composé, ici, à 53 % de méthane (CH<sub>4</sub>) et à 47 % de gaz carbonique (CO<sub>2</sub>). Après filtration par un système de membranes, le CO<sub>2</sub> est relâché dans l'atmosphère, tandis que le CH<sub>4</sub>, rejoint, à l'entrée du site, le réseau de distribution de gaz de GRDF.



Le méthaniseur agricole de Senlis injecte 200 m<sup>3</sup> de biométhane par heure dans le réseau de gaz. THR

Depuis août 2017, ce sont 200 m<sup>3</sup> de gaz par heure qui sont ainsi injectés dans les tuyaux, vers la commune de Senlis et le village voisin de Chamant. Soit l'équivalent de la consommation annuelle, en chauffage et eau chaude, d'environ 2 000 foyers. A terme, la ville de Chantilly devrait être raccordée à la boucle, avec une production portée à 400 m<sup>3</sup>/heure.

Les quatre associés se sont endettés pour financer un investissement de 6,2 millions d'euros, avec une subvention de 700 000 euros du Fonds européen de développement régional. La dépense sera amortie « en sept ou huit ans », estime Pierre-Henri Roland. Cela, grâce à la vente du biométhane à Engie (ex-GDF Suez), à un tarif garanti sur quinze ans, qui génère un chiffre d'affaires mensuel de 165 000 euros.

La rentabilité n'est pas leur unique motivation. « Les cultures intermédiaires nous permettent de valoriser nos exploitations, mais aussi de maintenir une couverture

## « L'agriculture n'a pas seulement vocation à nourrir la planète, elle peut lui fournir de l'énergie »

PIERRE-HENRI ROLAND  
président de Valois Energie

végétale permanente qui, grâce à la photosynthèse, accumule le maximum d'énergie à l'hectare, vante le président de Valois Energie. Le CO<sub>2</sub> relâché en fin de processus est celui capté par les plantes, si bien que le bilan est neutre. »

S'y ajoute, à raison de 10 000 tonnes de matière végétale « digérées » par an, la production de la même quantité de digestat, le résidu du processus de méthanisation. Un « jus de plante » qui remplace avantageusement les engrais chimiques, même si, souligne France Nature Environ-

nement, « on manque encore de recul sur l'impact de ce type de fertilisant sur les sols ».

Ces arguments, ainsi que de multiples réunions publiques, ont fini par balayer les craintes de certains élus ou riverains, qui s'inquiétaient des odeurs, du trafic des camions acheminant la matière première, ou des risques inhérents à une installation gazière. Pascale Loiseleur, maire (DVD) de Senlis, voit aujourd'hui dans ce méthaniseur agricole le symbole qu'« une ville chargée d'histoire, berceau des Capétiens », peut se tourner « vers la transition énergétique et le développement durable ».

Pierre-Henri Roland, quant à lui, dit ne s'être « jamais senti autant agriculteur » que dans ses habits d'« énergiculteur ». « L'agriculture n'a pas seulement vocation à nourrir la planète, défend-il. Elle l'habille déjà, avec le coton et le lin. Elle peut aussi lui fournir de l'énergie. C'est également une façon de recréer du lien entre le monde rural et le monde urbain :

les paysans nourrissent les citadins et, en plus, ils vont les chauffer. » A condition, précise-t-il, de ne pas reproduire les excès de l'Allemagne, où les champs de maïs sont massivement affectés à la méthanisation, au détriment de la production alimentaire. En France, la réglementation plafonne à 15 % de l'approvisionnement des méthaniseurs la part des cultures consacrées.

## 361 projets en attente

Outre-Rhin, plus de 200 unités injectent déjà leur gaz renouvelable dans les réseaux. Cette filière fait encore ses premiers pas dans l'Hexagone où, sur les 592 sites de production de biogaz recensés fin 2017, seulement 44 alimentaient les réseaux de gaz naturel, les autres étant destinés à la production de chaleur et d'électricité. Mais la croissance est rapide : ils n'étaient que 26 en 2016, et 361 nouveaux projets sont en file d'attente.

Si le gaz renouvelable ne représente encore que 0,1 % de la con-

sommation nationale de gaz naturel, la proportion pourrait grimper à 30 % d'ici à 2030, assurent le Syndicat des énergies renouvelables (SER) et les industriels du secteur, dans leur dernier panorama annuel. L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) a même bâti un scénario qui prévoit un « gaz 100 % renouvelable en 2050 ». Ce qui éviterait, à cet horizon, l'émission de 63 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> par an (environ 13 % des émissions actuelles de la France), par substitution de gaz renouvelable au gaz naturel d'origine fossile.

Les fermiers-gaziers de Senlis veulent faire leur part du chemin. Non contents de « cultiver » du biogaz, ils projettent d'en transformer une partie en carburant et d'installer des stations de « BioGNV » (gaz naturel véhiculé). Et ils prévoient de mettre en service cet été, à Coudun, près de Compiègne (Oise), un second méthaniseur. ■

PIERRE LE HIR

# En Allemagne, des solutions pour stocker l'électricité des éoliennes

Le pays teste les technologies « power to gas », qui permettent de convertir le courant en gaz pour pallier l'intermittence des énergies vertes

BERLIN - correspondance

**D**ans cette région du nord-est de l'Allemagne, plate et peu peuplée, ni usines ni camions ne viennent perturber la rumeur du vent dans les prés. La Prignitz, à quelques kilomètres de la frontière polonaise, est connue pour ses lacs sablonneux, ses forêts et la vigueur de ses rafales.

Ce vent est devenu un atout économique pour le land de Brandebourg, qui, à défaut d'industrie, mise depuis longtemps sur les retombées des énergies renouvelables. Plus de 3 500 éoliennes sont installées sur son territoire, à côté de nombreuses fermes solaires. Avec un défaut de taille : en raison de sa faible structure économique, la région produit trois fois plus d'électricité

verte qu'elle n'en consomme. Et le courant produit doit être transporté à des centaines de kilomètres avant d'être utilisé. Un problème classique en Allemagne.

De quoi encourager les subventions locales et européennes pour trouver une solution technique à ce problème. Depuis 2013, dans le cadre d'un partenariat industriel international appelé Store & Go, le groupe énergétique Uniper expérimente ainsi dans la région, à Falkenhagen, un procédé dit « power to gas » (du courant électrique au gaz), capable de résoudre l'intermittence de la production des énergies renouvelables, en transformant de l'électricité d'origine éolienne en gaz.

L'enjeu ? Parvenir à stocker l'électricité verte à long terme, afin de compenser son intermittence, en particulier entre l'été et

l'hiver. Autrement dit, pouvoir assurer un approvisionnement constant, même quand le vent ne souffle pas ou que le soleil ne brille pas, et ainsi convaincre les industriels de la capacité des renouvelables à remplacer durablement, à l'avenir, les énergies fossiles. Une question urgente, alors que l'Allemagne, qui produit près de 30 % de son mix énergétique avec des renouvelables, devrait manquer les objectifs de réduction de gaz à effet de serre qu'elle s'est fixés pour 2030.

## Un dispositif pilote

A Falkenhagen, tout a commencé par l'hydrogène. Grâce à l'électrolyse, procédé qui décompose l'eau en molécules d'oxygène et d'hydrogène. Ce dernier gaz, récupéré, est ensuite stocké dans le réseau de gaz naturel local avant d'être

retransformé. Une technique risquée, en raison de la forte instabilité du gaz, très explosif. Début mai, Falkenhagen s'est enrichi d'un dispositif pilote, qui permet de contourner le problème : dans une nouvelle réaction chimique, les catalyseurs combinent l'hydrogène produit avec du dioxyde de carbone d'origine biologique afin d'obtenir du méthane et de l'eau, c'est la « méthanation ».

Avantage de ce méthane « vert » de synthèse : il peut être directement utilisé dans l'industrie, pour le chauffage ou la mobilité, sans transformation ni danger de manipulation. C'est aussi un moyen d'utiliser le CO<sub>2</sub> produit par l'industrie, par exemple, dans les cimenteries ou les aciéries. L'infrastructure gazière, déjà présente, peut servir au stockage et au transport. L'installation est, pour l'ins-

tant, de petite taille : elle produit jusqu'à 57 m<sup>3</sup> par heure de ce gaz, appelé gaz naturel synthétique, ce qui correspond à 600 kW/h. De quoi chauffer un appartement de 50 m<sup>2</sup> pendant un mois, affirment les exploitants du projet.

## Audi a sa propre centrale

L'Allemagne compte à présent une vingtaine de sites d'expérimentation consacrés au « power to gas », qui visent divers objectifs. Dans le secteur automobile, crucial pour le pays, le constructeur Audi possède sa propre centrale « power to gas » et mène des essais pour utiliser à terme le méthane vert comme carburant. La ville de Hambourg, qui dispose de trois installations, fait déjà rouler des bus à l'hydrogène. Selon Michael Specht, expert du centre de recherche sur l'énergie

solaire et l'hydrogène (ZSW), qui a accompagné Audi dans la construction de sa centrale, « la technologie est assez avancée pour qu'une entrée sur le marché soit possible immédiatement ».

Seul problème, le financement à grande échelle de ces infrastructures, actuellement non intégré au système de subvention des énergies renouvelables. « Nous avons la démonstration que les technologies permettant de transformer des énergies renouvelables en gaz vert sont disponibles, observe Eckhardt Rümmler, directeur en charge de l'innovation chez Uniper. Il reste maintenant aux responsables politiques d'adapter les conditions cadres afin que les installations « power to gas » à grande échelle puissent enfin être exploitées de façon rentable. » ■

CÉCILE BOUTELET



# Cryptomonnaie, stade anarchiste du capitalisme

La philosophe Catherine Malabou explique pourquoi elle a signé la « Déclaration d'indépendance monétaire » lancée par John McAfee aux Etats-Unis. Elle voit dans l'irruption des monnaies électroniques et des blockchains l'avènement d'un nouvel âge du capitalisme, porteur, comme toute mutation, de sa propre remise en cause

Par CATHERINE MALABOU

Dans un article paru aux Etats-Unis le 28 mai, John McAfee, expert en sécurité Internet, affirme que l'on assiste actuellement à une véritable guerre contre les cryptomonnaies (« John McAfee Says There is a War on Cryptocurrencies »). La liste des « ennemis combattants » de ces monnaies comprend, selon John McAfee, les gouvernements, les banques, les compagnies de cartes de crédit et la Security Exchange Commission (SEC, l'autorité de régulation des marchés financiers américaine). Ces institutions auraient fait alliance afin de contrecarrer le développement de la « crypto-renaissance ». Nombre de banques et organismes de crédit ont ainsi interrompu les paiements en monnaie électronique. John McAfee exhorte donc les « crypto-believers » (« crypto-croyants ») à passer à l'action. « Que faire ? demande-t-il. Agissez ! Ecrivez aux membres du Congrès. Cela paraît idiot, mais n'hésitez pas, faites-les travailler. Sommez votre banque d'autoriser les cryptotransactions. Si la réponse est négative, demandez à votre banquier de vous indiquer une banque et des cartes de crédit qui acceptent les cryptopaiements. »

Il faut défendre les cryptomonnaies. « Nous ne sommes pas qu'une sécurité ; nous sommes des pièces, nous sommes des monnaies. Ils ont peur de nous », leur fait dire McAfee, qui invite les internautes à signer ce texte étonnant, mis récemment en ligne en plusieurs langues par son équipe, la « Declaration of Currency Independence » (« Déclaration d'indépendance monétaire »). Ce document comporte des similitudes frappantes avec la Déclaration d'indépendance des Etats-Unis. Les deux commencent par la même formule, « *When in the course of human events...* » : « *Lorsque dans le cours des événements humains il apparaît que toutes les instances de contrôle et de pouvoir proviennent d'une même source, la nécessité de se couper de ces pouvoirs est une question de survie.* » Le temps est venu de remettre en cause le monopole d'Etat sur la fabrication de devises et le contrôle de leurs flux. De déconstruire le lien entre géographie et monnaie (son assignation nationale, ou internationale, comme dans le cas de l'euro). De mettre fin au privilège des banques centrales et de tous les organismes qui en dépendent.

« *L'énergie dépensée par l'homme, la machine et la nature est la seule source de valeur, poursuit le texte. Ces sources et ces résultats ont été dévalués par l'inflation intentionnelle des monnaies imprimées. L'argent et la monnaie, tels qu'ils circulent chez tous les peuples du monde, ne sont plus l'expression de la production collective de l'effort, mais bien plutôt les résultats d'un calcul arbitraire d'individus et d'organisations irresponsables qui les maintiennent sous leur influence. L'humanité est tombée sous leur contrôle.* »

**LE TEMPS EST VENU DE REMETTRE EN CAUSE LE MONOPOLE D'ÉTAT SUR LA FABRICATION DE DEVICES ET LE CONTRÔLE DE LEURS FLUX**

(...) *La valeur du travail a été complètement dégradée par des machinations politiques opportunistes. (...) Cette "Déclaration d'indépendance monétaire" est une réponse directe aux manipulations et à la destruction continues résultant de la dégradation délibérée de la valeur dans l'ensemble de l'humanité. Nous, les soussignés, consacrerons nos vies à la construction de réseaux et de systèmes qui restaurent l'intégrité de la valeur.*

## FIABILITÉ ALGORITHMIQUE

Avant de dire pourquoi j'ai signé cette déclaration, je veux en analyser brièvement l'objet et la portée. Par « cryptomonnaies », les auteurs ne désignent pas seulement la plus célèbre d'entre elles, le bitcoin. Il existe, comme on sait, de multiples cryptomonnaies (1500 enregistrées à ce jour). Sous les noms de « réseaux » et de « systèmes », la déclaration a aussi en vue la technologie qui sert de plate-forme à ces monnaies, la blockchain. Rappelons que la blockchain, qui a vu le jour en réponse à la crise financière de 2008-2009, est un grand registre ou livre de comptes distribué (*distributed ledger technology*), accessible à tous, dans lequel tout le monde peut écrire, accomplir et vérifier des transactions, sans toutefois avoir la possibilité de modifier ou d'effacer les transactions précédentes. Celles-ci sont enregistrées et stockées sous forme de blocs, ou conteneurs numériques, assemblés en chaîne et distribués sur plusieurs ordinateurs protégés de la fraude par un consensus électronique entre participants (*nodes*, ou « nœuds »). C'est sur ce système électronique de base que sont établies les cryptomonnaies.

La cryptographie est un procédé qui permet de transmettre un bien de manière codée d'un émetteur à un receveur, lequel déchiffre la transaction à l'aide d'une clé. Les transactions se font en peer to peer (« de pair à pair »), sans passer par un organisme tiers. Le registre appartient à tous et à personne, et son fonctionnement est décentralisé, anonyme et sécurisé.

La conscience de ce qui se joue avec ce phénomène monétaire-cybernétique n'est pas encore éveillée dans l'opinion. La raison en est sans doute le haut degré de sophistication technique. Le fonctionnement de la blockchain, tout comme les mécanismes de création, de circulation et d'utilisation des cryptomonnaies, n'est pas aisément compréhensible et demande une initiation. On est en droit de penser, toutefois, que cette difficulté s'estompéra avec le temps, comme se sont estompées celles qui ont accompagné la naissance d'Internet. Il est urgent de voir dès maintenant que, loin de se réduire à une simple question technique réservée aux économistes ou aux acteurs de la finance, ce développement représente un enjeu politique et social de premier plan.

Lorsque la « déclaration d'indépendance monétaire » associe ce que, pour faire vite, j'appellerai ici la « bitcoin-blockchain » à une récréation de valeur, ce n'est évidemment pas pour prôner le retour à un étalon quelconque. Les cryptomonnaies sont totalement dématérialisées, sans actif tangible. Ici, la valeur, qui ne se limite pas au prix ni au

taux de change, provient d'une donnée effective et symbolique à la fois : la fiabilité algorithmique, qui remplace la confiance humaine. Le mystérieux Satoshi Nakamoto, créateur du bitcoin, parle d'ailleurs, dans son texte fondateur, d'une disparition de la notion de confiance : « *Le système de paiement électronique [est] basé sur des preuves cryptographiques plutôt que sur la confiance [trust].* » Ou encore : « *Nous avons proposé un système de transactions électroniques qui ne repose plus sur la confiance.* » La fiabilité algorithmique permet de réintroduire la valeur sous la forme de la transparence.

Contrairement à ce que la « déclaration d'indépendance » pourrait toutefois laisser penser, la guerre des Etats et des banques contre les cryptomonnaies ne s'oppose pas comme celles entre le mal et le bien ou même entre l'injustice et la justice. Il s'agit d'une guerre du dedans. Les ennemis sont frères. On assiste en effet aujourd'hui à un conflit interne au capitalisme, lequel entre dans une nouvelle phase. Le capitalisme amorce aujourd'hui son tournant anarchiste. Monnaie dénationalisée, fin du monopole étatique, obsolescence de la médiation bancaire, décentralisation des échanges et transactions... Comment l'appeler autrement ?

La sémantique de l'anarchisme explose et prolifère. De nombreux livres d'initiation paraissent, qui prônent la venue de « *l'anarchie capitaliste* » avec le développement de la « *blockchain-bitcoin* ». L'ouvrage de Patrick Schwerdtfeger *Anarchy, Inc. Profiting in a Decentralized World with Artificial Intelligence and Blockchain* (Authority Publishing, 194 pages, environ 20 dollars, non traduit) en est un exemple intéressant. Cette « *ubérisation sans la compagnie Uber* » ou « *ubérisation d'Uber* » de l'économie permet d'affirmer que « *l'anarchie est en vue* ». Plus loin : « *Qu'advient-il des frontières nationales si la monnaie est la même partout ? Comment les gouvernements prélèveront-ils les impôts si les revenus sont rendus anonymes par la cryptographie ? Comment l'économie fonctionnera-t-elle dans l'autorité centrale ?* »

On dira qu'il s'agit ici de l'anarchisme « de droite », libertarien. Ainsi les juristes John Flood et Lachlan Robb soulignent-ils pour leur part le lien direct qui unit la « *blockchain-bitcoin* » à l'école autrichienne : « *Notre thèse est que la blockchain trouve ses racines dans le courant anarcho-capitaliste de cette école.* (...) *Hayek, par exemple, a abandonné sa croyance ancienne selon laquelle il fallait contrôler les abus de l'Etat relatifs au système monétaire.* (...) *Il a fini par en appeler à ce qu'il nomme la "dénationalisation de la monnaie".* » (« *Trust, Anarcho-Capitalism, Blockchain and Initial Coin Offerings* », *Griffith University Law School Research Paper*, n° 17-23, novembre 2017). Exit le « *communisme libéral* » dont parlait le philosophe Slavoj Žižek à propos de George Soros. L'anarchiste néolibertarien fait son entrée dans le monde.

## UNE POSSIBILITÉ UTOPIQUE

Le conflit fait rage entre cette tendance anarchiste, qui marque le nouveau tournant du capitalisme, et la tendance contraire du souverainisme, du pouvoir pyramidal et de l'autorité des banques. Ces dernières ont certes parfaitement vu l'avantage, au moins provisoire, qu'elles pouvaient tirer de la nouvelle situation : fintechs, crowdfunding, réductions de personnel. Incontestablement, l'horizontalité de la blockchain n'empêchera ni sa privatisation par secteurs (il existe déjà de multiples blockchains privées) ni sa confiscation au nom d'intérêts particuliers. On connaît par ailleurs les incroyables fluctuations du prix du bitcoin et les spéculations acharnées qui en résultent.

¶

Catherine Malabou enseigne la philosophie au Centre for Research in Modern European Philosophy de l'université de Kingston, au Royaume-Uni, et à l'université de Californie à Irvine. Son travail porte principalement sur le rapport entre philosophie et neurosciences (« *Que faire de notre cerveau ?* », Bayard, 2004 ; « *Les Nouveaux Blessés. De Freud à la neurologie, penser les traumatismes contemporains* », Bayard, 2007). Plus récemment, elle a consacré un ouvrage à l'évolution du concept d'intelligence, du QI à l'intelligence artificielle (« *Métamorphoses de l'intelligence* », PUF, 2017). Elle poursuit cette recherche en s'intéressant désormais à la signification économique et politique de la décentralisation cybernétique accomplie par la blockchain, aux nouvelles modalités de circulation de l'argent et à la « *cyberanarchie* »

**EN GARANTISSANT TRANSPARENCE ET PROTECTION, LES ALGORITHMES N'ACCOMPLISSENT-ILS PAS CE QUE LES INSTITUTIONS ONT INTERDIT, À SAVOIR QUE LES ÉCHANGES ET LA MONNAIE NOUS REVIENNENT ?**

Il n'empêche que les formes traditionnelles de l'économie monétaire sont menacées. D'où le caractère surréaliste de la polémique sur la sortie de l'euro. Avec les monnaies électroniques, nous en sommes déjà sortis... Tout le monde sait bien qu'aucun retour au franc, au mark ou à la lire ne sera possible. Le discours de l'opacité souverainiste est miné de l'intérieur. D'où la guerre, les interdictions, les prédictions selon lesquelles les cryptomonnaies ne dureront pas. Discours qui masque imparfaitement ce que tout le monde sait, à savoir que les banques sont à l'origine de crises comme celles qu'ont connues, et connaissent encore, l'Argentine ou la Grèce.

Mais alors, pourquoi ne pas laisser les ennemis s'entre-tuer ? Pourquoi signer la déclaration ? Pourquoi ai-je signé, moi, philosophe, qui ne suis pas libertarienne ? J'ai toujours pensé que les crises du capitalisme laissaient entrevoir, comme par une fenêtre dérobée, la possibilité, au moins utopique, de sa destruction. Un autre discours anarchiste, libertaire cette fois, se développe aujourd'hui. A Montréal, un groupe de philosophes anticapitalistes, sous l'égide de Brian Massumi et Erin Manning, utilise la technologie de la blockchain pour développer une chaîne d'entraide fondée sur un réseau d'échanges sociaux et économiques. Influencés par la pensée de Félix Guattari, ils entendent créer un réseau « *parasite* » du néolibéralisme.

« *Pour revenir à la question de la valeur, déclare Brian Massumi, nous voulons créer une économie qui ne suive pas les principes économiques habituels. Il n'y aura ni propriété individuelle ni titres. La plate-forme sera autogérée, sans structure hiérarchique ni pouvoir séparé. Elle sera anarchiste en ce sens, en mobilisant un surplus d'énergie organisatrice et non, comme on le croit souvent, en manquant d'organisation. On pourrait l'appeler aussi communautaire. Tout y est commun.* » (« *The Blockchain Network Influenced by the Ideas of Félix Guattari* », *E-Flux Conversations*, mai 2018).

Et si la fin de la confiance régénèrerait la confiance ? En garantissant transparence et protection, les algorithmes n'accomplissent-ils pas ce que les institutions ont interdit, à savoir que les échanges et la monnaie nous reviennent, à tous les sens du terme ? Que l'argent, même sans corps, est entre nos mains ? Sans intermédiaires ni prélèvements ?

Signer la « Déclaration d'indépendance monétaire » est évidemment un pari, c'est-à-dire, encore, une question de confiance. L'économiste Jean Tirole déclarait récemment que, si la blockchain est une innovation utile, « *les cryptomonnaies ne contribuent pas au bien commun* ». Malgré tout, si l'association entre cryptomonnaie et blockchain permet au moins de relancer la question de ce que peut être le bien commun aujourd'hui, alors le bitcoin a déjà – incontestablement – de la valeur. « *Nous, les soussignés, consacrerons nos vies à la construction de réseaux et de systèmes qui restaurent l'intégrité de la valeur* »... ■

## LEXIQUE

### BLOCKCHAIN

La blockchain (ou chaîne de blocs) est un registre de transactions décentralisé et public, où l'historique de tous les échanges entre les membres d'un même réseau est répertorié. Chaque transaction est validée par les ordinateurs des membres du réseau en utilisant les technologies de cryptographie, ce qui rend la base de données en principe inviolable, étant donné la démultiplication de la puissance des ordinateurs mis en réseau.

### CRYPTOMONNAIE

Une cryptomonnaie est une unité de compte des échanges effectués entre les membres d'un réseau utilisant une blockchain. Le bitcoin, la plus connue, côtoie le NEM, le dash, etc. Certaines sont universelles (n'importe qui disposant des capacités et compétences informatiques nécessaires peut participer au réseau) ; d'autres sont utilisées par des réseaux fermés, spécialisés, ou pas, sur un type d'échanges spécifique ou sur un territoire donné. On compterait 1 500 cryptomonnaies actives dans le monde.



LE DÉBAT SE POURSUIT  
SUR **LEMONDE.FR**  
LEMONDE.FR/IDEES

Economistes et experts demeurent très partagés sur les risques et les possibilités que représente le phénomène des cryptomonnaies. Retrouvez leurs différents points de vue et nos articles sur Le Monde.fr : [lemde.fr/2sUAWjd](http://lemde.fr/2sUAWjd)



# La chute de Martin Sorrell continue d'agiter WPP

L'ancien roi de la pub était le grand absent de l'assemblée générale du groupe mercredi

LONDRES - correspondance

La salle du Southbank Centre, à Londres, était pleine à craquer et pas moins de treize représentants du conseil d'administration et de l'entreprise étaient assis à la tribune. C'est pourtant un absent qui a été le plus remarqué mercredi 13 juin, lors de l'assemblée générale de WPP, le numéro un mondial de la publicité. Martin Sorrell, l'homme qui a fondé l'entreprise en 1985, et qui l'a dirigée d'une main de fer pendant plus de trois décennies, n'était pas là. Il n'a pourtant été question que de lui.

Le 14 avril, M. Sorrell, qui s'accrochait à son siège depuis des années malgré ses 73 ans, et la pression grandissante des actionnaires, a été forcé à la démission après une enquête sur sa conduite personnelle et son utilisation de l'argent de l'entreprise. Les raisons exactes ? Ni l'entreprise ni M. Sorrell ne les ont révélées, après avoir signé un accord de confidentialité. Mercredi, le président exécutif, Roberto Quarta, a une nouvelle fois conservé le silence, refusant de dévoiler quoi que ce soit.

Depuis des semaines pourtant, la rumeur circulait à Londres. Le très autoritaire et très charismatique patron, habitué des conférences internationales et du Forum de Davos, passant sa vie dans les avi-

ons, aurait eu tendance à confondre ses dépenses privées et celles faites pour l'entreprise. Une autre rumeur a ensuite pris le relais : M. Sorrell aurait eu recours à des prostituées, aux frais de WPP.

Le *Wall Street Journal* a été le premier à oser l'écrire publiquement. Dans une longue enquête, le *Financial Times* a pris le relais le 11 juin. La bible des milieux financiers britanniques décrit un patron colérique, traitant le petit personnel avec mépris.

## Le mieux payé du Royaume-Uni

Un incident résume l'atmosphère qui l'entourait. Une nuit, épuisé après douze jours de travail consécutif, son chauffeur avait ramené la femme de M. Sorrell à 2 heures du matin au domicile conjugal. Il avait ensuite refusé d'aller chercher son patron le lendemain matin aux aurores, estimant qu'il serait dangereux de conduire après seulement deux ou trois heures de sommeil. Martin Sorrell l'a immédiatement licencié.

L'accusation du *Financial Times* se concentre cependant sur un événement remontant au 6 juin 2017. Ce mardi soir-là, deux employés de WPP prenaient un verre à Shepherd Market, dans le quartier de Mayfair. Ils ont alors vu M. Sorrell qui entrait dans un bâtiment utilisé par des prostituées et ont pris une photo. Des mois plus



Le 17 janvier 2017, à Davos. RUBEN SPRICH/REUTERS

tard, début 2018, l'un d'entre eux a officiellement dévoilé l'affaire en interne. Sa photo et son témoignage seraient au cœur du dossier pesant contre M. Sorrell. La chute de l'un des derniers « Mad Men » était dès lors inexorable.

Les avocats de l'ancien grand patron répliquent que « les accusations [contre lui] n'ont pas de rapport avec son rôle de WPP et qu'il dément fermement toute utilisation abusive de l'argent de l'entreprise ».

M. Sorrell n'a cependant pas dit son dernier mot. D'abord, il conserve son bonus de long terme, qui pourrait s'élever à 19 millions de livres sterling (21,5 millions d'euros) sur cinq ans, au cours de Bourse actuel. De quoi faire grincer les dents des actionnaires. Mercredi, 30 % d'entre eux ont voté contre la politique de rémunération de WPP, une révolte dans le monde feutré des assemblées générales.

Ce n'est pas la première fois que ses émoluments font jaser. Depuis 2009, M. Sorrell accumule les rémunérations à plus de 10 millions

## Le 14 avril, M. Sorrell a été forcé à la démission après une enquête sur sa conduite personnelle et son utilisation de l'argent de l'entreprise

d'euros par an, culminant, en 2015, à 80 millions d'euros. Il était, de très loin, le patron le mieux payé du Royaume-Uni. Il fallait le voir pourtant, en 2012, lors d'une assemblée générale où les actionnaires avaient rejeté son salaire. Furieux, et surpris, il refusait de comprendre que les sommes en jeu puissent choquer. Le vote des actionnaires n'étant que consultatif, il a d'ailleurs empoché sa rémuné-

ration malgré leur opposition. Contrairement à d'autres grands patrons, le Britannique peut cependant faire valoir qu'il est un entrepreneur et qu'il a pris des risques. En 1985, après avoir servi auprès des légendaires frères Saatchi, il a acheté une petite entreprise cotée qui faisait des paniers en métal, Wire & Plastic Products. Il l'a utilisé pour multiplier les acquisitions d'agences publicitaires, y compris les plus prestigieuses : J. Walter Thompson, Ogilvy and Mather, Youg & Rubicam ou encore TNS, qui comprend notamment l'institut de sondages Sofres... Jusqu'à devenir le numéro un mondial du secteur.

Aujourd'hui, WPP compte 200 000 employés à travers le monde, une présence dans 112 pays et réalise un chiffre d'affaires de 15 milliards de livres. M. Sorrell peut arguer que ses actionnaires se sont considérablement enrichis en trente-trois ans. Certains d'entre eux ont d'ailleurs pris sa défense mercredi. « Martin

était la clé de tout ça. Quelle est désormais la stratégie ? », s'agaçait Matt Garrahan, un petit porteur.

WPP était pourtant en proie à de sérieuses difficultés ces dernières années. « Sir » Martin Sorrell (il a été anobli par la reine) n'a pas su réagir au déplacement de la publicité sur Internet, en particulier sur Google et Facebook. Depuis début 2017, l'action a perdu le tiers de sa valeur.

Pendant ce temps, silencieux depuis sa chute, M. Sorrell prépare sa vengeance. Ayant réussi à partir de WPP sans clause de non-concurrence, il a lancé le 30 mai, S4 Capital, une société cotée en Bourse, dotée de 51 millions de livres de capital, dont 40 millions de la poche du publicitaire lui-même. Son objectif ? « Créer une entreprise multinationale de services de communication, initialement par acquisitions. » Exactement la même stratégie que celle de WPP. L'obstination a bien l'intention de se battre jusqu'au bout. ■

ÉRIC ALBERT

# Reprise des grandes manœuvres dans le secteur des télécoms : Bouygues s'intéresse à SFR

Une offre faite en mai a été refusée, mais les contacts entre les deux parties se poursuivent

Pendant deux ans, Martin Bouygues n'a pas changé de discours. Après l'entrée manquée au capital d'Orange en 2016, pas question de se relancer dans une opération de fusion dans les télécommunications ni de déstabiliser Bouygues Telecom, en convalescence. Cette période est révolue. Le patron du groupe s'est laissé convaincre par son banquier Grégoire Chertok, associé au sein de la banque Rothschild, que SFR pouvait présenter une opportunité. Des pourparlers ont été ouverts au printemps, notamment avec le fonds CVC, pour monter une offre.

Mais les choses ne se sont réellement concrétisées qu'à partir de la mi-mai, quand Martin Bouygues a rencontré Patrick Drahi, le patron d'Altice (maison mère de SFR), comme l'a révélé *Le Canard enchaîné*. Les banquiers des parties, Rothschild pour Bouygues et Lazard pour SFR, ont travaillé en parallèle. Le rendez-vous entre les deux patrons n'a pas abouti, Lazard adressant, selon nos informations, une fin de non-recevoir à l'offre faite par les dirigeants de Bouygues.

Combien Martin Bouygues a-t-il proposé ? Souhaite-t-il laisser une place à Patrick Drahi dans la nouvelle entité, comme l'explique *Le Canard enchaîné* ? Mystère. Les analystes, eux, valorisent SFR à

24 milliards d'euros – dont 16 milliards d'euros de dette –, explique Stéphane Beyazian, analyste chez Raymond James. Selon lui, un rapprochement entre Bouygues Telecom et SFR générerait pour les parties 2 milliards de revenus supplémentaires, en mettant fin à la guerre des prix. Le duo contrôlerait un tiers du marché du haut débit et 39 % du marché du mobile.

Chez Bouygues, on explique « avoir déjà étudié régulièrement les diverses évolutions possibles du marché des télécoms », et l'on admet qu'« un contact qui n'a pas abouti a eu lieu avec Altice ». Du côté de SFR, on nie avoir reçu une offre, et l'on affirme que la question d'une éventuelle cession « ne se pose pas ». L'affaire n'est toutefois pas terminée. D'après nos informations, les contacts entre les parties se poursuivent.

Le temps presse. L'Autorité de régulation des communications

**Dans l'hypothèse d'un rapprochement, le duo contrôlerait 39% du marché du mobile**

électroniques et des postes (Arcep) s'apprête à relancer le processus de renouvellement des licences de téléphonie mobile 2G et 3G, dans le cadre du « New Deal », le nouveau plan de couverture des zones blanches. Le gouvernement a accepté d'allonger automatiquement la durée des licences de dix ans, en échange d'une accélération des investissements

## Comme une revanche

Début juillet, le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, publiera un arrêté donnant le coup d'envoi à cet appel d'offres. Or, jusqu'à la fin du processus, vers octobre-novembre, les opérateurs ne sont plus censés se parler, pour des raisons de concurrence. Si, d'ici le mois prochain, le dossier avance, les deux parties peuvent toutefois retenir la signature du ministre. En fin d'année s'ouvrira une nouvelle période de neuf mois pendant laquelle les opérateurs pourront à nouveau négocier, avant la mise en vente des licences 5G.

Une chose est sûre, Patrick Drahi ne se précipite pas. Même si l'entreprise est très endettée, la prochaine échéance importante de remboursement est fixée à 2022. A ce moment-là, SFR devra rembourser environ 4 milliards d'euros. En attendant, l'opérateur dégage entre 1,6 et 1,8 milliard d'euros de cash par an et négocie

la vente de ses tours de téléphonie mobile. Il souhaite créer une entité à part et en céder 50 % pour 1,5 milliard d'euros. En outre, SFR a recommencé à gagner des abonnés au premier trimestre, mais au prix d'importantes promotions, qui plombent son chiffre d'affaires.

Pour Bouygues, une reprise de SFR sonnerait comme une revanche. En 2014, il avait tenté de racheter l'opérateur, alors propriété de Vivendi. Mais Patrick Drahi avait emporté la partie. L'année suivante, Martin Bouygues avait refusé une proposition de reprise de Bouygues Telecom pour 10 milliards d'euros par le nouveau magnat des télécoms. De longue date, le patriarche n'a qu'une obsession : se renforcer dans l'industrie, et non s'en désengager.

C'est la raison pour laquelle il a tenté d'entrer au capital d'Orange en 2016, et donc de partager Bouygues Telecom entre Orange, SFR et Free (dont le fondateur, Xavier Niel, est actionnaire du Monde). Malgré de bons résultats, Bouygues Telecom reste un Petit Poucet du secteur, dont l'investissement annuel dans les réseaux reste modeste. Il n'est pas le seul à s'intéresser à la consolidation du marché. Free, qui connaît un essoufflement de son modèle, y a également intérêt. ■

SANDRINE CASSINI

# - 4 %

C'est la baisse des ventes, sous forme imprimée ou numérique, qu'a connue la presse américaine en 2017 par rapport à l'année précédente, selon une étude publiée mercredi 13 juin par l'institut Pew Research Center. Si l'on exclut le *New York Times* et le *Wall Street Journal*, le recul atteint 11 %. Le nombre de visiteurs uniques mensuels des sites des 50 premiers quotidiens américains en ligne a lui légèrement baissé, de 1,7 %. Ces mauvais chiffres pourraient s'expliquer par le fait que 2017 était une année postélectorale.

## MÉDIAS Twitter met l'accent sur l'information

Twitter a dévoilé, mercredi 13 juin, une série de nouveautés qui visent à faire davantage de la plateforme une destination pour s'informer en complément du réseau social. Twitter va désormais proposer plus de contenus sous la rubrique « Moments », lancée en octobre 2015. Ils s'appuieront sur des Tweet de médias reconnus, relatifs à un événement ou une information, agrémentés d'autres messages sélectionnés sur le même sujet. – (AFP)

## TÉLÉCOMS Apple améliore le cryptage de ses données

Apple a annoncé, mercredi 13 juin, qu'il allait améliorer le cryptage des données sur ses iPhone. Ces nouvelles mesures arrivent à un moment où un nouvel outil appelé GrayKey, que l'on dit capable de les déverrouiller, commence à se faire une

réputation dans les milieux technologiques. « Nous avons le plus grand respect pour les forces de l'ordre et ne concevons pas nos nouvelles mesures de sécurité pour contrecarrer leurs efforts dans leur travail », s'est crue obligée de préciser la marque à la pomme, qui s'était retrouvée au centre d'une épreuve de force avec la justice américaine en refusant d'aider la police à accéder au contenu crypté du téléphone d'un des auteurs de l'attentat de San Bernardino en Californie (14 morts le 2 décembre 2015). – (AFP)

## CINÉMA Turner et Warner lancent une plate-forme destinée aux cinéphiles

Turner et Warner (Time Warner) ont lancé en France Filmstruck, un service de vidéo en ligne par abonnement visant les cinéphiles avec un catalogue de plusieurs centaines de films classiques et indépendants. L'abonnement mensuel est fixé à 5,99 euros par mois. – (AFP)

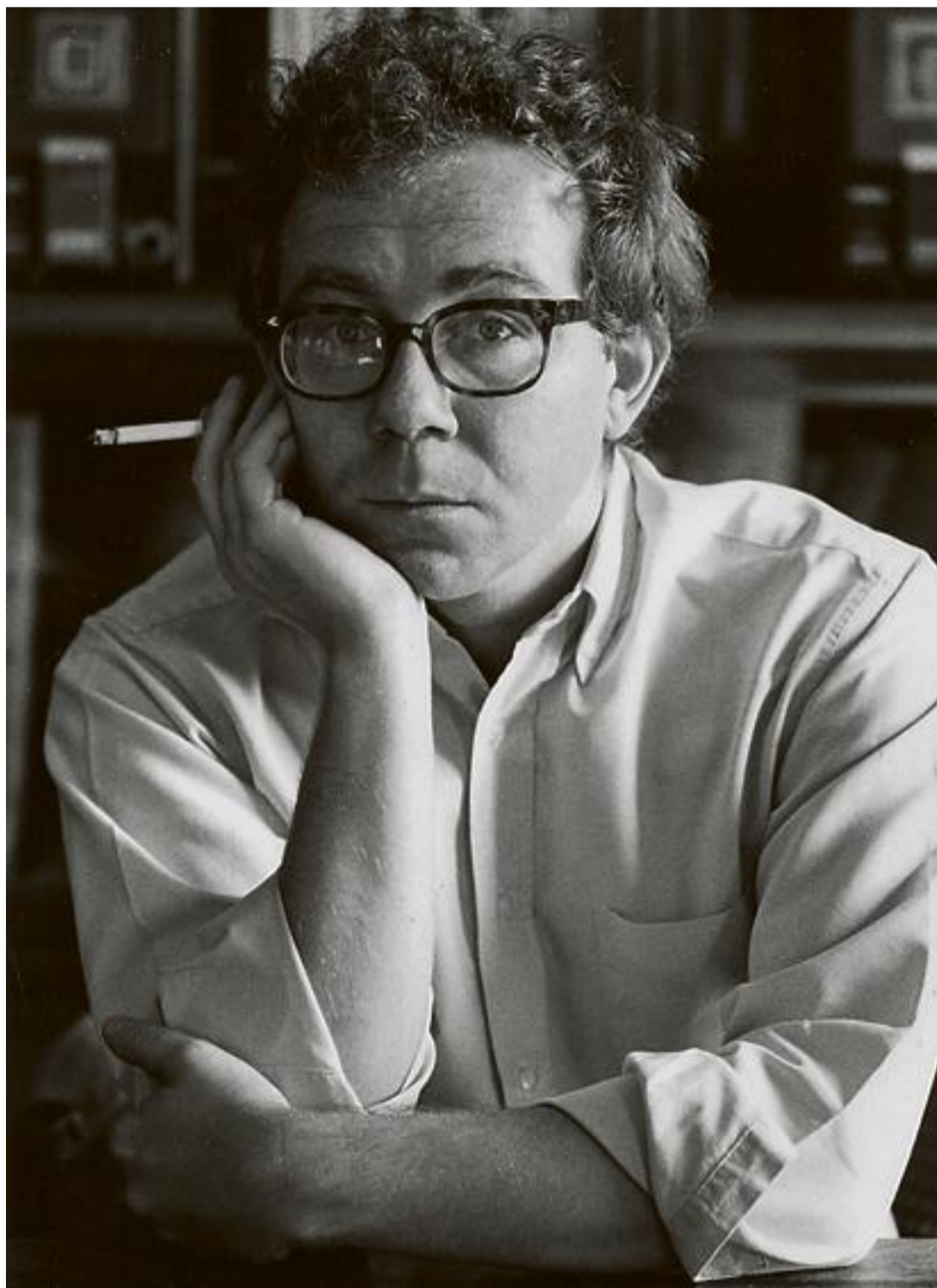


Le Monde

# des livres

## Frédéric Berthet revient

Le roman « Daimler s'en va » fait partie des livres méconnus du grand public, mais devenus des talismans pour nombre de lecteurs. Sa reapparition est l'occasion d'élargir le cercle



En 1988. JACQUES SASSIER/GALLIMARD

**MONICA SABOLO**  
écrivaine

Il me semblait que dans *Correspondances* (1973-2003), publié en 2011 aux éditions de La Table ronde, figurait une lettre dans laquelle Frédéric Berthet évoquait, avec cet humour féroce et gracieux qui n'est pas le moindre de ses charmes, le maigre succès de son deuxième livre, *Daimler s'en va* (Gallimard, 1988). Un court roman, 108 pages, aujourd'hui ré-

édité par La Table ronde, merveille de nonchalance et de drôlerie désespérée mettant en scène un détective privé raté et sentimental. Une merveille qui, pour d'obscures raisons ayant trait à l'injustice divine, s'était peu vendue et ce en dépit de critiques enflammées et d'un prix Roger-Nimier décroché en 1989.

Mais quel était ce chiffre de vente? Bon sang, impossible de m'en souvenir. A l'aube, échevelée, marchant de long en large en pyjama et parlant à voix haute, ainsi que pourrait le faire Daimler lui-même, s'invectivant couvert de mousse à raser dans sa salle de bains, je feuilletai fiévreusement *Correspondances* à la recherche de cette satanée lettre que, bien entendu, je ne retrouvai jamais – et ce qui devait arriver arriva. Je me mis à tout

relire, émerveillée par la fulgurance du style Berthet, sa drôlerie étincelante, son dandyisme fatigué, mais surtout son angoisse concernant à peu près tout : l'existence, les femmes (« *au fond la vie conjugale réserve bien des mystères – dont on se demande si certains sont nécessaires* »), la mort, l'ennui et, plus que tout, l'écriture. Dans une missive (non envoyée) à Christian Bourgois, au sujet de ce qui deviendra son premier recueil de nouvelles, *Simple journée d'été*, publié en 1986 chez Denoël : « *Cher Christian, votre avis de lecteur? Et d'éditeur?? (ne perdez jamais de vue que les "héros" ont entre dix-neuf et vingt-quatre ans – ce qui les excuse, eux, peut-être, mais, je vous l'accorde, pas moi.)* »

Les doutes et l'obsession de la littérature, une certaine terreur de la paralysie

(des romans entamés par trois pour, peut-être, échapper à l'anxiété, romans par ailleurs jamais terminés), la fuite, la tendresse déguisée en cynisme sont sans doute les aspects les plus bouleversants d'un écrivain génial, mort en décembre 2003 à l'âge de 49 ans (d'alcool et de mélancolie, dit-on), après avoir publié seulement cinq livres. Le deuxième d'entre eux, et unique roman, *Daimler s'en va*, est une pierre précieuse, minuscule et scintillante, qui vous laisse dans un drôle d'état, entre la fébrilité et l'accablement. On reste sidéré par sa fantaisie hilarante, le maniement éblouissant de la ponctuation et de l'incise, le voile élégant posé sur la tristesse, quelque chose de l'ordre de l'absurde et de l'inconsolable. Daimler, qui semble un double à peine déguisé de Berthet, est le genre de type qui se parle à haute voix, donc, devant le miroir de sa salle de bains : « *Qu'est-ce que tu veux Daimler?* » Daimler ne dit rien. Même sous la torture, il ne parlera pas. Il a subi un entraînement spécial pour faire face à ce genre de situation. » Un

On reste sidéré par sa fantaisie hilarante, le maniement éblouissant de la ponctuation et de l'incise, le voile élégant posé sur la tristesse, quelque chose de l'ordre de l'absurde et de l'inconsolable

jeune homme de 27 ans qui se souvient « *de l'époque où, mégalomane, il voulait apprivoiser un merle et le dresser à lui rapporter des vers de terre (vivants), pour aller les revendre au magasin de pêche du coin. De l'époque où, mythomane, il voulait sortir un 45-tours dont le tube aurait été Héroïque. Daimler aurait pris un pseudonyme, du genre Michaël Hawaï* ».

Dans cette vie, tout n'est que désarroi et échappées. Amoureux malheureux, il contacte un mentaliste pour envoyer des messages télépathiques à celle qu'il aime, enfuie à la Barbade. Un échec. (« *Je peux vous tordre cette fourchette à distance, si vous voulez* » propose-t-il, à titre de compensation. ») Rien ne va dans cette vie où même les pigeons ne sont pas vraiment fidèles. Alors Daimler s'en va, et laisse, dans la dernière partie du livre, le soin à son ami Charlie Bonneval, « *également marqué par le destin* », de se souvenir de lui. Des pages déchirantes sur l'ennui et l'insoutenable répétition des choses, qui, à nouveau, font songer à Frédéric Berthet lui-même, et donnent étrangement envie de vivre, de faire des choses absurdes. Comme lui écrire, par exemple, une lettre semblable à celle qu'il rédigea à l'attention de Roland Barthes, en 1986, six ans après la mort du philosophe : « *D'une certaine façon, voyez-vous, je suis comme l'inconscient. Je n'arrive pas à croire à la mort. Ni à la vôtre, ni à la mienne. (...) Nous reparlerons de tout cela de vive voix, lorsque je serai mort à mon tour. Merci pour tout. Ne m'oubliez pas.* » ■

DAIMLER S'EN VA,  
de Frédéric Berthet,  
La Petite Vermillon, 128 p., 6,10 €.

2  
C'EST  
D'ACTUALITÉ

► ENTRETIEN  
Frédéric Boyer, successeur de Paul Otchakovsky-Laurens, explique dans quelle disposition d'esprit il prend la tête de P.O.L.



4|5  
LITTÉRATURE

Mylène Bouchard, Bernard Hoëpffner, Irvine Welsh, Tom Franklin

6  
HISTOIRE  
D'UN LIVRE

► La trilogie « Nos ancêtres », d'Italo Calvino



7  
ESSAIS

► Jérôme Baschet tente de « Défaire la tyrannie du présent »

8  
CHRONIQUES

► LE FEUILLETON  
Claro partage le sens de l'absurde d'Etienne Verhasselt



9  
HUMOUR

► Spike Milligan raconte sa guerre

10  
RENCONTRE

► ALAIN BOUREAU se délecte du « Feu des manuscrits »





## 2 | C'est d'actualité

## Ecouter l'amour de Camus

Lambert Wilson et Isabelle Adjani interprètent en livre audio une sélection de lettres issues de la correspondance passionnée (1944-1959) entre l'actrice Maria Casarès et l'écrivain Albert Camus, un magnifique morceau de littérature resté longtemps inédit et publié chez Gallimard en novembre 2017. A noter: Adjani et Wilson en liront des extraits le 7 juillet au Festival de la correspondance de Grignan (Drôme).

Ecoutez Lire, 1 CD MP3, 5 h 30 d'écoute, 21,90 €.

« A la place de prendre « le train », [mon père] disait prendre « le dur » ou « la jument noire » »

ANNIE ERNAUX

L'auteure des *Années* consigne quelques souvenirs liés au train dans *La Bataille du rail*, un livre collectif (Don Quichotte, 240 p., 16,90 €). Trente-quatre auteurs (Laurent Binet, Geneviève Brisac, Bernard Chambaz, Lola Lafon, Hédi Kaddour, Gérard Mordillat, Shumona Sinha...) ont contribué à cet ouvrage écrit en solidarité avec les cheminots grévistes : tous les droits d'auteurs seront reversés aux caisses de grève.

## L'été de Claudel

2018 marque le 150<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Paul Claudel (1868-1955). Dans le cadre de la commémoration nationale, l'ancienne abbaye Notre-Dame-de-Grestain, située à 7 km de Honfleur (Calvados), propose une saison estivale exceptionnelle: pièces de théâtre (*L'Annonce faite à Marie*, *La Mort de Judas*...), lectures, conférences, expositions et projections de films (notamment *Le Soulier de satin* dans la mise en scène d'Antoine Vitez). [www.abbaye-de-grestain.fr](http://www.abbaye-de-grestain.fr).

## Un nouveau Vonnegut

Super 8 publiera le 6 septembre *Tremblements de temps*, de l'Américain Kurt Vonnegut (1922-2007), l'auteur de l'inoubliable et terrifiant *Abattoir 5* (Seuil, 1971), sur son expérience pendant la seconde guerre mondiale, quand, après l'offensive des Ardennes, il fut fait prisonnier à Dresde, ville intensément bombardée en février 1945 par les Alliés. Vonnegut, qui travaillait dans un abattoir en sous-sol, fit partie des rares rescapés. Inédit en français jusque-là, *Tremblements de temps* se présente comme un ouvrage d'autofiction où l'écrivain ressuscite son alter ego romanesque, Kilgore Trout, tout en partageant de nombreux souvenirs de famille.

Cinq mois après la mort de Paul Otchakovsky-Laurens, rencontre avec Frédéric Boyer, qui lui a succédé à la tête de sa maison

## « P.O.L est un organisme vivant »

ENTRETIEN

d'esprit il prend la tête de cette petite structure de six personnes, qui compte plus de 200 auteurs à son catalogue.

PROPOS RECUEILLIS PAR  
RAPHAËLLE LEYRIS  
ET NICOLE VULSER

Le matin même de notre rendez-vous, mardi 5 juin, il a été nommé PDG de P.O.L par Antoine Gallimard (PDG de Madrigall, actionnaire à 87 % de la maison d'édition). Frédéric Boyer veut voir, dans ce choix de ne pas distinguer les fonctions de président et de directeur général, un « geste de confiance », la « volonté de laisser la maison autonome ». Cinq mois après la mort accidentelle de Paul Otchakovsky-Laurens, le fondateur de P.O.L, qui était son ami et son éditeur, Frédéric Boyer explique dans quelles dispositions

Paul Otchakovsky-Laurens avait une façon très spécifique de travailler. Allez-vous continuer dans le même esprit, lire tous les manuscrits comme il le faisait, par exemple ? Est-ce une maison qui peut se changer ?

Est-ce qu'il y aura un comité de lecture ? Non. J'aimais bien la boutade de Paul: « Il y a deux hérésies dans une maison d'édition: les comités de lecture et les attachés de presse. » C'est une maison qui publie une quarantaine de livres par an. Est-ce que je me laisserai la liberté d'avoir des apporteurs de projets ? Peut-être. Pour l'instant, je lis les manuscrits. Tous. J'ai commencé, ça prend du temps.



Frédéric Boyer, en 2013. WITI DE TERA/OPALE/LEEMAGE

Pour l'instant, l'idée n'est pas de me mettre dans les chaussons de Paul mais de découvrir cette maison, de découvrir comment elle marche. C'est un organisme vivant. On ne peut pas tout changer. La vie est très forte et saura faire qu'il y ait des changements. Les choses vont vite, on est amené à prendre des décisions rapidement.

Quand paraîtront les livres que vous avez travaillés avec les auteurs ?

Dès la rentrée. C'étaient des textes que Paul attendait. Pour les

textes vraiment choisis par moi: probablement l'année prochaine. On aura une programmation qui sera faite de ce que Paul avait initié et inventé, puis progressivement d'autre chose, dans ce sillage-là. Ça ne m'angoisse pas. Des manuscrits, on en reçoit quand même 3000 par an.

Paul explorait des choses, prenait des risques. Il était l'éditeur d'une littérature très ouverte, très inventive dans les registres d'écriture et les univers, et il a ainsi créé un environnement qui a permis l'éclosion d'auteurs qui n'auraient sans doute pas pu s'épanouir de la même façon ailleurs. Il ne faut surtout pas que ce qui arrivera de nouveau fracasse cet écosystème vivant, si singulier.

Il était réputé très peu interventionniste dans les textes. Est-ce un trait que vous partagez ?

Il s'engageait auprès d'une œuvre, d'un travail sur la durée. Il considérait qu'un auteur, ce n'est pas un livre, c'est une écriture, et qu'elle peut prendre plusieurs livres, plusieurs registres, plusieurs inventions. Parfois, ça ne lui plaisait pas. Contrairement à la légende, il lui est arrivé de refuser des livres à des auteurs de la mai-

son, il lui arrivait de demander à des auteurs de retravailler des choses. Sa question profonde n'était pas d'améliorer le livre, d'en faire le livre qu'attendent les lecteurs. Au contraire, c'était d'accompagner un travail de création à travers l'écriture. Il disait: « On ne demande pas à Picasso un peu moins de rouge, un peu plus de bleu... » Ça restera, parce que c'est la marque de fabrique de la mai-

« Pour l'instant, je lis les manuscrits. Tous. J'ai commencé, ça prend du temps »

son. C'est comme ça que les auteurs ont grandi. Il y a des auteurs qui ont exploré à la fois le roman, la poésie, la pensée... C'est assez rare. Cela demande de prendre des risques. Cela continuera. Comme le risque de publier parfois beaucoup de livres d'un même auteur. J'en sais quelque chose... j'en étais à quarante.

Vous allez continuer à publier de la poésie, même si c'est un marché peu porteur ?

Je n'ai pas demandé de garanties à Antoine Gallimard. Avec beaucoup d'élégance, il m'a dit que la maison est autonome éditorialement et qu'il n'interviendrait pas. Il a toujours reconnu P.O.L comme un éditeur de poésie très contemporaine. Cela restera, même si tout le monde sait que c'est difficile économiquement.

Dans l'empire Madrigall, P.O.L était une des rares entreprises qui pouvaient être déficitaires – cela a été le cas en 2016 et en 2013, par exemple. Antoine Gallimard vous a-t-il donné des consignes de ce côté-là ?

Il sait que c'est une économie liée à une saisonnalité de la programmation, qu'il y a des années de perte; il a conscience que c'est un équilibre fragile, à protéger. On s'est mis d'accord sur le fait qu'il faut perdre le moins d'argent possible... Mais c'est la moindre des choses! Il y a dans le groupe une grande attention portée à la maison, qui se manifeste par le passage de livres P.O.L en poche chez Folio, par exemple.

Après avoir cédé la maison à Antoine Gallimard, en 2003, Paul était soulagé et satisfait, parce qu'il s'assurait ainsi de l'avenir de P.O.L. Avec cette vente, il n'inscrivait dans un environnement qui pouvait la pérenniser, faire en sorte qu'elle existe au-delà de lui.

Du reste, si vous avez été nommé par Antoine Gallimard, c'est Paul Otchakovsky-Laurens qui vous avait désigné pour lui succéder, le cas échéant. Comment cela s'était-il passé ?

Il y a une quinzaine d'années, il m'a invité à boire un verre un dimanche et m'a dit: « J'ai quelque chose à vous demander: si jamais il m'arrive quelque chose, est-ce que vous reprendriez la maison ? » Que peut-on répondre dans un cas pareil ? Je lui ai dit oui pour le rassurer. C'était un peu un non-dit. Il me donnait à lire tous les livres de la maison. De temps en temps, il me parlait de la maison, le plus souvent en rigolant de ça. Lui a toujours assuré qu'il voulait continuer jusqu'au bout. Je ne vivais pas dans l'idée que cela allait m'arriver. C'est une étrange situation: j'étais auteur de cette maison, je me retrouve à sa tête et je suis le premier auteur viré... par moi-même! Et je deviens l'éditeur d'amis, qui sont pour beaucoup des écrivains que j'admire. ■

## Adieu à l'aimée

LE 21 JUILLET 2017, l'écrivaine, psychanalyste et philosophe Anne Dufourmantelle est morte accidentellement en essayant de sauver un enfant de la noyade. Elle était la compagne de Frédéric Boyer, qui lui consacre *peut-être pas immortelle*, composé de trois textes écrits peu après le drame. « Écrit et repris à la hâte, en pensant qu'il se pourrait que je n'aie plus rien

à dire, note l'auteur. Et dans l'écoeurement des paroles de consolation, avec la sensation du couteau dans le dos, et le sentiment sale de ne pouvoir en supporter davantage. » « Un petit livre peint dans la nuit totale », pour dire, impuissant, « l'horreur l'horreur l'horreur », décrit un monde disloqué comme le sont les phrases jetées sur les pages, espérer faire face « au mystère de nulle part dans les yeux de

notre fille », et ordonner, sans illusions: « Tables tournez ! » Au cœur de cette nuit, il s'agit d'essayer de garder l'aimée près de soi, en rêvant de devenir « cette forêt où tu t'es perdue ». Mais ce déchirant livre d'adieu, le dernier de l'auteur aux éditions P.O.L, se termine sur ces mots: « la vie ». ■ R.L.

PEUT-ÊTRE PAS IMMORTELLE, de Frédéric Boyer, R.O.L., 96 p., 9 €.

## Joseph Kessel, de Nuremberg à Jérusalem

Quatre recueils d'articles réédités en poche donnent la pleine mesure de l'œuvre journalistique de l'auteur du « Lion »

HISTOIRE LITTÉRAIRE

MACHA SÉRY

Envoyé spécial au procès de Nuremberg, Joseph Kessel (1898-1979) capte le fou rire qui, en ce 1<sup>er</sup> décembre 1945, secoue les nazis Goering et Ribbentrop. L'ex-commandant en chef de la Luftwaffe et l'ancien ministre des affaires étrangères du Reich ont entendu l'enregistrement d'une de leurs conversations téléphoniques interceptées par Londres le 16 mars 1938.

A l'époque, les deux hommes se savent sur écoute. Au lendemain de l'Anschluss, qu'ils ont minutieusement orchestré, ils

jouent pour la galerie une saynète de propagande. Ils protestent de leur bonne foi. L'ultimatum dont ils ont menacé le gouvernement autrichien n'est qu'un « mensonge immonde ». Ils n'ont fait qu'honorer l'invitation de Seyss-Inquart (leur homme de paille), qui vient d'être porté au pouvoir par l'assentiment populaire, prétendent-ils. Goering conclut que les oiseaux chantent, que le ciel est bleu et le « temps merveilleux » à Berlin. « C'est merveilleux », s'extasie Ribbentrop à son tour.

« A ce moment-là, il se passa une chose incroyable. Sur son banc d'accusé, Goering releva la tête et se mit à rire. D'un rire plein, entier, débridé, impossible à contenir. Et par-dessus l'épaule de Hess, il regarda Ribbentrop. Et celui-ci, dont les lèvres ravinées et serrées étaient nouées

comme par un cordon, regarda Goering, détendit sa bouche et se mit à rire, à son tour, franchement, largement. Six années avaient passé, et quelles années! Plus rien ne restait à ces hommes que leur vie menacée. Mais les deux compères tragiques riaient encore de la façon dont ils avaient berné le monde et triché au jeu des peuples et du sang. »

Art du portrait

Comme le souligne Francis Lacassin dans sa préface à *Jugements derniers* (Taillandier, « Texto », 287 p., 9 €), Kessel ne fut pas seulement un « homme de plein air et d'aventures », ayant couvert les guerres civiles irlandaise et espagnole, les vols transsahariens de l'Aéropostale, la traite négrière en mer Rouge ou l'implantation des premières colo-

nies juives en Palestine. Il a également tenu la chronique du procès intenté au maréchal Pétain en mars 1945, celui de Nuremberg et celui d'Adolf Eichmann, jugé à Jérusalem en 1961. Au tribunal, Kessel exerce sur le vif son art du portrait. A quelques mètres des prévenus, il étudie leurs attitudes et leur physiologie. Il saisit le détail éloquent et note la parole rare. Pétain est inexpressif, Eichmann criblé de tics. « Ses mains ne trouvaient ni place ni repos. Ses lèvres effilées frémissaient sans cesse, et des crispations agitaient son visage émacié, livide. »

En rééditant simultanément dans sa collection de poche trois autres recueils d'articles, les éditions Taillandier donnent la pleine mesure de l'œuvre journalistique de Joseph Kessel. *Le Temps de l'espérance* (320 p., 9,50 €) rassemble des

écrits, encore teintés d'optimisme, entre 1919 et 1929; *L'Heure des châtiments* (384 p., 10 €), raconte la guerre en France et au Royaume-Uni. Exilé à Londres après deux ans dans la clandestinité, l'auteur de *L'Armée des morts* livre, par exemple au journal *France*, quelques récits extraordinaires que lui confient des résistants. Enfin, *Terre d'amour et de feu* (384 p., 10 €) retrace la création de l'Etat d'Israël.

Kessel a travaillé pour l'hebdomadaire *Détective*, une revue dirigée par son frère Georges et financée par Gaston Gallimard. Il a collaboré au *Matin*, à *L'Intransigeant*, à *Marianne*, à *Paris-Soir* et, après-guerre, exclusivement à *France-Soir*. Au total, ce « roman d'aventures réel », comme l'écrivain qualifiait le reportage, aura occupé ce « témoin parmi les hommes » plus de quatre décennies. ■



Parmi les récentes parutions en poche, « Le Monde des livres » vous recommande...



### Le Noble Art de la brouille,

**de Matthias Debureau**, Allary, 100 p., 10 €. On doit à Matthias Debureau un délicieux précis dont la lecture, à l'approche des grandes vacances, devrait être rendue obligatoire : *De l'art d'ennuyer en racontant ses voyages* (Cavatines, 2006, Allary, 2015) – songez qu'il avait écrit ce « manuel du parfait explorateur » bien avant que les réseaux sociaux n'infligent à ceux qui les fréquentent l'album photos entier des périples plus ou moins lointains de leurs voisins, collègues ou vagues cousins ! On retrouve le ton pince-sans-rire, l'ironie joueuse, la misanthropie amusée qui faisaient le charme de cet ouvrage devenu un best-seller dans son nouveau libelle, *Le Noble Art de la brouille*, forcément indispensable à une époque où un « Tweetclash » (une dispute sur Twitter) est vite arrivé.

Mais si la querelle publique est évidemment un sujet abordé, le cœur du livre est la rupture du lien amical : « Voici donc un court traité pour s'éloigner de ses amis sans se retourner et larguer les amarres avec panache », annonce l'introduction de ce texte constamment drôle, dont les leçons commencent, non à partir du moment où l'on se lasse de ses proches, mais dès la rencontre même, car l'art de la brouille exige certaines qualités de la part des futurs protagonistes (« la conjonction rêvée du pervers toxique et de l'illuminé narcissique est évidemment à espérer, mais elle est aussi très rare », note, dépité mais réaliste, l'auteur). Motifs de la fâcherie, mise en scène de celle-ci, droit de s'épancher et auprès de qui... Toutes les étapes sont évoquées au fil de ce vade-mecum qui puise ses exemples et autres citations (assassines) chez Erik Satie, Sigmund Freud, Valéry Larbaud, le chanteur Prince, Jean-Luc Godard, Picasso, Proust, Sartre, les Beatles... On pourra déplorer la quasi-absence de femmes dans cet aréopage (et l'assertion, toute en amusante mauvaise foi, selon laquelle « le concept de meilleure amie n'existe pas, c'est un transfert de la mère »). Mais pas au point de se brouiller avec l'auteur. ■ RAPHÀËLE LEYRIS

### La Confiance en soi

**et autres essais**, de **Ralph Waldo Emerson**, traduit de l'anglais (Etats-Unis) et préfacé par Monique Bégot, postface de Stéphane Michaud, Rivages poche, « Petite bibliothèque », 240 p., 9 €. Quand Henry David Thoreau (1817-1862) découvrit les essais de Ralph Waldo Emerson (1803-1882) sur la communion avec la nature et l'art d'être soi-même, il partit vivre dans une cabane au fond des bois. C'est un risque à courir quand on lit Emerson, vieux sage de la jeune Amérique, plein de souffle et de force, qui sait comme personne ouvrir de nouveaux mondes sous vos pieds. ■ FLORENT GEORGESCO



### Le Sire de Gouberville.

*Un gentilhomme normand au XVI<sup>e</sup> siècle*, de **Madeleine Foissil**, préface de Nicolas Le Roux, Champs, « Histoire », 448 p., 13 €. Madeleine Foissil (1925-2016), qui inventa la notion, toujours structurante dans l'histoire des sensibilités, d'« écrits du for privé », s'était emparée, en 1981, du livre de raison de Gilles de Gouberville (1521-1578). Ce petit gentilhomme normand y notait chaque jour les faits de sa vie simple, quasi immobile, que l'historienne reconstitue « comme si le temps qui nous sépare de lui était aboli ». ■ FL. GO



### Mohammed, prophète de l'islam,

**de Malek Chebel**, Tallandier, « Texto », 288 p., 9,50 €. Un mois avant sa mort, l'anthropologue Malek Chebel (1953-2016), vigoureux défenseur d'un islam de la liberté, ajoutait un chapitre à la longue lutte qui l'a opposé aux tenants de l'obscurantisme musulman. Avec cette biographie équilibrée, ni hagiographique ni livrée « à la facilité trompeuse de tout déconstruire », il leur arrachait des mains la vie du prophète Mahomet (v. 570-632) pour la restituer à la discussion rationnelle, qu'il n'oppose jamais, ici comme ailleurs, à la foi et au sens du mystère sans lesquels, en toute hypothèse, rien dans cette histoire ne serait compréhensible. ■ FL. GO



### Nous étions l'avenir

(Hayinou Ha'atid), de **Yaël Neeman**, traduit de l'hébreu par Rosette Azoulay et Rosie Pinhas-Delpuech, Babel, 270 p., 7,90 €. Yaël Neeman est née en 1960 dans le kibboutz de Yehiam. A 20 ans, elle décide de quitter la communauté pour Tel-Aviv, mais elle n'oubliera jamais ce rêve d'un monde meilleur, qui plaçait toute sa foi en l'homme et son pouvoir créateur. Radiographie d'une aventure collective qui fut avant tout une œuvre politique, le beau récit de Yaël Neeman tente de saisir la réalité du mythe. ■ AVRIL VENTURA



### Sale Boulot

(Dirty Work), de **Larry Brown**, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Francis Kerline, Gallmeister, « Totem », 208 p., 8,20 €. Pour simplifier, disons que *Sale Boulot*, de Larry Brown, est à la guerre du Vietnam ce que *Johnny s'en va-t-en guerre*, de Dalton Trumbo, fut à celle de 1914-1918. Braiden Chaney n'a plus ni jambes ni bras. Walter James, obèse, n'a, lui, plus de visage et souffre de troubles neurologiques. L'un est noir, l'autre blanc. Placés dans la même chambre d'hôpital pour vétérans, ils se confient leurs traumatismes d'enfance, leur expérience militaire et leur irréductible solitude. Lauréat à deux reprises du prestigieux Southern Book Award for Fiction, Larry Brown (1951-2004) est le romancier des rêves égarés, des âmes perdues et « des mecs qui avaient donné tout ce qu'ils avaient et même plus ». ■ MACHA SÉRY



### Parutions

**RÊVER SOUS LE III<sup>e</sup> REICH**, de **Charlotte Beradt**, traduit de l'allemand par Pierre Saint-Germain, Payot, « Petite bibliothèque », 240 p., 8,70 €.

**NUMÉRO 11**, de **Jonathan Coe**, traduit de l'anglais par Josée Kamoun, Folio, 496 p., 8,30 €.

**EROICA**, de **Pierre Ducrozet**, Babel, 270 p., 8,50 €.

**SNOBS**, de **Julian Fellowes**, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Dominique Edouard, 10/18, 406 p., 8,40 €.

**JOURS BARBARES**, de **William Finnegan**, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Frank Reichert, Points, 600 p., 8,90 €.

**LES DROITS DE L'HOMME**, de **Danièle Lochak**, La Découverte, « Repères », 128 p., 10 €.

**LES JOURS ENFUIS**, de **Jay McInerney**, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Marc Amfreville, Points, 540 p., 8,50 €.

**LA CHEFFE, ROMAN D'UNE CUISINIÈRE**, de **Marie NDiaye**, Folio, 320 p., 7,80 €.

**PREMIERS HOMMES**, de **Pascal Picq**, Flammarion, « Champs histoire », 350 p., 10 €.

### En escarpins dans les neiges de Sibérie

(Ar balles karpem Sibirijas sniegos), de **Sandra Kalniete**, traduit du letton par Velta Skujina, Syrtes, « Poche », 360 p., 10 €. L'histoire de la Lettonie, successivement occupée, comme ses voisins baltes, par l'URSS, l'Allemagne nazie, puis, de nouveau, les Soviétiques, résume l'horreur du XX<sup>e</sup> siècle. Ces souvenirs du goulag, où est née l'auteure, l'une des chefs de file de la révolution lettonne (1987-1991), sont, au-delà de l'histoire familiale qu'elle reconstitue avec une force et une virtuosité impressionnantes, le grand livre de cette expérience historique unique, la trace lumineuse d'une liberté indestructible, arrachée à la longue nuit totalitaire. ■ FL. GO



### Tropique de la violence,

de **Nathacha Appanah**, Folio, 190 p., 6,60 €. Ancienne journaliste, formidable romancière, Nathacha Appanah a vécu deux ans à Mayotte, le 101<sup>e</sup> département français, auquel est consacré *Tropique de la violence*. Un texte tout en beauté, bref et brutal, à la narration polyphonique, où les voix des morts et des vivants incarnent Mayotte. Chaque personnage est comme enfermé dans son monologue, seul face au paradoxe de ce lieu, à ce que cette île au lagon le plus bleu, hanté par les fantômes des migrants, a fait d'eux. ■ GLADYS MARIVAT



### Butcher's Crossing,

de **John Williams**, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Jessica Shapiro, 10/18, 332 p., 7,80 €. Tombé dans les oubliettes de la postérité, l'Américain John Williams (1922-1994) a été redécouvert dans les années 2000 grâce à la *New York Review of Books*. Une aubaine, car cet écrivain sensoriel a livré, avec *Butcher's Crossing*, un western tragique de toute beauté : l'expédition catastrophique d'une poignée d'hommes dans une vallée reculée du Colorado, en 1870, pour capturer un troupeau de bisons. Le Grand Ouest américain n'est pas seulement sauvage, il est impitoyable, initiatique et indifférent aux souffrances des hommes. ■ M. S.



### Vie et mort de la jeune fille blonde,

de **Philippe Jaenada**, Points, 190 p., 6,50 €. Chez Philippe Jaenada, il y a toujours un narrateur qui porte un sac matelot à l'épaule, du whisky, des parenthèses (hilarantes, ou émouvantes, ou les deux), beaucoup de tendresse et autant de noirceur. C'était le cas bien avant qu'il ne consacre (à partir de 2013) ses livres à enquêter sur d'anciens faits divers – ainsi *La Serpe* (Julliard, 2017), qui lui a valu un mérité prix Femina. La republication en poche de *Vie et mort de la jeune fille blonde*, paru en 2004, où le narrateur part sur les traces d'un amour de jeunesse sacrément cabossé par l'existence, est une excellente occasion de se (re)plonger dans le Jaenada première manière. ■ R. L.



FLORENCE BOUCHY

**A** l'image des pensées, intempêtes ou ordonnées, définitives ou provisoires, qui traversent l'esprit de sa narratrice, *L'imparfaite Amitié* est un joyeux bazar formel. C'est que le roman de Mylène Bouchard feint de ne pas en être un. Il se présente comme un ensemble d'archives, de témoignages, de traces matérielles hétéroclites qu'Amanda Pedneault destine à sa fille, Sabina. Le contenu d'une boîte où celle-ci pourra piocher, pour comprendre le choix qu'a fait sa mère de quitter le domicile conjugal et de recommencer une nouvelle vie. Entre plaider pro domo, quête de soi et récit filial, ce bric-à-brac textuel se propose de démêler, avec une apparente spontanéité et une véritable liberté, rien de moins que l'écheveau de l'amour, du désir et de l'amitié. Sur un thème éminemment romanesque, Mylène Bouchard compose ainsi un récit qui échappe aux attendus du genre, laissant place à l'impromptu, aux hypothèses, au doute et aux contradictions. Elle privilégie le foisonnement, le désordre et les bifurcations à l'illusion rassurante d'une vie linéaire et soumise aux déterminismes.

S'appuyant pêle-mêle sur des « capsules audio, enregistrées avec les moyens du bord », des lettres, des carnets de voyage ou encore « un sac de citations », se référant à un documentaire tourné dans les années 1960 sur l'Île-aux-Coudres, où elle est née, au milieu du fleuve Saint-Laurent (Québec), ou énumérant les verbes à l'infinitif censés cerner son comportement amoureux, la mère peut ainsi offrir à sa

**L'IMPARFAITE AMITIÉ, de Mylène Bouchard, La Peuplade, 500 p., 22 €.**

filles adolescente quelques conseils, explications ou réflexions qui ne soient pas de mièvres ou rigides leçons de morale. « Fais ce que je dis, pas ce que je fais », glisse-t-elle d'ailleurs ironiquement, après avoir essayé de résumer en trois points les principes auxquels il faut se tenir pour vivre une vie intense et heureuse. Intense, donc heureuse. Heureuse, bien qu'intense. Intense, quoique heureuse. « Il faut aimer très fort », voilà sa seule certitude. Sa seule bousole, qui lui a souvent fait perdre le nord.

#### Don Juan au féminin

Publié au Québec en 2017, le roman de Mylène Bouchard paraît aujourd'hui dans une version à peine remaniée pour l'édition française. Quelques notes viennent éclairer les expressions québécoises difficiles à comprendre. Mais l'essentiel du texte est conservé, ajoutant à l'audace formelle de ce roman rêveur et enflammé une tonalité d'étrange familiarité fort à propos pour sonder les élans et les attermoissements du cœur de cette aventureuse héroïne. Laquelle ne cesse de « tomber amoureuse de tous les hommes qu'elle rencontre », espérant chaque fois vivre avec eux une relation aussi parfaite que celles qu'elle a pu connaître avec ses amis, de l'adoles-



JULIEN COQUENTIN

Une femme détaille sa vie sentimentale à sa fille adolescente. La Québécoise Mylène Bouchard signe un roman enflammé, d'une belle audace formelle

## L'amour est un joyeux bazar

cence à son mariage. Mais l'amour conjugal, aussi bien que celui qu'elle expérimente avec ses multiples amants, la déçoit avec constance.

Candide don Juan au féminin, éternelle amoureuse, muet et maintenue en vie par son désir toujours renouvelé de rencontres, elle comprend que l'amour n'est pour elle qu'une « imparfaite amitié ». « Je veux me guérir de trop vouloir tout, de tout vouloir posséder, de tout vouloir consommer. La société de consommation forge les cœurs, jusque dans les relations, jusque dans le trognon du cœur. » En guise de thérapie, elle noue un pacte avec elle-même : choisissant une œuvre d'art sur laquelle concentrer tous ses désirs, dans une galerie de Prague, où elle habite avec son mari, elle s'interdit de l'acquérir, pour résister à la tentation de la possession. Le jour où l'œuvre sera achetée et emportée par un client, son échappatoire sera définitivement hors de portée, et il lui faudra affronter la réalité, quitter son mari, changer de vie et de pays.

*L'imparfaite Amitié* est à l'image de ce curieux pacte : brassant des questions vieilles comme le monde (et jamais résolues) – qu'est-ce que l'amour? Qu'est-ce

que l'amitié? L'amitié entre hommes et femmes est-elle possible? Peut-on aimer la même personne toute sa vie? Le courage est-il de partir ou de rester? –, le livre les envisage sous un angle un peu saugrenu, en change les coordonnées et les revivifie avec humour et originalité pour en faire résonner avec délicatesse les échos intimes chez chacun des lecteurs. Un anti-traité de l'amour, en somme, qui laisse à chacun le soin d'écrire son propre roman. ■

### EXTRAIT

« Sabina, le 30 juin 2015 au soir, je t'ai aperçue à la fenêtre de notre appartement pragois. C'était exactement la veille de ce contrat secret qui a tout chamboulé. J'ai levé les yeux vers la lumière et tu as reculé. Il était tard, passé minuit. J'étais seule, mais Stanislav me guettait du coin de la rue, de l'œil (...). Je t'ai vue et je me suis vue. Il y a eu instantanément une réelle superposition de deux jeunes filles de seize ans, de corps qui veillent tard, de cœurs compatissants, qui surveillent. Toi et moi, nous nous sommes réunies à ce moment exact. Je me suis revue un soir du printemps 1983, en veille à la fenêtre. Ma mère se trouvait dans la voiture stationnée devant la maison, avec un autre homme que mon père, et c'était long. »

L'IMPARFAITE AMITIÉ, P. 41

### SANS OUBLIER

#### Tombeau pour Ângelo

Connaitrait-on l'existence d'Ângelo de Lima (1872-1921) si Fernando Pessoa ne l'avait soustrait à l'oubli en le publiant, en 1915, dans la revue d'avant-garde *Orpheu*? A partir de quelques « traces météoriques » – une photographie, des lettres, un recueil posthume de 43 poèmes –, Gilles Ortlieb s'est passionné pour ce « fou littéraire ». A Porto, à Lisbonne et jusqu'au Mozambique, il a mené l'enquête sur ce personnage fantomatique. Il a interrogé les fiches cliniques, a lu la brève autobiographie rédigée en 1902 à la demande des médecins, a visité l'hôpital « panoptique » de Rilhafolles (devenu hôpital Miguel-Bombarda) où Ângelo fut interné vingt ans, cherché sa tombe au cimetière de Prazeres. « Un enfant contemplatif, un élève dissipé, un artiste peintre alcoolique à ses heures, cela ne suffit pas, en soi, à fabriquer un fou. » Fallait-il voir dans la fragmentation de son langage poétique un signe de son entrée dans la démence? Même si, dans cette obsédante rêverie littéraire, il ne recueille que « des éclats de mica dans une semi-obscurité »,



Gilles Ortlieb édifie un magnifique « tombeau » pour un poète « de la marge » : on se souviendra d'Ângelo. ■ MONIQUE PETILLON  
► *Ângelo*, de Gilles Ortlieb, Finitude, 144 p., 15 €.

### Sur le fil

Charlotte Erlih est une équilibriste. Révélée par le formidable *Bacha Posh* (Actes Sud junior, 2013), elle avait dévoilé son goût pour les fildeféristes en donnant sa voix à un Orphée qui défiait le vide sur une simple sangle tendue à cent mètres du sol dans *Highline* (Actes Sud junior, 2015). Pour son premier livre pour adultes, elle reprend ce fil narratif et le double par un astucieux dialogue entre deux intrigues. Ada imagine un scénario qu'elle modifie à vue pour convaincre un producteur de la financer, au risque du faux pas qui précipiterait sa chute. Judith, son personnage, est pareillement dans une impasse quand elle imagine un projet fou : filmer un acrobate de génie, défiant le vide entre les tours de Notre-Dame. Double jeu de séduction, aussi périlleux et fatidique que la partie d'échecs entre La Mort et le chevalier du *Septième Sceau*, de Bergman. Un fil suspendu pour arrêter le temps? Le « destituer »? Avec malice et virtuosité, Charlotte Erlih réunit son tour. ■ PHILIPPE-JEAN CATINCHI  
► *Funambules*, de Charlotte Erlih, Grasset, 192 p., 17,50 €.

## Toutes les facettes de Bernard Hoepffner

En partie autobiographique, l'unique roman du traducteur, mort en 2017, révèle un talent d'écrivain rare et inclassable

NILS C. AHL

**A** u cœur de ce livre fait de va-et-vient et d'aller-retours, il y a un (assez) long chapitre intitulé « La mer », quelque part entre l'âne et le coq, la carpe et le lapin. Les quelques pages qui le composent, et racontent une partie de pêche solitaire par temps de brume, sont saisissantes. D'une part, parce que Bernard Hoepffner, auteur de cet unique livre mais traducteur de beaucoup d'autres, est mort noyé le 6 mai 2017 au Pays de Galles. Mais, d'autre part, aussi parce que ce chapitre, comme d'autres, est le témoignage évident d'un talent

d'écrivain rare et inclassable. Son personnage, un traducteur du nom de Ramsey, s'y laisse absorber par les jeux de l'eau et de la lumière, de l'écumé et des écailles de poissons. On croit qu'il va être englouti, disparaître, mais non, il rentre chez lui. Car Frank Percival Ramsey, à ne pas confondre avec Frankel Plücker Ramsey (un autre, à la fin du livre), est lui-même un personnage à facettes dans un livre miroitant au point que les yeux du lecteur finissent par papilloter et ne plus savoir sur quel aspect de celui-ci se fixer.

Evidemment en partie autobiographique (mais facetté, retaillé cent fois), ce *Portrait du traducteur en escroc* est également une réflexion ouverte sur le métier et les enjeux contemporains de la traduction. Ces deux particularités pourraient cependant cacher ce que ce texte est davantage

encore : une création, un récit virtuose qui dote le fameux « traducteur cleptomane » de Dezső Kosztolányi (1885-1936) d'un collègue en folie et en filouterie particulièrement convaincant. Les plus

**Le livre est également une réflexion ouverte sur le métier et les enjeux contemporains de la traduction**

belles pages de ce livre sont probablement celles qui explorent ce purgatoire entre les langues qu'est le texte à traduire, encore à venir mais déjà advenu, qu'arpege sans relâche l'étonnant Ramsey. Entre

ce labyrinthe-là, peuplé de spectres et de mensonges, et les divers témoignages et digressions qui émaillent ce portrait, le visage du personnage se précise autant qu'il s'efface, contradictoire, flou. La plume tourne autour, infatigable et impuissante, comme autour d'un pot, ou plutôt d'un tombeau, puisque F. P. Ramsey est mort et que chacune de ses facettes tend à se perdre et s'oublier à mesure que le temps passe.

L'auteur, comme le personnage, a connu plusieurs vies, exercé plusieurs métiers avant d'en venir à la traduction. Leur réputation rapidement gagnée, qui « vient surtout de la complexité des livres [qu'ils ont] choisis » et des auteurs qu'ils ont mis en avant, contredit en partie la vision « artisanale » du métier de traducteur selon Ramsey. Mais ce dernier n'est justement pas à l'abri d'une contra-

diction, savamment mise en scène. Au-delà des facettes qui composent son identité problématique, le mystérieux traducteur est bel et bien un escroc, soi-disant ancien agriculteur, restaurateur d'objets anciens, « du jour au lendemain enseignant à l'université », capable de prêcher le vrai comme le faux. Un faussaire, un vrai. Un usurpateur « se coulant » dans l'auteur qu'il traduit, devenant son « double », pour transformer le plomb de la langue étrangère en or intelligible.

Un escroc bien utile, note cependant son portraitiste, citant opportunément Joseph Brodsky, qui disait « qu'une œuvre était la somme de ses traductions, que plus l'œuvre est traduite, plus elle existe, ce qui explique pourquoi l'auteur est toujours très heureux d'être traduit, il amasse mousse ». En tant que double, le

traducteur, selon Ramsey et Hoepffner, est un déclencheur de sens, un « protergole » littéraire. C'est ainsi que ce *Portrait du traducteur en escroc* se ramifie sans fin, fleurit en anecdotes, instantanés, lettres et rapports divers. Pour emprunter un autre personnage à Dezső Kosztolányi, il y a du Kornél Esti chez Ramsey, qui fait prendre sans le vouloir mille et une directions au récit. Ou mille et un « sens », pour reprendre la polysémie spécifiquement française du mot, qui n'existe pas en anglais, comme le souligne le narrateur, ici. Du labyrinthe pavé de lecture de ses doubles en mouvement, Ramsey ne trouvera pas la sortie. Et c'est tant mieux. ■

► **PORTRAIT DU TRADUCTEUR EN ESCROC, de Bernard Hoepffner, Tristram, 180 p., 17 €.**



Le Begbie de « Trainspotting », peintre adulé en Californie, revient à Edimbourg. Irvine Welsh crache sa colère contre la fatalité sociale et la violence atavique

## Le sociopathe embourgeoisé

MACHA SÉRY

Le happy end figure au début du livre. Songez : combien de chances existait-il que Frank Begbie, le sociopathe de *Trainspotting* (L'Olivier, 1996), finisse en artiste adulé sur la Côte ouest des Etats-Unis ? Lui, le paumé du quartier de Leith, à Edimbourg (Ecosse), condamné à vingt ans de prison, aujourd'hui marié à une riche Américaine et père de deux adorables fillettes. Un homme « réinséré », mieux : réinventé. Il a surmonté la dyslexie de son enfance grâce aux livres audio. Il est sobre. Il danse la salsa avec un couple d'homos quand, jadis, il les conspuait en public, les traitant de « pervers » et de « tordus ». Begbie s'est même choisi un nouveau nom, histoire d'achever sa mue. Une rédemption ? En apparence. Les contes de fées sont voués à être saccagés, à l'image des portraits de célébrités défigurées que Begbie réalise dans son atelier, ou de ce que font les personnages d'*Orange mécanique* qu'il écoute sur son Kindle, en suivant le texte du regard.

Transplanter ce Begbie embourgeoisé dans son biotope d'origine afin d'observer s'il renoue avec ses réflexes d'antan, ses accès d'ultraviolence : telle est l'étude psychologique in vivo à

Cet autodidacte, fils d'un docker et d'une femme de ménage, est, comme le personnage de Begbie, au meilleur de son énergie dès qu'il retrouve sa ville natale

laquelle le roublard Irvine Welsh va se livrer va se livrer dans *L'Artiste au couteau*. « Quand mes gamins sont nés, j'ai juré de ne jamais me comporter avec eux comme mon vieux l'avait fait avec moi. Et j'ai tenu parole : j'ai été pire encore », confesse Begbie. Il considérerait ses frères Sean et Michael, qu'il n'a pas revus depuis plusieurs années, « comme un détail superflu de la vie ». N'empêche, il



Robert Carlyle en Frank Begbie dans « T2 Trainspotting » (2017), de Danny Boyle. CLOUD EIGHT FILMS

tient à assister aux funérailles du premier, poignardé à mort dans un repaire de junkies.

En sept ans, tout semble avoir changé. Les corps se sont déformés sous l'effet des antidépresseurs, de l'alcool ou de la drogue. L'ami Spud, « maigre, usé » est « d'une pâleur spectrale ». June, la mère de ses fils, est à présent obèse. Une autre mafia, plus jeune, gouverne la ville et les rangs des connaissances de Begbie se sont clairsemés. « Il contemple les hauts murs qui encerclent la cité, et jette un œil aux appartements. Là c'était chez les Renton, là, chez Keasbo, là chez Matty... mais il ne reste plus rien en vérité. La mélancolie le saisit à la gorge, il prend la direction du Firth, guidé par les cris des mouettes, et se retrouve d'un coup en train de traverser l'ensemble immobilier tout récent de Newhaven. Le quartier est méconnaissable. » Comme pour le cruel Frank Begbie, il s'agit d'une façade. Car les constructions et les matériaux de mauvaise qualité, la récession, l'absence de commerce

ont réduit à néant l'attractivité du quartier. Celui-ci n'est qu'un nouveau ghetto peuplé de miséreux à la dérive. Il y a là une fatalité sociale et une violence atavique, toutes deux désespérantes sous la plume d'Irvine Welsh.

Exilé à Miami depuis son mariage en 2005, l'ex-enfant terrible de la littérature britannique, bientôt sexagénaire, a diversifié son répertoire à travers une série de romans situés aux Etats-Unis. Tels *Crime*, sur un réseau pédophile en Floride, ou *La Vie sexuelle des sœurs siamoises*, sur le sadomasochisme (Au diable vauvert, 2014 et 2017). Mais cet autodidacte, fils d'un docker et d'une femme de ménage, est, comme le personnage de Begbie, au meilleur de son énergie, le plus semblable à lui-même, c'est-à-dire en colère, dès qu'il retrouve Edimbourg, sa ville natale, plus précisément le quartier ouvrier de Leith. « Une ville dans la ville » – rappelle-t-il dans *L'Artiste au couteau* –, dont il brosse la chronique intermittente depuis *Trainspotting* et ses suites, *Porno* et *Skagboys* (Au diable vau-

vert, 2008 et 2016), la genèse de la bande de junkies composée de Mark Renton, Sick Boy, Tommy, Begbie et Spud.

Par son absence de remords et sa franche perversité, Begbie fait froid dans le dos. Robert Carlyle, qui l'a à ce jour interprété deux fois dans les films de Danny Boyle, lui a donné une physionomie osseuse, un regard fou et des accès de paranoïa. Rythmés par une bande-son très pop-rock (Iggy Pop, New Order, Primal Scream), les longs-métrages consécutifs aux romans ont contribué au processus de cristallisation, c'est-à-dire d'attachement mêlé d'effroi à cette génération perdue, laminée par le thachérisme. Ensemble, ils ont créé un phénomène culturel tel que les admirateurs du cycle *Trainspotting* continuent d'en réciter par cœur les répliques et qu'il est impossible d'oublier chacune de ses figures tragiques. Irvine Welsh, artiste au scalpel. ■

L'ARTISTE AU COUTEAU  
(*The Blade Artist*),  
d'Irvine Welsh,  
traduit de l'anglais  
(Ecosse) par Diniz  
Galhos, Au diable  
vauvert, 480 p., 22 €.  
Du même auteur  
et du même  
traducteur, signalons  
la parution en poche  
de *La Vie sexuelle  
des sœurs siamoises*,  
Points, 504 p., 8,20 €.

## L'art de brutaliser les mythologies régionales

En dix nouvelles sobres, hélas non retraduites, Tom Franklin étrille l'image rituelle du Sud américain

MARC CHÉNÉTIER

Plus on est loin, plus l'on fantasme... L'ironique collection de clichés qui scande le parcours imaginaire des deux « hommes du Sud » – deux personnages « raffinés » et rêvant d'évasion, comme nous les présente l'Américain Tom Franklin dans « Alaska », la plus brève de ces dix nouvelles – ne fait pas qu'étriller les rêves préfabriqués de ces deux paumés. Elle met aussi en garde contre une lecture guidée par ce que l'on croit déjà savoir d'un environnement physique et social. Or, s'agissant du Sud des Etats-Unis où ont lieu ces récits, la réalité est moins exotique que les représentations.

*Braconniers* est la réédition à l'identique – dans la version française parue en 2001 – d'un recueil intitulé *Poachers* (1999). Les

renvois psittaciques des quatrièmes de couverture à des figures littéraires très dissemblables (Faulkner, Steinbeck, Tennessee Williams ou Flannery O'Connor) favorisent une « folklorisation » de la lecture. Il est certes question du Sud dans ces histoires, mais elles pourraient aussi bien avoir lieu ailleurs, dans l'Idaho de Jerry Wilson par exemple, la manière et le ton de Franklin évoquant des conteurs pour l'essentiel étrangers à l'imaginaire américain du lecteur français.

### Vitalité enfouie

Industries polluantes, fuite dans la délinquance, dislocation des corps et des esprits : l'image rituelle du Sud n'est plus ici que vague icône de survie dans un monde où la mort subie (usines et chimie) ou infligée (meurtres et suicides, commis ou fantasmés) l'emporte sur la luxuriance naturelle menacée ; où les vies sont aussi tordues que les S de « Mississippi » ; où le quotidien se transmue en étrange, en tragique et en vide sous le poids infime d'un souvenir, d'une coïncidence ou d'un

regard ; où le goût de la chasse compense la tentation de l'assassinat.

L'éclairage fugitif d'une personnalité ne provient que de l'allusion à un incident passé, d'un geste inaperçu ou d'un acte discret (« Chevaux bleus »). Le montage des séquences narratives est interrompu par des non-dits menaçants (« Duane Juarez »). Alors que Franklin brutalise la mythologie régionale, abrassée par une rude réalité sociale et une nature blessée, son relatif minimalisme rend paradoxalement compte d'une vitalité enfouie : sur fond de cette prose économe et sans ornement, la moindre image, le moindre effet de style, arrachant à la torpeur, s'anime et mord. Comme si au fil de vies mornes pouvait toujours surgir quelque soudain désastre. Comme si la seule dignité demeurait dans la sobriété, la retenue de la phrase.

Il est regrettable que cette réédition n'ait pas été l'occasion de revoir une traduction sourde aux rythmes, aux voix, aux niveaux de langue. Tout le travail du livre à rebours des poncifs se voit contra-

rié par ceux qu'on lui impose. Les petites touches le cèdent au romanesque bavard. Phrases scindées, explicite assassin, titres revus à la baisse (« Grit », « A tiny history ») ; surtraductions complaisantes (« A fat plastic surgeon » : « un gros lard qui se fait des couilles en or en tirant la peau des vieilles » ; « intelligent girls » : « des gonzes-ses intello » ; « lie to your wife » : « raconter n'importe quelle craque à bobonne... [sic] »). Pareils excès n'apparaissent pas dans les belles traductions de *Smonk* et du *Retour de Silas Jones* (Albin Michel, 2009 et 2012). Faute donc de pouvoir estimer la prose de Tom Franklin dans une nouvelle version, on apprendra à l'apprécier dans les romans suivants, sous une plume plus juste. Et on lira *Braconniers* un ton en dessous. Ou en VO. ■

BRACONNIERS  
(*Poachers*),  
de Tom Franklin,  
traduit de l'anglais (Etats-Unis)  
par François Lasquin, Albin Michel,  
« Terres d'Amérique », 288 p., 20 €.

### SANS OUBLIER

#### Histoires enchâssées

La « Bibliothèque allemande » des Belles Lettres s'est donné pour mission de faire redécouvrir des textes oubliés en proposant de nouvelles traductions. C'est ainsi que le présent recueil est consacré à huit nouvelles peu connues de Theodor Storm, rédigées entre 1862 et 1881. Né en 1817 dans le nord de l'Allemagne, Storm a commencé par le lyrisme, mais c'est dans le genre réaliste de la nouvelle qu'il a ensuite excellé. Il en a donné une définition simple, rappelée dans l'introduction : aborder « les problèmes les plus complexes », contenir en son centre un conflit et éliminer tout ce qui n'est pas essentiel à la progression de l'intrigue. Ce sont souvent des histoires enchâssées où le narrateur met en scène un personnage qui entreprend lui-même de raconter une histoire : ce double levier plonge le récit dans le temps et lui confère une forme d'authenticité. Secrets de famille, histoire d'assassin, drames de province, conflits amoureux, où jamais n'éclate la révolte, mais où affleure chaque fois une inquiétante étrangeté

qui n'est pas sans rappeler Stifter, un autre grand oublié. ■ PIERRE DESHUSSES  
► *Nouvelles*, de Theodor Storm, traduit de l'allemand par Alain Cozic, Les Belles Lettres, « Bibliothèque allemande », 394 p., 27,50 €.

#### De Tosa à Kyoto

Le poète Ki no Tsurayuki (872-946) est connu comme compilateur du séminal *Kokin-shū*, recueil de *waka* en langue japonaise. Gouverneur, il finit sa carrière éloigné du pouvoir central, dans la province de Tosa, à deux mois de bateau de Kyoto. Ce *Journal* raconte son retour à la capitale, mais sous la plume fictive d'une femme, ce qui lui permet d'« user du japonais (le chinois étant « l'écriture masculine »). Le récit des retardements, de la mer plate, des tempêtes, des jours si nombreux « qu'à force de compter on finira par en avoir mal aux doigts » est émaillé de rencontres ou de terribles vagues à l'âme qui donnent lieu à des poèmes, comme des arias dans le récit d'un opéra. La narratrice commente chacun d'eux, expliquant en quoi ils sont bons ou mauvais. Tsurayuki donne ainsi un art poétique déguisé et amusant, ce qui n'empêche pas ce texte d'avoir inspiré les

journaux de véritables dames, comme Murasaki Shibusu ou sa rivale Sei Shonagon. ■ ERIC LORET  
► *Le Journal de Tosa* (*Tosa nikki*), de Ki no Tsurayuki, traduit du japonais par René Sieffert, Verdier, 96 p., 13,50 €.

#### Mystères de l'attraction

Du grand écrivain américain James Salter, mort en 2015 et auteur d'*Un sport et un passe-temps* (L'Olivier, 1996), voici un cadeau posthume, ses nouvelles complètes. Ce livre reprend les recueils *American Express* et *Bangkok* (L'Olivier, 1995 et 2004), et offre aussi quatre histoires jamais traduites en français. On y retrouve son écriture tendue comme un jet de pierre ainsi que ses thèmes inépuisables, la pulsion et l'usage amoureux, les mystères de l'attraction ou ceux du charisme. Comme dans le dernier texte, inédit, où Salter analyse l'étrange magnétisme d'un septuagénaire « maniaque » et séducteur, capable de tirer « un plaisir intense de la vie » sans jamais s'y engager. ■ FLORENCE NOUVILLE  
► *Last Night*, de James Salter, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Anne Rabinovitch, Lisa Rosenbaum et Marc Amfreville, L'Olivier, 352 p., 14,90 €.



# Italo Calvino, la fin d'une éclipse

L'auteur italien avait presque disparu des librairies françaises pour des questions de droits. Le voici, avec une nouvelle traduction de la trilogie « Nos ancêtres »

NICOLAS WEILL

Il en va d'Italo Calvino comme d'un ami perdu de vue. Avec lui, on reprend la conversation avec plaisir là où elle a cessé. Car, en France, la présence de ce grand écrivain italien (1923-1985), francophile, proche de l'Oulipo, ami de Sartre, s'était faite moins sensible depuis une dizaine d'années. La traduction, par Martin Rueff, de la trilogie « Nos ancêtres », réunissant *Le Vicomte pourfendu*, *Le Baron perché* et *Le Chevalier inexistant*, trois fresques rédigées de 1952 à 1959 mêlant l'histoire, le fantastique et l'ironie, va peut-être inverser la tendance. Ses ventes hexagonales atteignent 1,83 million d'exemplaires au total, jusqu'à son étrange disparition des librairies françaises en 2009, à la suite de la rupture houleuse du contrat qui liait la famille Calvino au Seuil et du rachat par Gallimard de l'intégralité des droits sur l'œuvre (lire *Le Monde* du 12 janvier 2013).

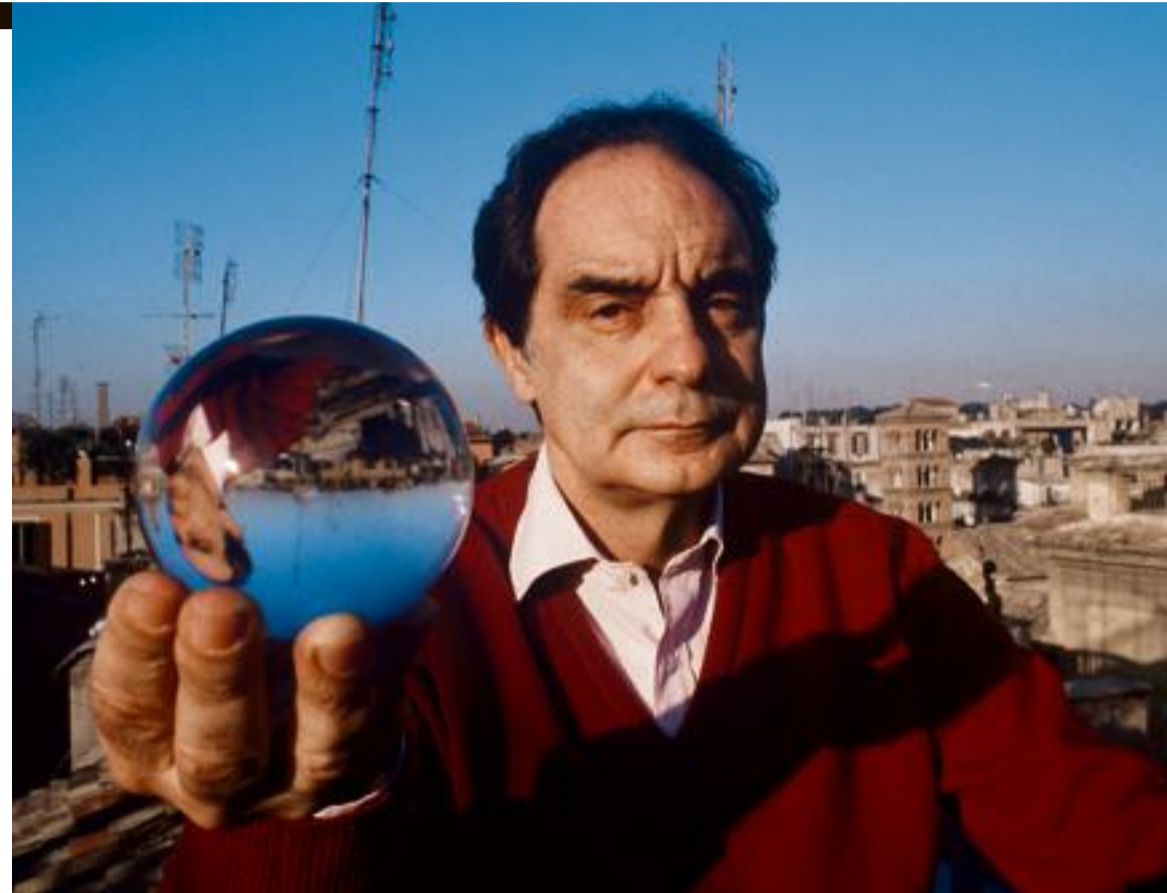
Amené au Seuil à la fin des années 1950 par l'éditeur italienisant François Wahl, Italo Calvino avait supervisé ses premières traductions. La fille de l'écrivain, Giovanna Calvino, qui a fait ses études en France, s'est montrée pourtant sévère à leur égard, assurant que, selon son père, ses lecteurs français ne connaissaient « que 45 % de son travail ». Le choix d'un nouveau traducteur a été le fait d'Esther Singer – dite « Chichita » –, la veuve de l'auteur. L'attention de celle-ci avait été attirée par un article de la revue *Europe* consacré à l'utopie (mai 2011), portant entre autres sur son mari et si-

« A chacun de ses livres, il me semble que Calvino s'est fixé un idéal de phrase, de ton, et qu'il a cherché une sorte d'harmonie »

Martin Rueff, traducteur

gné du poète, traducteur et philosophe Martin Rueff. Conquise par le texte, elle en recommande l'auteur à Gallimard. Martin Rueff, professeur à l'université de Genève, a établi la réédition en « Quarto » des œuvres du mentor littéraire de Calvino, Cesare Pavese (1908-1950).

Avec élégance, Martin Rueff se refuse à dénigrer ses prédécesseurs, préférant souligner ses propres nuances et accents, à com-



A Rome, en 1984. GIANNI GIANSAITI/GAMMA-RAPHO VIA GETTY IMAGES

mencer par sa familiarité avec Rousseau. « Le Baron perché s'inscrit dans l'horizon littéraire, politique et philosophique des Lumières. Calvino fait dialoguer Cosimo [le protagoniste] avec les philosophes, lui fait écrire à Diderot et imiter Rousseau. Or cet héritage est stylistique aussi. La phrase est longue, articulée, sinieuse parfois. Cette longueur permet des effets de rupture en fin de paragraphe – et il arrive souvent que Calvino termine un long développement par une phrase courte, comme le fait Voltaire. Inquiets peut-être de la lourdeur de style, les traducteurs antérieurs ont coupé la phrase du Baron et changé son rythme. J'ai voulu rétablir la syntaxe de Calvino. Pour ce qui est du Chevalier inexistant, il me semble que dans un livre qui porte, pour l'essentiel, sur ce que signifie exister ou "inexister" (je n'exclus pas que Calvino veuille aussi se moquer de l'existentialisme), on doit se rendre attentif à la grammaire du verbe "être" et du verbe "exister", fût-ce risqué pour l'oreille. »

Pour Calvino, qui fut engagé dans les rangs des partisans combattant les forces allemandes et mussoliniennes à la fin de la seconde guerre mondiale, puis communiste jusqu'en 1956, les Lumières jouent le rôle de contre-modèle du fascisme. Contrairement au romantisme de Pasolini, dont le succès l'agaçait, il se voulait un écrivain rationaliste. Or cette dimension, aurait, selon Martin

## EXTRAIT

« Convalescent, immobile sur son noyer, [Cosimo] se replongeait dans ses plus sévères études. Il se lança alors dans un Projet de constitution d'un Etat idéal établi dans les arbres, dans lequel il décrivait la République imaginaire d'Arborée, peuplée d'hommes justes. Il le commença comme un traité sur les lois et les gouvernements, mais, alors qu'il écrivait, son inclination pour les histoires compliquées l'emporta et il sortit une somme d'aventures, de duels, de récits érotiques, insérés quant à eux dans un chapitre sur le droit matrimonial. L'épilogue de ce livre aurait dû être le suivant : l'auteur, une fois établi l'Etat parfait au sommet des arbres et une fois l'humanité toute entière convaincue de s'y installer pour y vivre heureuse, descendait sur la terre restée déserte. »

LE BARON PERCHÉ, P. 218

Rueff, quasiment disparu de la réception française de son œuvre – il a été trop vite rangé parmi les formalistes –, tout comme les références constantes à la littérature italienne d'Arioste ou de Boccace, ou son ancrage dans le conte et la culture populaire de son pays. « On n'oubliera pas la première des six Leçons américaines [Gallimard, 1989] : la légèreté, continue le traducteur. Calvino l'applique dans cette trilogie. J'en veux pour preuve le fait qu'il déteste les scènes d'adieu et leur inévitable pathos. Cette manière de s'éclipser est une leçon littéraire et elle vaut aussi pour l'existence. »

Auteur prolifique, Calvino se caractérise par sa concision, sa très grande précision lexicale, qui ne supporte guère l'à-peu-près. « Calvino aimait les décalages savants,

comme l'atteste l'entreprise de Marcovaldo [1966; Folio, 2017], épopée d'un ouvrier milanais, précise Martin Rueff. Mais il rechignait aux trop grandes dénivellations stylistiques et jouait sur les nuances tonales les plus fines. A chacun de ses livres, il me semble qu'il s'est fixé un idéal de phrase, de ton, et qu'il a cherché une sorte d'harmonie. » Doit-on regretter que les noms propres ou les toponymes, pourtant générateurs de sens ou d'effets, aient été laissés ici en italien ? Ainsi, le protagoniste du Baron n'est-il plus « Côme » mais Cosimo, et son domaine d'Ombreuse, Ombrosa. Martin Rueff justifie ce parti pris par la nature cosmopolite et polyglotte de l'univers calvinien. Sitôt que l'intrigue se situe en France (*Le Chevalier inexistant*) ou si les personnages sont français, leur patronyme l'est (ainsi l'abbé Fauchelafleur).

Quant à la relative éclipse d'Italo Calvino en France, Martin Rueff ne l'attribue pas seulement à des questions de traduction ou d'édition. « Il avait cet avantage d'être un écrivain de pointe et de transporter en même temps tout un héritage classique du XIX<sup>e</sup> siècle. Il était d'avant-garde au sens où Borgès l'était. » Cet idéal littéraire combinant littérature, culture et école a décliné, et bien des références calviniennes peuvent paraître indéchiffrables. En revanche, son écriture pudique, subtile et savante, ses « machines littéraires légères » traitant du tragique avec une grâce kafkaïenne, l'atmosphère onirique et cocasse l'instituent en contrepiste efficace de toute « littérature à l'estomac ». Par là aussi, il a toujours place parmi nous. ■

## SANS OUBLIER

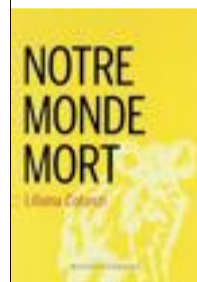
### Peurs ancestrales

Une étudiante, surveillée et surprotégée par sa mère, déclenche la destruction du monde, façon Sodome et Gomorrhe, quand elle tombe sur un garçon peu respectueux. Un exploitant agricole voit son quotidien vaciller lorsqu'un jeune Indien à son service, qui dit communiquer avec l'au-delà, est mortellement blessé sur son domaine. Une trafiquante, femme fatale, disparaît lors d'un voyage à Paris, où sévit un cannibale. Nouvelle voix prometteuse de la littérature latino-américaine, la Bolivienne Liliana Colanzi s'inscrit, avec ces huit nouvelles, dans ce que l'on a appelé la « science-fiction ancestrale » : un genre qui, loin de l'onirisme du réalisme magique et sans verser dans la science-fiction à proprement parler, prend le parti de l'étrangeté inquiétante, du surnaturel teinté d'épouvante, voire du gore. Comme la Mexicaine Guadalupe Nettel et l'Argentine Samanta Schwelblin, Liliana Colanzi affirme une voix singulière dans ces histoires où les

légendes amazoniennes fécondent une imagination sans limites. ■

ARIANE SINGER

► *Notre monde mort* (Nuestro mundo muerto), de Liliana Colanzi, traduit de l'espagnol (Bolivie) par Juliette Barbara, Buchet-Chastel, 122 p., 13 €.



## 30 ans déjà

Trente ans. C'est beaucoup, 30 ans, se dit Julie – qui en a même 31. S'il n'y avait que cela. Mais son couple s'étiole, son boulot de secrétaire ne l'intéresse pas, ses amis deviennent tous « responsables »... Seule perspective réjouissante : sa romance en puissance avec un photographe marié. Après un premier roman consacré à l'adolescence (*Noël en février*, Rue Fromentin, 2015), Sylvia Hansel se penche sur l'entrée dans l'âge adulte en empruntant intelligemment aux codes de la chick-lit, pour dresser le portrait drôle et touchant d'une jeune femme pleine d'humour. Sur fond de musique rock, de rêves romantiques et de revendications féministes auxquelles répondent les voix pharisaïques des collègues de Julie, Sylvia Hansel signe un livre qui ne sombre jamais dans l'autoapitoiement, mais lorgne la comédie sociale, à mesure

qu'elle met en évidence les hypocrisies du « management » contemporain.

Pétillant et décapant. ■ AGATHE MOISSENET

► *Les adultes n'existent pas*, de Sylvia Hansel, Intervalles, 208 p., 17 €.



## L'Irak en ironie

« Ma présence en Irak signifie que je suis en conflit avec les autres. » C'est sur le site Tapin2.org qu'on avait découvert il y a quelques années Mazin Mamoor, au sein d'un collectif de poètes irakiens filmant leurs lectures dans des ambulances, des maisons détruites, voire dans une « cage Daech ». Cette première traduction en français confirme l'ironie d'un univers où le « bleu éclatant du ciel » se mélange avec « les morceaux d'os que j'ai oubliés dans le réservoir d'eau sur le toit » (c'est un tueur à gages qui parle). Pour sortir de l'horreur et de l'injonction à vivre en guerre, outre le rire, il y a aussi la merveille et l'oubli : « Voulez récupérer les dix kilos de son enfant suspendu au / sommet du pylône électrique, la mère court à perdre haleine. / Tout ce qui lui importe c'est de se diriger vers le haut / Avec les plumes d'oiseau éparpillées dans l'air, elle pourrait / broder une nouvelle robe de la taille du nuage. » ■ ÉRIC LORET

► *Cadavre dans une maison obscure*, de Mazin Mamoor, traduit de l'arabe (Irak) par Antoine Jockey, Lanskine, « Ailleurs est aujourd'hui », 56 p., 12 €.

## Le procès enchanté de la modernité



TROIS HISTOIRES « qui ont en commun d'être toutes invraisemblables et de se dérouler dans des époques lointaines », voilà comment Italo Calvino a présenté

lui-même sa trilogie, écrite tout au long de la décennie 1950-1960 et qui l'a rendu mondialement célèbre. Dans une « Note 1960 » précédant *Le Chevalier inexistant*, il affirme avoir consommé, à travers elle, sa rupture avec le style de ses premiers écrits, qui étaient liés à son expérience de résistant et qu'il qualifie de « néoréalistes » : « On ne rencontrait plus tous ces types étranges qui venaient raconter des histoires exceptionnelles », écrit-il.

En déplaçant l'action dans le passé et en déconnectant ses personnages de la réalité immédiate par une touche fantastique, Calvino entendait créer la distance nécessaire à un regard à la fois amusé et rationnel sur les années de guerre froide succédant à l'héroïsme. La souffrance d'un moi moderne devenu étranger à son monde dans *Le Vicomte pourfendu*, fable d'un homme coupé en deux, la réduction de l'être à sa pure fonction dans *Le Chevalier*, à travers la métaphore du paladin de Charlemagne, une armure vide, et l'obstination de Cosimo à ne jamais mettre un pied sur terre et à vivre son existence entière dans les arbres tout en continuant à participer à la vie de tous, dans *Le Baron perché*, composent une mise en accusation discrète des temps

nouveaux et de la grisaille d'après guerre. La critique n'est jamais lourde, grâce à l'humour, qui réussit ce tour de force de transformer le procès en enchantement. ■ N. W.

NOS ANCÊTRES. LE CHEVALIER INEXISTANT, LE VICOMTE POURFENDU, LE BARON PERCHÉ (I Nostri Antenati. Il Cavaliere inesistente, Il Visconte dimezzato, Il Barone rampante), d'Italo Calvino, traduit de l'italien par Martin Rueff, Gallimard, « Du monde entier », 656 p., 49 €. Signalons, du même auteur, la parution en poche de Pourquoi lire les classiques, traduit par Jean-Paul Manganaro et Christophe Mileschi, Folio, 414 p., 7,80 €.



# La façon dont les autonomistes mexicains pensent le temps inspire à Jérôme Baschet, médiéviste vivant au Chiapas, une nouvelle critique du présent

## A l'heure zapatiste

DAVID ZERBIB

Les plus anciens leur ont enseigné que « la célébration de la mémoire » ne consiste pas à « retourner le visage et le cœur vers le passé ». Pour les militants zapatistes du Chiapas, au Mexique, engagés depuis 1994 dans une lutte contre l'Etat fédéral pour l'autonomie de leur région et la défense de leur modèle politique et économique alternatif, cette mémoire est une blessure. Celle des massacres de la conquête du Mexique, de la négation de la culture indienne ou encore du travail forcé dans les grandes exploitations agricoles. Mais les zapatistes, note Jérôme Baschet dans son nouveau livre, *Défaire la tyrannie du présent*, ont appris à regarder le futur à partir des voix du passé, sans jamais se figer dans un devoir de commémoration stérile.

Pour l'historien médiéviste, auteur, en 2005, de *La Rébellion zapatiste. Insurrection indienne et résistance planétaire* (Flammarion), cette manière de relier passé et futur constitue le moyen de redonner un sens au temps présent. Baschet, élève de Jacques Le Goff, a lui-même opéré une connexion des temps en devenant penseur du contemporain, après avoir partagé pendant vingt ans sa carrière entre l'Ecole des hautes études en sciences sociales, à Paris, et l'Université autonome du Chiapas, région où il vit désormais. Il écrit avoir été frappé, au Chiapas, par une « étonnante survivance de formes d'exploitation de type féodal, articulées à une logique globale capitaliste ». Son expérience mexicaine semble avoir fait de son regard d'historien un instrument pour déceler l'« inactuel » au cœur du contemporain. Inactualité



Dans le Chiapas, au Mexique, en 1998. JACQUES TORREGANO

d'un passé qui opère au présent mais aussi d'un futur qui émerge dans le moment vécu, avec ce que cette émergence comporte de potentiel critique et politique.

### « Tyrannie des horloges »

Le livre est traversé par une question que l'on pourrait ainsi résumer : lorsque le futur est un mur qu'aucune promesse de lendemains qui chantent ne vient frappé, au Chiapas, par une « étonnante survivance de formes d'exploitation de type féodal, articulées à une logique globale capitaliste ». Son expérience mexicaine semble avoir fait de son regard d'historien un instrument pour déceler l'« inactuel » au cœur du contemporain. Inactualité

notre rapport à l'histoire, qui n'est ni le régime où domine le temps cyclique de la tradition ni le régime moderne, où prévaut le temps linéaire du progrès. Sur fond de domination du capitalisme financier globalisé, résume Jérôme Baschet, le présentisme est marqué par l'effondrement des grands récits d'émancipation et par une expérience très concrète de la temporalité comme « tyrannie des horloges » et de l'information en temps réel, ainsi que par un « horizon d'attente » obscurci par les prévisions de catastrophe écologique.

Afin d'approfondir l'enjeu politique de ce « présent du présentisme », il l'analyse comme un « présent sans présence » où le moment vécu disparaît sous « la domination du futur immédiat ». « La tyrannie de l'urgence qui y règne est, en fait, la tyrannie de l'instant d'après », analyse-t-il. Comment dès lors échapper à cet enfermement qui nous met en marche pas à pas sans nous permettre de nous projeter dans l'avenir ? En se distinguant à la fois des partisans de « l'accélération » (prendre de vitesse un système oppresseur, notamment par l'appropriation des ressources technologiques) et des défenseurs d'un « ralentissement »

tourné vers la tradition, l'auteur fait l'hypothèse d'une autre voie, celle d'une reconnexion du passé et du futur propre à faire émerger un nouveau régime d'historicité.

A travers une « conception non planificatrice de l'anticipation », il y aurait selon lui « la place pour une modalité de l'espérance imbriquée à l'intensification du vivre et de l'agir présent ». C'est au fond à un art du cheminement dans des temporalités hétérogènes que nous invite ce livre. Il interroge la possibilité d'une « histoire post-capitaliste » fondée moins sur un programme révolutionnaire que sur une autre expérience temporelle. Celle-ci dessine un futur fragile et incertain, mais au moins possible et ouvert, qui se donne à expérimenter dans des zones d'autonomie. Comme auprès des zapatistes, qui se tiennent au pied du mur du futur, attentifs non aux lignes droites mais aux fissures. « Car il est bien connu, ont-ils écrit dans un communiqué, que les portes étaient auparavant des fenêtres, et auparavant encore étaient des fissures, et avant encore mémoire. » ■

**DÉFAIRE LA TYRANNIE DU PRÉSENT. TEMPORALITÉS ÉMERGENTES ET FUTURS INÉDITS, de Jérôme Baschet, La Découverte, 320 p., 21 €. Signalons, du même auteur, la réédition en poche de La Civilisation féodale. De l'an mil à la colonisation de l'Amérique, Flammarion, « Champs histoire », 914 p., 13 €.**

### EXTRAIT

« Si l'on admet que l'histoire n'avance pas tout entière du même pas (...), alors il est possible de tenter d'improbables rencontres entre le passé des communautés indigènes, ayant survécu à l'imposition du Marché, et le destin futur d'une humanité qui se refuse à l'autodestruction. (...) L'histoire est faite de possibilités multiples (...), tentées ou oubliées. Elle est aussi tissée d'arythmies, de temporalités différentes qui

s'entrelacent dans les processus sociaux, et rendent impossible d'unifier l'Histoire universelle sous la forme d'une flèche rectiligne, dirigée vers un futur prédéterminé. (...) [Les zapatistes] ouvrent la possibilité de reconnaître une discordance des temps et parient sur une récupération conjointe du passé et du futur. »

**DÉFAIRE LA TYRANNIE DU PRÉSENT, PAGES 32-33**

## La Norvège et son traître

Un dirigeant pro-nazi, un peuple qui refuse de se soumettre : Eric Eydoux revient sur un épisode méconnu de la deuxième guerre mondiale

ELENA BALZAMO

Rares sont ceux, en dehors de la Scandinavie, qui connaissent la date du 9 avril 1940 : le début de l'occupation de la Norvège par l'Allemagne nazie. En quelques heures, les ports sont investis, les points sensibles sécurisés par les troupes aéroportées. Le royaume de trois millions d'habitants, qui n'a pas connu la guerre depuis plus d'un siècle, dispose d'un seul char de combat et d'une trentaine d'avions en état de voler ; il ne peut faire le poids face au rouleau compresseur allemand.

Comme le rappelle Eric Eydoux, éminent spécialiste des civilisations nordiques, ce n'est donc pas l'opération militaire qu'on peut retenir de cet épisode, mais plutôt ce qui suit : la résistance passive d'un peuple entier. Dans un pays décapité (le roi et le gouvernement étant réfugiés à Londres), gouverné par le cabinet fantoche de Vidkun Quisling (1887-1945) et le commissaire du Reich Josef Terboven (1898-1945), le corps social, resté intact, fait preuve d'une cohésion rare.

Dans tous les domaines, le nouveau régime se heurte à un refus de coopérer. Malgré la censure, les actions sont parfaitement coordonnées. On oblige les professeurs à adhérer au Parti national-socialiste ? Ils envoient tous à leur ministre la même lettre de protestation. On met l'Eglise (luthérienne) sous pression ?

Les pasteurs démissionnent en masse. Et ainsi de suite. Les stades – lieux d'embranchement – sont désertés, les théâtres – mis au service de la propagande –, vides. Le moindre geste des occupants est aussitôt connu à Londres : la nation s'est transformée en un vaste réseau de renseignement.

### Homme-énigme

Eric Eydoux ne dissimule pas les limites de cette rébellion, au demeurant massive et inébranlable. Il relève qu'une collaboration économique s'est développée, et que les Norvégiens ont été relativement épargnés par les nazis, au nom de leur supposé « sang germanique ». De même, le passage de la résistance passive à la lutte active a été tardif : les premiers actes de sabotage n'apparaissent qu'en 1944.

Il n'empêche que le contraste est saisissant entre l'attitude des Norvégiens et la politique de celui qui voulait incarner leur destin : Vidkun Quisling. Un homme-énigme. Esprit cultivé, militaire courageux, bon administrateur, il aurait pu épouser le mouvement spontané de sa société, mais il choisit la trahison. A cause de son ambition dévorante, qui finit par le couper du réel, mais surtout de son absence de flair : il n'a jamais compris à quelle population il avait affaire. D'où sa soumission grandissante au diktat allemand, d'où une politique de plus en plus brutale, qui laissera le pays ensanglanté. Sa vie est racontée en pointillé, mais les occasions d'entendre sa voix ne manquent pas, grâce aux minutes de son procès. Un procès qui le mènera au peloton d'exécution.

Divisé en brefs chapitres agrémentés d'images provenant des archives norvégiennes, le récit est parsemé de judicieux conseils de lecture d'écrivains norvégiens, qui rappellent qu'on doit à Eric Eydoux une admirable *Histoire de la littérature norvégienne* (Presses universitaires de Caen, 2007). De nombreux historiens nordiques et anglo-saxons ont travaillé sur cette période, mais leurs travaux, rarement traduits, étaient peu connus en France. *Le Chemin de la trahison*, qui en est une précieuse synthèse, nous fait entrer dans ce chapitre étonnant de l'histoire de la seconde guerre mondiale. ■

**LE CHEMIN DE LA TRAHISON. LA NORVÈGE À L'HEURE DE QUISLING, d'Eric Eydoux, Gaïa, 432 p., 24 €.**

### SANS OUBLIER

#### Rescapés de l'horreur

Heureusement que Marie-Caroline Saglio-Yatzimirsky, praticienne en psycho-traumatologie à l'hôpital Avicenne de Bobigny, n'assure pas des consultations tous les jours. Heureusement que son autre métier, celui de professeure d'anthropologie, détourne ses pensées de l'ignominie des récits livrés par des réfugiés venant du Bangladesh, de Guinée-Conakry, du Sri Lanka, du Soudan, du Pakistan ou encore d'Afghanistan. Pétris de la culpabilité des survivants, abattus par la honte d'avoir abandonné enfants ou camarades de combat, ils ont tous frôlé la mort. Violés, torturés, mutilés, témoins de crimes et d'actes de barbarie, ces rescapés de l'horreur sont hantés par leurs souvenirs, qui terrorisent leur quotidien – hallucinations, cauchemars, crises de suffocation, voire tentatives suicidaires. Aux difficultés matérielles de ces personnes, empêtrées dans le parcours kafkaïen des demandeurs d'asile, s'ajoute celle de s'exprimer en confiance dans une démarche thérapeutique étrangère à leur culture. La prise de parole a souvent été, pour eux, synonyme de danger. Marie-Caroline Saglio-Yatzimirsky les écoute, tente de leur proposer des scénarios acceptables de leur vie, non pour

tourner la page mais pour écrire la suivante. ■ ANNE BOTH  
► *La Voix de ceux qui crient. Rencontre avec des demandeurs d'asile*, de Marie-Caroline Saglio-Yatzimirsky, Albin Michel, 318 p., 19,50 €.



#### Une épopée boer

A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les Français se prirent de sympathie pour les Boers, des colons majoritairement néerlandais établis en Afrique du Sud deux siècles plus tôt. Entre 1899 et 1902, un conflit opposa leurs deux petites républiques, le Transvaal et la République d'Orange, à l'Empire britannique. Si ce dernier l'a emporté, explique l'historien néerlandais Martin Bossenbroek, ce n'est pas sans perdre de son prestige. L'armée britannique eut recours à la terreur contre les civils et cent cinquante mille Boers furent internés en camps de concentration. Une puissante synthèse aux allures d'épopée suit les destins de l'avocat néerlandais Willem Leyds, d'un combattant boer, Deneys Reitz, et d'un jeune reporter britannique nommé Winston Churchill, tout en faisant le point sur les enjeux historiographiques récents. ■ ANTOINE FLANDRIN  
► *L'Or, l'Empire et le sang. La guerre anglo-boer (1899-1902)* (De Boerenoorlog), de Martin Bossenbroek, traduit du néerlandais par Bertrand Abraham, Seuil, « L'univers historique », 624 p., 25 €.



# Maturité sexuelle de l'écrou

LE FEUILLETON  
CLARO



ON SE DEMANDE BIEN quel vent nous pousse vers l'absurde. Pourquoi nous apprécions les glissements de réalité. En quoi la culture de l'im-

possible nous ravit. Mais c'est comme ça : depuis des lustres nous aimons l'idée qu'un plafond soit autre chose qu'un plafond. Un animal, par exemple. Si possible sauvage. Il conviendra alors de domestiquer le plafond. C'est logique, après tout. On ne peut pas laisser un plafond battre la campagne comme s'il ne pleuvait jamais ou comme si les locataires du dessus prenaient plaisir à tomber en permanence. C'est tout l'intérêt de l'absurde, du dérèglement des sens interdits : il faut en extirper la cohérence interne, l'aider à croître, la pousser dans ses retranchements, quitte à en rajouter.

A première vue, ça n'a pas l'air sorcier, même s'il est évident que tout ça ressort éminemment de la magie. N'importe qui, avec un peu d'imagination, peut concevoir une situation interlope et lui donner des ailes, la pousser par la fenêtre et décrire ses zigs et ses zags dans un ciel qui, tant qu'à faire, sera en bois volatil. Possible. Mais en quoi consiste alors la difficulté? Qu'est-ce qui fait qu'un texte «surnaturaliste» atteint son but? Quel but, au fait? L'émerveillement du lecteur? Son éclat de rire? L'émotion de sa confusion? Emettons une hypothèse: les écrits fantastiques – ou plutôt fantasques – sont leur propre but. Ils cherchent à vérifier que, même centrés sur un dérèglement, ils peuvent fonctionner. Que, même culs-de-jatte, ils peuvent croiser les jambes. S'ils y arrivent, un pacte est alors passé avec le lecteur. Ce dernier renonce à sa crédulité et accepte de s'inventer des émotions inédites en lien avec des faits ou des événements, des situations ou des êtres relevant exclusivement de l'irrationnel. Pour y arriver, il vaut mieux avoir un certain doigté. De la grâce. Un sens certain du dosage. La folie, comme l'orgasme, est une affaire de millimètre.

Dans *Les Pas perdus*, Etienne Verhasselt manie l'absurde avec une précision d'entomologiste. D'ailleurs, il est question d'insectes dans ce premier recueil de textes. D'une mite, par exemple. L'auteur imagine une mite qui ne lâche pas d'une patte un pauvre hère. Comment être sûr qu'il s'agit de la même mite? C'est la première étape de l'absurde. Il faut une certitude. «Mais où qu'il aille, depuis quelque temps, il tombait toujours sur elle. Entendons-nous bien: sur elle et pas



ILLUSTRATION FRANÇOIS OLISLAEGER, PHOTO JÉRÔME DAYRE

sur une autre. Oui, car, abasourdi, il venait de comprendre que c'était à chaque fois elle.» Et maintenant? Qu'imaginer entre la mite et l'homme? C'est là où Verhasselt se distingue, surprend. Nourri de Poe, de Buzzati, peut-être de Quiroga et de Cortazar, sans doute aussi de Maupassant (ses personnages souffrent souvent du syndrome du Horla...), il va faire de cette mite l'équivalent d'un juge implacable et mutique, un minuscule corbeau qui n'a même plus besoin de croasser son «nevermore». Résultat, notre homme «s'effondra en larmes, hon-

LES PAS PERDUS,  
d'Etienne Verhasselt,  
Le Tripode, 140 p., 15 €.

teux et coupable. Il était démasqué: il avoua à la mite ses mesquineries, ses mensonges, ses lâchetés et ses trahisons. Il avoua ce que tout homme acculé ne peut manquer de confesser: il avait eu peur d'aimer (...).» Ici, le comique s'abouche au tragique sans qu'on voie la couture. Mite et réalité: éternel dialogue.

Etienne Verhasselt, on le voit, n'a pas peur des situations de départ incongrues. Le propriétaire d'un chien s'aperçoit, mais un peu tard, que ledit chien est en fait un... pétoncle. Il encaisse assez bien la nouvelle, mais le toutou en question, lui, «prend la direction du salon pour assumer son destin, gagnant l'aquarium d'eau salée où il est allé, rejoignant le fond, se poser en silence dans le sable, parmi les algues immobiles». Tristesse du canidé se décou-

Etienne Verhasselt imagine une mite qui ne lâche pas d'une patte un pauvre hère. Comment être sûr qu'il s'agit de la même mite? C'est la première étape de l'absurde

vrant pétoncle: il fallait y penser. Ailleurs, il est question d'un pauvre téléviseur, contraint de s'enquiller toute la sainte journée le spectacle d'une famille qui bâfre des pizzas. Aïe. Que croyez-vous qu'il fit? A chaque fois, l'auteur emprunte une direction imprévisible, malgré le déroulé d'une logique absurde, empêchant ainsi à son texte de s'enkystrer dans le mécanique. On en aura la preuve avec le texte intitulé *L'Écrou*, où un homme ne se sépare jamais d'un écrou, modèle papillon en laiton. Que faire d'un écrou en une page et demie? L'accoupler avec une vis à tête hexagonale, pardi! «Oui, grâce à ses soins attentifs l'écrou avait pu atteindre sa maturité sexuelle et l'accouplement était imminent.» Je précise que les enfants peuvent essayer de reproduire l'expérience chez eux, c'est sans danger.

J'en vois quelques-uns qui tordent le nez et brûlent de demander: mais la morale, le sens final, la portée humaine? Car il faut bien que l'absurde accouche d'autre chose que de l'absurde. Pas sûr. Quand l'incongru se confond avec la grâce, quand l'improbable donne sur le merveilleux, quand l'aberrant se hisse au magique, eh bien le tour est joué. Démonstration est faite qu'à partir de nos simples affects, une fois ceux-ci plongés dans le bain du surréel, nous nous adaptons. Nous survivons. La phrase s'adapte. La littérature survit. Le conte est bon. ■

C'EST GRAPHIQUE  
PÉNÉLOPE BAGIEU  
dessinatrice

## Grandes femmes empêchées



CONNAISSEZ-VOUS Liv Strömquist? Si vous n'avez pas cette chance, bonne nouvelle, son album *I'm Every Woman* est enfin traduit, et vous

offre l'occasion de découvrir une des écritures les plus intelligentes et drôles de la bande dessinée actuelle.

On a vu l'auteure (qui fête ses 40 ans cette année) disséquer au fil de ses planches le romantisme, le capitalisme sauvage ou encore la sexualité féminine. Mais, bien avant cela, il y a une dizaine d'années, celle qui est aujourd'hui une figure incontournable de la scène féministe livrait cette réflexion brute: derrière chaque grand homme, il y a généralement une grande femme, empêchée, écrasée, diminuée. Une fiancée chargée d'élever la marmaille. Une artiste incapable de se sentir légitime. Mais les hommes sont-ils capables de se sacrifier de la sorte, de vivre «derrière une grande femme»? Le couple traditionnel est-il une aliénation? Liv Strömquist commence par dresser un top 5 des pires petits copains de l'histoire. Au palmarès, Edvard Munch, Pollock, Mao, une mention spéciale à Elvis Presley qui drogua et emprisonna quasiment sa très jeune femme, Priscilla, des années durant. Ingmar Bergman, lui, a légué au monde une œuvre magistrale, mais aussi laissé une dizaine d'enfants à une ribambelle de réalisatrices ambitieuses et talentueuses (souvent âgées de vingt à trente ans de moins que lui), qui n'ont évidemment pas poursuivi leur carrière (ce dont, grand seigneur, il se désolait). Mais le décortiquage ne s'arrête pas à cette galerie de rustres.

Homer Simpson et Barbapapa

De façon documentée et analytique, Liv Strömquist invoque historiens, sociologues, philosophes et épisodes de la série *Friends* pour répondre à toutes sortes de questions existentielles: à quel moment les textes sacrés ont-ils commencé à qualifier toutes les femmes libres de salopes? Les enfants sont-ils de droite? Qui était Voltaire? Quel genre de mari était Staline? Pourquoi les politiciens vouent-ils un culte à la famille nucléaire? Pourquoi Homer Simpson passe-t-il son temps sur son canapé alors que Marge s'occupe de tout (et reste mince)? Pire encore, Barbapapa et Barbamama, «un homme obèse, disgracieux, à la peau rose, qui sort avec une femme noire et sexy», ne sont-ils pas un peu trop proches de la réalité? Le mariage, la masculinité, l'Église, la famille, tout est passé au filtre de ce dessin simple et malin, de ces dialogues à pleurer de rire. L'ensemble est même presque trop court.

Il y a quelques mois, les dessins de la bédéiste, exposés dans le métro de Stockholm, ont provoqué l'exaspération de l'extrême droite et des conservateurs suédois. Certaines œuvres ont été vandalisées. Sur l'une d'elles, intitulée *It's Alright, I'm Only Bleeding* («tout va bien, je suis juste en train de saigner», en référence à une chanson de Bob Dylan), l'artiste avait eu l'outrecuidance de représenter une patineuse, assise par terre les jambes écartées, révélant une tache de sang rouge vif sur sa culotte immaculée. L'organisatrice de l'exposition n'a pourtant pas cédé, et les usagers du métro ont survécu à ces images terrifiantes. Cette controverse ne fait qu'enfoncer le clou: pour réconcilier les grincheux avec les femmes, et tenter de rendre le monde un peu moins bête, il faut offrir autour de soi beaucoup d'exemplaires de *I'm Every Woman*. ■

I'M EVERY WOMAN,  
de Liv Strömquist,  
traduit du suédois par Kirsi Kinnunen,  
Rackham, «Le Signe noir», 112 p., 18 €.

Les écrivaines Céline Minard et Leïla Slimani, la dessinatrice Pénélope Bagieu et le philosophe Bruno Latour tiennent ici à tour de rôle une chronique. PHOTOS: THIBAUT CHAPOTOT, ELIZABETH CARECCHIO, SIMONÉ EUSEBIO

## L'Antiquité? C'est pour demain!

FIGURES LIBRES  
ROGER-POL DROIT



LONGTEMPS, ils servirent de modèles. Jugés indépassables, les Anciens étaient à imiter, c'était la

condition première de toute création. Ensuite, ils devinrent gibier pour archéologues, terrain de chasse pour érudits à col dur et lorgnon, avant de finir par moisir entre poubelles du mépris et dépotoirs de l'oubli. Mais, ces derniers temps, tout commence à changer. D'innombrables lecteurs les redécouvrent, des auteurs glorifient avec talent le génie du grec et celui du latin, éditeurs et médias s'y intéressent. Le ressort de cette résurrection qui s'amorce? Il reste à déterminer. Plutôt qu'une nouvelle «renaissance», opérant un retour aux sources de la culture occidentale, l'avenir et ses angoisses semblent au

cœur du processus. Moins le futur semble humain, plus les Anciens révèlent de trésors d'humanité. Moins l'horizon est clair, plus ils fournissent d'outils pour comprendre.

Ce lien paradoxal et puissant entre Antiquité et avenir constitue le fil qui rassemble le réseau d'associations Antiquité-Avenir, né en 2015, regroupant aujourd'hui trente-huit organismes où se côtoient notamment historiens, juristes, économistes, linguistes et philosophes. A son initiative, des Etats généraux de l'Antiquité viennent de se tenir, les 8 et 9 juin, à la Sorbonne. Le volume intitulé *L'avenir se prépare de loin* est publié en même temps, sous la direction de son président, Jacques Bouineau. Il rassemble une trentaine de courts

L'AVENIR SE PRÉPARE DE LOIN,  
sous la direction de Jacques Bouineau,  
Les Belles Lettres,  
210 p., 17,50 €.

VIVE LE LATIN. HISTOIRES ET BEAUTÉ D'UNE LANGUE INUTILE  
(Viva il latino),  
de Nicola Gardini,  
traduit de l'italien par Dominique Goust  
avec la collaboration d'Iliara Gabbani, De Fallois,  
280 p., 18 €.

loin est publié en même temps, sous la direction de son président, Jacques Bouineau. Il rassemble une trentaine de courts

textes dont les auteurs exposent leurs relations aux Anciens et ce qu'ils puisent dans leurs œuvres pour comprendre aujourd'hui et construire demain.

L'idée est excellente. La cause est bonne, l'initiative sympathique. Mais le lecteur reste sur sa faim, s'il espère quelque idée neuve ou quelque analyse incisive. En dépit de la qualité des contributeurs – hommes politiques, écrivains, scientifiques, sans oublier les antiquisants –, l'ensemble, forcément disparate, accumule vœux pieux, déclarations convenues et souvenirs d'apprentissages personnels.

Parler latin en rêve

*Vive le latin*, de Nicola Gardini, constitue une défense et une illustration des ressources anti-ques autrement séduisante et percutante. Aujourd'hui professeur à Oxford, cet érudit italien, spécialiste de la Renaissance, est l'auteur d'une œuvre déjà fournie où se mêlent essais et fictions, mais dont rien, à part ce titre de 2016, n'est traduit en français. *Vive le latin* est d'abord le récit

autobiographique d'une histoire d'amour entre un homme, né en 1965, et une langue que plus personne ne parle mais qu'il imagine, adolescent, comme «l'espace du bonheur par excellence», au point de parler latin la nuit, en rêve... L'originalité de l'essai est de faire partager cette passion dévorante en montrant comment cette langue engendre des notions spécifiques et habite des registres multiples.

Gardini passe donc en revue, au fil d'une vingtaine de chapitres, Cicéron et Plaute, Catulle et Virgile, César et Tite-Live, Sénèque et Horace – entre autres. Rien à voir, malgré tout, avec une histoire des lettres romaines. Chaque auteur, en effet, est lié à une seule expression, un seul thème où se donne à voir la puissance propre au latin d'élaborer un monde comme nulle part ailleurs.

Latin ou grec? Préférer l'un à l'autre, c'est choisir entre ces deux univers mentaux. Leurs partisans respectifs se querellent au fil des siècles. Il se pourrait que les générations futures prolongent la partie. ■



# Par un va-et-vient rythmé entre les années 1960 et aujourd'hui, Greg Iles ausculte les séquelles de la ségrégation dans le Sud profond

## Sous l'emprise du Ku Klux Klan

NOIR

SYLVIA ZAPPI

Une question centrale semble d'abord animer *Brasier noir*, le nouveau roman de Greg Iles : qui a tué Viola Turner ? Pourtant, ce premier volet d'une trilogie annoncée nous embarque dans un voyage bien plus vaste qu'une simple enquête policière. C'est une plongée au cœur du Mississippi retraçant cinquante ans d'histoire du *Deep South* (le « Sud profond »), cette Amérique conservatrice et raciste où être noir est depuis toujours un risque quotidien.

Dès les premières pages s'instaure un climat de haine suffocant et poisseux : meurtres, lynchages, perpétrés par un petit groupe dissident du Ku Klux Klan... Au début des années 1960, avec la complicité des autorités locales, les Aigles bicéphales sèment la terreur dans la communauté afro-américaine de Natchez. Parmi les Blancs, seul un médecin, Tom Cage, se comporte avec un semblant d'humanité. Quarante ans plus tard, alors qu'il est à la retraite, le voilà accusé d'avoir tué son ancienne infirmière, Viola Turner, une femme noire avec laquelle il a vécu une passion dévorante.

### Secrets de famille

Le fils du médecin, Penn Cage, un ancien procureur devenu maire de la ville, va se lancer dans une enquête folle pour sauver son père, qui refuse obstinément de se défendre. A travers sa voix, au fil de ses investigations, le doute s'insinue : et si cet homme admiré n'était pas celui qu'il a toujours prétendu être ? D'autres secrets de famille tennaillent les personnages de ce roman fleuve, semblable par son rythme et l'efficacité de son style à un long riff de guitare – Greg Iles a été musicien dans un groupe de rock. « *Le passé ne meurt jamais ; il n'est jamais passé. S'il l'était, il n'y aurait aucun regret* », avertit l'écrivain. Dans *Brasier noir*, il hante, en effet, toutes les pages.



Cérémonie du Ku Klux Klan dans le Maryland, en 1966. RUE DES ARCHIVES/BCA/CSU

**BRASIER NOIR** (*Natchez Burning*), de Greg Iles, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Aurélie Tronchet, Actes Sud, « Actes noirs », 1052p., 28€.

Greg Iles est revenu à l'écriture après cinq ans d'un silence consécutif à un accident de voiture qui a failli lui coûter la vie. Après avoir écrit une douzaine de thrillers, dont plusieurs best-sellers enracinés dans le Mississippi (*24 heures pour mourir*, *Passion mortelle*, *La Mémoire du sang*, tous publiés aux Presses de la Cité, 2003, 2007 et 2008), il s'est lancé dans cette ambitieuse et passionnante trilogie baptisée « *Natchez Burning* », du nom de la ville qui l'a vu grandir. Ce premier opus s'est légitimement hissé à la deuxième place des meilleures ventes du *New York Times*.

Le romancier y procède à une description minutieuse de la ségrégation et des séquelles qu'elle a laissées : les ramifications du Ku Klux Klan, ses relais dans la police, chez les notables et les ouvriers blancs qui terrorisent leurs collègues. « *Originaires d'endroits comme Liberty dans le Mississippi et Monroe en Louisiane – une région baptiste stricte –, ces descendants de l'archétype du fantassin confédéré constituaient les rangs des mécontents que les recruteurs du Klan trouvaient prêts à l'action quand les Noirs essayèrent d'acquiescer l'égalité des droits sur leur lieu de travail.* » Au fil des mille pages, l'auteur tisse son intrigue de va-et-vient incessants entre hier et aujourd'hui, deux périodes qui se font écho. ■

BANDE DESSINÉE



TIMOTHÉE OSTERMANN/FLUIDE GLACIAL

## Folklore du foot

ALORS QUE DÉBUTE la Coupe du monde en Russie, cette petite plongée dans le football amateur réconciliera peut-être les aficionados du ballon rond et ses détracteurs. Les premiers y verront la juste description d'un folklore contemporain et de ses rites ; les seconds, un petit précis de sociologie appliquée. Timothée Ostermann sait en tout cas de quoi il parle puisque le club dont il conte ici la grande légende n'est autre que celui dans lequel il a lui-même joué, le FC Marmoutier, dans le Bas-Rhin. L'auteur émaille sa chronique d'anecdotes véridiques puisées sur les terrains gras de troisième division départementale, le plus bas niveau local.

Derrière les blagues de vestiaire et les brèves de comptoir entendues au club-house s'ébauche le tableau d'un sport caractérisé par sa grande mixité sociale, sans lequel nombre de villages mourraient d'ennui les dimanches après-midi. Un coach aux accents de gourou et un président aux discours va-t-en-guerre soulignent, eux, l'importance démesurée donnée à ce qui ne devrait être qu'un jeu. Le trait simple du dessinateur-footballeur suffit à dévoiler le grotesque et le sublime d'une pratique populaire qu'il faudrait inventer si elle n'existait pas. ■ FRÉDÉRIC POTET

► **Football District**, de Timothée Ostermann, Fluide glacial, 96 p., 16,90 €.

## La victoire en pouffant

Toute la fantaisie absurde de Spike Milligan explose dans le deuxième tome de ses Mémoires de guerre

HUMOUR

MACHA SÉRY

Il y existe plusieurs façons d'être artiste. L'Irlandais Spike Milligan (1918-2002) servit d'abord comme signaleur au 56<sup>e</sup> régiment royal d'artillerie lourde durant la seconde guerre mondiale. Lorsque celle-ci s'acheva, il se fit artificier en bons mots, canonnier de l'absurde. « *Jamais je n'aurais cru qu'un jour, lui [Harry Secombe], moi et un bidasse solitaire de la RAF nommé [Peter] Sellers, qui se trouvait à Ceylan et s'imaginait entendre des tigres, marqueraient plus ou moins l'histoire de la comédie, non que nous ne nous employassions pas déjà, car chaque journée était plus dingue que la précédente* », écrit l'humoriste dans *Opération Renard du désert*.

### Cuites sur la plage

Ce trio de jeunes vétérans créeront, en effet, « *The Goon Show* », une sitcom immensément populaire, diffusée sur les ondes de la BBC entre 1951 et 1960, laquelle inspirera les Monthly Python. « *Spike Milligan est notre Dieu à tous* », convenait John Cleese.

Ce deuxième opus de ses Mémoires de guerre porte sur la période de janvier à mai 1943 et couvre l'opération « Torch », en Algérie, et la campagne de Tunisie, qui mèneront à la victoire des troupes alliées en Afrique du Nord. L'hilarant Spike Milligan y consigne les manœuvres de sa compagnie, les discussions sur le sexe, les cuites sur la plage, les canulars que se font les conscrits et les reparties qu'il affectionne en toutes circonstances, y compris les plus tragiques (« *Quelle heure est-il ? 4h20. Remarque c'est une montre bon marché. Un modèle de luxe donnerait au moins 5h30.* »)

A l'image de *Mon rôle dans la chute d'Adolf Hitler* (Wombat, 2017), *Opération Renard du désert* mêle librement anecdotes, bulletin d'actualités parodiques, lettres, croquis, photographies, gravures agrémentées de facétieux phylactères, dialogues inventés entre Gandhi et Churchill. « *Je n'ai pas peur de mourir*, disait Milligan, *je veux juste ne pas être là quand ça arrivera.* » ■

**OPÉRATION RENARD DU DÉSERT. MÉMOIRES DE GUERRE, TOME II** (« *Rommel ?* » « *Gunner Who ?* » « *A Confrontation in the Desert* »), de Spike Milligan, traduit de l'anglais (Irlande) par Thierry Beauchamp, Wombat, « *Les insensés* », 256 p., 22 €.

TRANS | POÉSIE

DIDIER CAHEN, poète et écrivain

## Poète ?

Trois livres de poésie, on vit avec et on choisit des vers. On se laisse porter ; on tresse alors les œuvres pour composer un tout nouveau poème.

*Je dois me taire jusqu'au jour  
Je n'ai rendez-vous qu'avec l'aube  
La nuit m'appelle à son secours*

*Il m'en faudrait des retours  
Sur moi-même pour peut-être  
Saisir ce qui me fait défaut*

*Je porte mon abîme et je marche  
J'abolis les chemins qui s'éloignent...  
Ainsi je vis en mon tréfonds*

Poète et romancier, Charles Le Quintrec (1926-2008) a travaillé comme critique littéraire au journal *Ouest-France*. Son anthologie des poètes de Bretagne associe les auteurs attendus, Perros ou Guillevic, et de vraies redécouvertes : Alain Lemoigne (né en 1948) ou Antony Lhéritier (1912-1993).

Avec vingt livres de poésie et quinze livres d'artistes en un peu plus de quarante ans, Richard Rognet (né en 1942) poursuit une œuvre secrète et lumineuse. Son lyrisme tempéré condense les frémissements des êtres et de la nature qui rythment son quotidien.

Malgré le sang et la fureur, les Syriens se battent pour continuer à vivre. En témoigne la grande anthologie de la poésie syrienne proposée par Saleh Diab (né en 1967). D'Adonis (né en 1930) à la toute jeune génération, vingt-sept auteurs, autant de visions du monde.

**Poètes de Bretagne. Anthologie**, de Charles Le Quintrec, La Petite Vermillon, 480 p., 10,50 €.

**Les Frôlements infinis du monde**, de Richard Rognet, Gallimard, 152 p., 17,50 €.

**Poésie syrienne contemporaine**, de Saleh Diab, édition bilingue, Le Castor Astral, 352 p., 20 €.

THRILLERS

### Harry Bosch reprend du service

On pensait tout connaître de Harry Bosch, inspecteur solitaire et taciturne inventé par l'Américain Michael Connelly en 1992 avec *Les Egouts de Los Angeles* (Seuil, 1993). On s'était même un peu lassé des enquêtes de cet ancien combattant de la guerre du Vietnam après des romans poussifs comme *A genoux* (Seuil, 2008) et *Les Neuf Dragons* (Seuil, 2011). Puis Connelly s'est repris. *Sur un mauvais adieu* prolonge cette embellie. Dans ce dix-neuvième opus, Harry Bosch, officiellement à la retraite du LAPD, donne un coup de main à la police de San Fernando, qui a perdu une part de ses effectifs depuis le krach financier de 2008. En parallèle, il accepte la mission d'un riche industriel : retrouver un héritier qu'il n'a jamais reconnu, afin de lui léguer sa fortune. Malheureusement pour Bosch, San Fernando est en état d'alerte : un violeur y sévit et terrorise les femmes.

Plus lent que d'habitude, *Sur un mauvais adieu* ne vaut pas tant pour ses intrigues, captivantes mais somme toute assez classiques, que pour les références littéraires qui s'y nichent – notamment au *Grand Sommeil*, de Chandler – et pour la mise en abyme intertextuelle qu'opère Michael Connelly, avec des rappels aux précédentes enquêtes d'Harry Bosch. L'ancien chroniqueur judiciaire poursuit sa fresque impressionniste de Los Angeles et de sa périphérie. Cette fois, il radiographie les névroses des villes de banlieue, majoritairement hispanophones, où la population nourrit un sentiment de relégation et d'abandon par rapport à la grande voisine qui l'encercler. ■ ABEL MESTRE

► **Sur un mauvais adieu** (*The Wrong Side of Goodbye*), de Michael Connelly, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Robert Pépin, Calmann Lévy, « Noir », 434 p., 21,90 €.

### Tous les coups sont permis

Depuis qu'elle a tué ses persécuteurs qui l'avaient laissée pour morte, puis témoigné au procès d'un réseau de traites des femmes (*Money Shot*, Gallmeister, 2016), Angel Dare, ex-actrice porno, se planque sous une fausse identité. Pour échapper à la mafia croate, elle a échoué comme serveuse dans un relais autoroutier d'Arizona. Par le plus grand des hasards, Vic Ventura, son ancien amant, y a donné rendez-vous à son fils Cody, un jeune espoir des sports de combat extrêmes. Les retrouvailles sont de courte durée : Vic est abattu par des Mexicains. Prenant la fuite avec Cody, qu'elle a juré de protéger, Angel Dare se plie à l'agenda de celui-ci, qui doit boxer au Mexique avant de passer une audition à Las Vegas, une « *foire au bétail* » hilarante. Après le milieu du X, Christa Faust donne un aperçu saisissant de celui du *fight*, où tous les coups sont permis. Il y a beaucoup de morts, de vols de voitures et de burlesque dans ce deuxième opus de la série. Les aventures de son héroïne féministe s'inscrivent dans la meilleure tradition du *pulp*, ces fictions improbables, gorgées d'humour et d'adrénaline. ■ M. S.

► **L'Ange gardien** (*Choke Hold*), de Christa Faust, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Christophe Cui, Gallmeister, « Americana », 240 p., 21,80 €.

De la même auteure et du même traducteur vient d'être réédité en poche *Money Shot* (Gallmeister, « Totem », 240 p., 8,60 €).



Alain Boureau

# Penseur nomade

Ce médiéviste au parcours éclectique préfère étudier les acteurs de l'histoire plutôt que ses systèmes, et aime explorer, comme dans « Le Feu des manuscrits », les bizarreries qui les révèlent

ÉTIENNE ANHEIM

**I**l fut un nomade de la spécialisation : arrêté par quelque objet dont il pressentait la bizarrerie, il s'en constituait le spécialiste instantané et provisoire. C'est ainsi qu'Alain Boureau parlait de l'historien allemand Ernst Kantorowicz (1895-1963) dans *Histoires d'un historien*, le livre qu'il lui a consacré en 1990 dans la collection « L'un et l'autre » (Gallimard) et qui vient d'être réédité (Les Belles Lettres, 128 p., 15 €). Tout en brossant le portrait de l'auteur des *Deux Corps du roi* (1957 ; Gallimard, 1989), il livrait un aveu personnel auquel son nouvel ouvrage, *Le Feu des manuscrits*, fait aujourd'hui écho. Sur la toile d'une œuvre intellectuelle foisonnante se dessine en effet l'ombre d'une subjectivité au travail.

Depuis près de quatre décennies, l'historien pratique un nomadisme intellectuel qui, comme il le raconte au « Monde des livres » avec un mélange de regret et d'amusement, « a parfois désarçonné [ses] collègues ». Après une thèse consacrée au système narratif de la *Légende dorée*, le vaste recueil de vies de saints rédigé au XIII<sup>e</sup> siècle par le dominicain Jacques de Voragine, il a parcouru un vaste territoire historique, de *L'Aigle. Chronique politique d'un emblème* (Le Cerf, 1985), au *Droit de cuissage. La fabrication d'un mythe, XIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle* (Albin Michel, 1995), en passant par *La Papesse*

« Ma recherche est entièrement orientée vers le présent », affirme-t-il, défendant, « à travers l'étude de Satan ou des moines anglais, une lecture actualisée des textes »

*Jeanne* (Aubier, 1988) ; autant de livres originaux et remarquables. Il n'a pas délaissé cependant la matière narrative, à laquelle il a consacré en 1993 *L'Événement sans fin* (Les Belles Lettres), qui pose la question de la place du récit dans la tradition chrétienne du Moyen Âge, avant de diriger l'édition de Jacques de Voragine dans la Pléiade, en 2004.

Ce travailleur inlassable, auteur d'une vingtaine d'ouvrages et de plus de deux

cents articles scientifiques, a aussi participé aux grands débats méthodologiques qui traversent la discipline historique à la fin des années 1980. Il a figuré au sommaire du célèbre numéro des *Annales* consacré au « tournant critique » de l'histoire en 1989 et a dirigé en 1991, avec son complice Daniel S. Milo, le livre *Alter histoire. Essais d'histoire expérimentale* (Les Belles Lettres), l'un des ouvrages les plus stimulants de cette période de crise intellectuelle. Elu directeur d'études en 1989 à l'École des hautes études en sciences sociales, où il a pris quelques années plus tard la direction du Centre de recherches historiques, fondé par Fernand Braudel, il a enseigné régulièrement aux États-Unis en parallèle.

A partir de la fin des années 1990, ses recherches ont emprunté une nouvelle direction, celle de la scolastique, cet immense continent mal exploré de textes théologiques, philosophiques et scientifiques issus des écoles et des universités du Moyen Âge. Editant des auteurs mal connus, éclairant des problèmes apparemment techniques pour en montrer l'importance sociale et culturelle, il s'est lancé en 2006 dans une somme en plusieurs volumes qu'il poursuit avec une énergie redoublée depuis qu'il est à la retraite. Intitulée *La*

*Raison scolastique*, l'entreprise, qui tient autant de l'explication de texte historique que de l'actualisation philosophique, cherche à explorer l'architecture intellectuelle de l'Occident à partir des fragilités et des virtualités révélées par le Moyen Âge.

On pourrait être tenté d'opposer deux moments dans cette trajectoire, celui d'une histoire des mentalités inspirée par l'anthropologie historique et celui d'une histoire intellectuelle nourrie de philologie. Mais cette coupure trop simple dissimule la cohérence profonde, scientifique et humaine, d'un parcours. Il raconte : « Tout commence à Lyon, dans les années 1960 – mais c'est une illusion de commencement, comme toute recherche des origines. Étudiant en littérature et en philosophie, j'étais fasciné par la cohérence des systèmes intellectuels et politiques que je découvrais, le maoïsme, Marx relu par Althusser et son cercle, la narratologie de Gérard Genette. »

Agrégé de lettres classiques, il s'éloigne pourtant de l'engagement politique pour « larguer les amarres ». Lui qui ne s'était guère éloigné de Lyon se souvient du « vertige cosmopolite » qui l'a saisi : « J'ai été sommé de choisir en quelques minutes une destination pour effectuer un service national en coopération, j'ai pris l'Égypte. » A Alexandrie, dont le nom

renferme tous les livres du monde, puis au Maroc où il s'installe ensuite, il découvre un nouveau monde. « Lorsque je rentre en France et que je commence ma thèse avec Jacques Le Goff, mon idée est claire : ce qui m'intéresse, ce sont les acteurs de l'histoire, et non les systèmes. » Le chercheur, qui perçoit ses années de jeunesse comme « le temps de la passivité », durant lequel il « a été modelé sans résister par ce [qu'il] lisait », cherche désormais à « refuser les pensées dogmatiques » et à prêter attention aux singularités et aux bizarreries qui sont la marque d'individualités trop souvent effacées par le temps et les historiens.

Alors qu'il enseigne les techniques de communication à l'IUT de Bourges dans les années 1980, il explore le savoir psychanalytique, ce qui le conduit plus tard à rencontrer le psychanalyste et éditeur Michel Gribinski, qui devient pour lui un interlocuteur essentiel, en même temps qu'il plonge avec passion dans les manuscrits médiévaux. Le Moyen Âge constitue à ses yeux le règne de « l'inquiétante familiarité », qui déroute mais ouvre de nouvelles perspectives.

Ses livres peuvent être vus comme autant d'exercices d'émancipation. La liberté de l'historien, celle des acteurs historiques et celle du lecteur forment un seul et même horizon. Ses investigations s'affranchissent des certitudes, qu'elles soient méthodologiques ou existentielles. On comprend que la scolastique, creuset de la dogmatique chrétienne, soit pour lui un lieu idéal pour cette entreprise de subversion, et que la psychanalyse, attentive à ce qui est dissonant, à « ce manque de signification qui appelle l'interprétation », soit ce qu'il appelle « un outil de sauvetage du passé ». « Car ma recherche est entièrement orientée vers le présent », affirme-t-il, défendant, « à travers l'étude de Satan ou des moines anglais, une lecture actualisée des textes ».

Ces principes ne sont pas qu'une vue de l'esprit. Lorsque en 2004 l'historien est victime d'une grave chute entraînant un traumatisme crânien suivi de séquelles neurologiques et psychologiques, il expérimente sur lui-même son savoir théorique, menant à bien, à l'aide de la psychanalyse et de la scolastique, un travail de reconstruction de soi dont il donne le récit émouvant dans *En somme* (Verdier,

2011). Cette épreuve le confirme dans son inclination antiautoritaire, son goût pour travailler à libérer les textes des prisons de la pensée dogmatique, qu'elle soit politique, religieuse ou scientifique. Il ne méconnaît pas les risques de ses choix d'interprétation et les critiques auxquelles il s'expose parfois : « Je suis d'ailleurs le premier à ne pas être d'accord avec moi-même. » Mais sans jamais céder sur son désir ni sur son plaisir, en prolongeant à sa manière paradoxale l'héritage de Mai 68, Alain Boureau poursuit une œuvre singulière, dans laquelle l'élan vers l'inconnu compte plus que la perfection de l'achèvement, une œuvre qu'on peut lire avec la même gourmandise que son auteur lit les textes médiévaux : « Ce que j'aime, quand j'ouvre un manuscrit, c'est qu'il y a toujours des surprises. » ■

## Parcours

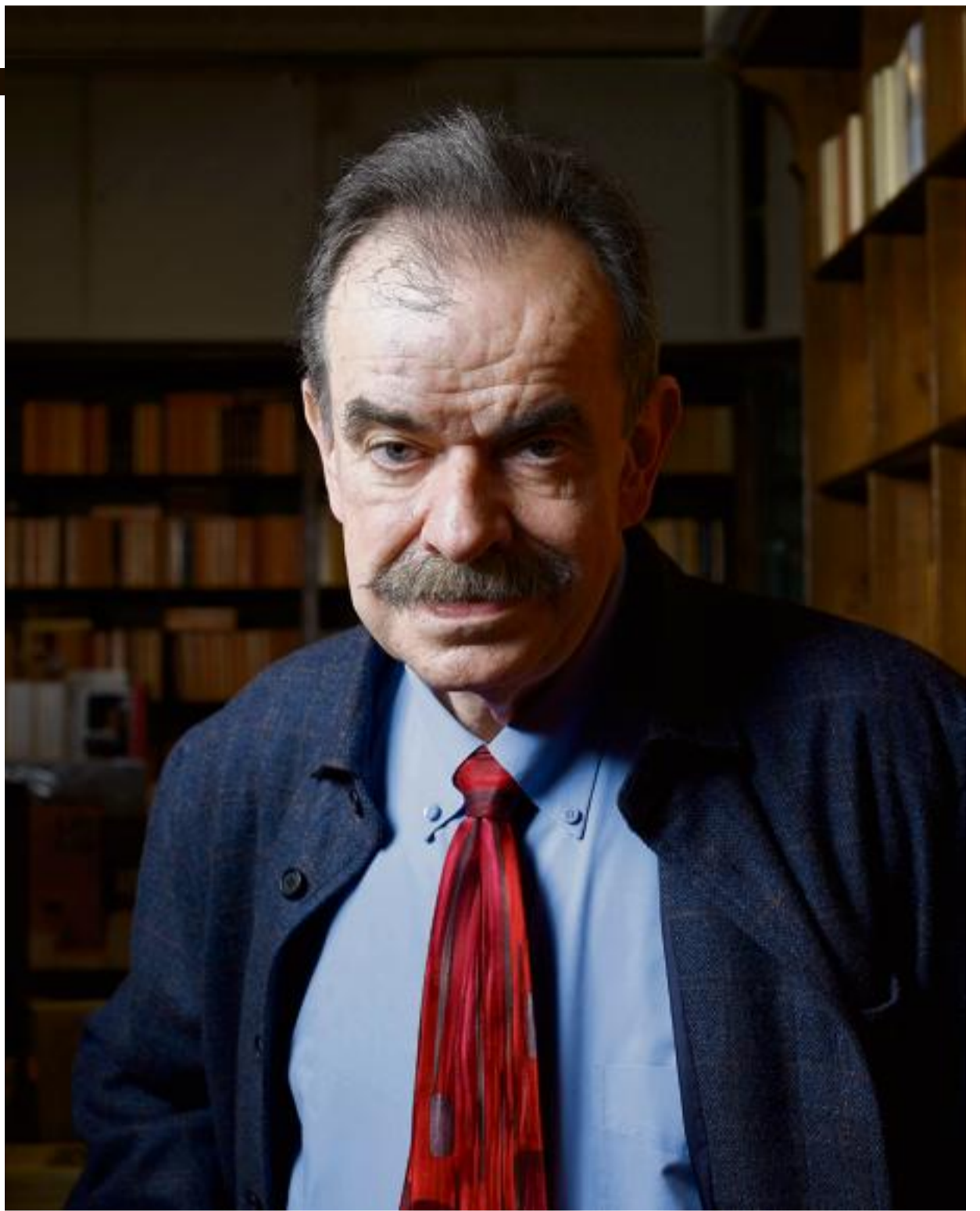
**1946** Naissance d'Alain Boureau

**1984** *La Légende dorée. Le système narratif de Jacques de Voragine* (Le Cerf)

**1989** Elu à l'EHESS

**1991** Il commence à enseigner aux États-Unis

**2016** *L'Errance des normes. Éléments d'éthique scolastique (1220-1320)*, tome IV de *La Raison scolastique* (Les Belles Lettres)



THIBAULT STIPAL/OPALE/LEEMAGE

## EXTRAIT

« Sous la cendre, les manuscrits attendent de nous embraser. Il suffit de ranimer leur flamme, de les lire et de les faire lire. Ce livre a présenté quelques obstacles à ces lectures : les manuscrits, convoités sans désir vrai, séquestrés dans les vitrines de la représentation et de la révérence (...), peuvent rester muets. Pourtant, les étincelles de leurs scribes avaient fusé. Les scribes actuels doivent poursuivre. J'aimerais terminer sur un éloge des travaux provisoires : une lecture vive et inachevée des textes doit l'emporter sur la procrastination rigide et vide de la perfection. (...) Le désir l'emporte sur l'instrument ; il se joue et jouit des contraintes. Nous, les scribes, le disons aux pharisiens : contre vous, le manuscrit résiste. »

LE FEU DES MANUSCRITS, P. 173-174

## Guetter la main scribe

LE NOUVEAU LIVRE d'Alain Boureau ressemble à la fois au journal intime d'un chercheur et à un antimanuel d'initiation à l'étude des manuscrits médiévaux. En mêlant des réflexions méthodologiques à de très belles reproductions de documents et à des archives personnelles, sans s'interdire les considérations polémiques et provocatrices, l'historien fait partager au lecteur sa passion des textes anciens. Il décrit la manière dont il cherche entre les lignes non seulement les auteurs, mais aussi les scribes du Moyen Âge, ces intermédiaires essentiels, souvent négligés.

En effet, une immense majorité des manuscrits ne sont pas autographes : ils ont été copiés par des gens dont c'était le métier. Ces copies ont produit autant de versions différentes des œuvres, par leur mise en page, leur graphie, mais aussi par des variantes, volontaires ou non, qui peuvent être très significatives. Sous la plume des scribes, le sens ne cesse de glisser, de se modifier, et le chercheur peut retrouver la vie qui sommeille sous l'apparente linéarité de l'écriture. En guettant la main du scribe, c'est à un corps-à-corps amical avec le passé qu'invite Alain Boureau. Contre les collègues qui s'érigent

en gardiens d'une signification définitive, contre les conservateurs de bibliothèques qui refusent parfois de communiquer les manuscrits ou les éditeurs de textes qui repoussent sans cesse la parution de travaux dont ils fantasment l'absence de défaut, l'historien appelle à une rébellion savante mais irrévérencieuse, celle qui consiste à reconnaître dans ces scribes nos semblables, nos frères. ■ E. AN.

LE FEU DES MANUSCRITS, LECTEURS ET SCRIBES DES TEXTES MÉDIÉVAUX, d'Alain Boureau, Les Belles Lettres, 192 p., 21 €. ■